

Université de Montréal

**Dynamiques de constitution
de la communauté antiautoritaire au Québec
2000-2010**

par
Rachel Sarrasin

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de Ph. D.
en science politique

février 2014

© Rachel Sarrasin, 2014

Cette thèse intitulée :

**Dynamiques de constitution
de la communauté antiautoritaire au Québec
2000-2010**

présentée par
Rachel Sarrasin

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Dominique Caouette
Département de science politique – Université de Montréal
Président-rapporteur
Représentant du doyen

Jane Jenson
Département de science politique - Université de Montréal
Directrice de recherche

Marcos Ancelovici
Département de sociologie - Université du Québec à Montréal
Codirecteur de recherche

Pascale Dufour
Département de science politique – Université de Montréal
Membre du jury

Cristina Flesher Fominaya
Department of Sociology - University of Aberdeen
Examinatrice externe

Résumé

Cette thèse par articles porte sur le processus de constitution de la communauté de mouvement social antiautoritaire au Québec, entre 2000 et 2010. Partant du constat de l'évolution de cet acteur politique d'inspiration anarchiste dans la province au cours de cette période, la thèse interroge les facteurs qui ont favorisé sa construction progressive autour de composantes diversifiées. Telles qu'elles se révèlent au grand jour vers la fin de la décennie, les composantes de cette communauté de mouvement social sont en effet hétérogènes au regard des enjeux qui retiennent leur attention, mais convergent néanmoins dans l'adoption de positions politiques, de stratégies d'action et de modes organisationnels caractéristiques de la perspective antiautoritaire contemporaine. Bien que l'environnement politique général dans lequel intervient la communauté antiautoritaire au Québec ait influencer son développement, la thèse démontre que les dynamiques internes à cette communauté sont celles qui ont assuré la pérennité de cet acteur politique en favorisant l'intégration de la diversité qui s'est exprimée en son sein au cours de la période étudiée. Le fait d'appréhender le mouvement antiautoritaire sous l'angle conceptuel de la communauté de mouvement social permet ainsi d'aborder le développement de cet acteur politique dans la continuité, au-delà des seuls moments publics d'interaction avec les autorités. Ce faisant, cette approche met également en lumière les facteurs endogènes qui ont contribué à son développement.

Dans la lignée des travaux sur les mouvements sociaux qui proposent une perspective théorique synthétique liant la considération des aspects structurels et culturels dans l'analyse, l'étude du processus de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec fait ressortir le rôle des dimensions organisationnelles et identitaires dans ce phénomène. Cette thèse par articles contribue à cette perspective théorique par l'application de l'approche mécanistique dans l'étude des mouvements sociaux. Celle-ci met en relief, d'une part, l'interaction de ces dimensions organisationnelles et identitaires dans la constitution de la communauté antiautoritaire et documente, d'autre part, les dynamiques qui leur sont inhérentes. Le passage graduel du mouvement antiautoritaire vers la configuration de communauté de mouvement social a ainsi été marqué, d'une part, par un processus de constitution organisationnelle qui a interagi avec le processus de démarcation identitaire en cours au sein du mouvement. D'autre part, la communauté antiautoritaire a pu se développer entre 2000 et 2010 grâce à un processus de conciliation identitaire réalisé par le travail identitaire des militants et des militantes. Ces processus ont favorisé la construction d'une identité collective fondée sur la lutte contre la pluralité des formes d'oppression, exprimée à la fois dans le discours et dans les pratiques des acteurs de la communauté antiautoritaire au Québec.

La démonstration analytique proposée dans cette thèse repose sur une approche méthodologique de recherche-action participative combinant observation participante, analyse d'entretiens et étude de sources documentaires. L'interprétation empirique de la communauté antiautoritaire est basée sur un projet réalisé conjointement avec le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) de l'Université Concordia, à Montréal.

Mots-clés : Mouvements sociaux, communauté de mouvement social, anarchisme, antiautoritaire, processus politique, identité collective, Convergence des luttes anticapitalistes.

Abstract

This thesis by articles is a case study of the development process of the anti-authoritarian social movement community in Quebec between the years 2000 and 2010. The study questions the factors that have contributed to the evolution of this political actor during this period and allowed for its heterogeneous character to be unveiled by the end of the decade. While the anti-authoritarian community's components encompassed numerous issues of struggle, there was convergence around the adoption of political positions, action strategies and organizational methods that form a contemporary anti-authoritarian ideal-type. Although the overall political environment of the anti-authoritarian community in Quebec did have an influence on its development, this thesis by articles demonstrates that it was the movement's internal dynamics that ensured its survival by allowing for the accommodation of the diversity expressed within the movement during that period. Understanding the anti-authoritarian movement through the conceptual lens of the social movement community allows us to observe and analyse the development of this political actor well beyond its public interactions with authorities. In doing so, this approach also highlights the role of the internal factors that have contributed to its development.

In line with previous work on social movements that put forth a synthetic theoretical perspective linking structural and cultural aspects, this analysis of the anti-authoritarian community in Quebec highlights the role of organizational and identity factors, while contributing to this perspective by applying a mechanistic approach. By doing so, the thesis highlights, on the one hand, the interaction of these dimensions in the development of the antiauthoritarian community and, on the other, the dynamics that are inherent to them. The gradual transition towards a social movement community structure was noted first as a process of organizational development that interacted with the process of boundary formation within the movement. On another hand, the anti-authoritarian community was able to sustain itself between 2000 and 2010 due to the identity work undertaken by its activists, through a process of identity reconciliation. These processes have contributed to the formation of a collective identity built around the struggle against various forms of oppression, simultaneously expressed in the political discourse and practices of anti-authoritarian activists.

The findings proposed in this thesis rely on a participative action research methodology and combine participant observation, the analysis of interviews and the study of documentary sources. The empirical interpretation of the anti-authoritarian community is based on a project carried out with the Research Collective on Collective Autonomy (CRAC) at Concordia University in Montreal.

Key words: Social movements, social movement community, anarchism, anti-authoritarian, political process, collective identity, Convergence des luttes anticapitalistes.

Table des matières

Résumé	iii
Abstract.....	iv
Liste des tableaux.....	viii
Liste des figures.....	ix
Liste des encadrés	x
Liste des sigles	xi
Remerciements	xiv
Chapitre 1. Introduction générale.....	1
1.1 Cerner l'objet d'étude : un idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine.....	4
1.1.1 L'anarchisme classique	5
1.2 Construire l'objet d'étude : le mouvement antiautoritaire au Québec	14
1.2.1 Première vignette : vers le Sommet des Amériques de Québec 2001	17
1.2.2 Deuxième vignette : autour du G8 et du G20 en Ontario en 2010	21
1.2.3 Constats sur la trajectoire du mouvement entre 2000 et 2010.....	24
1.3 Annonce succincte de la thèse	28
1.3.1 Formulation de la question générale de recherche	28
1.3.2 Plan général de la thèse	29
Chapitre 2. État des lieux et problématisation de la thèse	31
2.1 État des lieux	32
2.1.1 Les mouvements sociaux dans leur environnement.....	32
2.1.2 Les facteurs endogènes dans le parcours des mouvements sociaux	42
2.1.3 Les mouvements sociaux dans la continuité	53
2.2 Problématisation de la thèse	57
2.2.1 Hypothèses de travail	57
2.2.2 Cadre d'analyse mobilisé, contributions et articulation de la démonstration.....	59
2.3 Approche méthodologique	66
2.3.1 Techniques de la collecte des données	68
2.3.2 Positionnement épistémologique de la chercheure.....	75
Préambule au chapitre 3	80

Chapitre 3. Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec.....	84
3.1 Méthodologie et collecte des données.....	86
3.2 La communauté antiautoritaire au Québec.....	88
3.2.1 Une culture politique libertaire	90
3.2.2 Une interface organisationnelle.....	94
3.2 L'autonomie collective comme choix politique	99
3.3 Conclusion	103
Préambule au chapitre 4	107
Chapitre 4. Les vies multiples de la CLAC : constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire au Québec	109
4.1 Co-construction organisationnelle et identitaire.....	111
4.2 Une approche par mécanismes	114
4.3 Méthodologie et collecte des données.....	118
4.4 Trajectoire de la CLAC, 2000-2006	120
4.4.1 Première séquence (2000-2002) : activation des frontières et convergence d'individus....	121
4.4.2 Deuxième séquence (2002-2004) : différenciation interne et multiplication des groupes..	127
4.4.3 Troisième séquence (2004-2006) : intermédiation routinière et mise en réseau	131
4.5 Consolidation de la communauté antiautoritaire et retour de la CLAC	135
4.6 Conclusion	140
Préambule au chapitre 5	144
Chapitre 5. Dynamics of Identity Work in the Anti-Authoritarian Community in Quebec	147
5.1 Identity Reconciliation Through Identity Work	149
5.2 Data and Method	154
5.3 Expressions of Diversity in the Anti-Authoritarian Community	158
5.4 Dimensions of Identity Work by Anti-Authoritarian Activists.....	162
5.4.1 Identity Work for Empowerment and Attribution of Similarity	163
5.4.2 Identity Work as a Goal and Naming.....	168
5.4.3 Identity Work as Strategy and Audience Shift.....	173
5.5 Conclusion	181
Chapitre 6. Conclusion générale.....	184
6.1 Retour sur les contributions de la thèse	186
6.2 Ouverture et pistes de réflexion.....	193

Bibliographie	196
Annexe A. Certificat d'éthique du CRAC	xvi
Annexe B. Exemple de formulaire de consentement du CRAC	xvii
Annexe C. Liste des publications du CRAC	xxii
Annexe D. Représentation visuelle de la communauté antiautoritaire au Québec développée par le CRAC	xxvii

Liste des tableaux

Tableau 1.1 Chronologie non exhaustive de la mobilisation altermondialiste sur la scène internationale à partir de la « bataille de Seattle » de 1999	10
Tableau 1.2 Idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine.....	13
Tableau 1.3 Comparaison des caractéristiques du mouvement antiautoritaire lors des épisodes de contestation de 2001 et de 2010	26
Tableau 2.1 Index démocratique 2010	36
Tableau 2.2 Déconstruction préliminaire du processus de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec.....	64
Tableau 2.3 Objets des sections formant le cœur de la thèse par articles	66
Tableau 2.4 Entretiens du CRAC retenus pour la thèse.....	74
Tableau 4.1 Mécanismes déployés dans les phases de développement de la CLAC et configuration organisationnelle correspondante.....	141
Table 5.1 Dimensions of Identity Work and Corresponding Mechanisms in the Process of Identity Reconciliation	154
Table 5.2 Composition of Groupings Involved in the Study	158
Tableau 6.1 Déconstruction du processus de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec .	189

Liste des figures

Figure 1.1 Iconographie de la CLAC utilisée à l’occasion de la mobilisation de 2001	25
Figure 1.2 Iconographie de la CLAC 2010 utilisée à l’occasion de la mobilisation de 2010	25

Liste des encadrés

Encadré 1.1 Précisions sur l'utilisation des termes anarchiste et libertaire	6
--	---

Liste des sigles

ALENA Accord de libre-échange nord-américain
ACAR Anticolonial/Antiraciste
AMI Accord multilatéral sur les investissements
AMP Action mondiale des peuples
ASC Alliance sociale continentale
ASSÉ Association pour une solidarité syndicale étudiante
ATTAC Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
BDS Boycott, désinvestissement et sanction
BLOC-AMP Bloc de l'Action mondiale des peuples
CASA Comité d'accueil du Sommet des Amériques
CLAC Convergence des luttes anticapitalistes
CLAC 2010 Convergence des luttes anticapitalistes 2010
CRAC Collectif de recherche sur l'autonomie collective
FMI Fonds monétaire international
FSM Forum social mondial
FRAPRU Front d'action populaire en réaménagement urbain
G8 Groupe des huit
G20 Groupe des vingt
GAMMA Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes
GOMM Groupe opposé à la mondialisation des marchés
GRC Gendarmerie royale du Canada
IPSM Indigenous Peoples Solidarity Movement
IWW Industrial Workers of the World
OMC Organisation mondiale du commerce
ONG Organisation non gouvernementale
OQP 2001 Opération Occupons Québec
PPL Pain, panais et liberté
MDE Mouvement pour le droit à l'éducation
NEFAC North Eastern Federation of Anarcho-Communist
PSP Partenariat pour la sécurité et la prospérité
QPIRG Québec Research Interest Group

RAGE Regroupement anti-G20 étudiant
RAJE Regroupement autonome des jeunes de l’Estrie
UPA Union des producteurs agricoles
SCRS Service canadien de renseignement et de sécurité
SLA Salon du livre anarchiste de Montréal
SSF Solidarité sans frontières
TCMN Toronto Community Mobilization Network
WTO World Trade Organization
ZLÉA Zone de libre-échange des Amériques

Pour Félix et Sacha, mes vecteurs d'éternité

Remerciements

*All rules for study are summed up in this one :
learn only in order to create.*

- Friedrich Schelling (cité dans Dunleavy 2003, vi)

La création intellectuelle est une activité qui prend appui sur des contributions multiples. La démarche doctorale dont la présente thèse représente l'aboutissement a ainsi pris racine dans un environnement fertile, alimentée par les apports respectifs de diverses sources d'inspiration.

J'ai d'abord eu l'immense privilège d'être encadrée par Jane Jenson pour l'entièreté de mon parcours au doctorat. Bien que le rôle d'une directrice de recherche soit par sa nature déjà suffisamment significatif dans le cheminement de toute étudiante aux cycles supérieurs, Jane a occupé une place beaucoup plus importante encore en devenant au fil du temps un véritable mentor. La combinaison de son extrême rigueur intellectuelle et de sa bienveillance humaniste a fait de chacun de mes échanges avec elle un moment d'enseignement dont je retiendrai à jamais les leçons. Merci Jane, d'être toujours si généreuse de ton expérience et de tes qualités. Pour leur part, les contributions de Marcos Ancelovici à titre de co-directeur ont été à la fois complémentaires à celles de Jane et déterminantes dans la rédaction de cette thèse. Son expertise sur les mouvements sociaux, de même que sa complicité amicale et militante ont dynamisé ce projet à plusieurs occasions. Marcos, merci d'avoir cru en ma recherche et ce faisant, d'avoir aidé à construire ma confiance en moi.

Au département de science politique de l'Université de Montréal, j'ai pu évoluer dans un environnement d'apprentissage stimulant et dynamique. Dès mon arrivée, je m'y suis trouvée suffisamment mise en déséquilibre pour alimenter mon envie de remise en question et de réflexion approfondie. Au sein de la Chaire de recherche du Canada en citoyenneté et gouvernance, j'ai été entourée de collègues aux intérêts de recherche souvent fort différents des miens, mais dont les regards analytiques se sont avérés percutants pour la suite de mes travaux. Merci à Ahmed, Andrew, Anne, Aude-Claire, Bastien, Caroline, Cem, Christine, Élise, Fabien, Grant, Julien, Kaisa, Karine, Patricia, Marouane, Maryème, Mireille, Nora, Nordin, Seong Gee, Sylvain et Thomas pour leurs commentaires éclairants et conviviaux. Je tiens également à remercier les professeurs et professeures du département de science politique dont les enseignements ont structuré mon cheminement, notamment André J. Bélanger, Dominique Caouette, Pascale Dufour, Richard Nadeau et Alain Noël. J'aimerais enfin souligner la disponibilité et l'amabilité du personnel du département qui a su démystifier les inévitables et parfois laborieuses procédures administratives qui sous-tendent le parcours étudiant: Marie-Andrée Lavertu, Caroline Marinelli, Carole Pouliot et Jocelyne Sauvé.

Ma thèse de doctorat a plus spécifiquement été nourrie par l'action collective qui a constitué son objet d'étude et donc, en corollaire, par l'énergie militante de toutes les personnes qui s'y consacrent. Même si cette mention est une reconnaissance bien modeste à la lumière de la lutte qui les mobilise, j'aimerais tout de même relever le travail acharné et constant des militants et des militantes qui animent le mouvement antiautoritaire au Québec. Mon retour vers le mouvement antiautoritaire en 2008 après une période de moindre implication a été facilité par mon insertion dans le projet développé par Anna Kruzynski et les membres du Collectif de recherche sur l'action collective (CRAC). Mon expérience avec le CRAC a été marquante dans ma socialisation politique et fondamentale dans ma compréhension du mouvement antiautoritaire au Québec. Les interprétations des dynamiques militantes développées collectivement au sein du CRAC sont à la base de l'analyse théorique présentée

dans cette thèse. Je tiens ainsi à exprimer ma profonde gratitude envers Anna pour m'avoir donné accès à ce milieu, de même qu'à Emilie Breton, Nicolas Delisle-L'Heureux, Shirene Eslami, Ashley Fortier, Sandra Jeppesen, Jacinthe Leblanc, Robyn Maynard, Magaly Pirotte, Coco Riot et Catherine St-Arnaud-Babin pour lui avoir donné vie. Merci aux militants et aux militantes qui ont participé au travail de recherche du CRAC dans le cadre des entrevues et des activités de validation organisées par le Collectif. Dans un ordre d'idée similaire, merci à Félix Sylvestre et à toute l'équipe du DIRA pour l'indispensable travail de documentation militante réalisé au cours des années et auquel j'ai eu recours pour soutenir ma thèse. Merci également à Marie-Pierre Boucher, Chris Dixon, Francis Dupuis-Déri, Bitá Eslami, Mary Foster, Helen Hudson, Marie-Ève Lamy, Cindy Milstein, Anahi Morales Hudon, Stéphanie Rousseau et Jaggi Singh pour des discussions toujours inspirantes qui m'ont motivée à poursuivre ce projet.

Puisque les conditions matérielles de réalisation d'un projet doctoral contribuent à sa réussite, j'aimerais également souligner les contributions financières de Jane, de Marcos, du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), ainsi que de la Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP) et de la Direction des relations internationales (DRI) de l'Université de Montréal. Le Collège Gérard-Godin et le Collège de Bois-de-Boulogne m'ont quant à eux octroyé des conditions professionnelles favorables à l'amorce de mon projet. L'hospitalité des Recluses Missionnaires et des Sœurs de Ste-Croix a constitué un environnement de rédaction serein en fin de parcours.

Enfin, l'immersion intensive que nécessite la rédaction d'une thèse peut avoir pour effet la négligence d'autres sphères de la vie dont l'amitié est certainement la première à écoper. Merci donc à tous ces merveilleux ami.es, restés fidèles en dépit de mes silences prolongés : votre affection est inscrite en filigrane de ce projet. Suivant cet esprit, j'aimerais remercier les membres de ma famille, petite et grande, pour leur amour inconditionnel à travers les hauts et les bas de cette grande aventure. Je pense entre autres à mes parents, à mon frère Simon, à ma grande sœur Manon, à ma belle-mère Carole, à mes tantes, à ma cousine Jolaine et à ma douce Mali. Le courage de mener ce projet à terme m'a incontestablement été transmis par les femmes extraordinaires qui m'entourent, principalement ma mère Michèle et ma grand-mère Jeanne dont l'ambition pionnière m'a toujours servi de phare. Merci à Louis-Frédéric d'avoir fait une place à ce projet dans notre relation et d'avoir infailliblement cru en mes capacités à le réaliser. Enfin, la force vitale nécessaire à l'accomplissement de cette thèse a été puisée à même le regard de mes deux enfants, qui ont été portés, accouchés, allaités et élevés dans leur petite enfance en parallèle de ce projet doctoral. Alors qu'ils font eux-mêmes leur entrée à l'école primaire au moment où je quitte les bancs de l'université, j'aimerais qu'ils sachent qu'à l'instar des personnes qui m'ont accompagnée au cours de cette démarche qui s'achève, je serai toujours à leurs côtés pour les guider au bout de leurs rêves.

Chapitre 1

Introduction générale

En juillet 2011, le Service de police de Montréal annonçait la création d'une unité spéciale dont le mandat consistait en la surveillance des « mouvements marginaux » et « anarchistes ». Officiellement, le Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes (GAMMA) relevant de la division du crime organisé avait pour objectif d'empêcher les actes de vandalisme jugés violents et associés à ces acteurs lors des manifestations. Outre les débats qui ont entouré la légitimité de telles imputations ou la conformité même du mandat de l'escouade avec les droits sociaux et politiques enchâssés dans la constitution canadienne, cette nouvelle comporte l'avantage d'avoir attiré l'attention publique sur la présence alléguée de militants et de militantes¹ anarchistes au Québec. L'intérêt des autorités politiques pour l'anarchisme rappelle en ce sens les propos tenus en 2001 par le Service canadien du renseignement et de la sécurité (SCRS) qui s'inquiétait déjà de la montée du phénomène anarchiste, ce dernier « ajoutant une dimension plus complexe aux activités de protestation » (Service canadien du renseignement et de la sécurité 2000). En écho à cette mention, les références aux militants et aux militantes anarchistes dans les luttes sociales au Québec se sont également faites plus fréquentes dans les médias à partir de cette période.

Le constat de la prégnance de la perspective anarchiste dans le paysage social et politique de la province dans les années 2000 n'est pas anodin. Cette observation traduit l'ampleur des

¹ L'écriture des formes masculine et féminine au long, plutôt que l'emploi de formes télescopées, a été privilégiée comme mode de féminisation de ce manuscrit. Le terme *acteur* dont l'usage est fréquent dans la thèse est quant à lui considéré ici comme mot épïcène afin d'éviter la collision sémantique qui résulterait de sa féminisation par l'utilisation du mot *actrice* (cette collusion sémantique existe également avec le terme *acteur*, mais les diverses acceptions de la forme masculine sont plus généralement différenciées). Par ailleurs, notons que si la féminisation d'un texte a l'avantage de refléter la place occupée par les femmes dans la société, elle reproduit néanmoins la binarité de genre sur laquelle la perspective *queer* à attirer notre attention et qu'elle s'efforce de déconstruire. Bien que certaines techniques de rédaction visant à éliminer toute allusion au genre sont proposées par les groupes militant dans cette perspective, l'utilisation encore marginale de ces techniques justifie la décision de ne pas y avoir recours dans ce manuscrit afin d'éviter la confusion dans la lecture du texte, et ce, malgré les implications politiques qui sous-tendent ce choix.

activités contestataires qui se déploient à la même période, sur la scène nationale comme transnationale, dans le cadre d'un cycle de mobilisation contre la mondialisation néolibérale (Agrikoliansky, Fillieule et Mayer 2005). Dans ce contexte, les idées et pratiques inspirées de l'anarchisme connaissent un retour en force indéniable. Les affinités avec ce courant politique s'y manifestent parfois en étant formulées explicitement dans l'identité de certains acteurs, mais s'expriment plus généralement dans l'esprit antiautoritaire qui anime une part non négligeable des forces contestataires activées par la mobilisation altermondialiste. Bien que déjà présente selon des modalités variables dans divers contextes nationaux, cette perspective renouvelée par le cycle de contestation altermondialiste est alors portée par des acteurs qui constituent dans l'ensemble un vaste mouvement social antiautoritaire « composed of dense networks of individuals, affinity groups and collectives which communicate and coordinate intensely, sometimes across the globe and generate innumerable direct actions and sustained projects » (Gordon 2008, 3-4).

Suivant cette dernière interprétation, il apparaît donc pertinent d'isoler ce mouvement social antiautoritaire de la mobilisation altermondialiste que cette dernière a contribué à faire émerger pour en faire un objet d'analyse à part entière. Dans cette lignée, si le cycle de contestation contre la mondialisation néolibérale a connu un apaisement progressif vers le milieu de la décennie 2000 (Pleyers 2013)², il convient toutefois de poser de façon distincte la question de la trajectoire du mouvement antiautoritaire pour en évaluer rigoureusement le parcours. Cette thèse s'intéresse précisément à cet objet d'étude que constitue le mouvement antiautoritaire contemporain en étudiant sa conformation particulière dans le contexte

² Pleyers (2013) note qu'à partir de 2005, les mobilisations altermondialistes ont connu des résultats plus mitigés. Malgré l'extension géographique de l'altermondialisme vers des régions comme l'Afrique, avec la tenue sur le continent de certaines éditions du Forum social mondial (Bamako 2006, Nairobi 2009, Dakar 2011), les événements altermondialistes connaissent une baisse de participation. De plus, certains acteurs centraux de l'altermondialisme vivent à cette période des difficultés internes qui nuiront à leur dynamisme, comme ce fut le cas, entre autres, pour l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) en France. Cette observation d'un apaisement des mobilisations altermondialistes dans la deuxième moitié des années 2000 n'invalide cependant pas l'hypothèse du maintien de certaines de ses structures de mobilisation et de leur rôle dans le développement du cycle de mobilisation des Indignés et des différents chapitres nationaux du mouvement Occupons à la suite du Printemps arabe de 2011 (Flesher Fominaya 2013).

québécois³. L'intérêt de cette recherche est avivé par le regain d'attention accordée récemment à la perspective anarchiste contemporaine dans la politique québécoise (Bellemare-Caron, Breton, Cyr, Dupuis-Déri et Kruzynski 2013), mais surtout par le souci d'articuler de manière plus explicite la réflexion sur le mouvement antiautoritaire qui s'inspire de ce courant avec les débats en cours dans la littérature sur les mouvements sociaux.

Procédant d'abord de manière inductive à partir de l'observation assidue de la dynamique du mouvement antiautoritaire dans la province depuis l'an 2000⁴, la démarche de recherche au cœur de cette thèse a également été alimentée par certains impensés des théories des mouvements sociaux qui ont jusqu'ici fait du mouvement d'inspiration anarchiste au Québec un objet difficile à appréhender à la lumière des paradigmes dominants de cette littérature. À la croisée de différentes disciplines des sciences sociales, la littérature sur les mouvements sociaux peut donc assurément bénéficier de recherches sur le mouvement antiautoritaire québécois menées sous l'angle disciplinaire de la science politique, en ce que ce mouvement renvoie à des questions d'actualité dans le domaine d'étude de l'action collective quant au rapport qu'entretiennent les mouvements sociaux à l'État, au changement social et au pouvoir politique de manière plus générale.

Ainsi, en guise d'introduction générale de la thèse, il importe d'abord de définir les contours de l'objet de recherche qui retient l'attention sous la forme du mouvement social antiautoritaire au Québec. Pour ce faire, il sera utile dans un premier temps de présenter l'anarchisme en tant que courant politique réactualisé, à partir de son édifice théorique classique, dans le cadre du cycle de contestation altermondialiste. Sur la base de l'identification d'un idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine, la présence de ce courant dans la construction d'un mouvement social antiautoritaire au Québec durant la

³ Même en admettant l'existence d'un mouvement social antiautoritaire transnational dont l'émergence et les opportunités d'action auraient été influencées par le phénomène de la mondialisation (Drainville 2002; Gordon 2008), les acteurs qui donnent l'impulsion à un tel mouvement transnational demeurent rattachés à différents territoires d'ancrage (Sommier, Fillieule et Agrikoliansky 2002; Tarrow 2005; della Porta 2005b) et cette considération justifie l'étude de leur développement dans ces contextes spécifiques.

⁴ Cette délimitation temporelle sera justifiée dans une section ultérieure de l'introduction générale.

première décennie des années 2000 sera ensuite documentée. Certains constats élaborés à partir de l'observation de la trajectoire de ce mouvement au cours de cette période mèneront par après à la formulation de la question générale de recherche. Cette annonce succincte de l'orientation de la thèse sera finalement complétée par la présentation de la forme d'exposition par articles de celle-ci.

1.1 Cerner l'objet d'étude : un idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine

À l'instar des présupposés négatifs qui sous-entendent généralement les discours officiels sur le phénomène anarchiste, les références à ce dernier sont associées depuis longue date au spectre de la menace et de l'activité politique hors-norme. Au Québec, la peur de l'anarchisme aurait été construite dès la fin du XIXe siècle, précédant en ce sens l'identification du marxisme comme ennemi principal des classes dominantes (Houle-Courcelles 2008, 17). Dans les débats publics relayés par l'interface médiatique, l'utilisation du terme vient généralement appuyer les analyses qui cherchent à condamner un type particulier d'action collective jugé trop radical, voire sans fondement politique (Dupuis-Déri 2013).

Parallèlement, ces interprétations sont alimentées par la polysémie des termes associés à son champ lexical dans le milieu académique (Amster, DeLeon, Fernandez, Nocella et Shannon 2009, 1). C'est ainsi qu'en relations internationales, l'anarchie décrit dans certains courants un ordre global privé de système de gouvernance (Éthier 2006, 54), tout comme en science politique le terme renvoie parfois à une abstraction référant au chaos en l'absence d'autorité centrale. Dans le champ d'études de l'économie, le terme anarchie est utilisé pour désigner une variante extrême du libéralisme où l'économie de marché se déploie sans participation ni régulation gouvernementale (Williams 2009). Même l'histoire a eu tendance à occulter l'existence des mouvements anarchistes, alors que plusieurs historiens intéressés par l'étude des luttes sociales ont été plutôt enclins à porter leur attention sur les acteurs institutionnalisés tels que les syndicats et les partis politiques ou vers les courants d'inspiration marxiste-léniniste (Dupuis-Déri 2008b).

Constatant cette ambiguïté conceptuelle, « any discussion of anarchism requires a preface that distinguishes fact from fiction and between what anarchists say about themselves and what others say about them » (Williams et Lee 2008, 47).

1.1.1 L'anarchisme classique

L'étymologie du terme anarchisme réfère, littéralement, à l'absence de pouvoir ou d'autorité. Or, « cela ne signifie ni confusion ni désordre, si l'on admet simplement qu'il y a d'autres ordres possibles que celui qu'impose une autorité » (Baillargeon 2004, 12)⁵. L'anarchisme en tant que courant politique prend ainsi le parti de la liberté et de l'égalité comme conditions essentielles de cet ordre en l'absence de pouvoir. Au cœur de cette vision se trouve l'idée d'antiautoritarisme, soit le refus de toute forme jugée illégitime d'autorité ou de pouvoir. « Ni Dieu ni maître »⁶ est une devise anarchiste qui illustre éloquemment le locus de ces autorités illégitimes, situées de manière prépondérante, mais non exclusive puisque progressivement mis à jour, dans le rejet de l'État, des institutions religieuses et des rapports de domination qui traversent la sphère du travail. Cette tradition idéologique⁷ issue de la grande famille socialiste se distingue ainsi des courants inspirés du marxisme par son opposition à la centralisation du pouvoir et à la hiérarchisation des luttes. L'anarchisme est néanmoins marqué par différentes tendances couramment catégorisées comme étant celles de l'anarchisme social et de l'anarchisme individualiste⁸. Malgré la contribution intellectuelle notable de ce dernier, l'anarchisme social a connu un développement historique plus important, ce qui justifie que cette tendance soit au centre de la brève rétrospective de l'anarchisme reconstruite en ces pages.

⁵ La récapitulation de l'anarchisme classique élaborée dans cette section est essentiellement tributaire de la généalogie présentée dans l'ouvrage de Baillargeon (2004).

⁶ Cette locution était à l'origine le titre du journal créé par Louis-Joseph Blanqui en 1880.

⁷ Considérant que des tendances aussi diverses que l'anarcho-capitalisme et celles inspirées de l'anarchisme social sont situées à des extrêmes opposés du spectre politique gauche-droite, il a parfois été affirmé que l'anarchisme ne saurait être considéré comme une idéologie à part entière. Or, comme le rappelle Baillargeon (2004, 22), les tenants de l'anarchisme social estiment que la récente tendance anarcho-capitaliste se réclame à tort de l'anarchisme, même dans sa version individualiste.

⁸ D'abord défendu par Max Stirner, l'anarchisme individualiste propose « par l'associationnisme de refonder la vie sociale, envisagée comme réunion d'égoïstes librement et volontairement associés » (Baillargeon 2004, 37). Regroupant à la fois les tendances collectiviste, fédéraliste, communiste et syndicaliste, l'anarchisme social vise de manière générale l'abolition de la propriété et l'appropriation collective des moyens de production.

Si certains auteurs soutiennent que l'influence des idéaux anarchistes a été une constante de l'histoire de l'humanité⁹, il est plus consensuellement admis que l'articulation explicite et différenciée de ce courant politique n'est advenu qu'à la suite de la Révolution française. En occident, l'apparition d'un «anarchisme historique», pour distinguer cette dernière datation de l'«anarchisme éternel» inhérente à la première interprétation (Baillargeon 2004, 19), est retracée au XIXe siècle sous la plume d'auteurs tels que William Goodwin, Pierre Joseph Proudhon, Michel Bakounine et Pierre Kropotkine. L'élaboration théorique de ce courant a été enrichie par les contributions de penseurs et acteurs-clés du courant libertaire comme Errico Malatesta, Léon Tolstoï, Élisée Reclus, Voltairine de Cleyre ou Emma Goldman, pour n'en nommer que quelques-uns. Plusieurs événements ont également ponctué l'histoire de l'anarchisme en Europe et en Amérique du Nord et sont venus en préciser la substance autour de pratiques conséquentes. Parmi ceux-ci, l'expérience de la Commune de Paris en 1871, le massacre de Haymarket Square à Chicago en 1886 et plus tard, les conseils ouvriers de la Révolution russe de 1917 ou la Guerre civile espagnole de 1936-1939 sont autant de moments qui, en dépit de l'absence d'une véritable révolution anarchiste, ont révélé la présence de ce courant dans diverses luttes sociales et politiques.

Encadré 1.1 Précisions sur l'utilisation des termes anarchiste et libertaire¹⁰

Le néologisme libertaire est initialement utilisé par Joseph Déjacque (1857, cité dans Luck 2008, 9) dans une missive adressée à Pierre Joseph Proudhon dans laquelle il critique les positions traditionalistes de celui qui est considéré par plusieurs comme le père de l'anarchisme. Déjacque s'en prend à la vision qu'entretient Proudhon sur les relations entre hommes et femmes, lui reprochant un paternalisme qui impose des limites à l'anarchisme qu'il défend. Cette position ferait ainsi de l'anarchisme de Proudhon une doctrine libérale, mais non libertaire, c'est-à-dire «qui ne va pas au bout de sa radicalité» (Luck 2008, 9). De plus, l'utilisation du terme reflète une tendance de l'époque à créer des formes adjectivales en « taire », en écho notamment à la diffusion du mot prolétaire dans le vocabulaire socialiste. Son

⁹ Les auteurs qui proposent cette interprétation soulignent que des idées et pratiques s'apparentant à l'anarchisme existaient bien avant l'émergence européenne de ce courant dans les cultures non occidentales, notamment dans le taoïsme et le bouddhisme (Bender 1983; Mbah et Igariwey 1997).

¹⁰ L'idée de cet encadré et les informations qu'il contient sont tirées de Luck (2008, 9-11).

appropriation par le courant anarchiste du mouvement ouvrier exprimait alors une volonté de se démarquer d'un courant considéré comme autoritaire.

Par ailleurs, il importe de noter que la signification du terme équivalent anglais est toute autre. Aux États-Unis, le terme *libertarian* est repris à la fin des années 1940 par des acteurs qui entendent ainsi se distancier des mesures libérales mises en place par le gouvernement de Franklin D. Roosevelt et exprimer une adhésion sans réserve aux principes de la liberté individuelle et du libre marché. Le terme y est donc associé à un antiétatisme absolu bien distinct des valeurs du courant social de l'anarchisme qui elles, affirment parallèlement un souci pour l'égalité entre les individus. Dans le monde anglo-saxon, le mot *libertarian* caractérise plutôt les acteurs qui se situent dans la tendance anarcho-capitaliste.

Au Québec comme en France, le terme libertaire demeure aujourd'hui associé aux valeurs anarchistes et la différence entre les notions relève davantage d'une précision sémantique que d'un ordre idéologique. En ce sens, les termes « libertaire » et « anarchiste » sont utilisés de manière interchangeable dans le cadre de cette thèse.

Au Québec¹¹, le courant anarchiste a pris racine dès la fin du XIXe siècle, largement tributaire de l'immigration¹². Les idées et pratiques de l'anarchisme sont alors incarnées par différentes figures, publiques ou non, qui s'acharnent à articuler ce courant de pensée à des expériences de résistance concrètes. Même si l'anarchisme a peiné à s'ancrer au sein d'un mouvement organisé dans la province, confinant ce courant au mode de « l'éternel recommencement » (Nestor 2005, 1, 15), des traces de l'influence libertaire sont néanmoins notables dans une

¹¹ Étant donné la posture internationaliste et antinationaliste de l'anarchisme, on notera au passage le paradoxe qui sous-tend l'idée de la reconstruction d'une histoire nationale de l'anarchisme (Dupuis-Déri 2008b). Ce paradoxe peut toutefois être dissipé si l'on considère que l'anarchisme comme courant politique est porté par des acteurs historiquement et géographiquement situés dans des contextes sociopolitiques et qu'à leur tour, les États sont des structures qui agissent sur ces populations et territoires spécifiques. La référence aux balises étatiques dans la construction de l'objet d'étude demeure, enfin, le biais disciplinaire propre à la formation de la politologue intéressée par l'étude des mouvements sociaux.

¹² Houle-Courcelles (2008) présente une histoire savamment documentée de l'anarchisme au Québec entre 1860 et 1960, d'autant plus pertinente que les sources sur le sujet sont peu nombreuses et bien souvent difficiles d'accès.

variété d'initiatives ouvrières, artistiques ou littéraires. Faute d'une tradition anarchiste portée par des institutions pérennes¹³, le Québec aurait donc connu des « moments », voire des « étincelles » d'anarchisme (Dupuis-Déri 2008b), par exemple lors de la publication du manifeste du Refus global en 1948, du mouvement contre-culturel des années 1960, de la révolte étudiante de 1968 et même dans le cadre de l'épisode historique animé par le Front de libération du Québec au tournant des années 1970¹⁴. En effet, la vitalité des débats induits par le clivage sur la question nationale au Québec aurait alimenté à sa façon la perspective anarchiste, la lutte pour l'indépendance ayant été marquée par une tendance libertaire dans les années 1960 et 1970 (Bellemare-Caron *et al.* 2013).

C'est ainsi que le courant anarchiste s'est développé en dents de scie dans la province, ajoutant à la difficulté d'en retracer la généalogie exacte mais permettant tout de même d'en relever la persistance à travers le temps¹⁵. L'anarchisme au Québec aurait historiquement été ancré dans « l'idée de la négation du système social fondé sur les principes de classes et d'État, et de son remplacement par une société libre et non étatiste des travailleurs s'administrant eux-mêmes » (Groupe Dielo Trouda, cité dans Houle-Courcelles 2008, 12). Dans la lignée des idéaux et des pratiques de l'anarchisme classique, il a proposé une critique virulente des éléments qui entravent cette transformation radicale de la société, notamment les institutions parlementaires, le jeu électoral et les partis politiques de diverses allégeances, le clergé et les dogmes religieux, de même que les guerres dites patriotiques et le nationalisme¹⁶. Cet anarchisme au Québec a été porté par une mouvance fluide dont les contours étaient marqués

¹³ À la différence d'autres contextes nationaux comme ceux de la France ou de l'Espagne, par exemple, où des organisations anarchistes historiquement constituées comme la Fédération anarchiste dans le cas français ou la Confédération générale du travail et la Confédération nationale du travail dans le cas espagnol, incarnent de longue date certaines tendances de l'anarchisme dans les luttes sociales et politiques.

¹⁴ Le FLQ aurait en effet compté parmi ses troupes des « éléments anarchisants », ainsi que le rappelle Dupuis-Déri (2008b) en référence à l'analyse de Monière (1977). Parmi les tendances repérées par ce dernier au sein du FLQ, l'une représentée par la cellule Chénier aurait été d'inspiration anarchiste.

¹⁵ L'objectif qui consisterait à reconstruire la généalogie des luttes d'inspiration anarchiste au Québec à travers la filiation des acteurs qui l'ont portée serait certes louable, mais répond à un objectif de recherche différent de celui qui retient l'attention dans la présente thèse.

¹⁶ À l'instar de Dupuis-Déri (2008b), notons tout de même que des débats sur le nationalisme animent le courant anarchiste au Québec, alors que certains de ces acteurs voient dans le projet indépendantiste québécois un outil

par l'expression d'un anarchisme en bonne et due forme par des acteurs affichant clairement leur orientation idéologique, jusqu'à des manifestations plus pragmatiques et indirectement associées à la pensée libertaire, mais toujours suivant un même esprit antiautoritaire (Dupuis-Déri 2008b; Houle-Courcelles 2008, 14)¹⁷.

1.1.2 La mobilisation altermondialiste et la perspective antiautoritaire contemporaine

Si l'expression des idées et des pratiques développées par le courant anarchiste peut être identifiée à différents moments dans l'histoire des luttes sociales au Québec, l'affirmation de ce courant idéologique a connu un essor indiscutable dans les mouvements sociaux au tournant du XXI^e siècle. De manière générale, la vague globale d'opposition à la mondialisation des marchés a en effet représenté un moment fort d'actualisation de la perspective libertaire. Dès la fin des années 1990, plusieurs observateurs notent, ici comme ailleurs dans le monde, une résurgence de l'activité des mouvements d'inspiration anarchiste dans le cadre du cycle de contestation altermondialiste (Epstein 2001; Graeber 2002; Dupuis-Déri 2005a; Gordon 2007; Ibáñez 2014). Comme en témoigne le tableau 1.1, ce cycle de contestation a été ponctué de fortes mobilisations en marge des rencontres au sommet des chefs d'État et des organisations internationales, dont la plus célèbre demeure la « bataille de Seattle » dans la ville éponyme au moment de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1999.

ponctuel dans le cadre d'une lutte plus vaste vers l'émancipation et que d'autres le considèrent comme une stratégie de domination au service de l'élite.

¹⁷ C'est sur la base de cette reconnaissance d'analyses et de pratiques apparentées au corpus théorique de l'anarchisme sans pourtant y être associées de manière explicite que ce courant est repéré par certains auteurs dans une variété d'expériences, comme celles du « yiddishland » montréalais de la fin du XIX^e siècle ou des communautés amérindiennes installées sur le territoire du Québec avant la colonisation (Dupuis-Déri 2008b). L'anthropologie anarchiste de Graeber (2006) suggère en ce sens que le mode de vie de certains peuples autochtones présents avant l'arrivée des Européens sur le territoire actuel de l'Amérique du Nord aurait été proche des idéaux anarchistes théorisés subséquemment. À ce sujet, d'autres soulignent que bien que cette perspective ait le mérite de « valoriser l'histoire des peuples autochtones », la qualification *a posteriori* de certaines pratiques comme relevant de l'anarchisme court également le risque de reproduire « le projet impérialiste européen d'acculturation » des peuples non européens (Bellemare-Caron *et al.* 2013, 16) ou d'encourager une idéalisation folklorique de leurs cultures (Lagalis 2011).

Tableau 1.1 Chronologie non exhaustive de la mobilisation altermondialiste sur la scène internationale à partir de la « bataille de Seattle » de 1999¹⁸

Année	Événements ayant donné lieu à des mobilisations du mouvement altermondialiste
1999	Rencontre de l'OMC à Seattle, États-Unis
2000	Rencontre de l'OMC à Washington, États-Unis
2001	Sommet des Amériques à Québec, Canada Sommet du G8 à Gênes, en Italie Rencontre de l'OMC à Doha, Qatar
2002	Rencontre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, États-Unis Sommet du G8 à Kananaskis, Canada
2003	Sommet du G8 à Evian, France Rencontre de l'OMC à Cancún, Mexique
2004	Sommet du G8 à Sea Island, États-Unis
2005	Sommet du G8 à Gleneagles, Écosse Rencontre de l'OMC à Hong Kong, Chine Sommet des Amériques à Mar del Plata, Argentine
2006	Rencontre du G8 à St-Petersbourg, Russie
2007	Sommet du G8 à Heiligendamm, Allemagne
2008	Sommet du G8 à Hokkaidō, Japon
2009	Sommet du G8 à L'Aquila, Italie Rencontre de l'OMC à Genève, Suisse
2010	Sommet du G8 et du G20 à Huntsville et Toronto, Canada

L'expression du courant anarchiste dans le mouvement altermondialiste se dégage en filigrane de la diversité des enjeux exprimés par les acteurs mobilisés. Selon une interprétation généreuse de la présence anarchiste dans ce cycle de mobilisation, l'altermondialisme aurait été libertaire dans sa nature profonde, guidé dans ses principes d'organisation fondamentaux par les idéaux théoriques de ce courant (Chesters 2003; Mueller 2003; Farrer 2006). Suivant

¹⁸ Ce tableau synoptique de certaines des rencontres des dirigeants politiques et économiques qui ont été l'occasion de mobilisations altermondialistes est certes incomplet. Il est inséré à titre indicatif, mais ne prend pas en compte, par exemple, les mobilisations locales et nationales qui ont pu être alimentées par le phénomène de la mondialisation. Pour une réflexion sur la généalogie de l'altermondialisme, voir notamment Dupuis-Déri 2009.

une lecture plus modeste, le mouvement altermondialiste aurait plutôt dégagé une sensibilité anarchiste (Epstein 2001), un esprit de résistance libertaire (Grubacic 2003) ou une éthique antiautoritaire (Milstein 2010), exprimés dans les modes d'organisation affinitaire (Dupuis-Déri 2004), le recours aux pratiques décisionnelles horizontales (della Porta 2005a; Flesher Fominaya 2007), les campements autogérés (Hardt 2002) ou encore la production artistique et médiatique (Antliff 2003) du mouvement. Le renouveau de la perspective libertaire dans ce contexte peut ainsi être interprété comme une conséquence inattendue de ce « mouvement des mouvements » (Brecher, Costello et Smith 2000; Starhawk 2002; Mertes 2004), dépassant les revendications ouvertement affirmées par les acteurs qui le composent (Giugni 1998)¹⁹.

L'altermondialisme fait alors émerger les contours d'un anarchisme réinventé, porté par un mouvement fluide « that may not be anarchist in a strict ideological sense (...), but exhibits many classical anarchist principles » (Juris 2009, 221). Bien que la comparaison analytique des éléments de rupture et de continuité des particularités de l'allégeance anarchiste à différentes périodes historiques ne soit pas l'objet de cette introduction, il demeure possible d'affirmer que la perspective contemporaine inspirée de l'anarchisme s'inscrit dans la continuité des initiatives impulsées par l'anarchisme classique²⁰. Héritier de cette tradition issue du XIXe siècle, le courant libertaire actuel n'en est toutefois pas sa simple émulation. L'anarchisme qui s'affirme à l'époque contemporaine s'est plutôt réinventé au gré de différentes lectures critiques et des expériences historiques animées par ces idées. Il se trouve aujourd'hui exprimé dans une perspective antiautoritaire résultant d'une production sociale

¹⁹ La question des motifs qui alimentent cette poussée de l'anarchisme dans le cadre de la mobilisation altermondialiste est intrigante. L'intérêt renouvelé pour ce courant politique s'expliquerait ainsi par la conjonction de changements divers opérés sur les plans de la réalité sociale, culturelle, politique et technologique (Ibáñez 2014: 27). Parmi ceux-ci se trouvent notamment la désillusion communiste alimentée par la chute du bloc soviétique à la fin des années 1980, la médiation accrue de nouvelles luttes sociales comme celle des Zapatistes au Chiapas à partir du milieu de la décennie 1990, la diffusion des idées facilitée par l'usage d'internet et, plus globalement, le caractère changeant des modes de domination progressivement mis à nu dans nos sociétés.

²⁰ Le postulat de continuité entre les luttes sociales sous-jacent à cette proposition rejoint ainsi la mise en garde de Taylor (1989) selon laquelle l'analyse des mouvements sociaux doit se prémunir d'une lecture immaculée des origines de ces phénomènes, dans la mesure où les mobilisations s'inscrivent toujours dans un contexte particulier où elles prennent appui sur les héritages passés. Nonobstant cette affirmation, la démonstration du développement du mouvement antiautoritaire contemporain au Québec proposée dans cette thèse gagne tout de même à être balisée par des marqueurs temporels précis de manière à éviter l'écueil de la régression infinie.

dynamique ayant évolué dans une relation dialogique entre textes fondateurs et acteurs politiques²¹. L'orientation anarchiste continue d'être revendiquée ouvertement par certains acteurs, alors que pour d'autres la filiation à ce courant se dégage de la perspective antiautoritaire qu'ils adoptent sans que la qualification anarchiste ne soit nécessairement affirmée²².

Ce caractère fluide de la perspective contemporaine inspirée de l'anarchisme et les formulations variables de l'identification des acteurs qui composent le mouvement social qu'elle anime sont une particularité de ce courant qui contribue au défi d'en retracer les balises d'appartenance. Néanmoins, des traits caractéristiques peuvent être dégagés de ce courant libertaire actualisé dans les luttes contestataires récentes, de manière à esquisser un idéal type²³ de la perspective antiautoritaire contemporaine²⁴ détaillé dans le tableau 1.2. Cette dernière est définie par 1) une analyse politique contre les formes de domination jugées illégitimes et la promotion de valeurs alternatives, 2) le recours à un répertoire d'actions directes et le respect d'une diversité des tactiques et 3) un mode organisationnel inspiré de la démocratie directe et l'horizontalité des relations sociales (Rosanvallon 1976; Pucciarelli 1999; Gordon 2008, 14-21; Flesher Fominaya 2007, 336-342; Romanos 2013).

²¹ À ce sujet, Ibáñez prétend que le propre de l'anarchisme est d'être constitutivement changeant. Contre le dogme essentialiste, l'auteur souligne que l'anarchisme est le « produit circonstanciel d'un faisceau de relations » et que ce courant n'accède à l'existence que « dans le contexte d'une culture, d'une société et d'une époque déterminées » (2014: 17). Dans sa réflexion sur la résurgence contemporaine de l'anarchisme, Ibáñez distingue le néoanarchisme ou anarchisme extramuros et le postanarchisme. La première catégorie désignerait le courant politique anarchiste inséré dans la réalité des luttes sociales actuelles, alors que la deuxième appellation référerait à un courant théorique développé à l'intersection de la pensée anarchiste et de la philosophie poststructuraliste (Ibáñez 2014).

²² Graeber (2002, 24-25) classe les acteurs qui composent ce mouvement selon qu'ils appartiennent à la catégorie minoritaire des « capital-A anarchists », revendiquant clairement leur appartenance idéologique au courant de l'anarchisme ou le courant majoritaire des « small-A anarchists », qui adoptent une posture antiautoritaire tout en se méfiant d'une identification idéologique trop rigide.

²³ Tel qu'envisagé par Max Weber, l'idéal type est un concept sociologique permettant la construction d'un modèle idéalisé d'un phénomène social donné. La référence à un idéal type ne vise pas à traduire une réalité jugée parfaite ni à se poser comme idéal normatif. L'idéal type est un outil permettant la rationalisation des caractéristiques d'un phénomène et sert ainsi de guide dans l'analyse (Weber 1992).

²⁴ Les éléments documentés dans cet idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine au Québec s'apparentent notamment aux caractéristiques associées aux mouvements sociaux qualifiés de mouvements autonomes en Europe (Katsiaficas 2001; Flesher Fominaya 2007; Geronimo 2012; Roos et Oikonomakis 2013).

Tableau 1.2 Idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine

1. Une analyse politique contre les formes de domination jugées illégitimes et la promotion de valeurs alternatives.
2. Un répertoire d'actions directes basé sur le respect d'une diversité des tactiques.
3. Un mode organisationnel inspiré de la démocratie directe et l'horizontalité des relations sociales.

La première caractéristique de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine repose ainsi sur la radicalité des objectifs politiques portés par les acteurs composant le mouvement social qu'elle anime et affirmant un refus de toutes formes de domination jugées illégitimes. En ce sens, les positions de l'anarchisme classique construites sur l'opposition au capitalisme et à l'État se trouvent désormais articulées dans la perspective antiautoritaire contemporaine à une conception élargie des formes de domination corollaires, incluant notamment le patriarcat, le colonialisme, le racisme ou l'hétérosexisme. Cette posture oppositionnelle s'accompagne en contre-partie de la proposition de valeurs alternatives à promouvoir, parmi lesquelles se trouvent la justice sociale, la solidarité, l'entraide mutuelle, le respect de la diversité, de même que l'autonomie individuelle et collective (Lambert-Pilotte, Drapeau, Kruzynski 2007).

Par ailleurs, la filiation des acteurs sociaux avec la perspective antiautoritaire contemporaine est exprimée par le recours à un répertoire d'actions directes basé sur le respect d'une diversité des tactiques. Par le mode d'action directe, ces acteurs cherchent à agir sans l'intermédiaire de structures institutionnalisées, optant plutôt pour des modes d'intervention hors des voies de représentation conventionnelles et au-delà du seul exercice de pressions sur les autorités. Le principe du respect de la diversité des tactiques, quant à lui, implique la reconnaissance de la légitimité du recours à un spectre d'actions directes variées, selon les besoins identifiés par les acteurs et l'analyse de la conjoncture à un moment précis (Gaudet et Sarrasin 2008; Breton 2013). Cette diversité des tactiques couvre ainsi un éventail de possibilités allant de l'éducation populaire à la confrontation avec les autorités, en passant par exemple par la

subversion artistique ou encore la perturbation économique (Delisle-L'Heureux et Sarrasin 2013).

Enfin, ces acteurs privilégient un mode d'organisation issu des pratiques de la démocratie directe. Celles-ci sont minimalement fondées sur l'horizontalité des rapports sociaux, la décentralisation des pouvoirs et un mode décisionnel basé sur le consensus. La préférence pour ce mode organisationnel fait notamment écho à l'analyse politique contre les formes de domination jugées illégitimes mise de l'avant dans la perspective antiautoritaire contemporaine, en ce sens qu'elle vise à substituer aux relations sociales construites sur des rapport hiérarchiques un type d'interaction plutôt basé sur l'égalité et le respect des différences.

Comme toute forme de représentation abstraite d'un phénomène concret, la construction de ce modèle idéal typique de la perspective antiautoritaire contemporaine est une reproduction simplifiée d'une réalité dynamique et complexe. Elle est basée sur l'identification des dénominateurs communs minimaux pouvant être repérés chez les acteurs qui portent cette perspective antiautoritaire contemporaine, en dépit du fait que ce portrait idéalisé n'ait pas été élaboré délibérément par ces derniers. En ce sens, loin de toute prétention prescriptive, cet idéal type doit être envisagé comme un outil heuristique dont l'utilité repose sur l'identification facilitée des contours empiriques du mouvement antiautoritaire au Québec sur la base des différentes caractéristiques répertoriées.

1.2 Construire l'objet d'étude : le mouvement antiautoritaire au Québec

Au Québec, les caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine préalablement énoncées animent un mouvement social qui s'est d'abord manifesté dans la foulée de la contestation altermondialiste au début des années 2000 et demeure actif encore aujourd'hui. Bien que des traces d'anarchisme aient été repérées dans des luttes sociales antécédentes et donc, que des militants et des militantes aient pu être socialisés antérieurement

dans cette perspective antiautoritaire²⁵, ce qui apparaît novateur à cette période est de voir converger ces acteurs pour former un mouvement social jusqu'alors inédit dans la province.

Afin de délimiter les contours de ce mouvement social, la littérature sur les mouvements sociaux propose une variété d'approches théoriques en dialogue les unes avec les autres en ce qui concerne les attributs d'identification d'un tel phénomène. Parmi celles-ci, retenons comme point de départ l'approche du processus politique dont l'influence est notable dans ce champ d'études. Celle-ci définit les mouvements sociaux comme une forme historique particulière d'action collective « based on common purposes and social solidarities, in sustained interaction with elites, opponents and authorities » (Tarrow 1998, 4). Suivant cette conceptualisation, un mouvement social se caractérise par l'association de trois composantes, précisées comme suit :

- 1) a sustained, organized public effort making collective claims on target authorities (a campaign);
- 2) employment of combinations from among the following forms of political action: creation of special-purpose associations and coalitions, public meetings, solemn processions, vigils, rallies, demonstrations, petition drives, statements to and in public media, pamphleteering (performances from the social movement repertoire);
- 3) participants' concerted public representation of WUNC: worthiness, unity, numbers and commitment on the part of themselves and/or their constituencies (WUNC display) (Tilly 2004, 3-4).

Un mouvement social est ainsi repérable dans la mesure où la présence d'acteurs réunis autour de revendications communes est notable dans plusieurs épisodes de contestation au sein d'une même campagne ou dans le cadre de campagnes multiples. Les épisodes de contestation désignent des séquences liées d'interaction ininterrompue. Ils sont un construit analytique produit par les « coups de ciseaux que le chercheur pratique dans un flux de conflit à des fins d'observation, de comparaison et d'explications systématiques » (Tilly et Tarrow 2008, 71).

²⁵ Dans ce même esprit, les militants et les militantes qui convergent au début des années pour former le mouvement antiautoritaire sont issus de champs d'action multiples et portent des expériences de luttes diversifiées dont la reconstitution n'est pas traitée dans cette thèse. Malgré la pertinence de cet exercice qui consisterait à retracer l'apport différencié des trajectoires individuelles et des générations militantes dans la constitution initiale du mouvement antiautoritaire, la thèse se concentre plutôt sur l'objet d'étude que constitue le développement du mouvement à partir de cette première apparition publique, sur la base d'une question de recherche dont l'énoncé et l'intérêt seront justifiés ultérieurement dans cette introduction.

Les acteurs impliqués dans ces épisodes de contestation puiseront par ailleurs à même le répertoire d'action des mouvements sociaux différentes stratégies visant à faire valoir leurs revendications auprès des autorités, par exemple la création d'associations et de coalitions ad hoc, des cortèges solennels et des veillées, des rassemblements et manifestations, des communiqués de presse et interviews ou des publications de tracts et de brochures (Tilly et Tarrow 2008, 201-202).

Enfin, au cours de ces épisodes, ces acteurs procèdent à une mise en scène publique d'eux-mêmes (*WUNC display*) par laquelle ils présentent un affichage ostentatoire de leur dignité, leur unité, leur masse et leur engagement. La dignité (*worthiness*) est exprimée par leur apparence, leur comportement ou la présence parmi eux de figures nobles (dignitaires, clergé, mères de famille, etc.). Des marques d'appartenance commune telles des bannières, le port de certaines couleurs badges ou insignes, des costumes ou des slogans scandés en chœur soulignent le caractère unitaire (*unity*) du mouvement. Celui-ci est par ailleurs en mesure de mobiliser une masse importante (*number*) de participants et de participantes en maintenant leur engagement (*commitment*) en dépit de conditions parfois difficiles (température ingrate, répression policière et politique, capacités physiques affaiblissantes, etc.).

L'opérationnalisation détaillée de la définition proposée par les tenants de l'approche du processus politique est utile pour cerner les contours empiriques d'un mouvement social à un moment précis de son existence²⁶. Cette décomposition d'indicateurs permet en effet de relever l'existence d'un mouvement sur la base de critères observables lors de ses apparitions publiques. En ce sens, deux épisodes de contestation qui servent également de balises temporelles pour cette recherche sont retenus aux fins de construction de notre objet d'étude. Ces derniers sont illustrés par des vignettes²⁷ qui permettent de repérer l'existence d'un

²⁶ La conceptualisation des mouvements sociaux telle qu'élaborée par les tenants de l'approche du processus politique comporte néanmoins certaines limites théoriques qui seront abordées dans le chapitre deux de la thèse.

²⁷ Une vignette est un procédé littéraire qui consiste à présenter une courte scène faisant ressortir de manière impressionniste les caractéristiques d'un objet, d'un personnage, d'une idée ou d'un événement. En ce sens, la vignette est partie d'un ensemble plus grand qu'elle-même; elle représente ici un épisode de contestation faisant

mouvement social d'inspiration anarchiste ou antiautoritaire au Québec dans la première décennie des années 2000. Ce procédé d'identification du mouvement antiautoritaire permet également d'en dresser un portrait détaillé à des instants précis de sa trajectoire. Une synthèse des composantes d'un mouvement social mentionnées précédemment est ainsi identifiable dans chacun de ces épisodes de contestation.

En ce sens, la mobilisation vers le Sommet des Amériques de Québec d'avril 2001 (T₁), débutée dès les premiers mois de l'an 2000, permet de documenter les caractéristiques du mouvement antiautoritaire dans la province au moment de son émergence initiale sur la scène publique. Suivant cette mobilisation importante, le mouvement antiautoritaire s'est manifesté publiquement à quelques reprises dans les années qui ont suivi²⁸, mais avec une moindre intensité, notamment affecté par la dissolution éventuelle des organisations qui avaient été à l'avant-scène des événements de 2001. Néanmoins, la mobilisation antiautoritaire au Québec autour des rencontres du G8 et du G20 en Ontario à l'été 2010 (T₂) témoignera de la persistance du mouvement lors de la période écoulée, tout en permettant de relever certaines des transformations qui ont eu cours en son sein dans cet intervalle²⁹.

1.2.1 Première vignette : vers le Sommet des Amériques de Québec 2001

Le Sommet des Amériques de Québec en avril 2001 a été l'occasion d'importantes mobilisations sociales qui ont représenté l'un des moments forts du cycle de contestation globale contre la mondialisation des échanges économiques (Hammond-Callaghan et Hayday 2008). Cette rencontre officielle de 34 chefs d'État et de gouvernement du continent³⁰ visait

partie d'un cycle de contestation plus long. Le procédé des vignettes a notamment été utilisé par McAdam, Tarrow et Tilly (2001) pour illustrer les propositions théoriques de l'approche du processus politique.

²⁸ Le mouvement antiautoritaire a entre autres participé à une mobilisation contre le congrès du Parti libéral du Québec en 2004 et à celle contre le projet du Partenariat pour la sécurité et la prospérité discuté au Sommet de Montebello en 2007 (Breton 2013).

²⁹ Les balises temporelles de 2000-2001 et de 2010, loin d'être associées à ce qui serait une date de naissance et de fin en vigueur du mouvement, correspondent ici à des événements charnières qui permettent de prendre la mesure de l'existence d'une sensibilité politique. Ils représentent ainsi des moments « où celle-ci parvient à l'intelligibilité générale et surtout médiatique » (Lamoureux 2008, 33).

³⁰ Bien que le titre officiel du Sommet réfère au pluriel à l'aire géographique d'application du projet d'intégration (le Sommet *des Amériques*), les pays concernés font bel et bien partie d'un seul continent, soit celui formant

l'élaboration d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et la discussion d'un agenda d'intégration politique plus vaste pour la région, le Projet des Amériques³¹. Dès les premiers mois de l'an 2000, la province de Québec a ainsi été le théâtre d'une effervescence politique et sociale sans précédent en prévision de la tenue de l'événement (Lamoureux 2008). Au terme d'une longue campagne de mobilisation menée par diverses coalitions d'acteurs sociaux, on estime qu'entre 30 000 et 60 000 personnes opposées à cette rencontre ont convergé vers la ville de Québec pour participer aux manifestations entre le 20 et le 22 avril 2001 (Radio-Canada S.d.a).

Conformément à la composition hétérogène du mouvement altermondialiste transnational, des acteurs de plusieurs tendances et orientations politiques se sont retrouvés à cette occasion pour exprimer leur opposition à la création de la ZLÉA. Parmi ceux-ci, des groupes déjà constitués ont pris position contre le projet et ont participé à la contestation, par exemple les grandes centrales syndicales québécoises, les organisations non gouvernementales (ONG) du milieu communautaire, des groupes environnementaux, ceux qui composent le mouvement des femmes, les caucus de partis politiques provinciaux et fédéraux, de même que de nombreux groupes universitaires et collégiaux. D'autres groupes, réseaux et coalitions se sont formés pour l'occasion, notamment la Table de convergence Québec 2001, le Groupe opposé à la mondialisation des marchés (GOMM), la formation Occupation Québec printemps 2001 (OQP 2001), le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) et la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC). Unis autour d'un principe général de rejet du libéralisme économique à tous crins, les acteurs mobilisés au Sommet de Québec se sont chacun regroupés autour d'un spectre de revendications plus spécifiques allant de l'exigence de la publication des textes de l'accord négocié par les gouvernements ou l'inclusion de clauses

l'hémisphère ouest de la Terre. Ce continent est délimité par l'océan Arctique au nord, le cap Horn au sud, l'océan Atlantique à l'est et l'océan Pacifique à l'ouest.

³¹ Officiellement adopté lors du premier Sommet des Amériques à Miami en 1998, bien que son architecture puisse être reliée à des initiatives antérieures élaborées dès les années 1980 aux États-Unis sous l'administration Reagan, le Projet des Amériques comportait un aspect commercial visant à lier l'ensemble des pays des Amériques, à l'exception de Cuba, par un accord de libre-échange et un aspect politique favorisant la promotion d'un cadre normatif commun pour la région principalement axé sur la valorisation de la démocratie et de la règle de droit (Vaillancourt 2001).

sociales dans celui-ci, à un objectif de blocage complet et d'empêchement de la tenue même de la rencontre.

Suivant ce dernier objectif, l'une des particularités de la mobilisation a reposé sur l'articulation par certains acteurs sociaux d'une position inspirée des principes de la pensée politique libertaire. En ce sens, la CLAC et le CASA, son alter ego de la région de Québec, se sont présentés dès leur création en 2000 comme des lieux de rencontre pour les différents groupes et individus opposés aux négociations du Projet des Amériques en se définissant d'emblée comme « radicaux » (Fortin 2005). Bien que l'affinité de la CLAC et du CASA avec l'idéologie anarchiste n'ait jamais été formulée explicitement dans le contexte du Sommet de Québec, leurs principes affinitaires formant la base d'unité des militants et des militantes regroupés sous leur bannière témoignaient de cette inspiration des valeurs libertaires. Le cœur de l'analyse politique de ces groupes reposait sur une position anticapitaliste; celle-ci était articulée à une stratégie d'action conséquente construite sur le recours à l'action directe et le principe du respect de la diversité des tactiques. De même, la CLAC et le CASA ont adopté d'emblée un mode organisationnel fondé sur la pratique de la démocratie directe et le développement de relations horizontales. Ces principes étaient traduits dans une campagne de mobilisation contre le Sommet des Amériques visant à faire de la ZLÉA « un non-événement »³².

Dans les mois qui ont précédé la rencontre, l'éducation populaire par des ateliers d'information publique et d'interventions médiatiques visait à mobiliser pour l'événement. Par exemple, la campagne « Adoptez un militant » menée auprès de la population de Québec combinait cet objectif de sensibilisation aux enjeux du Projet des Amériques avec celui, plus pragmatique, des besoins d'hébergement à combler pour les militants et les militantes pendant les manifestations. Pendant la rencontre des chefs d'État des Amériques, la CLAC et le CASA ont ensuite coordonné un « Carnaval contre le capitalisme »³³ d'une durée de plusieurs jours et

³² Tel quel dans la base de principes de la CLAC (Gaudet et Sarasin 2008; Breton 2013).

³³ Le concept du carnaval rappelle ici l'événement bien connu tenu annuellement dans la ville de Québec pour célébrer l'hiver, soit le Carnaval de Québec.

ponctué de diverses actions élaborées dans un esprit créatif. La « Marche au flambeau » du 19 avril se voulait un événement rassembleur et familial, dans une perspective de non-confrontation. L'action a été rapportée ainsi dans les médias :

Environ 700 jeunes chantant des slogans contre la Zone de libre-échange des Amériques en particulier et le capitalisme en général, ont entamé la valse des manifestations du Sommet de Québec hier soir sous le regard attentif des policiers. (...) La procession est partie du campus de l'Université Laval pour se rendre dans la basse ville, en soirée, malgré un temps un peu frisquet. Les participants avaient reçu comme mot d'ordre d'apporter toutes sortes de chandelles et de lampes de poche pour « mettre un peu de lumière », ont dit les organisateurs de la manif, dans la « grande noirceur » qui a envahi la ville à cause du sommet. (...) Dans la foule, il y avait toutes sortes de gens, dont des jeunes qui étaient dans les maisons le long du parcours et qui sont descendus en entendant la musique des percussions des manifestants. (...) Dans la foule, il y avait aussi des jeunes cagoulés, vêtus de noir, portant des drapeaux tout noirs, ceux des anarchistes. Mais parmi les manifestants, il y avait aussi des gens du quartier, qui faisaient une promenade, et qui ont décidé de se joindre aux jeunes. (...) « Les rues sont à nous », « Le capitalisme est hypocrite », « La ZLÉA ne passera pas », criaient les manifestants, en passant devant les maisons et les structures d'abri Tempo, dont le plastique vient tout juste d'être enlevé. (...) C'est la CLAC, la Convergence des luttes anticapitalistes, une coalition de groupes très à gauche, parfois anarchistes, ainsi que le CASA, organisme frère de Québec, qui organisaient la manifestation (Lortie 2001).

En revanche, la journée du 20 avril était consacrée à diverses actions décentralisées (conférences, séminaires, ateliers, cabarets, concerts, cuisines populaires, manifestations, actions directes) organisées par des groupes d'affinités variés dans une optique de perturbation de la rencontre. Concrètement, l'application du principe du respect de la diversité des tactiques s'est réalisée par la définition de zones d'action identifiées par des couleurs (rouge, jaune, vert). Délimitées géographiquement par rapport au périmètre de sécurité mis en place par les autorités autour du lieu du Sommet, ces zones étaient qualifiées en fonction du niveau de confrontation possible avec les policiers et du niveau de risque d'arrestation associé, afin de permettre à une diversité de manifestants et de manifestantes de participer aux événements en fonction du niveau d'implication souhaité et de manière à anticiper selon ce positionnement un éventuel déploiement des forces policières. Malgré ces précautions stratégiques élaborées par les militants et les militantes, les différents actes de dissidence en marge du Sommet des Amériques furent indistinctement accueillis par la plus grande opération de contrôle policier

jamais déployée dans l'histoire du Québec³⁴. Le relevé officiel rapporte 469 arrestations dans le cadre de la mobilisation (Allard 2011), tandis que les manifestants et les manifestantes évoquent l'usage abusif de balles de plastique et de gaz lacrymogène pendant les événements³⁵.

Suivant cette mobilisation, les militants et les militantes impliqués dans le CASA choisirent de dissoudre le groupe en août 2001. Quant à elle, la CLAC se trouva quelques mois plus tard à la tête de la campagne « Prenons la capitale » à Ottawa, en opposition à la rencontre du G8 de 2002 à Kananaskis en Alberta. Porteurs de la position anarchiste dans le cadre de cet autre épisode de contestation, la Convergence connut par la suite quelques reconfigurations internes avant de finalement se dissoudre en 2006. Or, bien que le cycle de contestation contre la mondialisation des échanges économiques qui a connu son apogée dans la province au moment du Sommet des Amériques de Québec ait amorcé depuis une phase de décroissance, la CLAC et le mouvement social anarchiste dont elle est issue ont de nouveau fait surface sur la scène publique à l'été 2010.

1.2.2 Deuxième vignette : autour du G8 et du G20 en Ontario en 2010

Dans le contexte plus général de la crise économique qui frappe le système mondial à la même période, les rencontres des dirigeants des pays du G8 et du G20 en Ontario à l'été 2010 a été l'occasion d'une nouvelle mobilisation de masse coordonnée par une alliance d'acteurs sociaux dont certains s'inspiraient de la perspective anarchiste. Répondant à l'appel du Toronto Community Mobilization Network (TCMN), un regroupement de collectifs et d'individus de la région de Montréal a pris forme au début de l'année 2010 afin d'organiser la participation québécoise à cette campagne. Ainsi naît la Convergence des luttes anticapitalistes

³⁴ Plus de 6 500 policiers canadiens et québécois ont été mobilisés dans le cadre du Sommet de Québec, alors qu'un périmètre de sécurité de quatre kilomètres de long rebaptisé « le mur de la honte » par les manifestants et les manifestantes entourait le lieu de rencontre des chefs d'État et de gouvernement.

³⁵ Le Comité de surveillance des libertés civiles de la Ligue des droits et libertés du Québec publia un rapport à la suite des événements dans lequel il condamna l'intervention disproportionnée des forces policières lors du Sommet des Amériques (2001). La Commission des plaintes publiques de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) reconnut finalement en 2003 l'emploi de cette force injustifiée et recommanda notamment une

2010 (CLAC 2010) qui revendique ouvertement sa filiation avec le premier chapitre de la CLAC, reprenant non seulement à son compte le nom initial, mais utilisant également les logos qui lui étaient associés. L'initiative est celle de différents groupes réunis sous la bannière du Bloc AMP-Montréal³⁶ qui situent cette mobilisation dans le cadre d'une campagne plus large intitulée Résistance 2010. Cette dernière est inspirée de la lutte anticapitaliste et anticoloniale de groupes autochtones de la côte ouest du pays qui dénoncent la décision gouvernementale de tenir les Jeux olympiques de Vancouver sur des terres qu'ils considèrent volées. Résistance 2010 se veut donc une réponse à ce premier événement, au sommet des chefs d'État du G8 et du G20, de même qu'à l'annonce d'une rencontre des dirigeants des pays membres de l'ALENA à être tenue dans la poursuite de l'agenda du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

En réaction à ces événements, la CLAC 2010 entendait être le lieu de rencontre des « exploité-e-s, des opprimé-e-s et des oublié-e-s du système capitaliste » (CLAC 2010b, 3). La dénonciation de la logique économique promue par les pays membres du G20 était articulée par la Convergence à une condamnation des autres systèmes d'oppression que sont « le patriarcat, le classisme, le racisme, le colonialisme, l'impérialisme et l'hétérosexisme » (CLAC 2010b, 3). Le soutien aux principes de souveraineté autochtone et d'autodétermination se trouvait également affirmé dans la base affinitaire de la Convergence. Au cours de la mobilisation, une préoccupation majeure a été soulevée par les militants et les militantes afin que la coalition développe une campagne d'éducation populaire et de consolidation des luttes anticapitalistes à l'échelle locale dans une perspective de consolidation. Selon les acteurs impliqués au sein de la CLAC 2010, les manifestations contre les rencontres des chefs d'État ne sont pas des fins en elles-mêmes; il faudrait plutôt insister sur la valorisation et la mise en pratique immédiate des changements souhaités, dans les rapports de tous les jours entre êtres

amélioration des techniques de contrôle des foules, une action disciplinaire contre certains agents et agentes, de même que des excuses formelles aux manifestants et manifestantes (Radio-Canada 2003)

³⁶ Le Bloc-AMP Montréal est une coalition de groupes et collectifs fondée dans la foulée de la dissolution de la CLAC sur la base des principes affinitaires de l'Action mondiale des peuples (AMP). Créée en 1998 à la suite des Rencontres intergalactiques pour l'humanité et contre le néolibéralisme lancées par le mouvement zapatiste,

humains, avec la nature et avec la vie (CLAC 2010b).

Par ailleurs, les différents espaces organisationnels de la Convergence, tels l'assemblée générale et les groupes de travail, ont fonctionné selon les principes de la démocratie directe. Les groupes et collectifs impliqués dans la CLAC 2010 avaient également recours à ce type d'organisation décentralisée et horizontale. Même si les individus étaient admis dans la Convergence, il était fortement conseillé de s'organiser en groupes d'affinités, ces derniers étant perçus comme un support organisationnel indispensable pour les militants et les militantes. Les acteurs impliqués dans la CLAC 2010 se sont ainsi donné le mot d'ordre d'utiliser une variété de tactiques solidaires afin d'attaquer la légitimité des dirigeants du G8 et du G20. L'application de ce dernier principe lors des manifestations s'est notamment faite par la définition de délimitations temporelles et spatiales afin de permettre l'expression de cette diversité de tactiques. Des journées d'actions thématiques étaient prévues sur les enjeux liés à l'autodétermination des peuples autochtones, à la justice environnementale et à la justice pour les personnes migrantes. La CLAC 2010 a également appelé à la présence d'un contingent anticapitaliste dans la grande manifestation syndicale et communautaire prévue pour l'occasion, suivi d'un carnaval anticapitaliste en soirée dans un esprit festif et inclusif. La dernière journée de manifestation était réservée à l'expression d'actions directes réalisées de manière autonome par les groupes d'affinités affiliés à la Convergence.

Ce programme de résistance ne vit jamais complètement le jour puisque les militants et les militantes réunis à Toronto ont été la cible d'une répression de masse avant même le début de la campagne³⁷. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés arbitrairement dans les rues de la ville pendant les jours qui ont précédé la rencontre, souvent pour le simple fait d'être vêtus de la couleur noire traditionnellement associée à l'anarchisme. Au cours de la nuit du 26 au 27 juin 2010, des centaines de personnes endormies ont été arrêtées dans le gymnase de

l'AMP est un réseau global décentralisé regroupant divers acteurs sociaux de la planète opposés au libre-échange et aux institutions qui le supportent dans une perspective anticapitaliste (Gaudet et Sarrasin 2008; Breton 2013).

l'Université de Toronto où ils étaient regroupés. La plupart d'entre eux avaient répondu à l'appel de la CLAC 2010 à la suite duquel au moins 800 personnes s'étaient rendues de Montréal vers Toronto en utilisant les moyens de transport organisés par la Convergence (Presse canadienne 2010). Dans les semaines qui ont suivi les événements, la CLAC a multiplié les interventions et les rassemblements publics pour dénoncer ce qui était perçu comme un abus de pouvoir de la part des policiers. Ainsi :

À l'initiative de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), plus de 1000 personnes se sont réunies au square Saint-Louis hier midi pour dénoncer les 900 arrestations qu'a faites la police le week-end dernier en marge du sommet du G20, à Toronto. (...) Hier, les manifestants ont marché pacifiquement pendant près de deux heures et demie dans les rues Saint-Denis et Sherbrooke ainsi que sur le boulevard Saint-Laurent et l'avenue du Mont-Royal, scandant des slogans comme « Libérez nos camarades! » ou « C'est les voleurs à cravate qu'il faut combattre! ». Des dizaines de parents accompagnés de leurs enfants fermaient la marche. « On fait un baby bloc », a expliqué l'un d'eux, prénommé Marco. « On se fait toujours dire que nos manifestations sont dangereuses. Ce n'est pas vrai » (Lacoursière 2010).

1.2.3 Constats sur la trajectoire du mouvement entre 2000 et 2010

Les campagnes de mobilisation de 2000 et de 2010, marquées par les épisodes de contestation d'avril 2001 et de juin 2010, permettent de relever l'existence d'un mouvement antiautoritaire dans la province de Québec sur la base des indicateurs proposés par Tilly (2004, 3-4), notamment le *WUNC display*. Ce mouvement est un acteur-clé de la campagne contre le Sommet des Amériques de 2001, moment où il émerge sur la scène publique suite à une mobilisation débutée dès les premiers mois de l'an 2000. La disparition éventuelle des groupes porte-étendard qui ont porté la perspective anarchiste dans le cadre de la campagne de Québec n'a pas signifié pour autant la mise au rancart de la pensée et des pratiques développées en leur sein. Au contraire, plus que la résurgence d'une « idéologie née avant son temps » (Castells 2005), la mobilisation de 2010 lors de la rencontre des dirigeants du G8 et du G20 en Ontario témoigne de la prégnance de cette perspective anarchiste dans la province et de la pérennité du mouvement social qu'elle anime.

³⁷ Le coût des mesures de sécurité mises en œuvre pour les sommets du G8 et du G20 de 2010 a été estimé à près de 1 milliard de dollars, tandis qu'environ 20 000 policiers ont été déployés à Toronto lors des événements

À l'occasion de ces épisodes de contestation, les acteurs de ce mouvement ont cherché à concilier dans le cadre d'une approche innovante différents modes d'expression propres au répertoire d'action des mouvements sociaux, tels les marches carnavalesques, les manifestations et les actes de perturbation. Parmi la variété d'actions développées dans le cadre de ces campagnes, certaines étaient organisées dans un objectif d'éducation populaire, voire dans un esprit festif et familial qui témoignait de la dignité des acteurs. Chacune des interventions organisées sous la bannière de la CLAC et du CASA a donné à voir l'unité des participants et des participantes par des slogans, des codes vestimentaires et le recours à une iconographie originale traduisant leurs affinités communes, tel qu'illustré dans les figures 1.1 et 1.2. Le mouvement a également su maintenir l'engagement d'un nombre important de manifestants et de manifestantes lors de ces campagnes en dépit de la condition affaiblissante qu'a représentée chaque occasion la répression dont ils ont été la cible.

Figure 1.1 Iconographie de la CLAC utilisée à l'occasion de la mobilisation de 2001



Figure 1.2 Iconographie de la CLAC 2010 utilisée à l'occasion de la mobilisation de 2010



Source : Quebec Research Interest Group (QPIRG) at Concordia University (S. d. c.)

Au terme de la présentation de ces épisodes de contestation, il est clair que l'anarchisme se trouve au cœur du mouvement qui s'est mobilisé à l'enseigne de la CLAC et du CASA en

(Presse canadienne 2010).

2000 et a resurgi avec l'expérience de la CLAC 2010. Formé à la fois de groupes et de réseaux qui se revendiquent explicitement de la pensée libertaire et d'autres qui expriment des affinités idéologiques avec ces idées sans pour autant se déclarer ouvertement anarchistes, ce mouvement est plus consensuellement désigné comme antiautoritaire par les acteurs qui y prennent part. Ces acteurs ont en effet en commun les différentes caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine, repérables dans l'analyse politique, les stratégies d'action et le mode d'organisation qu'ils privilégient. L'analyse attentive de ces épisodes de contestation fait toutefois apparaître certains réaménagements dans la matérialisation de ces caractéristiques lors des épisodes de contestation de 2000-2001 et de 2010, comme présentés dans le tableau 1.3.

Tableau 1.3 Comparaison des caractéristiques du mouvement antiautoritaire lors des épisodes de contestation de 2001 et de 2010

Caractéristiques de la perspective antiautoritaire contemporaine	État des lieux en 2001 (T₁)	État des lieux en 2010 (T₂)
Analyse politique contre les formes de domination jugées illégitimes	Anticapitalisme; Anti-impérialisme; Contre le patriarcat.	Anticapitalisme; Anti-impérialisme; Contre le patriarcat; Antiracisme; Anticolonialisme; Contre l'hétérosexisme; Contre l'anthropocentrisme; Contre le capacitisme; Contre l'âgisme.
Répertoire d'actions directes basé sur le respect d'une diversité des tactiques	Campagne d'action ponctuelle; Manifestations; Éducation populaire; Actes de perturbation.	Campagne visant la consolidation des luttes à long terme; Construction de projets alternatifs au système dénoncé; Manifestations; Éducation populaire; Actes de perturbation.
Mode organisationnel inspiré de la démocratie directe et de l'horizontalité des relations sociales	Appliqué dans quelques groupes d'affinités; Appliqué dans des coalitions d'individus (CLAC, CASA).	Appliqué au sein d'un ensemble diversifié de groupes d'affinités et de réseaux; Appliqué au sein d'une coalition de groupes et réseaux (CLAC 2010).

Sur le plan des positions politiques, la critique des enjeux soulevés par l'intégration continentale proposée par la CLAC et le CASA en 2001 était envisagée dans la perspective radicale d'une remise en cause des fondements mêmes du système capitaliste et de l'État. La position antiautoritaire du mouvement était alors affirmée dans le rejet du système hégémonique d'organisation économique représenté par les intérêts de l'État et des grandes entreprises. Même si la CLAC initiale reconnaissait également l'exploitation engendrée par divers systèmes d'oppression corollaires tels le patriarcat et l'impérialisme, le chapitre 2010 de la CLAC a de surcroît précisé le racisme, le classisme, le colonialisme et l'hétérosexisme comme formes de domination à combattre. Cette diversité rendue plus manifeste dans le cadre de la mobilisation de Toronto reflète en ce sens l'hétérogénéité des enjeux abordés par la perspective anarchiste contemporaine.

En ce qui concerne le répertoire des stratégies d'action, l'épisode de 2010 illustre le recours à des tactiques similaires à celles employées en 2001, notamment les manifestations, l'éducation populaire et les actes de perturbation. De surcroît, la campagne de la CLAC 2010 est construite dans l'objectif de consolidation des luttes dans la longue durée, encourageant de manière explicite la construction d'alternatives réelles au capitalisme, alors que la mobilisation de 2001 visait au départ un objectif plus ponctuel. Le réinvestissement de cette caractéristique de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine s'exprime donc à nouveau ici dans l'optique de la diversité des modalités qui caractérisent le répertoire des types d'actions directes mobilisées.

Finalement, le mode organisationnel privilégié par les acteurs du mouvement est demeuré fondé sur les pratiques de la démocratie directe et de la décentralisation au cours de cette période. Toutefois, les espaces dans lesquels ces pratiques sont développées se sont multipliés, passant de l'assemblée générale de la CLAC comme principal espace de rencontre des individus interpellés par une interprétation libertaire des enjeux du Sommet de Québec à une diversification de groupes et réseaux réunis sous la bannière de la CLAC 2010, en dépit de la variété des enjeux plus précis autour desquels ils se mobilisaient respectivement.

1.3 Annonce succincte de la thèse

1.3.1 *Formulation de la question générale de recherche*

Ces derniers constats sur l'évolution du mouvement antiautoritaire au cours de la première décennie des années 2000 amènent à interroger sa trajectoire entre les épisodes de contestation documentés dans cette introduction. L'observation extérieure du mouvement, c'est-à-dire à partir de ses seules manifestations publiques, pourrait inciter à postuler son affaiblissement général pendant cette période, à l'instar de la disparition temporaire de la CLAC. Or, non seulement le mouvement antiautoritaire persiste-t-il dans son existence jusqu'à nos jours, la comparaison des épisodes de contestation de 2001 et de 2010 permet de remarquer que les caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine qui l'animent ont été réinvesties par une diversité d'éléments qui apparaissent au grand jour au moment de l'épisode de contestation de Toronto. Cette évolution particulière du mouvement entre ces épisodes de contestation est un enjeu qui retient particulièrement notre attention dans le cadre de cette thèse et se traduit sous forme d'un questionnement à élucider.

Partant de cette observation, le portrait du mouvement antiautoritaire tel qu'il apparaît lors de la mobilisation de 2010 est ainsi interprété dans cette thèse comme le résultat d'un processus qui s'est développé en amont de cet événement, à partir du début de la campagne de mobilisation contre le Sommet des Amériques lancée dans les premiers mois de l'an 2000³⁸. En effet, « the empirical unity of a social movement should be considered as a result rather than a starting point. (...) To understand how a movement succeeds or fails in becoming a collective actor is therefore a fundamental task » (Melucci 1995, 43, 55). La construction progressive d'un tel mouvement en un ensemble repérable d'acteurs engagés dans une action conflictuelle en tant qu'instigateur ou destinataire d'une revendication renvoie donc au

³⁸ Les événements contre la tenue du Sommet des Amériques se sont déroulés en 2001, ce qui justifie la référence à cet épisode de contestation comme étant l'épisode de 2001. Toutefois, considérant que la campagne de mobilisation en vue du Sommet des Amériques a débuté en 2000 avec la fondation de la CLAC, la période à l'étude dans cette recherche est fixée entre 2000 (début de la campagne de mobilisation de 2001 en vue du Sommet des Amériques) et 2010 (fin de la campagne de mobilisation de en vue des rencontres du G8 et du G20 de 2010).

processus de constitution d'un acteur politique (Tilly et Tarrow 2008, 130, 354). Qui plus est, la variété des éléments regroupés en son sein au moment de la mobilisation de 2010 fait apparaître le caractère hétérogène de ce mouvement dont les composantes convergent au moment de cet épisode de contestation autour des caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporain.

L'objet d'étude ainsi précisé, la présente thèse s'attardera donc à répondre à la question de recherche suivante, à savoir *comment s'est constitué l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec entre 2000 et 2010?*

1.3.2 Plan général de la thèse

Cette introduction générale de la thèse a permis de cerner les contours de la perspective antiautoritaire contemporaine en définissant les caractéristiques d'un idéal type de ce courant politique inspiré de l'anarchisme classique. Puis, il a été démontré que les éléments de cet idéal type animent aujourd'hui au Québec un mouvement antiautoritaire dont la présence a été repérée à l'occasion de deux campagnes de mobilisation qui forment également les balises temporelles de cette étude. Le constat de l'évolution du mouvement antiautoritaire durant la première décennie des années 2000 a enfin mené à la formulation d'une question de recherche transversale à cette thèse consistant à interroger le processus de constitution de cet acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec au cours de cette période.

La formule de la thèse par articles a été privilégiée dans le développement de la démonstration qui permettra de répondre à cette question générale de recherche. Cette formule consiste en la présentation d'un manuscrit composé d'articles scientifiques publiés ou prêts à être soumis pour publication formant un tout cohérent et bien intégré. En ce sens, le cœur de la présente thèse est constitué de trois articles qui abordent chacun un aspect de l'argument qui sera développé pour répondre à la question générale de recherche. Chacun de ces articles est ainsi articulé autour d'une question plus spécifique dont la réponse contribue à la vérification des hypothèses de travail qui seront présentées dans le prochain chapitre.

Pour encadrer la présentation de cette thèse par articles, un chapitre de la thèse suivant cette

introduction générale offre une revue de la littérature sur les mouvements sociaux pertinente pour l'étude de la question générale de recherche. Cet état des lieux des approches théoriques susceptibles d'offrir des pistes d'explication à la question de recherche mène consécutivement à la formulation des hypothèses de travail et à la sélection du cadre d'analyse approprié aux fins de la démonstration. Ce deuxième chapitre sera également l'occasion d'esquisser la méthodologie de travail qui sous-tend la recherche et de préciser son positionnement épistémologique. Par la suite, un texte de transition précédant chacun des articles qui composent cette thèse permettra d'en résumer les grandes lignes et de rappeler leur apport spécifique à la construction de la démonstration qui s'articule autour de la question générale de recherche. Enfin, une conclusion générale viendra clore la thèse par articles par un rappel de la démarche de recherche, de même que l'énoncé de ses différentes contributions. Dans ce dernier esprit, il apparaîtra que cette thèse contribue à l'étude des mouvements sociaux sur deux aspects : elle révèle les modalités du changement dans la trajectoire des mouvements sociaux en abordant leur analyse dans la continuité et ce faisant, elle documente les dynamiques de prise en compte de la diversité dans la constitution d'une action politique commune.

Chapitre 2

État des lieux et problématisation de la thèse

L'introduction générale de la thèse a permis de cerner les contours de la perspective antiautoritaire contemporaine avivée dans le cadre du cycle de mobilisation altermondialiste, puis d'identifier le mouvement social qui s'en inspire au Québec comme objet d'étude de cette thèse. Suivant la proposition de l'approche du processus politique dans l'étude des mouvements sociaux, le repérage du mouvement antiautoritaire dans la province a été rendu possible par l'analyse de deux épisodes de contestation au cours desquels le mouvement a obtenu une certaine visibilité médiatique. Dans cette perspective, le mouvement antiautoritaire a émergé sur la scène publique lors de la mobilisation amorcée en 2000 contre le Sommet des Amériques de Québec en avril 2001, porté par des organisations comme la CLAC et le CASA. Près d'une décennie plus tard, la rencontre des chefs d'État des pays du G8 et du G20 en juin 2010 en Ontario a été l'occasion d'une autre apparition marquée du mouvement antiautoritaire québécois, cette fois-ci par l'intermédiaire d'un nouveau chapitre de la Convergence rebaptisée CLAC 2010 dans le cadre de cette mobilisation, et ce, nonobstant la disparation temporaire de l'organisation qui a marqué une partie de l'intermède entre les épisodes de 2001 et de 2010.

Qui plus est, la comparaison de ces épisodes de contestation a donné à voir une trajectoire marquée par un réinvestissement des caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine par le mouvement antiautoritaire dans la province au cours de la période écoulée. Il est en effet apparu qu'à la fois les analyses politiques contre les formes de domination, le répertoire des actions directes mobilisées et les espaces dans lesquels a été appliqué le mode organisationnel inspiré de la démocratie directe qui sont les éléments distinctifs de cette perspective anarchiste contemporaine avaient été réappropriés par les acteurs du mouvement antiautoritaire. Ainsi, à la lumière du constat de la diversification de chacun de ces éléments, cette thèse par articles s'intéresse à comprendre *comment s'est*

constitué l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec entre 2000 et 2010.

Le présent chapitre vise dans un premier temps à insérer le questionnement général de la thèse dans la littérature sur les mouvements sociaux de manière à en dégager les outils théoriques pertinents à la construction d'une réponse plausible à cette interrogation. En outre, la notion de communauté de mouvement social sera retenue pour conceptualiser l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec. Cette représentation conceptuelle fera ressortir l'importance des facteurs endogènes à la communauté antiautoritaire que sont les ressources organisationnelles disponibles et le développement d'une identité collective pour expliquer l'évolution de cet acteur politique pendant la première décennie du XXI^e siècle. Suivant cet état des lieux, des hypothèses de travail seront formulées de manière à guider la démarche de recherche. Puis, l'approche mécanistique dans l'étude des mouvements sociaux sera présentée et retenue comme cadre d'analyse pour aborder la question de la dynamique de constitution de la communauté antiautoritaire. Enfin, l'exposé du plan détaillé de cette thèse par articles sera suivi par la présentation de la méthodologie qui a guidé cette étude et de mon positionnement épistémologique à titre de chercheure.

2.1 État des lieux

2.1.1 Les mouvements sociaux dans leur environnement

L'approche du processus politique mobilisée dans l'introduction générale de la thèse pour repérer la présence d'un mouvement antiautoritaire au Québec reconnaît que les acteurs politiques que sont les mouvements sociaux ne cessent de se former, de changer et de disparaître. À la question de savoir comment ce procédé se réalise, la réponse suivante est proposée par les tenants de cette approche : « Les acteurs politiques se forment dans le cours de la mobilisation, c'est-à-dire dans l'accroissement des ressources disponibles pour la revendication collective : ils changent en participant au conflit; ils disparaissent par la démobilisation » (Tilly et Tarrow 2008, 131). Cette dynamique s'active lors d'un cycle de contestation, soit une période de conflits intensifiés entre autorités et opposants de différents

secteurs de la société (Tarrow 1998, 142)³⁹. Tout cycle de contestation connaîtrait donc trois phases, soit la phase ascendante de révolte, la phase de zénith et la phase descendante. Cette dernière est elle-même décomposée en quatre temps : la création de nouvelles organisations, la « routinisation » de l'action collective, la satisfaction au moins partielle des demandes, puis enfin le désengagement (Tarrow 1995, 95).

Développée dans la foulée des théories de la mobilisation des ressources de manière à répondre à certaines limites de ces dernières⁴⁰, l'approche du processus politique permet d'appréhender les mouvements sociaux en les situant dans leur environnement politique d'émergence. Elle distingue les membres du système politique qui participent à la politique institutionnelle et jouissent d'un accès routinier aux ressources de l'État -les *insiders*- et les opposants -les *outsiders*- qui, exclus de cette sphère, cherchent à y accéder (Tilly 1978; McAdam 1982; Tarrow 1998; McAdam *et al.* 2001). Le concept de cycle de contestation est ainsi lié à celui de structure des opportunités politiques, la présence de ces dernières représentant la condition essentielle d'ouverture d'un cycle et variant selon le degré de vulnérabilité ou de réceptivité du système face à l'action contestataire⁴¹.

³⁹ Koopmans (2004, 21) propose quant à lui l'emploi systématique de l'expression « vague de contestation » afin d'éviter le présupposé de récurrence dans la séquence des phénomènes qui se dégage de l'utilisation de la notion de « cycle ».

⁴⁰ L'approche du processus politique visait notamment à combler certains manques analytiques des théories de la mobilisation des ressources qui se concentraient essentiellement sur les facteurs organisationnels et l'action rationnelle et stratégique des entrepreneurs de mouvements sociaux (McAdam 1982; Tarrow 1998). Par extension, l'approche du processus politique a ainsi poursuivi la réflexion critique amorcée par le courant de la mobilisation des ressources par rapport aux présupposés des approches plus classiques des mouvements sociaux qui présentaient ces derniers comme des phénomènes irrationnels.

⁴¹ Le débat théorique sur les déterminants spécifiques du degré d'ouverture des opportunités politiques ne sera pas abordé davantage ici. Précisons seulement que depuis la proposition générale de McAdam (1982) qui voyait dans les événements ou processus sociaux de grande ampleur (guerres, crises économiques, réalignements politiques, etc.) des facteurs susceptibles d'occasionner des réaménagements de rapports entre acteurs contestataires et membres du système politique, les propositions de décomposition conceptuelle ont été nombreuses (Kriesi 1996; Rucht 1996; McAdam, McCarthy et Zald 1996; Clemens 1997). Plus récemment, Tilly et Tarrow ont synthétisé les propriétés de la structure des opportunités politiques de la manière suivante : 1) la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré, 2) son ouverture à de nouveaux acteurs, 3) l'instabilité des alignements politiques, 4) la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires, 5) la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications, 6) des changements décisifs à l'intérieur des cinq précédents éléments (2008, 338).

Les opportunités politiques représentent des incitatifs à la mobilisation des acteurs sociaux en ce qu'elles modifient leur position stratégique dans le système politique de manière qui peut leur être favorable ou même défavorable. En ce sens, les menaces aux acquis des mouvements sociaux, réelles ou perçues, tout autant que les opportunités de gains, sont des facteurs de la conjoncture externe aux mouvements susceptibles d'affecter le développement de ces acteurs (Goldstone et Tilly 2001). Ce faisant, l'approche du processus politique cherche ainsi à rendre compte de l'impact des variables exogènes sur le développement des mouvements sociaux en considérant à la fois les dimensions générales ou statiques du système politique, de même que les modifications conjoncturelles ou dynamiques de ce dernier, qui fomentent l'action collective.

Considérant que les opportunités politiques ont pour principal effet d'ouvrir l'accès des acteurs contestataires à la structure politique, il serait plausible de formuler l'hypothèse selon laquelle ce cadre d'analyse est peu pertinent pour rendre compte du développement d'acteurs, comme le mouvement antiautoritaire québécois, dont les objectifs ne reposent pas sur une reconnaissance de la part des autorités politiques (Purkis 2004). En effet, la posture antiétatique fondamentale à la perspective anarchiste contemporaine portée par ce mouvement semble incompatible avec les visées ayant pour but l'appropriation ou la préservation des ressources de la politique institutionnelle. Elle s'appuie au contraire sur l'objectif ultime d'un démantèlement de cette structure de pouvoir centralisée pour la remplacer par des espaces gérés de manière autonome par des collectivités autodésignées (Katsiaficas 1997; Holloway 2002).

Pourtant, il a été démontré que les caractéristiques d'un système politique donné ont bel et bien un impact sur la distribution et la densité des acteurs anarchistes sur un territoire. Dans une étude sur la répartition des organisations anarchistes dans le monde⁴², Williams et Lee

⁴² La base de données utilisée par les auteurs pour recenser les organisations anarchistes dans le monde est le *Anarchist Yellow Pages*, un répertoire international autogéré de projets et groupes inspirés du courant libertaire contemporain. Le terme organisation employé dans l'étude de Williams et Lee (2008), repris en ces lignes, ne doit pas être entendu dans un sens strict et formel, mais incluant une diversité d'acteurs s'autodésignant comme

(2008) ont documenté la corrélation positive entre la concentration nationale de ces organisations et les attributs démocratiques de leur système politique d’ancrage⁴³. Plus précisément, l’étude de Williams et Lee révèle que la majorité des organisations anarchistes dans le monde sont basées en Europe et en Amérique du Nord, regroupant respectivement 70 % de ces acteurs dans le premier cas et 20 % dans le second (2008, 53). Sur ces territoires, les organisations anarchistes sont principalement concentrées dans les zones urbaines. À ce titre, Montréal est au septième rang des villes des deux continents confondus comptant le plus grand nombre de ces acteurs, précédée uniquement de New York sur le territoire nord-américain. Les auteurs associent la présence d’un nombre important d’organisations anarchistes dans ces régions à des indicateurs témoignant du respect des libertés civiles, des droits politiques et de la liberté de presse par les autorités des pays correspondants.

En ce sens, bien que les mouvements d’inspiration libertaire ne revendiquent pas d’accès officiel aux institutions étatiques, ils agissent néanmoins dans un cadre politique structuré par l’État dont le degré de tolérance à l’égard des groupes mobilisés affectera leur développement. Suivant cette proposition, les caractéristiques formelles du système politique canadien seraient ainsi favorables à la mobilisation des acteurs sociaux et, parmi ceux-ci, des initiatives d’inspiration libertaire⁴⁴. Sur la base de données relatives aux indicateurs démocratiques retenus par Williams et Lee et qui ont été documentées dans le tableau 2.1⁴⁵, il est en effet

anarchistes et d’autres qui partagent les traits libertaires comme définis dans l’idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine.

⁴³ Suivant la théorie de Eisinger (1973), la probabilité des activités protestataires selon la nature des systèmes politiques suit une courbe en U inversée : alors que cette probabilité est nulle à la fois dans un système totalitaire où toute contestation serait réprimée et, à l’opposé, dans un système parfaitement démocratique où l’ensemble des intérêts de la population serait représenté, elle est variable dans tous les autres cas intermédiaires.

⁴⁴ La présentation de ces éléments vise à rendre compte du cadre procédural dans lequel évoluent les acteurs sociaux au Canada. Elle fait ici l’économie d’une analyse critique de l’accès réel qu’ont ces acteurs aux institutions politiques, de même que d’une réflexion sur le caractère minimaliste de cette acception de la démocratie en comparaison de l’idéal démocratique auquel adhèrent les anarchistes. Enfin, cette reconnaissance des caractéristiques formelles qui permettent de qualifier le Canada de démocratie n’aborde pas non plus ici les débats sur les processus de transformation contemporains qui mèneraient à un transfert du pouvoir des États vers les institutions internationales ou de celui des acteurs gouvernementaux vers les forces du marché, même si ces processus peuvent constituer par ailleurs des opportunités politiques de mobilisation pour les mouvements sociaux (della Porta 2013).

⁴⁵ Les indicateurs de cette mesure de la démocratie telle que décomposée par Williams et Lee sont inspirés du modèle polyarchique de Dahl (1961). Les données utilisées par les auteurs pour évaluer ces indicateurs sont

possible de vérifier le fait que le Canada se classait officiellement au neuvième rang des démocraties les plus achevées dans le monde en 2010⁴⁶. Partant de cette évaluation, la régularité des élections, le multipartisme et l'enchâssement de la Charte des droits et libertés de la personne dans la constitution du Canada, entre autres, seraient autant de facteurs jugés favorables au pluralisme du cadre associatif de la société canadienne. Dans ce contexte, la mobilisation des acteurs sociaux s'est articulée à la fois autour d'objets de lutte plus traditionnels comme ceux liés à l'organisation du travail ou à la situation des femmes, ainsi qu'autour de clivages plus récents au sein de la société canadienne telle la mobilisation autour des questions de santé (Smith 2007).

Tableau 2.1 Index démocratique 2010

Pays	Rang	Côte générale	I. Processus électoral	II. Fonctionnement du gouvernement	III. Participation politique	IV. Culture politique	V. Libertés civiles
Norvège	1	9,80	10,00	9,64	10,00	9,38	10,00
Islande	2	9,65	10,00	9,64	8,89	10,00	9,71
Danemark	3	9,52	10,00	9,64	8,89	9,38	9,71
Suède	4	9,50	9,58	9,64	8,89	9,38	10,00
Nouvelle-Zélande	5	9,26	10,00	9,29	8,89	8,13	10,00
Autriche	6	9,22	10,00	8,93	7,78	9,38	10,00
Finlande	7	9,19	10,00	9,64	7,22	9,38	9,71
Suisse	8	9,09	9,58	9,29	7,78	9,38	9,41
Canada	9	9,08	9,58	9,29	7,78	8,75	10,00
Pays-Bas	10	8,99	9,58	8,93	8,89	8,13	9,41

Source : Economist Intelligence Unit (2010)

celles compilées par l'organisation non gouvernementale *Freedom House* et le *Polity IV Project* de l'Université du Colorado.

⁴⁶ Selon l'évaluation réalisée par la même source, la vie démocratique au Canada a été relativement stable au cours des dernières années, alors que le Canada occupait le neuvième rang du classement en 2006 et le onzième rang en 2008.

Dans le contexte politique analogue du Québec, l'histoire officielle reconnaît plus explicitement l'interaction des acteurs sociaux et étatiques dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale et, plus particulièrement, dans le cadre des événements ayant mené à la modernisation de l'État québécois au moment de la Révolution tranquille des années 1960. À titre d'exemple, l'adoption de la formule Rand⁴⁷ obligatoire en 1946 est notamment un élément de l'environnement politique ayant contribué à la capacité de mobilisation du mouvement syndical, dont l'action sera en retour déterminante dans le développement économique, social et politique de la province (Piotte 2008).

Néanmoins, la relation des mouvements sociaux avec les acteurs étatiques au Québec s'est construite dans un rapport complexe oscillant entre collaboration et opposition. En ce sens, la vie politique québécoise est animée par un vaste réseau d'action communautaire composé de groupes reconnus par l'État et intégrés dans la structure de gouvernance de la société (Dufour 2008). Cette relation particulière avec les acteurs du système politique a conféré à plusieurs groupes sociaux une position paradoxale dans laquelle ils ont tenté à la fois de préserver cette reconnaissance aux fins du développement et du financement de leurs projets, tout en maintenant un rapport de force critique face à l'État. Le mouvement antiautoritaire qui se développera dans les années 2000 n'est pas étranger à cette dynamique en ce qu'il entretient des liens de proximité avec ce réseau communautaire, à la fois dans la mise sur pied de campagnes ponctuelles de mobilisation conjointe et en raison de la présence de plusieurs militants antiautoritaires occupant des postes professionnels dans les organismes communautaires québécois (Phébus 2013).

Par ailleurs, la mobilisation des acteurs sociaux au Québec a connu des degrés d'intensité variables dans le temps, degrés notamment reliés à l'évolution de la conjoncture politique nationale et internationale. À titre d'exemple, la période allant du milieu des années 1970

⁴⁷ Adoptée à la suite de la sentence arbitrale du juge Ivan Cleveland Rand de la Cour suprême dans le contexte d'un conflit de travail à l'usine de la Ford Motor Co. de Windsor en Ontario, la formule Rand exige le prélèvement par l'employeur d'une cotisation syndicale sur le salaire de tous les employés au sein d'une même unité de travail (Rouillard 2004).

jusque vers la fin de la décennie 1980 a été marquée par une plus faible mobilisation des mouvements sociaux dans la province⁴⁸, expliquée entre autres par l'arrivée du Parti québécois au pouvoir en 1976, dont le projet souverainiste avait été soutenu par une partie de la génération militante d'alors (Dufour 2008, 64)⁴⁹. À cette même époque, le développement du néolibéralisme sur la scène internationale, incarné en Grande-Bretagne et aux États-Unis dans les politiques respectives de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, trouva son prolongement au Canada, notamment dans les politiques du gouvernement de Brian Mulroney arrivé au pouvoir à l'échelle fédérale en 1984 (Gill 2004). Au Québec, les injonctions néolibérales prirent de l'ampleur lors du deuxième mandat du gouvernement libéral de Robert Bourassa dans les années 1980 et ont ensuite été poursuivies à la fois par le Parti québécois qui a pris la tête des institutions provinciales en 1994 et par le Parti libéral du Québec qui lui a succédé en 2003.

Dans cette perspective, plusieurs initiatives sociales au Québec se sont situées dans le cadre de référence à la lutte contre les politiques néolibérales à partir du milieu des années 1990 (Lamoureux 2008), à l'instar d'autres forces contestataires dans le monde (Ancelovici 2002). Le Sommet socio-économique de 1996 convoqué par le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard a ainsi vu converger des acteurs du milieu de la lutte à la pauvreté, du milieu des femmes et du milieu étudiant contre la proposition du « déficit zéro »⁵⁰. L'opposition à la mondialisation néolibérale a également été portée à cette période par le mouvement syndical autour de la lutte contre l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entré en vigueur

⁴⁸ Ce constat général est fondé sur l'observation des moments de mobilisation qui portent les revendications des acteurs sociaux à l'attention de l'opinion publique, notamment par le vecteur des médias. Il ne faut cependant pas en conclure que ces acteurs cessent leurs activités ou rompent avec leur engagement à l'extérieur de ces moments de plus grande visibilité. D'autant plus que la décennie 1970 a suivi l'importante mobilisation autour des événements de mai 1968 en France qui a contribué à revaloriser une forme d'organisation autonome pour les mouvements sociaux, dont les paramètres se laissent plus difficilement saisir par l'observation distanciée et ont conduit certains observateurs à postuler l'affaiblissement des mouvements (Jenson 1990). L'importance de prendre en considération la dimension continue de la trajectoire des mouvements sociaux est développée ultérieurement dans ce chapitre.

⁴⁹ Selon Dufour (2008), les effets structurants de la question nationale sur les débats politiques au Québec ont eu un impact sur les groupes sociaux qui ont eu à se positionner par rapport à cet enjeu.

en 1994 (Brunelle et Dugas 2006), puis par un plus vaste réseau d'acteurs mobilisés dans la campagne Opération SalAMI contre la négociation de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) en 1997 (Kruzynski 2004). Le Sommet des Amériques de Québec en 2001 s'est inscrit dans le sillon des opportunités politiques permettant aux mouvements sociaux québécois de faire valoir cette perspective critique des prescriptions du néolibéralisme cautionnées par les gouvernements canadien et québécois par la promotion du libre-échange économique. Parmi d'autres opportunités politiques ponctuelles qui structureront l'action des mouvements sociaux sur la scène québécoise à cette période, mentionnons la crise du logement du début des années 2000 ou encore, la levée du moratoire du gouvernement fédéral sur le renvoi des sans-statuts algériens (Ahoodja 2013). En outre, la guerre en Irak au début de l'année 2003 sera le déclencheur d'une importante contestation citoyenne au Canada (Dupuis-Déri 2008).

La mobilisation contre le néolibéralisme qui culminera avec le mouvement altermondialiste a ainsi inauguré un nouveau cycle de mobilisations dans la province. Celles-ci se sont déployées à la fois dans la revitalisation de mouvements déjà existants au Québec et par l'émergence de nouvelles initiatives sociales. Dans l'optique d'un réinvestissement du champ de la politique institutionnelle par certaines tendances progressistes, des acteurs issus notamment des milieux syndicaux et communautaires ont alors opté pour la formation d'espaces de mobilisation qui ont éventuellement fusionné dans la création du parti politique Québec solidaire (Beaupré-Laforest 2008). D'autres acteurs ont plutôt fait le choix de s'inscrire dans la sphère des mouvements sociaux à l'extérieur des voies de participation institutionnalisées.

Dans cette dernière perspective, le mouvement des femmes déjà mobilisé par les événements fédérateurs de la Marche du pain et des roses en 1995, puis celle de la Marche mondiale des femmes en 2000 (Giraud et Dufour 2010), se diversifie avec l'émergence de plusieurs groupes de féministes radicales au tournant du XXI^e siècle (Kruzynski 2004; Pagé 2006; Blais 2008).

⁵⁰ Le déficit zéro est un objectif économique défendu par le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard à partir du Sommet socio-économique de 1996 dont l'ambition était l'élimination de la dette publique et qui conditionna la mise en œuvre de politiques d'austérité dans la province.

La perspective *queer*⁵¹ gagne également en importance sur la scène militante à la même période (Gosselin Dionne 2013). La structuration plus combative du mouvement étudiant qui a pris de l'ampleur au moment de la grève de 1996 avec le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), de même que lors de la mobilisation contre le Sommet du Québec et de la jeunesse en 2000, se poursuit avec la création en 2001 de l'Association pour une solidarité étudiante syndicale (ASSÉ) (Lacoursière 2007). Par ailleurs, le régime agraire dominé par l'Union des producteurs agricoles (UPA) en tant que seule structure de représentation syndicale autorisée sera contesté à partir de la fin des années 1990 par la montée en force d'acteurs qui convergeront dans la fondation en 2001 d'une nouvelle organisation, l'Union paysanne (Silvestro 2008). Le contexte des années 2000 marque également un tournant pour le milieu de la solidarité internationale alors que plusieurs acteurs optent pour des initiatives de solidarité directe avec des communautés du sud en lutte contre le néolibéralisme, rapprochement qui alimentera par effet de rétroaction une plus grande proximité avec les luttes autochtones au Canada comme ailleurs dans les Amériques (Rioux 2008).

La répression policière et politique subie par les mouvements sociaux à cette même époque, en dépit de son effet immédiat atténuant, a également eu un effet mobilisateur pour certains acteurs sociaux qui se sont structurés autour de la dénonciation de la brutalité policière (Dupuis-Déri 2013). Le dynamisme des mouvements sociaux à cette période n'est par ailleurs pas exclusif aux forces progressistes de la province. Des acteurs situés à droite de l'échiquier politique se sont également mobilisés dans les années 2000 contre certaines mesures étatiques jugées trop interventionnistes (Dupuis-Déri 2013) ou encore, en réaction à certains mouvements sociaux de gauche, comme c'est le cas du mouvement masculiniste (Blais et Dupuis-Déri 2008; Goulet 2011).

En somme, les caractéristiques générales des systèmes politiques canadien et québécois, de même que les éléments conjoncturels qui ont marqué ce contexte, sont autant de facteurs

⁵¹ Ce terme anglais désignant initialement et de manière péjorative les personnes jugées « étranges » s'est éventuellement vu réapproprié par les acteurs dans la lutte contre les normes identitaires dominantes fondées sur le genre et l'orientation sexuelle (Breton *et al.* 2007; CRAC 2010a).

exogènes de l'environnement des mouvements sociaux qui ont eu un effet sur la trajectoire de ces acteurs au Canada et au Québec. Dans cette perspective, le développement du mouvement antiautoritaire dans le cadre politique particulier du Québec, à la période charnière de la mobilisation altermondialiste, n'est pas exempt de cette influence des opportunités politiques identifiées à la fois dans les caractéristiques stables du système politique canadien, comme dans les éléments volatils liés à l'évolution de la situation nationale et internationale. Nonobstant cette dernière observation, l'attention à l'analyse de ces facteurs structurels semble insuffisante pour expliquer la trajectoire du mouvement antiautoritaire au cours de la période étudiée. De quelle façon le mouvement a-t-il réussi à se maintenir tout au long de la période étudiée? Comment en est-il venu à intégrer en son sein les différentes composantes identifiées dans l'épisode de contestation de 2010, mais non repérées au moment de la campagne de mobilisation du début de la décennie?

En mettant en évidence la relation structurante qui unit un mouvement social et le contexte politique qui affecte son développement, le cadre d'analyse proposé par l'approche du processus politique est utile pour identifier les conditions qui affectent l'émergence ou le déclin d'un mouvement social. Comme il a été relevé dans le chapitre un de la thèse, cette approche élabore en outre des indicateurs concrets qui permettent de cerner les contours empiriques d'un mouvement lors de moments précis d'apparition publique. Toutefois, hors cette dynamique interactive, il comporte cependant certains angles morts qu'il importe de considérer afin de répondre de manière satisfaisante à la question de recherche qui interroge l'évolution du mouvement antiautoritaire québécois entre 2000 et 2010.

Ces aspects sous-évalués de l'approche du processus politique ont été soulignés de façon convaincante par un certain nombre de chercheurs intéressés par l'étude des mouvements sociaux (Goodwin et Jasper 1999; Mathieu 2002; Snow 2004; Staggenborg et Taylor 2005; Armstrong et Bernstein 2008; Ancelovici et Rousseau 2009⁵²; Dufour et Goyer 2009). Il est à

⁵² Ce texte d'Ancelovici et Rousseau prend la forme d'une introduction générale à un numéro spécial portant spécifiquement sur une rétrospective critique des contributions de l'approche du processus politique.

noter au passage que la collaboration entre les auteurs-phares de l'approche du processus politique a éventuellement donné lieu à une version actualisée de ce cadre d'analyse mettant davantage l'accent sur la dynamique processuelle des mouvements sociaux par l'identification des mécanismes impliqués dans l'action contestataire (McAdam *et al.* 2001; Tilly et Tarrow 2008) et qui sera abordée dans une section ultérieure de ce chapitre. Pour l'instant, il importe de retenir deux aspects mis en lumière par les critiques du processus politique qui seront successivement examinés dans la suite de ce chapitre à la lumière d'autres approches théoriques. Il s'agit, dans un premier temps, de l'approfondissement nécessaire du rôle des facteurs endogènes dans le développement des mouvements sociaux et, en second lieu, de la nécessité d'aborder l'étude des mouvements dans un espace temporel qui dépasse celui déterminé par les balises d'identification des cycles de contestation.

2.1.2 Les facteurs endogènes dans le parcours des mouvements sociaux

Malgré les amendements apportés à la version initiale de l'approche du processus politique et qui ont entre autres consisté à intégrer davantage le rôle des organisations et des cadres d'interprétation dans l'explication des mobilisations (McAdam *et al.* 1996), sa prémisse fondamentale est demeurée la prise en compte des effets de la structure des opportunités politiques sur l'action contestataire (Ancelovici et Rousseau 2009, 7). Par ce schéma d'analyse reposant essentiellement sur le rapport qu'entretiennent les opposants et les opposantes avec les membres d'un système politique donné, l'approche des opportunités politiques a tendu à surévaluer les effets institutionnels sur l'action collective, au détriment de la considération des médiations qui permettent d'intégrer les contraintes structurelles des opportunités politiques dans les mobilisations (Fillieule 2009, 533). En d'autres termes,

although changes in political opportunity correlate with changes in the volume and tactics of social mobilization, we know less about how opportunities translate into collective action. Clearly, understanding the relationship between context and action is critical to tackling the larger theoretical question of the relationship between structure and agency (Meyer et Minkoff 2004, 1463).

L'introduction offre une synthèse intéressante des différentes critiques adressées aux tenants de cette approche, tout comme elle approfondit certaines d'entre elles.

Il convient dès lors de s'inspirer des approches analytiques complémentaires pour mesurer l'importance d'autres déterminants susceptibles d'intervenir dans le développement des dynamiques de contestation.

Dans un premier ordre d'idée, tel que mentionné dans la section précédente, l'élaboration de l'approche du processus politique a pris appui sur le courant analytique de la mobilisation des ressources pour y intégrer la considération de l'environnement politique comme facteur intervenant dans le développement des mouvements sociaux. En rupture avec les cadres d'analyse du comportement collectif qui envisageaient les mobilisations sous l'angle de la déviance, l'approche de la mobilisation des ressources antécédentes aux contributions des théoriciens du processus politique avait pour sa part révélé le rôle de l'accumulation et de l'utilisation des ressources dans les mobilisations (McCarthy et Zald 1973; 1977; Jenkins et Perrow 1977). Cette dernière perspective rendait compte de l'émergence des mouvements en mettant l'accent sur les ressources disponibles pour les acteurs dans le développement d'un mouvement social. Outre l'ouverture de la structure des opportunités dont l'importance a été mise en relief par les tenants du processus politique, l'approche de la mobilisation des ressources insistait donc sur les facteurs objectifs que sont les organisations en tant que structures des mouvements favorisant la participation des individus à l'action collective.

Suivant cette lignée analytique, les structures de mobilisation dont dispose un mouvement sont des ressources qui doivent répondre à des objectifs stratégiques précis et qui sont donc susceptibles de tomber en désuétude hors de cette dimension instrumentale. Appliquée à l'analyse du mouvement antiautoritaire québécois dans la première décennie des années 2000, les versions pionnières des théories de la mobilisation des ressources permettent ainsi de mettre en évidence le rôle-clé de la création des organisations de la CLAC et du CASA dans son émergence. Au moment de la campagne de mobilisation de 2001, ces structures ont en effet contribué à la consolidation du mouvement en permettant le recrutement des militants dans la perspective antiautoritaire. La disparition du CASA en 2001 et de la Convergence en 2006, puis la refondation de cette dernière quelques années plus tard, pourraient ensuite être interprétées à la lumière de cette approche comme l'expression de l'action rationnelle et finalisée des militants en réponse aux besoins identifiés dans la mobilisation.

S'il convient d'admettre avec les théoriciens de la mobilisation des ressources que le cadre organisationnel d'un mouvement est un facteur endogène déterminant dans l'émergence et le maintien d'une mobilisation, la littérature s'inscrivant dans cette approche a éventuellement fait apparaître la nécessité de diversifier le type de structures organisationnelles pris en compte. Conservant l'héritage légué par les premières conceptualisations de la mobilisation des ressources concernant l'importance des facteurs d'ordre mésoscopique pour l'action collective, le champ d'étude des mouvements sociaux reconnaît désormais davantage la variété des infrastructures organisationnelles qui animent les mouvements en dehors des organisations aux structures formalisées (Soule 2013; Staggenborg 2013)⁵³. Le rôle des organisations de mouvement social traditionnelles serait dorénavant complété, sinon même substitué, par des modes de regroupement dynamiques et plus librement structurés (Roggenband et Duyvendak 2013), notamment sous forme de réseaux ou de coalitions.

Dans le cas qui retient notre attention comme objet d'étude de cette thèse, cette conceptualisation des structures de mobilisation incluant les modalités plus informelles de regroupement revêt une pertinence particulière si l'on considère que les formes d'organisations centralisées et rigides qui relèvent de la perspective entrepreneuriale sont moins susceptibles d'être repérées dans un mouvement animé par les idéaux et les pratiques libertaires. À ce titre, il a été documenté que les assemblées générales et les collectifs affinitaires sont des formes organisationnelles aux structures moins formalisées qui sont davantage caractéristiques des mouvements d'inspiration anarchiste visant la décentralisation et la non-hiérarchie des pouvoirs (Dupuis-Déri 2005a; Flesher Fominaya 2007). Même

⁵³ Bien que cet aspect ne soit pas abordé plus en détail, il est tout de même utile de s'inspirer de la rétrospective effectuée par Soule (2013) pour mentionner que l'extension de la compréhension du rôle des structures organisationnelles pour les mouvements sociaux a grandement bénéficié des apports du champ d'études distinct de la sociologie des organisations, notamment dans ses versions néoinstitutionnaliste (Powell et DiMaggio 1991) et de la *organizational ecology* (Minkoff 1993; 1997). La contribution a été réciproque en ce que les théories des organisations se sont également inspirées des propositions de la sociologie des mouvements sociaux pour souligner notamment l'importance des mobilisations dans la création de nouveaux types d'organisation et dans la structuration des champs organisationnels. Ancelovici et Jenson (2012) s'inscrivent dans une perspective analogue dans leur étude des étapes préliminaires du transfert transnational des idées et des pratiques entre acteurs -le processus de standardisation-, en adoptant une approche croisée inspirée des travaux sur les politiques publiques et les mouvements sociaux.

l'environnement informel créé autour de ces structures fluides, tels les moments de rencontres sociales post-assemblées, contribuerait à la création de liens de solidarité entre les militants, approfondissant de ce fait leur intégration au mouvement par le développement d'un sentiment affectif entre eux (Flesher Fominaya 2010b).

Enfin, l'intérêt porté au rôle des facteurs organisationnels dans l'étude de la dynamique contestataire a également fait apparaître l'importance de dépasser « les usages réificateurs, anthropomorphiques et, somme toute, objectivistes du concept d'organisations conçues comme des totalités agissantes » (Pierru 2009, 397), pour insister davantage sur l'analyse des dimensions interprétatives et cognitives dans l'engagement. L'approche de la mobilisation des ressources comporte en effet une conception stricte de la rationalité des acteurs qui nourrit une vision purement instrumentale des ressources. Or, tout comme les opportunités politiques doivent être reconnues et conçues comme telles par les acteurs, « si importantes que puissent être les organisations, il faut encore qu'elles soient, pour acquérir toute leur efficacité potentielle, appropriées par les acteurs comme des instruments de lutte » (Chazel 2009: 369).

Les structures organisationnelles d'un mouvement portent ainsi en elles-mêmes les identités mobilisées et construites dans le cours de l'action, tout comme ces structures agissent sur les conceptions que les participants et les participantes ont d'eux-mêmes (Gamson 1996 : 235; Jenson 1993; 1998; Reger 2002). Pour apprécier le rôle des aspirations et des idées autrement négligé par le regard analytique de la mobilisation des ressources, il convient donc de considérer les approches culturelles dans l'analyse des mouvements sociaux. Dans cette lignée, le choix des modes d'organisation et d'action effectué par un mouvement social ne reposerait pas sur les seules ressources disponibles, mais traduirait l'importance de la dimension symbolique ou culturelle comme autre ordre de facteurs à prendre en compte dans le développement des mouvements. Deux approches théoriques convergentes dans leur reconnaissance de l'importance de cette dimension sont officiellement reconnues comme ayant principalement cherché à rendre compte des facteurs culturels dans l'analyse des mobilisations : d'une part les approches en matière de cadrage, d'autre part celles portant sur l'étude de l'identité collective.

Dans un premier temps, les travaux sur le cadrage ont voulu témoigner des processus interprétatifs construits par les mouvements sociaux pour faire sens d'une situation donnée et favoriser la mobilisation (Snow et Anderson 1987; Snow et Benford 1992; Hunt, Benford et Snow 1994). Cette perspective a ainsi fait ressortir la nécessité pour les acteurs de formuler une compréhension commune du problème identifié comme étant à la source de l'action collective, de même que des solutions pertinentes à promouvoir pour y remédier, de manière à créer un cadre de référence susceptible de générer un effet de résonance auprès de différents publics cibles. En écho à cette contribution théorique, les tenants de l'approche du processus politique ont éventuellement effectué certaines concessions culturalistes en intégrant la perspective du cadrage aux côtés des structures de mobilisation et des opportunités politiques comme facteurs déterminants dans l'émergence des mouvements sociaux (Morris et Mueller 1992; Johnston et Klandermans 1995). McAdam (1982) avait déjà amorcé une ouverture en ce sens en ajoutant une dimension cognitive à son modèle explicatif de la mobilisation autour de la question des droits civiques aux États-Unis.

La conception limitée de la culture telle qu'intégrée dans l'approche du processus politique lui fut néanmoins reprochée comme constituant une catégorie résiduelle du cadre d'analyse proposé, utile pour rendre compte de l'aspect subjectif dans les mobilisations, mais au demeurant envisagé dans le seul intérêt de combler le manque à gagner laissé par les omissions des dimensions objectives qui interviennent dans l'engagement (Poletta 2008 : 81). Par ailleurs, l'activité du cadrage reposerait sur une considération stratégique des modalités d'élaboration des représentations portées par les acteurs, présentée comme « le fruit d'un travail en grande partie tactique réalisé par des 'agents recruteurs' sur les représentations ou convictions antérieures d'éventuels sympathisants » (Mathieu 2002 : 87). Ce faisant, l'approche ne tiendrait pas compte de la question de l'élaboration des identités préalable à la formulation des cadres ou à leur adhésion à ceux-ci, traduisant une conception homogène des intérêts qui sous-tendent l'action collective (Mathieu 2002).

Dans un ordre d'idée parallèle, les approches sur l'identité collective dans l'analyse des mouvements sociaux ont quant à elles été construites à partir d'une vision non utilitariste des représentations mobilisées par les acteurs. Portées à l'avant-scène par les travaux sur les

nouveaux mouvements sociaux, ces approches identitaires ont voulu rendre compte de l'aspect subjectif des mobilisations en s'intéressant à l'élaboration des critères d'appartenance qui fondent la participation à un mouvement social donné (Touraine 1978, 1985; Melucci 1980; 1989; 1996; Cohen 1985; Laraña, Johnston et Gusfield 1994). Alimentés sur la perception d'un déplacement de l'action collective définie en fonction de l'appartenance de classe vers la revendication de nouvelles identités post-matérialistes dans les sociétés occidentales des années 1970-80, les nouveaux mouvements sociaux, tels le mouvement des femmes, le mouvement gai et lesbien ou le mouvement environnemental, auraient eu pour particularité des modes d'organisation et d'action qui divergeaient d'avec les modalités d'expression des forces contestataires traditionnelles comme le mouvement ouvrier (Kitschelt 1985; Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni 1995). Ils auraient ainsi exprimé une proximité avec les idéaux et les pratiques anarchistes en redéfinissant les voies de la participation démocratique par la construction de collectifs autonomes du pouvoir politique, le recours à l'action directe et un fonctionnement général visant la promotion de relations égalitaires et non hiérarchiques (della Porta et Rucht 1995; Luck 2008 : 8).

L'aspect novateur des mobilisations ancrées dans les mutations des sociétés contemporaines clamé par l'approche des nouveaux mouvements sociaux a fait face à certaines critiques. D'une part, il a été souligné que le mouvement ouvrier avait contribué à remettre en doute les représentations culturelles dominantes des relations de classe tout autant qu'il avait soutenu la quête pour une plus juste redistribution des ressources économiques (Calhoun 1993). D'autre part, les mobilisations regroupées dans la catégorie des nouveaux mouvements sociaux auraient quant à elles illustré des emprunts au registre d'action des mobilisations antérieures, notamment par leur recours au lobbying politique, tout en visant des objectifs matériels concrets en parallèle de leurs luttes pour la reconnaissance de catégories identitaires autrement négligées (Poletta et Jasper 2001, 283; Bernstein 2002). Néanmoins, il convient d'admettre l'apport indéniable des travaux sur les nouveaux mouvements sociaux qui a consisté à situer la question identitaire au cœur des analyses théoriques sur les mobilisations contestataires. Depuis, le développement de l'identité collective est considéré comme un déterminant clé de la constitution d'un mouvement social et de sa capacité à perdurer dans le temps (Taylor et Whittier 1992; Staggenborg et Taylor 2005; Flesher Fominaya 2010b).

Le concept d'identité collective est ainsi utilisé depuis le milieu des années 1980 dans l'étude des mouvements sociaux pour analyser l'aptitude de ces derniers à soutenir l'engagement des individus dans l'action collective et à créer une cohésion entre eux (Flesher Fominaya 2010a). L'usage abondant du concept dans des travaux concernant à la fois l'explication de l'émergence, du déclin ou encore des conséquences des mouvements sociaux⁵⁴ a cependant entraîné un certain flou conceptuel entourant la notion⁵⁵. Une revue exhaustive de son évocation dans la littérature sur les mouvements sociaux représenterait ainsi non seulement une tâche colossale, mais surtout un exercice peu fécond pour préciser l'orientation de notre démarche de recherche. De manière générale, il peut toutefois être convenu que l'identité collective réfère à la reconnaissance des membres d'une collectivité comme faisant partie de celle-ci (Taylor et Whittier 1992) et au développement d'un sentiment d'appartenance liant ces individus à la collectivité (Poletta et Jasper 2001). La perception du « nous » qui fonde l'identité collective se présente ainsi sous la forme d'un « shared definition of a group derived from members' common interests experiences and solidarities » (Taylor et Whittier 1992, 105). De plus, cette appartenance conjointe « may be imagined rather than experienced directly » (Poletta et Jasper 2001, 285).

L'identité collective comporte en ce sens un double volet lié, d'une part, à l'identification de la collectivité sur la base de caractéristiques qui lui sont spécifiques et, d'autre part, à l'appropriation interne de ces caractéristiques par les membres du groupe (Voegtli 2010, 206). Pour leur part, Taylor et Whittier (1992) ont proposé un modèle analytique fréquemment référencé dans les travaux sur l'identité collective et construit sur la reconnaissance de ces

⁵⁴ L'article de Poletta et Jasper (2001) offre une synthèse de la littérature abordant ces diverses questions par l'intermédiaire du prisme conceptuel de l'identité collective.

⁵⁵ L'utilisation du concept d'identité est loin d'être exclusif au champ d'étude des mouvements sociaux. Notant le recours abondant à ce concept, Brubaker et Cooper sont même d'avis que « the social sciences and humanities have surrendered to the word 'identity' » (2000, 1). En conséquence, « identity (...) tends to mean too much (...), too little (...) or nothing at all » (Brubaker et Cooper 2000, 1). Bien que je partage le constat formulé par ces derniers auteurs concernant l'élasticité conceptuelle générée par l'utilisation excessive de la notion, je n'adhère pas pour autant à leur proposition selon laquelle il faudrait dorénavant « aller au-delà de l'identité » en utilisant une terminologie différenciée. Considérant qu'en dépit de ces observations, l'identité demeure « a blurred but indispensable concept » (Tilly 1996, 7), il m'apparaît plus utile d'en situer clairement l'utilisation privilégiée dans la thèse et le champ d'étude avec lequel le dialogue est engagé, tel qu'effectué dans la présente section du manuscrit.

aspects. Selon leur proposition, l'identité collective repose dans un premier temps sur des frontières identitaires (*boundaries*) formées par les éléments qui distinguent les membres d'une communauté donnée des groupes extérieurs. Ces frontières permettent ainsi de différencier les individus qui appartiennent à cette collectivité de ceux qui n'en font pas partie et de les reconnaître comme tels, entre autres par l'élaboration d'un cadre de référence commun. Puis, le développement d'un sentiment d'appartenance partagé (*consciousness*) est un deuxième aspect de l'identité collective abordé dans le modèle de Taylor et Whittier qui renvoie aux schémas interprétatifs élaborés par un mouvement de manière à définir et concilier les intérêts de ses membres en opposition à un ordre dominant. Ce sentiment d'appartenance à la collectivité intégré par les individus qui s'y identifient est un aspect essentiel pour assurer la cohésion entre les acteurs du mouvement. Enfin, Taylor et Whittier ajoutent à ces deux premiers aspects une troisième composante à l'étude de l'identité collective qui renvoie aux interactions (*negociation*) des membres de la collectivité entre eux et avec les groupes extérieurs, de manière à incarner la posture oppositionnelle de la collectivité par la politisation des actes du quotidien (Taylor et Whittier 1992, 111, 122).

Les différents éléments du modèle d'analyse proposé par Taylor et Whittier mettent en lumière le fait que la constitution de l'identité collective est le fruit d'une démarche processuelle qui implique à la fois des dynamiques d'inclusion et d'exclusion, de valorisation du sentiment d'appartenance et de consolidation de l'entre-soi au sein du mouvement (Voegtli 2010, 205). La dimension interactionniste au cœur de cette conception de l'identité collective est basée sur la proposition de Melucci selon qui « the construction of that sense of we is an ongoing process » (1989, 34). Dans cette perspective, l'identité collective dans les mouvements sociaux se réalise dans l'action; elle est le résultat d'un processus de construction permanente développé entre les membres d'un mouvement et en relation avec les acteurs extérieurs à ce dernier (Melucci 1995). Si l'identité collective n'est pas nécessairement un préalable de la mobilisation, la conscience d'appartenance des individus au mouvement et la reconnaissance des membres entre eux sont tout de même facilitées par le fait pour les acteurs d'occuper des positions rapprochées dans l'espace social (Voegtli 2010). Néanmoins, c'est dans le cours même de la mobilisation que s'approfondit l'identification subjective des membres à la collectivité.

En faisant de cette dynamique de construction de l'identité collective un objet d'étude de la recherche, « we are obliged to shift from a monolithic and metaphysical idea of collective actors toward the processes through which a collective becomes a collective » (Melucci 1996, 70). La notion d'identité collective ainsi définie comme processus central à la constitution des acteurs politiques (McAdam, Tarrow et Tilly 2001; Tilly et Tarrow 2008) fournit donc une grille d'analyse de la permanence et du changement dans les mouvements sociaux (Voetgli 2010, 205). En effet, les représentations construites par les mouvements sont susceptibles de se développer au-delà la phase d'émergence des mobilisations, au fil de leur trajectoire. Par exemple, l'approche générationnelle suggère que le changement identitaire au sein d'un mouvement social repose principalement sur le poids du renouvellement périodique des militants par l'intégration ponctuelle de microcohortes de militants et de militantes porteuses de socialisations différenciées (Whittier 1997). D'autre part, la conception qu'ont les acteurs de leurs intérêts peut également évoluer au gré de la lutte, agissant de ce fait sur le sentiment d'identification exprimé envers la collectivité (Gamson 1995; Whittier 1995; Einwoner 1999; Valocchi 2001; Reger 2002a, 2002b).

La prise en compte de cette diversité au sein des mouvements sociaux a toutefois reçu une attention mitigée dans l'étude de l'identité collective (Hunt, Benford et Snow 1994; Snow et Bryd 2007). Cette situation est en partie redevable à une conception de la politique identitaire (*identity politics*) des nouveaux mouvements sociaux perçue comme une lutte pour la reconnaissance culturelle de catégories identitaires essentialistes et qui aurait pour effet de diluer la lutte politique pour la redistribution des richesses (Fraser 1995, 69; Gitlin 1997, 155-156; Bernstein 2005). En ce sens, l'expression de la diversité a pu être appréhendée comme un facteur d'affaiblissement du potentiel stratégique des mouvements sociaux et de leurs objectifs de transformation sociale (Gamson 1995; Kurtz 2002). Les différences formulées en fonction d'intérêts et d'identités seraient en ce sens la manifestation de tensions potentiellement difficiles à absorber dans la structure organisationnelle d'un mouvement (Reger 2002a; 2002b), servant parfois de fondement à la constitution de « mouvements suivistes » (*spin off movements*) (McAdam 1995; Valocchi 2001; Roth 2004; Whittier 2007). Nonobstant ce risque, les mouvements sociaux ont été et continuent d'être l'objet de revendications de nature identitaire sur la base de leur degré de reconnaissance de la complexité des formes

d'oppression. En ce sens, « diversity challenges -challenges to injustices- confront social justice movements no less than any other sites » (Kurtz 2002, XVI).

Les développements théoriques de l'approche intersectionnelle (Combahee River Collective 1981; Collins 1990; 1993; Crenshaw 1995) ont contribué à complexifier l'objet d'analyse qu'est l'identité collective dans l'étude des mouvements sociaux en alimentant la réflexion sur ses modalités d'élaboration à partir d'éléments hétérogènes⁵⁶ (Stockdill 2001; 2003; Kurtz 2002; della Porta 2005; B. Roth 2004; 2008; S. Roth 2008; Flesher Fominaya 2010b). Envisagées sous l'angle de ces contributions, les limites de la politique identitaire ne tiendraient pas tant à la reconnaissance des identités comme objet de lutte des mouvements sociaux qu'à l'élaboration d'identités collectives formulées autour d'enjeux singuliers. Ce « *single-identity politics* » serait source de division dans les mobilisations sociales en ce qu'il est susceptible d'opposer ou de hiérarchiser les identités -et les mouvements qui les portent- les unes par rapport aux autres (Kurtz 2002). Kurtz plaide plutôt pour le développement d'une politique multi-identitaire (*multi-identity politics*) au sein des mouvements sociaux, et non pas seulement entre ceux-ci, de manière à reconnaître l'ensemble des intérêts des individus engagés dans l'action collective et des injustices sociales qui les fondent (2002, XVII). Cette prise en compte de la diversité intrinsèque à un mouvement social serait ainsi une piste de conciliation des exigences formulées à la fois en matière de reconnaissance culturelle et de redistribution matérielle.

Dans une étude sur la récente mobilisation altermondialiste, della Porta (2005b) relève la complexité sociale qui s'exprime dans les multiples facettes identitaires de ce « mouvement des mouvements ». En ce sens, la diversité des références identitaires basées sur les catégories ethniques, de genre, de religion ou de classe dans la mobilisation n'aurait pas empêché le

⁵⁶ Le souci de la représentation des différences est une préoccupation particulièrement explicite dans la littérature sur le féminisme. Parallèlement aux observations formulées par les actrices du courant du « *black feminism* » que la littérature reconnaît officiellement comme étant à la source de l'approche intersectionnelle, un nombre important de travaux s'est intéressé à la question de l'interaction des multiples sources de différenciation sociale avec la catégorie du genre (à titre d'exemples non exhaustifs, mentionnons Anthias et Yuval-Davis 1983; Jenson 1990; Stasiulis et Yuval-Davis 1995, Marx Ferree et Roth 1998; Butler 2005; Rousseau 2009).

développement d'un sentiment d'appartenance transversal au mouvement (della Porta 2005b, 187). Sur la base de ce constat, della Porta identifie les identités tolérantes (*tolerant identities*) qui expriment cette transition des mouvements sociaux construits sur une seule référence identitaire vers la reconnaissance de l'hétérogénéité de leur composition. Ces identités tolérantes seraient ainsi caractérisées par « inclusiveness and positive emphasis upon diversity and cross-fertilization, with limited identification » (della Porta 2005b, 186). Elles auraient pour corollaire la construction de réseaux ou de coalitions permettant de prendre en compte de la variété des intérêts exprimés par les acteurs (Kurtz 2002; Whittier 2002; della Porta 2005b).

Dans la même veine, Stockdill (2001) part aussi du postulat que la construction d'une identité collective peut se réaliser sur la base de la diversité. S'inscrivant dans la perspective de la conscience oppositionnelle telle que développée par Morris et ses collaborateurs (1992, 2001), Stockdill (2001, 2003) s'intéresse aux formes d'action collective qui ont pour objet des systèmes de domination multiples. Selon cette approche, les clivages sociaux reproduits dans les structures institutionnelles généreraient des rapports d'inégalité à la source de la culture oppositionnelle des acteurs contestataires. Or, à la différence de la proposition analogue des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux, cette culture oppositionnelle fait intervenir une variété d'aspects identitaires construits sur la diversité des positions sociales occupées par les acteurs dans cette « matrice de la domination » (Collins 1990). La conscience oppositionnelle multidimensionnelle (*multi-oppositional political consciousness*) est la formulation proposée par Stockdill pour rendre compte des représentations motivées par la diversité des formes d'oppression, en distinction de celle qui reposerait sur une seule dimension identitaire (2001). Ce faisant, cette proposition rejoint notamment les critiques de l'approche du processus politique qui ont appelé à un décentrement du rapport à l'État dans l'analyse des mobilisations, révélant la complexité institutionnelle qui prévaut dans nos sociétés et qui alimente divers rapports de pouvoir (Armstrong et Bernstein 2008).

Enfin, malgré ces propositions d'élargissement conceptuel, l'identité collective comme catégorie d'analyse demeure difficilement saisissable et bien qu'elle constitue également une « catégorie de la pratique » (Brubaker et Cooper 2000, 4), elle est rarement explicite dans le discours des acteurs. Les différentes propositions qui prennent appui sur la reconnaissance de

la diversité dans l'élaboration de l'identité collective font ainsi intervenir la question des modalités d'intégration de celle-ci dans les mouvements sociaux, interpellant du même coup les cadres d'analyse permettant de rendre compte de cette réalité. Dans cette perspective, l'exposé des différentes approches théoriques présenté dans cette section du chapitre deux de la thèse a fait ressortir les facteurs susceptibles d'intervenir dans la trajectoire d'un mouvement social. Parmi ceux-ci, les éléments endogènes que sont les ressources objectives disponibles pour la mobilisation, de même que les intérêts et les représentations cognitives mobilisés par les acteurs, sont apparus comme des facteurs à considérer pour saisir le parcours d'un mouvement à l'extérieur du rapport intensifié qui le lie aux autorités politiques lors des cycles de mobilisation. Ce constat justifie le recours à des perspectives synthétiques aptes à mesurer l'apport de ces facteurs internes dans la constitution d'un acteur politique hétérogène comme le mouvement antiautoritaire québécois.

2.1.3 Les mouvements sociaux dans la continuité

Dans un autre ordre d'idée, la priorité ontologique accordée à la relation avec la sphère politique institutionnalisée dans l'approche du processus politique, dont l'examen a ouvert cette revue de la littérature en début de chapitre, génère un second angle mort dans l'analyse des mouvements sociaux en ce qu'elle conduit à une vision interrompue du parcours des mouvements hors des cycles de contestation. Conséquemment, les chercheurs qui abordent ces phénomènes par la perspective du processus politique sont amenés à se concentrer sur l'action visible des mouvements, soit les mobilisations et les événements qui trouvent écho sur la scène publique et sont couverts par le radar médiatique lors de ces moments d'interaction. L'analyse en matière de cycles de contestation tend ainsi à accentuer les discontinuités entre les épisodes publics de mobilisation et à négliger les dynamiques qui affectent les mouvements sociaux dans les périodes de moindre intensité (Sommier 2009, 178).

Bien que peu nombreuses, certaines pistes conceptuelles permettent cependant d'appréhender la trajectoire des mouvements sociaux hors des grands épisodes de contestation. Ces propositions invitent ainsi à dépasser les analyses qui raisonnent en matière de naissance et de mort des mouvements pour aborder plutôt la continuité temporelle de ces phénomènes sociaux. Parmi celles-ci, la notion d'*abeyance* a été utilisée pour décrire les processus de

maintien ou de mise en veille d'un mouvement dans les périodes marquées par un rapport de confrontation diminué entre acteurs contestataires et autorités politiques (Taylor 1989; Taylor et Whittier 1992; 2005; Rupp et Taylor 1993; Joshua 2009; Taylor et Dahl Crossley 2013). Taylor (1989) y a d'abord fait référence pour dévoiler la filiation du mouvement des femmes des années 1960 aux États-Unis avec les épisodes de contestation de la vague du féminisme du début du XXe siècle. Les périodes d'*abeyance* sont ainsi soutenues par la persistance du cadre organisationnel du mouvement qui agit alors comme une « structure dormante » (Fillieule 2005) ou une « structure de rémanence » (Klandermans et Mayer 2001). Dans tous les cas, l'emploi de la notion met en lumière le phénomène de conservation des mouvements dans les périodes plus hostiles à leur développement par la préservation des ressources qui permettront ensuite sa reproduction face à de nouvelles opportunités politiques. Joshua (2007) a démontré cette fonction qui a permis à la Ligue communiste révolutionnaire en France d'éviter le désengagement dans la période de reflux des années 1980, pour ensuite réémerger dans le contexte politique plus favorable de la fin des années 2000. En canalisant l'action des militants, ces structures de mise en veille minimisent ainsi les risques de disparition du mouvement entre les cycles de contestation.

La notion de communauté de mouvement social s'inscrit dans une perspective similaire à celle de l'étude des structures en dormance en situant les mobilisations sociales dans la continuité des phénomènes connexes qui les ont précédées. Toutefois, cette conceptualisation rend plus explicite la diversité des structures de mobilisation qui soutiennent un mouvement social et repose sur une vision plus dynamique de la vie interne aux mouvements dans les périodes de moindre visibilité. Dans une étude sur la communauté féministe de la ville universitaire de Bloomington en Indiana, Staggenborg (1998) montre ainsi comment la consolidation d'une communauté de mouvement social autour d'une variété d'activités à caractère politique, mais aussi culturel, social et éducatif a eu pour effet de soutenir le travail des militantes autant lors de périodes-clés de mobilisation qu'à l'extérieur des expressions publiques du mouvement. Dans la même veine, Staggenborg et Taylor (2005) ont identifié dans l'histoire du mouvement des femmes aux États-Unis des seuils et des moments décisifs qui permettent d'envisager la trajectoire du mouvement sur le long terme, à l'extérieur de leur relation avec l'État. En ce sens, si le rapport de confrontation qui lie un mouvement social à ses opposants perd

éventuellement de son intensité, il serait erroné de conclure pour autant à l'affaiblissement de ce mouvement. Un mouvement social peut se retirer de la scène publique à certains moments de son développement, ses composantes peuvent se remodeler et se transformer, tout en continuant à agir ailleurs et sur d'autres aspects que ceux initialement prévus.

Dans cette dernière perspective, la conceptualisation en matière de communauté de mouvement social dépasse l'idée de dormance associée à la notion d'« *abeyance* » pour rendre plus explicite la possibilité du changement au sein d'un mouvement social dans les intervalles entre les mobilisations. Ce changement est abordé par les vecteurs organisationnels et identitaires complémentaires mis en lumière dans les usages de la notion de communauté de mouvement social. Initialement formulée par Buechler (1990), cette dernière notion entendait dépasser le « biais organisationnel de la théorie de la mobilisation des ressources » (Bereni et Revillard 2012, 26) en présentant les mouvements sociaux comme un agencement d'organisations formelles, de réseaux informels et d'individus non affiliés impliqués dans une lutte commune pour le changement social.

Une communauté de mouvement social se reconnaît ainsi à l'existence de réseaux formels et informels d'individus politisés connectés les uns aux autres par une culture partagée et s'exprimant dans des symboles, rituels, valeurs et idéologies. Liés par ce sentiment d'appartenance, les membres de la communauté le sont également par la participation conjointe à des activités et institutions alternatives propres à cette communauté de mouvement social. Cette dernière est donc soutenue, d'une part, par des formes organisationnelles variées allant de la présence ou non d'organisations de mouvement social, de structures de mobilisation plus informelles tels des centres communautaires ou groupes culturels, et par des liens institutionnels variés avec des acteurs alliés de l'extérieur de la sphère des mouvements sociaux, par exemple des groupes de recherche, des maisons d'édition, des centres culturels, des agences gouvernementales ou des entreprises.

Outre ce lien organisationnel, les acteurs qui composent une communauté de mouvement social donnée partagent d'autre part un sentiment d'appartenance et une identification commune au mouvement. Telle que mobilisée dans les travaux de Taylor et Whittier (1992)

sur la communauté féministe lesbienne, la notion de communauté de mouvement social attire en effet l'attention sur la composante culturelle des mobilisations. Les liens qui tissent la communauté sont ainsi perceptibles « through an institutional base, multiple goals and actions and a collective identity that affirms members' common interests in opposition to dominant groups » (Taylor et Whittier 1992, 107). La circulation des militants dans les espaces organisationnels fluides de la communauté de mouvement social permet ainsi de construire parallèlement leur adhésion subjective à cette dernière (Bereni et Revillard 2012). À l'élargissement des composantes organisationnelles au-delà des formes de représentations officielles d'un mouvement social, la notion de communauté de mouvement social contribue donc aussi à la réflexion sur le rôle de l'identité collective dans la construction de la contestation.

En rétrospective, la notion de communauté de mouvement social fait écho à la proposition selon laquelle un mouvement est un « network of small groups submerged in everyday life that only emerge on occasion to engage in overtly political actions » (Melucci 1985, 800). En ce sens, cet outil conceptuel met en lumière le fait qu'un mouvement social ne se développe pas seulement en fonction de changements dans la structure d'opportunité politique, mais également en raison de processus internes qui favorisent la mobilisation continue des militants. Dans cette perspective, les dynamiques organisationnelle et identitaire qui soutiennent la communauté de mouvement social témoignent de l'importance des facteurs endogènes dans la trajectoire d'un mouvement, à l'extérieur de sa relation avec l'État. Ce faisant, ces dynamiques contribuent à la persistance des luttes en supportant les pratiques militantes dans une perspective donnée, mais portent également le potentiel d'une transformation des mouvements sociaux en dehors des épisodes de contestation.

Enfin, en intégrant la considération de la dimension identitaire aux côtés de la conception élargie des ressources organisationnelles qui structurent les mobilisations, l'approche en matière de communauté de mouvement social rejoint les travaux qui proposent des approches synthétiques d'analyse des mouvements sociaux pour reconnaître l'effet de différents facteurs dans la constitution de ces acteurs (Meyer, Whittier et Robnett 2002; Van Stekelenburg, Roggeband et Klandermans 2013). Tout en palliant une certaine vision discontinue de leur

trajectoire, l'interaction dynamique des facteurs organisationnels et identitaires impliqués dans la conceptualisation en matière de communauté de mouvement social permet par ailleurs d'envisager la prise en compte de la diversité au sein des mouvements sociaux. Le fait d'aborder les mouvements sous cet angle conceptuel permet ainsi d'accéder à la dynamique de construction de l'identité collective, à la fois dans son processus d'émergence comme dans son processus de renégociation constante, par des pratiques sociales incarnées dans la vie interne de la communauté (Voetgli 2010; Bereni et Revillard 2012).

2.2 Problématisation de la thèse

2.2.1 Hypothèses de travail

Au terme de la revue des principales approches théoriques proposées par la littérature sur les mouvements sociaux et pertinents à l'analyse de la question de recherche formulée, il est retenu qu'en dépit de l'influence indéniable du contexte politique sur l'émergence du mouvement antiautoritaire au Québec au moment de ses principales mobilisations publiques dans la première décennie des années 2000, la seule considération des facteurs de l'environnement politique qui ont affecté la trajectoire du mouvement demeure insuffisante pour comprendre son évolution entre ces épisodes. En effet, la question de recherche qui retient l'attention dans cette thèse ne vise pas tant à identifier les déterminants de l'émergence ou du déclin éventuel du mouvement qu'à saisir la dynamique de développement de ce dernier. Les enseignements d'approches théoriques complémentaires dans l'analyse des mouvements sociaux ont permis de considérer l'importance des dynamiques endogènes aux mouvements dans cette trajectoire en relevant le rôle des facteurs organisationnels et identitaires dans leur parcours.

Par ailleurs, la revue de la littérature a aussi révélé la nécessité de penser les mouvements sociaux dans la continuité de manière à relever les dynamiques qui ont cours à l'extérieur des principaux moments d'interaction avec les autorités politiques. En ce sens, l'outil conceptuel représenté par la notion de communauté de mouvement social est apparu comme une piste heuristique féconde en ce qu'elle permet à la fois de réaliser cette opération qui consiste à

envisager le développement des mouvements dans une perspective continue et de souligner le rôle des facteurs endogènes à la mobilisation dans ce processus.

À la lumière de ces enseignements, la démarche de construction de la recherche réalisée jusqu'à maintenant permet de formuler les hypothèses de travail qui guideront le développement subséquent de cette thèse. Dans un premier temps, il est proposé que la notion de communauté de mouvement social représente un outil conceptuel pertinent pour appréhender la forme progressivement adoptée par le mouvement antiautoritaire entre les épisodes de contestation de 2001 et de 2010. Une première étape de la recherche consistera donc à vérifier la proposition selon laquelle *l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire québécois s'est constitué sous la forme d'une communauté de mouvement social*⁵⁷.

Puis, conformément aux postulats théoriques constitutifs de la notion de communauté de mouvement social, il sera question d'examiner la suggestion qui veut que *la communauté antiautoritaire au Québec se soit principalement développée sous l'impulsion de facteurs endogènes d'ordre mésoscopique et microscopique, c'est-à-dire des dynamiques relatives à sa construction organisationnelle et à l'élaboration de son identité collective*. Ainsi, après avoir documenté l'existence de la communauté de mouvement social antiautoritaire au Québec de manière à vérifier la première hypothèse à l'étude, la démarche de recherche consistera à évaluer le déploiement de ces dynamiques afin d'étudier leur incidence dans le processus de construction de la communauté antiautoritaire.

En dernier lieu, l'hypothèse concernant l'incidence de ces dynamiques dans la constitution de la communauté antiautoritaire mène à une dernière proposition selon laquelle *l'interaction des facteurs d'ordre organisationnel et identitaire dans la constitution de la communauté*

⁵⁷ Dans le cadre de cette thèse, il sera généralement fait référence à la « communauté antiautoritaire » pour désigner l'objet d'étude, mais l'appellation « mouvement antiautoritaire » pourra parfois être utilisée. Cette dernière appellation demeure justifiée puisque la conceptualisation en termes de communauté de mouvement

antiautoritaire a favorisé la persistance de cette dernière dans le temps en permettant la prise en compte de la diversité qui s'est exprimée en son sein.

2.2.2 Cadre d'analyse mobilisé, contributions et articulation de la démonstration

Comme formulé dans les hypothèses de travail de la section précédente, partir de la proposition conceptuelle en matière de communauté de mouvement social pour aborder le processus de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec a pour implication théorique corollaire de situer d'entrée de jeu les déterminants de ce produit au niveau des facteurs d'ordre mésoscopique et microscopique de l'analyse. Le fait de documenter systématiquement ces deux ordres de facteurs dans l'étude spécifique du développement du mouvement antiautoritaire québécois est donc en soit une contribution visée par la démarche de recherche qui anime cette thèse. Cependant, cette contribution demeure une réponse partielle à l'interrogation centrale qui s'intéresse au processus de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est la communauté antiautoritaire, dans la mesure où la question du *comment* qui sous-tend cette orientation de recherche demeure encore à être élucidée.

En effet, bien que la conceptualisation théorique sous l'angle de la communauté de mouvement social soit explicite quant au rôle des facteurs endogènes qui soutiennent l'élaboration de ce type de configuration, elle garde implicite l'articulation de la dynamique qui opérationnalise cette relation de causalité. Or, en définissant l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire en matière de communauté de mouvement social, l'analyse suppose que la constitution de cette communauté soit le résultat empiriquement identifiable d'un processus de transformation antérieure à cette observation. La constitution de la communauté antiautoritaire fait donc intervenir la dimension temporelle du développement de cette dernière dans l'analyse, à laquelle s'articule l'interaction entre les ordres de facteurs organisationnels et identitaires préalablement mentionnés, qui justifie l'adoption d'une

social renvoie à une configuration particulière de mouvement social. En revanche, l'inverse n'est pas vrai pour autant: tous les mouvements sociaux ne forment pas des communautés de mouvement social.

approche permettant de rendre compte du déploiement de cette dynamique. Ainsi, il est proposé dans le cadre de cette thèse de contribuer à la réflexion théorique sur les modalités de constitution d'une communauté de mouvement social en ayant recours à une approche analytique par mécanismes pour identifier plus précisément les composantes du processus général qui est l'objet de la recherche.

L'étude des mouvements sociaux s'est largement développée ces dernières années sous l'impulsion de l'intérêt pour l'approche mécanistique dans les sciences sociales⁵⁸, notamment dans les courants de la sociologie historique et de l'institutionnalisme historique en politique comparée (Campbell 2005)⁵⁹. De manière générale, cette « conception épistémologique » (Paquet 2013, 83) a pour but de relever les mécanismes actifs dans une chaîne de causalité, de même que les interactions qui peuvent intervenir entre les facteurs qui y sont impliqués (Hall 2006, 28). Distincte d'une approche par variables en ce que la logique de l'explication ne se situe pas dans l'évaluation de modifications apportées à la valeur de celles-ci (Ancelovici et Jenson 2012, 40), l'approche mécanistique lui est néanmoins complémentaire en se présentant comme un outil permettant de révéler la présence ou l'absence d'un mécanisme dans une voie causale reliant une cause présumée à son effet (Gerring 2007, 166; 2010). En ce sens, les mécanismes sont les « écrous et les boulons, les engrenages et les roues » (Elster 1989; 2007) qui permettent de démontrer comment une relation de causalité est rendue possible entre des facteurs donnés (Hedström et Swedberg 1998).

L'approche mécanistique dans le domaine de la sociologie de l'action collective privilégie l'interrogation du *comment* par une perspective dynamique et configurationnelle qui envisage les diverses « relations entre le contexte politique [...], le cadre organisationnel et l'individu »

⁵⁸ Le succès de cette approche mécanistique s'est d'ailleurs en partie retourné contre elle en raison de l'élasticité conceptuelle provoquée par l'usage massif de la notion de mécanisme. Gerring (2010, 1501) a en ce sens recensé plus d'une dizaine de significations attribuées à la notion, certaines d'entre elles pourtant irréconciliables. Nonobstant l'ambiguïté conceptuelle en résultant, l'approche conserve sa pertinence, selon Gerring, dans la mesure où ses adhérents maintiendront l'ambition d'une évaluation empirique rigoureuse de la plausibilité des mécanismes, tout en évitant le piège du dogmatisme qui consisterait à faire de l'approche mécanistique une *condition nécessaire* de la validité scientifique de toute explication causale (2010, 1518).

(Sommier 2012 : 20). Cela dit, dans les versions plus récentes de l'approche du processus politique qu'ils ont proposée, McAdam, Tarrow et Tilly (2001; Tilly et Tarrow 2008) mettent l'accent sur l'identification des processus et mécanismes à l'œuvre dans une variété de luttes politiques, au nombre desquelles on retrouve l'action des mouvements sociaux qui sont réunis sous l'appellation générique de la politique contestataire. Ce faisant, ces auteurs « ont abandonné toute quête d'un modèle invariant » (Ancelovici et Rousseau 2009, 7) dans l'explication de la mobilisation sociale pour se concentrer davantage sur un type d'analyse qui fait de l'approche mécanistique le « cheval de trait » de l'explication des mobilisations (McAdam *et al.* 2001, 30). La version actualisée du processus politique vise donc à identifier l'enchaînement de divers mécanismes à l'œuvre dans les situations contestataires. De ces enchaînements se dégagent des processus comportant différentes séquences et combinaisons de mécanismes en fonction des cas étudiés et qui produisent, de manière interactive, un certain résultat (Tilly et Tarrow 2008, 335).

Suivant la proposition de ces auteurs, une classe d'événements peut être identifiée comme un mécanisme dès lors qu'elle agit de manière analogue dans une grande diversité de situations (Tilly et Tarrow 2008, 59). La comparabilité de la récurrence de ces mécanismes et processus dans une variété de cas devient ensuite l'indicateur de la portée théorique de l'approche mécanistique dont les enseignements peuvent ensuite être appliqués à de nouveaux cas. En ce sens, si l'observation des mécanismes dans une situation donnée doit prendre en compte le contexte particulier dans lequel ils s'insèrent (Falleti et Lynch 2009), la possibilité de transposition des mécanismes et des processus à une pluralité de situations est par ailleurs ce qui leur confère une valeur explicative féconde (McAdam *et al.* 2001; Tilly et Tarrow 2008). En d'autres mots, l'approche mécanistique devient pertinente dans la mesure où l'identification des processus et mécanismes dans l'analyse d'un phénomène dépasse le cadre d'une seule étude de cas⁶⁰.

⁵⁹ L'approche par mécanismes a également été utilisée dans des modèles d'analyses formelles et quantitatives en sciences sociales qui ne seront pas élaborés ici.

⁶⁰ McAdam et ses collègues ont ainsi identifié trois catégories de mécanismes récurrents dans l'étude de la politique contestataire. Il s'agit des mécanismes environnementaux liés aux facteurs extérieurs qui affectent la

Afin de répondre à cette exigence de comparabilité dans la précision des composantes du processus qui est l'objet de cette thèse, l'approche inductive initiale qui a reposé sur l'observation du mouvement antiautoritaire québécois et la comparaison de sa configuration dans deux épisodes de contestation distincts a ensuite été enrichie par un retour vers les contributions théoriques produites par l'approche révisée du processus politique. L'étude de la politique contestataire effectuée par McAdam, Tarrow et Tilly a en effet grandement contribué au corpus théorique de l'approche mécanistique en dressant un tableau synoptique fort élaboré des processus, ainsi que des différents mécanismes qui les composent, à l'œuvre dans les mobilisations sociales (McAdam *et al.* 2001; Tilly et Tarrow 2008, 347-356). Partant de cette recension, il a également été possible d'identifier d'autres travaux dont les contributions ont permis de préciser les processus et mécanismes observés dans l'étude de la trajectoire de constitution de la communauté antiautoritaire (Ancelovici 2013, 2014; Bernstein 1997; 2002; 2008; Clemens 1993; 1996; della Porta 2005b; Escobar 1992; 1998; Flesher Fominaya 2010b; 2013; Jenson 1995; 1998; 2006; 2007; B. Roth 2008; Staggenborg 1986; 1998; 2002; Staggenborg et Taylor 2005; Taylor et Whittier 1992).

Cette interaction entre analyse empirique et évaluation des contributions théoriques est ainsi une caractéristique de notre démarche de recherche basée sur une étude de cas qui permet de l'enraciner dans les débats de la littérature sur les mouvements sociaux. Elle entend contribuer en retour à ce champ d'études, produisant ce que Strauss et Corbin décrivent comme étant le fondement de la « grounded theory: one that is inductively derived from the study of the phenomenon it represents. (...) [where] data collection, analysis, and theory stand in reciprocal relationship with each other » (1990, 23). Dans cette perspective, il importe également de souligner la contribution particulière que comporte le choix de l'étude de cas dans cette thèse. D'un point de vue empirique, l'étude du cas spécifique de la communauté antiautoritaire au Québec permet d'en offrir une description riche et détaillée, dans une perspective longitudinale essentielle pour saisir les particularités de l'objet à l'étude dans son

mobilisation, des mécanismes cognitifs qui modifient les perceptions qu'ont les acteurs de leurs identités et intérêts, de même que des mécanismes relationnels qui transforment la relation entre ces acteurs (2001, 25-26).

développement (Venesson 2008, 226). Cette démarche axée sur l'étude d'un seul cas est d'autant plus pertinente qu'elle permet de répondre à l'ambition de l'approche mécanistique qui consiste à décomposer les différentes facettes de la chaîne présumée de causalité et d'en évaluer empiriquement l'occurrence (Hall 2003, 396; 2006).

L'objectif de cette utilisation de l'approche mécanistique dans le cadre de la thèse consiste donc à partir des déterminants exposés dans la conceptualisation théorique en matière de communauté de mouvement social pour reconstruire le processus qui a permis la constitution progressive de celle-ci autour d'un ensemble d'éléments diversifiés. Tel qu'annoncé dans l'introduction générale de la thèse, ce processus est identifié comme étant celui de la constitution d'un acteur politique hétérogène. À l'instar de la définition que McAdam, Tarrow et Tilly donnent du processus de constitution d'un acteur politique, auquel correspondent les mouvements sociaux, ce processus renvoie au développement d'un ensemble d'acteurs engagés dans une action collective (2001; 2008, 354). Dans la formulation proposée dans le cadre de cette thèse, l'ajout du qualificatif hétérogène a pour but de préciser le caractère particulier de cet acteur politique dont les composantes mobilisées par une grande variété d'enjeux sont néanmoins réunies autour des caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine.

Suivant la revue de littérature effectuée dans le présent chapitre, l'examen des facteurs endogènes à un mouvement social est apparu particulièrement éclairant pour rendre compte de la trajectoire de constitution de cet acteur politique dans la durée, entre les épisodes de contestation marqués par l'interaction avec les autorités politiques. Dans cet ordre d'idée, la conceptualisation en tant que communauté de mouvement social permet de développer cette vision continue, de même que de relever le rôle des dynamiques organisationnelle et identitaire dans la constitution de cet acteur. Il est donc proposé de restituer les dynamiques qui ont façonné le processus général identifié comme étant celui de la constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est la communauté antiautoritaire en décomposant ces deux niveaux d'analyse selon l'approche mécanistique. Au sujet de l'identification des mécanismes et des processus, Tilly et Tarrow soulignent que la distinction entre eux « dépend du niveau de détail auquel se place l'observateur » (2008, 351-352). En ce sens, il est suggéré que le processus

général de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est la communauté antiautoritaire au Québec sous l'impact des dynamiques organisationnelle et identitaire se décompose d'abord en trois processus représentés dans le tableau 2.2. L'analyse détaillée de ceux-ci dans le cours de la démonstration de la thèse révélera ensuite les différents mécanismes constitutifs de ces processus.

Tableau 2.2 Déconstruction préliminaire du processus de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec

Processus de constitution organisationnelle
Processus de démarcation identitaire
Processus de conciliation identitaire

La trajectoire de constitution anticipée pour la communauté antiautoritaire au Québec fait ainsi intervenir les trois processus suivants : un processus de constitution organisationnelle, un processus de démarcation identitaire et un processus de conciliation identitaire. Le *processus de constitution organisationnelle* renvoie à l'étude des facteurs structurels d'ordre mésoscopique dans la constitution de la communauté antiautoritaire. Il est défini en ce sens comme référant à *la construction progressive des structures de mobilisation de la communauté antiautoritaire*. Par ailleurs, comme l'a démontré la revue de la littérature à ce sujet, la construction d'une identité collective est un phénomène transversal au processus général de constitution d'un acteur politique (Tilly et Tarrow 2008, 354). Dans cette perspective, les processus de démarcation et de conciliation identitaires renvoient à deux aspects du développement de cette dynamique dont le rôle a été souligné dans la proposition analytique de Taylor et Whittier (1992) sur l'identité collective. Ils permettent d'aborder le rôle des facteurs endogènes d'ordre culturels dans la trajectoire de la communauté, à la fois au niveau mésoscopique d'élaboration de ses frontières identitaires et au niveau microscopique d'articulation de l'appartenance des individus à la collectivité. D'abord, le *processus de démarcation identitaire* consiste en la *délimitation d'un « nous » qui permet à un acteur politique de se distinguer d'autres catégories d'acteurs*. Puis, de manière à répondre à la

diversité qui s'est exprimée en son sein, la communauté antiautoritaire s'est également constituée sous l'impact d'un *processus de conciliation identitaire* défini dans cette thèse comme *le processus par lequel les différences au sein d'un mouvement viennent à être exprimées et surmontées de manière à articuler les différentes identités individuelles émergentes dans une identité collective cohérente*.

La démonstration développée dans cette recherche révélera que l'amorce des processus de constitution organisationnelle et de démarcation identitaire est antérieure à celle du processus de conciliation identitaire dans la trajectoire de la communauté antiautoritaire. Ces processus fondent en effet les bases de constitution de cet acteur politique hétérogène en traçant les pourtours structurels et identitaires du mouvement. En outre, la démonstration permettra de voir comment ces processus se sont articulés mutuellement dans le développement de la communauté. Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas possible d'en arrêter le moment de début exact, l'introduction du processus de conciliation identitaire intervient quant à elle à une date subséquente à l'amorce des deux premiers processus, mais se développera éventuellement de manière parallèle à ceux-ci. En ce sens, la trajectoire de constitution de la communauté antiautoritaire qui est appréhendée repose sur une conception graduelle et incrémentale du changement (Thelen 2003; Streeck et Thelen 2005), plutôt que sur des transformations impliquant une rupture radicale et marquée. Cette conception évolutive des transformations ayant eu cours dans le parcours de la communauté antiautoritaire révèle de manière plus explicite le rôle des acteurs dans cette trajectoire.

Les trois processus qui alimentent le processus général de constitution de la communauté antiautoritaire sont abordés dans les articles qui forment le cœur de cette thèse. Avant tout, un premier article qui est l'objet du chapitre trois de la recherche dresse un portrait empirique détaillé de la communauté antiautoritaire au Québec et permet de relever les traits fédérateurs inspirés de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine qui la caractérise. Puis, par le point d'ancrage qu'offre l'étude de la trajectoire spécifique de la Convergence des luttes anticapitalistes, le chapitre quatre de la thèse aborde le processus de constitution organisationnelle qui s'opère en interaction avec celui de la démarcation identitaire dans le parcours de la communauté antiautoritaire. Enfin, le processus de conciliation identitaire est

l'objet du chapitre cinq de la thèse et est révélé par l'analyse du travail identitaire réalisé par les militants et les militantes impliqués dans différents groupes et réseaux qui composent la communauté. L'objet des différentes sections qui forment le cœur de cette thèse par articles est résumé dans le tableau 2.3.

Tableau 2.3 Objets des sections formant le cœur de la thèse par articles

Sections de la thèse	Objets
Chapitre 3. Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec	Portrait de la communauté antiautoritaire au Québec
Chapitre 4. Les vies multiples de la CLAC : constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire au Québec	Processus de constitution organisationnelle, processus de démarcation identitaire
Chapitre 5. Dynamics of Identity Work in the Anti-Authoritarian Community in Quebec	Processus de conciliation identitaire

2.3 Approche méthodologique

L'étude du processus de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire dont la thèse cherche à rendre compte par l'étude de ses dynamiques endogènes repose sur une visée compréhensive impliquant l'analyse de périodes de moindre visibilité pour le mouvement. Cette intention de recherche implique l'élaboration d'un devis méthodologique qui permette d'accéder aux périodes de développement qui interviennent entre les mobilisations publiques, de même qu'à la perspective des acteurs engagés dans un mouvement social. L'étude de la trajectoire du mouvement antiautoritaire par l'analyse de son processus de constitution entre 2000 et 2010 exige que soient considérées à la fois la dimension diachronique de son développement et la dimension synchronique des modalités d'engagement des individus dans les différents espaces de mobilisation qui le composent. Les acteurs sociaux et le contexte dans lequel ils évoluent ont donc été considérés comme la première source d'information pour aborder la dimension fluide et mouvante de la constitution du mouvement antiautoritaire.

L'analyse qualitative des données a été privilégiée pour obtenir un portrait détaillé des points de vue et comportements des militants et des militantes. Cet objectif de compréhension en profondeur d'un phénomène a également justifié l'étude d'un nombre restreint de cas (Venesson 2008, 226), délimité dans le cadre de cette thèse par les contours préalablement identifiés du mouvement antiautoritaire au Québec et qui seront approfondis dans le chapitre trois⁶¹. En effet, comme le soulignent Boumaza et Campana (2007, 21) :

Les cultures politiques (...) doivent être approchées par des études de cas, qui articulent des analyses de logiques d'action et de situation, qui montrent *in vivo* et *in situ* comment les acteurs s'y prennent pour produire du sens, pour se comprendre les uns les autres et collaborer les uns avec les autres, pour exprimer et soutenir des crises et des conflits, pour critiquer ou justifier des discours ou des actions, pour configurer des visions du monde et résoudre des situations problématiques.

Suivant cette lignée, l'orientation méthodologique générale favorisée dans le cadre de cette thèse a reposé sur une démarche de recherche-action participative (Kurtzman 1999; 2004). Cette méthodologie « vise à maximiser la rencontre éducative dialogique et dialectique entre chercheuses et actrices/acteurs du terrain afin de permettre une meilleure compréhension de la problématique et de faciliter la transformation sociale (individuelle et collective) » (Kruzynski 2008 : 14). Axée sur la promotion du changement, la recherche-action participative est une approche qui repose sur le recours à des méthodes favorisant l'implication dans la démarche des personnes concernées par la recherche et la participation active de la chercheuse dans le milieu étudié (Hall 1981). Ce faisant, le principe d'engagement qui fonde cette approche permet de créer des ponts entre les acteurs sociaux et le monde académique. D'une part, le regard scientifique se voit élargi par cet accès privilégié aux espaces militants et d'autre part, le savoir ainsi produit peut contribuer à alimenter la démarche réflexive des acteurs sociaux.

L'approche méthodologique de la recherche-action participative permet par ailleurs une appréciation nuancée et détaillée de la réalité, particulièrement éclairante dans le cas de

⁶¹ Comme le souligne Venesson, « the delimitation of the case, spatial and otherwise, is the product of the theoretical conceptualization used by the researcher » (2008, 227).

mobilisations dont les moyens d'action se déploient à l'extérieur de l'angle d'approche offert lors des moments d'interaction avec la sphère publique. Dans cet esprit, elle est utile pour étudier la pensée libertaire dans les mobilisations sociales puisque cette dimension s'exprime notamment dans des rapports interindividuels, par le rejet de toute forme de hiérarchie ou de leadership entre les acteurs impliqués dans le mouvement antiautoritaire. Cette approche méthodologique s'avère également pertinente dans les cas, comme celui qui est l'objet de la recherche, où les acteurs concernés expriment une certaine méfiance envers les autorités et les institutions qui structurent notre société, incluant les institutions universitaires. Cette difficulté d'accès s'ajoute par ailleurs à d'autres défis reliés à l'étude des mouvements d'inspiration anarchiste et contre-balançés par les avantages de la recherche-action participative, notamment la nature informelle et décentralisée de leur fonctionnement (Luck 2008 : 26) ou encore, le caractère généralement peu développé des mécanismes de sauvegarde de la mémoire militante au sein de ces mouvements⁶².

2.3.1 Techniques de la collecte des données

Suivant cet ordre d'idée, la démarche de recherche-action participative adoptée dans le cadre de cette thèse a reposé sur la combinaison d'une variété de techniques de collecte des données. La technique non réactive de l'observation participante a été la première méthode mobilisée. Cette technique de type ethnographique implique une immersion de la chercheuse dans le milieu de la recherche, lui permettant de se situer au plus près du terrain, des interactions et des comportements à étudier (Bray 2008, 305). Elle donne ainsi accès à la complexité des interprétations élaborées par les acteurs et favorise la description dense des faits et du terrain observés, permettant d'appréhender certains développements latents dans les interactions entre les composantes d'un mouvement social.

⁶² Dans le cas du mouvement antiautoritaire québécois, soulignons toutefois l'important travail de documentation réalisé par la bibliothèque DIRA, basée à Montréal. Ce centre de documentation et d'information sur l'anarchisme et les expériences militantes qui s'inscrivent dans cette perspective au Québec est une initiative née au début des années 2000 et tenue à bout de bras depuis ce temps par un collectif militant autogéré. Les documents qui sont rassemblés par les membres du collectif du DIRA, notamment ceux de source primaire

Ce travail d'observation peut être condensé en deux périodes au cours desquelles j'ai pu participer aux activités du mouvement antiautoritaire. En premier lieu, dans la période de 2000 à 2004, j'ai observé le travail des militants et des militantes du mouvement antiautoritaire en m'impliquant au sein de la Convergence des luttes anticapitalistes. À titre de militante de la CLAC, j'ai fait l'expérience directe du développement de la perspective antiautoritaire au Québec au début de la première décennie des années 2000. J'ai participé aux assemblées générales de la Convergence, je me suis impliquée dans ses divers comités de travail et j'ai été présente lors de nombreuses activités publiques du mouvement, notamment les campagnes de mobilisation de 2001 à Québec et de 2002 à Ottawa. J'ai assumé certaines responsabilités au sein de la CLAC, comme animatrice de plusieurs de ses assemblées générales et en tant que porte-parole médiatique lors du Sommet des Amériques de Québec. Cette expérience concrète du militantisme antiautoritaire a été l'occasion d'observer les interactions au sein de ce milieu et avec les acteurs extérieurs, de même que le développement progressif des pratiques militantes dans le mouvement. Une deuxième période d'observation s'est déroulée entre 2008 et 2012⁶³, par l'intermédiaire de mon implication avec le Collectif de recherche sur l'action collective (CRAC). En tant qu'acteur du mouvement antiautoritaire, le CRAC a constitué un terrain d'observation fécond pour prendre le pouls du mouvement à une phase ultérieure de sa trajectoire et ainsi noter l'évolution de sa dynamique intrinsèque. Au cours de cette dernière période, j'ai également participé à de nombreuses activités fédératrices du mouvement antiautoritaire, dont les éditions annuelles du Salon du livre anarchiste de Montréal (SLA).

Cette dernière période de recherche entre 2008 à 2012 s'est ainsi inscrite dans la perspective du projet développé par le CRAC, basé à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia à Montréal. L'initiative du CRAC est née en 2005 dans l'objectif de documenter les expériences militantes antiautoritaires ayant émergé au Québec depuis 1995, dans la foulée du cycle de mobilisation sur la mondialisation des échanges économiques

produits par les groupes militants eux-mêmes, constituent une précieuse banque d'information contribuant à soutenir l'histoire des luttes sociales au Québec.

(Breton et Sarrasin 2009). Reposant sur une base affinitaire fondée sur les valeurs et pratiques antiautoritaires et féministes⁶⁴, le CRAC s'est défini comme partie prenante du mouvement antiautoritaire en appliquant concrètement cette perspective militante dans l'organisation de son propre collectif. L'expérimentation d'un mode de fonctionnement non hiérarchique, basé notamment sur la déconstruction des rapports de domination au sein du collectif de recherche par les principes de la rotation des tâches et de l'autoformation, a constitué une première forme d'opérationnalisation de la démarche de recherche-action participative du CRAC (Breton, Jeppesen, Kruzynski, Maynard, Pirotte et Riot 2009). Ce souci du démantèlement des rapports de pouvoir à l'intérieur du Collectif est un aspect de la démarche de recherche-action participative adoptée par le CRAC visant à faire de cette activité une partie intégrante de la lutte pour la justice sociale selon une perspective antioppressive (Potts et Brown 2005).

Dans un deuxième temps, la recherche-action participative privilégiée par le CRAC a reposé sur un processus construit dans un rapport de va-et-vient constant avec les militants et les militantes du mouvement. Cette méthodologie a consisté à intégrer les militants et les militantes dans les différentes étapes d'élaboration de la recherche, de la conceptualisation de celle-ci, à sa réalisation et enfin, à la diffusion de la documentation produite par le CRAC (Breton, Kruzynski, Jeppesen et Sarrasin 2011). La démarche de rétroaction systématique adoptée par le CRAC exprimait la volonté des membres du Collectif de contribuer à la production d'un savoir enraciné, partant des connaissances que les acteurs d'un mouvement social contribuent eux-mêmes à élaborer (Drapeau, Guilbert, Kruzynski et Lambert-Pilote 2006; Cox et Flesher Fominaya 2009). Il s'agissait de plus pour le Collectif d'articuler ce savoir à des outils analytiques utiles pour le développement réflexif des pratiques militantes, dans l'optique de l'élaboration de théories pertinentes pour les mouvements sociaux (Bevington et Dixon 2005).

⁶³ L'année 2012 correspond à la fin officielle des activités de recherche du CRAC. La collecte des données s'est quant à elle échelonnée jusqu'en 2009 et le travail d'analyse a concerné le développement du mouvement antiautoritaire jusqu'en 2010.

⁶⁴ Il pourrait être argumenté, à l'instar de la position d'Emma Goldman, que le fait de se définir comme antiautoritaire implique nécessairement une posture féministe. Les membres du CRAC ont toutefois décidé de rendre cette position explicite dans la base affinitaire du Collectif.

Sur le plan empirique, la recherche du CRAC a ainsi porté sur neuf groupes et réseaux⁶⁵ impliqués dans des thématiques de lutte variées, dont le féminisme, les questions environnementales, la lutte contre le racisme et le colonialisme, les enjeux queers et l'anticapitalisme, mais ayant en commun les caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine. Les groupes et réseaux sélectionnés par les membres du CRAC étaient essentiellement basés dans les régions de Montréal et de la ville de Québec. Leur durée d'existence a couvert des étendues variées et parfois non simultanées au cours de la période étudiée dans le cadre de cette recherche, allant de quelques mois dans le cas des Jardins autogérés à environ six ans dans le cas de la Convergence des luttes anticapitalistes. Même si certains des groupes étudiés ne sont plus actifs aujourd'hui, les enjeux qui ont contribué à leur mobilisation sont demeurés des préoccupations du mouvement antiautoritaire abordées par de nouveaux groupes et collectifs plus récemment formés.

Le projet du CRAC a comporté deux volets principaux : dans un premier temps, la documentation de ces différents groupes et réseaux de manière à dresser un portrait de leurs expériences respectives (CRAC 2008a; 2008b, 2010a; 2010b; Breton 2013; Eslami et Maynard 2013; Leblanc 2013) et dans un deuxième temps, l'analyse globale des données recueillies afin de dégager les caractéristiques transversales de ces acteurs (CRAC 2011a; 2011b; 2011c)⁶⁶. Ce travail de recherche a d'abord impliqué une recension exhaustive des initiatives militantes situées dans cette perspective antiautoritaire au Québec sous la forme d'un répertoire de ces acteurs disponible en ligne⁶⁷. Puis, des entretiens individuels ont été réalisés avec les militants et les militantes impliqués dans certains des groupes et réseaux

⁶⁵ La distinction entre groupes et réseaux n'a pas été formalisée dans la démarche de recherche du CRAC. Elle renvoie cependant à des modalités organisationnelles courantes au sein du mouvement antiautoritaire. En ce sens, le groupe forme une unité organisationnelle généralement plus petite que le réseau, fondé sur des critères d'appartenance affinitaire définis et souvent plus restrictifs. Le réseau, quant à lui, peut être composé de divers groupes et collectifs affinitaires réunis autour d'une thématique de lutte partagée, ainsi que d'individus non affiliés interpellés par cette même thématique de lutte.

⁶⁶ Bien que certains de ces documents soient datés post-2010, donc à la suite de la période d'étude délimitée dans le cadre de cette thèse, ils ont été produits par des membres du CRAC sur la base de données recueillies par le Collectif entre 2006 et 2009.

⁶⁷ Le répertoire de l'autonomie collective du CRAC est disponible en ligne, à l'adresse suivante : <http://repertoire.crac-kebec.org/>.

recensés et sélectionnés par les membres du CRAC à partir de leurs propres expériences militantes dans le mouvement antiautoritaire.

Au total, 125 entretiens individuels ont été réalisés par les membres du Collectif entre 2005 et 2010. La participation des individus aux entretiens s'est faite sur une base volontaire, en réponse à un appel formulé par le CRAC auprès des groupes et réseaux retenus pour la recherche. Les entretiens ont été menés par des membres du Collectif dans des milieux divers et de manière peu directive afin de favoriser la liberté de parole des personnes rencontrées. Ils ont été abordés sous forme de discussion informelle autour de grands thèmes définis par le CRAC dans une grille d'entretien uniforme portant sur le parcours d'engagement des militants et des militantes, ainsi que sur leur expérience spécifique au sein des groupes et réseaux étudiés. Les individus rencontrés lors de ces entretiens ont été impliqués dans les groupes et réseaux étudiés pour des durées de temps diverses entre 2000 et 2010, soit pour un minimum d'environ une année pour certains et allant jusqu'à la totalité de cette période pour d'autres⁶⁸. Leurs trajectoires individuelles au sein du mouvement sont également variées, certains militants et certaines militantes ayant principalement concentré leur engagement au sein d'un même groupe alors que d'autres se sont impliqués dans différents espaces du mouvement antiautoritaire de manière consécutive ou même simultanée⁶⁹. Les entretiens du CRAC se sont principalement déroulés en français ou en anglais, un seul individu ayant choisi de s'exprimer en espagnol. D'origines ethniques diverses, les militants et les militantes ayant participé aux entretiens individuels étaient âgés de 20 à 55 ans, la majorité d'entre eux se situant dans la tranche d'âge allant de 25 à 35 ans.

D'autre part, des entretiens collectifs ont aussi été réalisés à différents moments de la recherche du CRAC avec les membres des groupes et réseaux étudiés afin de compléter les

⁶⁸ Ces durées d'implication variées des individus au sein du mouvement antiautoritaire ont notamment permis de prendre en compte les cas de défection militante dans l'analyse de la trajectoire du mouvement. Ces cas ont généralement révélé des motifs d'ordre personnel comme explication des parcours militants ayant conduit certains individus à cesser leur engagement.

⁶⁹ De l'ensemble des entretiens individuels réalisés par le CRAC, six ont été effectués avec des individus répondant pour deux des groupes et réseaux étudiés.

entretiens individuels. Un exercice de validation des analyses transversales produites par le CRAC sur la base des données recueillies entre 2005 et 2010 a eu lieu en février 2011 avec un ensemble de militants et de militantes du milieu antiautoritaire en général. D'une durée d'une fin de semaine, cet entretien collectif a réuni une soixante d'individus dans un lieu à l'extérieur de Montréal. Les participants et les participantes impliqués dans cet exercice de validation ont alors été invités à discuter de textes de réflexion préalablement rédigés par les membres du CRAC (CRAC 2011a; 2011b; 2011c). En tant que militants et militantes eux-mêmes impliqués dans le mouvement antiautoritaire, les membres du CRAC qui ont conduit les entretiens individuels et collectifs ont bénéficié de liens de confiance privilégiés avec les participants et les participantes à la recherche.

Les données ainsi recueillies par le CRAC et les travaux réalisés à partir de leur analyse constituent donc une source d'information fondamentale utilisée dans l'élaboration de cette thèse par articles. À titre de membre du CRAC entre 2008 et 2012, j'ai participé à la réalisation des entretiens collectifs et contribué à l'analyse transversale des données. Bien que n'ayant pas réalisé d'entretiens individuels, j'ai tout de même effectué une relecture attentive des verbatim de plusieurs d'entre eux, comme il est détaillé dans le tableau 2.4. Certains entretiens n'ont pas été retenus pour l'analyse dans le cadre de cette thèse en raison de données incomplètes ou du refus de la part de certains participants et de certaines participantes de voir leurs propos analysés aux fins de publication académique⁷⁰.

⁷⁰ En plus du certificat d'éthique décerné au CRAC par l'Université Concordia comme préalable à la réalisation de son projet de recherche et présenté dans l'annexe A de la thèse, le Collectif a élaboré son propre protocole éthique dans son rapport avec les participants et les participantes à la recherche. Cette considération éthique supplémentaire visait entre autres à répondre à la préoccupation concernant la préservation d'une stricte confidentialité pour les militants et les militantes participant à la recherche et susceptibles d'être ciblés par la

Tableau 2.4 Entretiens du CRAC retenus pour la thèse

Groupes et réseaux étudiés par le CRAC	Nombre d'entretiens retenus pour la recherche
Ainsi squattent-elles	8
Convergence des luttes anticapitalistes	20
Jardins autogérés	8
Les Panthères roses	7
Liberterre	6
Qteam	8
Réseau antiraciste/anticolonial	15
Réseau des féministes radicales	13
Ste-Emilie Skillshare	4
Total	90

Enfin, le recours aux techniques de l'observation participante et de l'entretien a été accompagné d'un outil de collecte des données complémentaire qui a contribué à la triangulation des sources. Dans le cadre de cette thèse par articles, l'analyse de sources documentaires primaires et secondaires publiées entre 2000 et 2010 est ainsi venue compléter le travail de recherche réalisé sur le terrain. Cette technique a d'abord consisté en l'analyse de différents documents produits par les groupes et réseaux impliqués dans le projet du CRAC, ainsi que d'autre matériel réalisé par le milieu antiautoritaire comme les bases de principes des groupes, des journaux, des communiqués de presse, des déclarations, des programmes d'activités et des sites Web. À l'étude de ces documents de sources primaires s'est ajoutée la consultation de sources secondaires produites par des auteurs ayant contribué à l'étude de la perspective anarchiste contemporaine au Québec et ailleurs dans le monde, mentionnés en références aux moments opportuns dans la thèse.

répression politique et policière. Une copie du formulaire de consentement utilisé par le CRAC est placée dans l'annexe B de ce manuscrit.

2.3.2 Positionnement épistémologique de la chercheuse

La recherche-action participative est apparue comme la démarche méthodologique la plus cohérente avec l'objectif d'étude de l'action collective envisagée dans le cadre de cette recherche en tant que construction sociale. En ce sens, elle s'inscrit dans une perspective épistémologique qui peut être qualifiée d'approche interprétativiste (*interpretivist approach*, della Porta et Keating 2008, 24). À la croisée des épistémologies positiviste et constructiviste, la posture interprétativiste ne vise pas la découverte de lois universelles concernant les relations causales entre des variables selon une méthode hypothético-déductive. Elle permet cependant de dévoiler les modalités de déploiement de la relation entre certains facteurs donnés, par une analyse inductive de la dynamique intrinsèque au développement de cette relation. Une telle approche de la production des connaissances aborde donc l'étude d'un phénomène en le situant dans son contexte, de manière à relever les motivations qui sous-tendent les comportements humains et les significations élaborées par les acteurs.

Incarnée dans la méthodologie de recherche-action participative privilégiée dans le cadre de cette recherche, la posture épistémologique interprétativiste rend toutefois nécessaire la reconnaissance des implications liées à l'articulation de la double position de participante et de chercheuse inhérente à cette démarche, à la fois dans le rapport de la participante au milieu académique et dans celui de la chercheuse au monde militant. Les écueils potentiels reliés à l'imbrication de ces rôles peuvent ainsi être atténués par l'application d'une mise à distance réflexive face à chacun d'entre eux et reposant sur le dévoilement de l'interaction de ces différentes positionnalités.

D'une part, la recherche-action participative soulève la possibilité de voir la chercheuse trop investie dans son rôle de participante, au risque de négliger l'attitude objective qui doit sous-tendre la démarche scientifique. Tout en admettant un intérêt politique pour le sujet à l'étude dans le cadre de cette recherche, l'objectif qui anime la présente étude ne vise pas à convaincre de la pertinence ou de la faisabilité du projet d'inspiration anarchiste ni à en offrir une vision idéalisée ou complaisante. Comme le rappelle Gordon, « the 'case for anarchy' has already been made exhaustively and to my own satisfaction in two centuries of anarchist literature » (2008, 6). La question de recherche qui oriente cette thèse par articles vise plutôt à

saisir les étapes du développement d'un acteur politique qui existe indépendamment des préférences politiques de la chercheuse. Par ailleurs, tout en inscrivant la démarche dans un souci d'utilité pour le mouvement étudié, l'intérêt pour l'analyse de sa trajectoire recèle une pertinence théorique allant au-delà de l'engagement avec le mouvement antiautoritaire.

D'autre part, investie du rôle de participante, la chercheuse doit prendre en considération son intervention potentielle dans le processus de construction expérientielle des militants et des militantes, de manière à éviter de produire en lieu et place des acteurs une conscience d'eux-mêmes qu'ils n'auraient pas eu d'intérêt à réaliser autrement (Melucci 1995 : 58). En effet, « si les acteurs construisent le sens qu'ils donnent au réel et à l'action par leurs interactions, il reste alors à définir la place du chercheur dans cet ensemble » (Lemay 2007, 117). Conséquemment, il importe de relever non seulement « la place du chercheur dans sa relation avec les acteurs, mais également la position du chercheur participant dans le monde social plus largement » (Lemay 2007, 117).

À ce sujet, rappelons que mon rapport au mouvement antiautoritaire a pris forme lors des moments d'observation participante sur lesquels cette recherche prend appui et qui s'échelonnent sur deux périodes distinctes. Comme mentionné dans la section méthodologique de ce chapitre, la première période d'observation participante s'est déroulée de 2000 à 2004 via mon implication à la CLAC. Tout en étant fondamentale dans ma compréhension du mouvement antiautoritaire présentée dans cette thèse, cette période d'observation participante s'est toutefois déroulée à une période antérieure à l'amorce de mon projet d'études doctorales. Mon rapport au mouvement antiautoritaire s'est donc initialement construit sur la base de mon rôle de militante à part entière dans la mobilisation plutôt qu'en tant que chercheuse intéressée par celui-ci comme objet d'étude. J'ai alors développé un sentiment d'appartenance au mouvement sur la base et de mon rôle actif dans la mobilisation et de mon adhésion à ses objectifs politiques, mais également en raison des liens affectifs développés avec les autres militants et les autres militantes de la Convergence. Ce rapport d'engagement et de confiance m'a ainsi permis d'acquérir une compréhension approfondie des dynamiques du mouvement antiautoritaire au cours de cette période charnière de sa constitution.

Entre 2008 et 2012, soit la deuxième période d'observation participante sur laquelle se fonde mes recherches, ma relation au mouvement s'est principalement déployée par l'intermédiaire de mon implication au CRAC. Dans ce contexte, j'ai porté le double statut de militante impliquée dans ce collectif de recherche lui-même engagé au sein du mouvement antiautoritaire et de chercheure officiellement liée au milieu académique par mon projet doctoral alors en cours. En ce sens, en tant que collectif de recherche fondé sur une base affinitaire antiautoritaire, le CRAC a représenté à cette période ma principale interface de liaison avec le reste du mouvement antiautoritaire. C'est en son sein que j'y ai fait l'apprentissage des analyses politiques et l'expérimentation des pratiques conséquentes développées au sein du mouvement dans l'intervalle de temps écoulé depuis ma première période d'observation participante. Composé d'une dizaine de militants et de militantes, le CRAC a constitué un espace de rencontre dynamique pour ses membres, eux-mêmes et elles-mêmes actifs dans divers groupes et collectifs composant le mouvement antiautoritaire. De cet ensemble, quatre personnes seulement étaient liées officiellement au milieu académique, dont deux à titre de professeure et deux, dont je suis partie, en tant qu'étudiante-chercheure.

C'est donc dans le cadre de mes interactions avec les autres membres du CRAC lors de cette deuxième période d'observation participante que j'ai pu prendre acte des implications associées à la simultanéité de mes statuts de militante et de chercheure dans mon rapport au mouvement antiautoritaire. Au sein du collectif de recherche, j'ai ainsi pu bénéficier de certains privilèges liés à mon statut officiel de chercheure-boursière et des ressources financières qui m'étaient allouées sur cette base pour la réalisation de cette thèse. Cette situation m'a permis de me consacrer entièrement au projet de recherche du CRAC pendant de longues périodes, voire limiter mon engagement au sein de l'espace militant à certains moments, un avantage qui n'était pas partagé par la majorité des membres du Collectif en raison de leurs situations matérielles plus précaires ou de leur engagement davantage soutenu dans les luttes du mouvement antiautoritaire. Ma position de chercheure m'a donc garanti à cette période une relative stabilité socioéconomique, une situation peu commune parmi les militants et les militantes du mouvement antiautoritaire. Même s'il était enviable aux yeux de certains individus, ce dernier avantage matériel n'a pas représenté un obstacle à mon intégration au milieu militant. En revanche, les avantages symboliques généralement consentis

au monde académique et dont je pouvais bénéficier à titre de chercheuse ont pu soulever, bien qu'à de rares occasions, un questionnement quant à l'authenticité de mon engagement au sein du mouvement. À cet égard, mon implication préalable dans le mouvement au début de la décennie a généralement permis de dissiper les inquiétudes et de légitimer mes interventions à titre de militante.

Enfin, en côtoyant au sein du CRAC un échantillon varié de militants et de militantes issus de différents secteurs de lutte du mouvement antiautoritaire, j'ai également pu prendre acte de la diversité sociodémographique qui animait le mouvement et qui s'était largement développée depuis mon implication initiale à la CLAC. Sur cette base, j'ai appris à reconnaître que diverses caractéristiques identitaires me positionnaient différemment par rapport à certains militants et certaines militantes du mouvement. Ainsi, en tant que personne blanche née sur un territoire du monde occidental colonisé par ses ancêtres, j'ai réalisé que je bénéficiais d'avantages sociopolitiques non négligeables par rapport aux militants et aux militantes issus de minorités visibles, d'origine autochtone ou encore en situation de migration. De plus, j'ai pu me rendre compte que le fait de m'identifier au genre et à l'orientation sexuelle correspondant aux normes établies en fonction de mon sexe biologique, ainsi que d'être considérée physiquement et mentalement apte à fonctionner dans notre société, me permettaient d'obtenir des privilèges inégalement partagés avec les militants et les militantes antiautoritaires dont l'identité ne correspondait pas aux profils dominants en ces matières.

D'autre part, à titre de femme et de mère ayant la responsabilité de deux enfants, j'ai par ailleurs fait l'expérience de situations désavantageuses à la fois dans le milieu académique et dans le milieu militant, alors que ces sphères d'activités ont en commun d'être encore marquées par certains comportements sexistes et d'être peu adaptées à la conciliation avec les exigences de la vie familiale. En somme, la prise de conscience des effets combinés de ces privilèges et de ces désavantages sociopolitiques relatifs à ma situation personnelle a eu un effet à ce stade de ma recherche sur mon rapport au mouvement antiautoritaire, en ce sens que leur reconnaissance m'a permis de me familiariser avec la diversité des positions sociales

occupées par les militants et les militantes du mouvement et d'élargir ma compréhension des rapports de pouvoir qui se construisent entre eux et entre elles sur cette base.

Préambule au chapitre 3

Le premier des trois articles qui forment le cœur de cette thèse constitue le chapitre trois du manuscrit. En guise d'introduction à ce premier article, rappelons que la question générale qui sous-tend l'ensemble de cette démarche de recherche consiste à interroger le processus de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire au Québec, tel qu'il s'est développé entre 2000 et 2010. Ainsi, suivant la revue de la littérature sur les mouvements sociaux pertinente à l'analyse de cet objet d'étude, le chapitre deux de la thèse a esquissé les hypothèses qui orientent la recherche. Parmi celles-ci, la première hypothèse de travail suggère que *l'acteur politique hétérogène qu'est le mouvement antiautoritaire québécois s'est constitué sous la forme d'une communauté de mouvement social*. L'article présenté dans le chapitre trois s'attarde précisément à la vérification de cette hypothèse.

Intitulé « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », cet article a donc pour objectif de dresser un portrait empirique de cette communauté de mouvement social antiautoritaire dans la province telle qu'elle s'est présentée à la fin de la première décennie des années 2000. Comme il a été précédemment précisé dans le chapitre deux de la thèse, la notion de communauté de mouvement social permet d'appréhender les mouvements sociaux dans la continuité en tant qu'agencement d'organisations formelles, de réseaux informels et d'individus non affiliés impliqués dans une lutte commune pour le changement social (Buechler 1990). Les acteurs aux formes organisationnelles variées qui composent une communauté de mouvement social sont alors liés à la fois par une dimension culturelle qui fonde leur sentiment d'appartenance au mouvement et par un cadre structurel propre à la communauté qui favorise leur cohabitation lors d'activités et d'événements conjoints (Taylor et Whittier 1992; Staggenborg 1998; Staggenborg et Taylor 2005).

En ce sens, l'article qui est l'objet du chapitre trois montre que différentes initiatives militantes ayant pris forme au Québec dans la première décennie des années 2000, bien qu'en apparence fragmentées autour de divers enjeux, partagent en réalité une culture politique commune inspirée de la perspective antiautoritaire contemporaine qui oriente à la fois les

positions politiques, les stratégies d'action et le choix des modes d'organisation des acteurs qui forment cette communauté. Cette perspective est relayée par une interface organisationnelle spécifique à la communauté antiautoritaire qui permet de mettre les différents acteurs en relation les uns avec les autres et de consolider les liens entre eux. Au cœur de cette communauté de mouvement social se dégage ainsi un projet politique alternatif fondé sur la promotion de l'autonomie collective expérimenté dans les différents espaces organisationnels de la communauté. Développé en parallèle des voies institutionnalisées de l'action politique partisane et du milieu communautaire, le projet politique proposé par la communauté antiautoritaire représente une « option libertaire » qui a contribué à la radicalisation du répertoire des formes d'engagement disponibles dans le paysage social et politique québécois.

Le recours à l'expression « culture politique » dans ce premier article réfère à l'utilisation qu'en a faite Gordon dans son étude de la perspective antiautoritaire dans le cycle de mobilisation altermondialiste au tournant du XXI^e siècle (2008). Gordon s'inspire ainsi de la conceptualisation de la culture politique définie dans l'ouvrage classique d'Almond et Verba (1963) pour définir la culture politique antiautoritaire comme un ensemble d'orientations conjointes qui teinte les manières de penser, d'être et de faire des membres de la collectivité (Gordon 2008, 14). L'emprunt de cette notion aux fins de description de la communauté antiautoritaire au Québec dans le premier article de la thèse avait pour objectif, d'une part, d'inscrire cette dernière dans la filiation des travaux de Gordon qui aborde le phénomène de résurgence contemporaine de l'anarchisme comme étant l'expression d'une culture politique. D'autre part, en écho à l'utilisation conventionnelle de cette notion en science politique référant aux éléments de la culture politique dominante dans une société et à son influence sur les institutions politiques, le fait d'appréhender les traits distinctifs de la communauté antiautoritaire par l'intermédiaire de la culture politique a permis de mettre en relief l'existence d'un projet politique alternatif porté par la communauté antiautoritaire et alimenté par sa culture politique spécifique.

Par ailleurs, les éléments de la culture politique de la communauté antiautoritaire présentés dans cet article fondent le sentiment d'appartenance des acteurs à cette communauté, « the

cultural building blocks that are used to construct collective identities » (Poletta et Jasper 2001, 299). L'identité collective implique en effet des définitions cognitives concernant les fins, les moyens et les champs de l'action et soutenues par des références à un ensemble donné de pratiques et d'artefacts culturels (Melucci 1995, 44). Dans cette perspective, la signification attribuée à la notion de culture politique dans le premier article est analogue au concept d'identité collective utilisé dans les autres chapitres de la thèse pour décrire l'adhésion subjective des acteurs à la communauté antiautoritaire. La parenté de ces notions est clairement établie par Gordon, pour qui :

The prism of political culture gives us a useful way to talk about anarchism that does not imply theoretical unity, ideological conformity or linear movement structures. (...) The site in which these cultural codes are reproduced, exchanged and undergo mutation and critical reflection is the locus of anarchism as a movement, a context in which many very active political subjects can say the word "we" and understand roughly the same thing: a collective identity constructed around an affirmed common path of thinking and doing (Gordon 2008, 14).

Le premier article de la thèse est cosigné avec Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton. Il est le fruit d'un travail de recherche réalisé au sein du Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) à l'Université Concordia. Chacune des coauteures, moi incluse, a contribué à l'analyse transversale des données recueillies dans le cadre des recherches du CRAC de manière à produire cette cartographie du mouvement antiautoritaire québécois. La structure de cet article a également été élaborée dans un processus collaboratif entre les coauteures ayant fait intervenir chacune d'entre elles à plusieurs reprises dans la construction du plan de rédaction. Différentes versions du texte ont ensuite été commentées et enrichies par les observations des co-auteures. Pour ma part, j'ai participé activement à la réalisation de l'article en contribuant à l'analyse des données, en appliquant l'angle conceptuel de la communauté de mouvement social de manière à faire sens de la représentation ainsi créée et en assumant la coordination de la rédaction du manuscrit.

La représentation du mouvement antiautoritaire sous forme de communauté de mouvement social présentée dans le premier article est donc le résultat d'un processus de documentation préalable des diverses initiatives qui la composent et des éléments qui la fédèrent. À ce sujet, les données empiriques qui soutiennent la présentation de la communauté antiautoritaire ont

été exposées dans plusieurs documents rédigés par le CRAC, comprenant des études de cas de groupes et réseaux spécifiques ainsi que des analyses portant sur des thématiques choisies. La liste des publications produites par le CRAC et qui étayent la description de la communauté antiautoritaire présentée dans le premier article est insérée dans l'annexe C de la thèse. De même, une représentation visuelle détaillée de cette communauté antiautoritaire, initialement élaborée par le CRAC à titre d'outil d'éducation populaire, est présentée dans l'annexe D de la thèse. Cette représentation visuelle permet de mettre en forme la description de la communauté antiautoritaire et de saisir l'organisation générale de celle-ci, tout en offrant des exemples concrets de ses composantes. Ces informations insérées en annexe de la thèse viennent ainsi à compléter le portrait de la communauté antiautoritaire esquissé dans le premier article de la thèse.

L'article présenté dans le chapitre trois a été publié dans le numéro 68 de la revue *Lien social et politiques* (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton 2012). Ce numéro spécial sous la direction de Pascale Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault (2012) portait sur le thème « Radicalités et radicalisations ». Les autorisations ont été obtenues de l'éditeur et des coauteurs de l'article pour la reproduction de ce dernier dans la thèse.

Chapitre 3

Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec

Il est généralement admis que les pays occidentaux connaissent en leur sein une désaffection citoyenne sans précédent. Si le faible taux de participation électorale témoigne du désabusement actuel face à la politique des partis, on note également une diminution de l'implication dans certains milieux associatifs comme le mouvement syndical ou les groupes communautaires⁷¹. Pourtant, les initiatives militantes qui prennent forme à l'extérieur des voies de participation institutionnalisées se multiplient. Au Québec, après le moment fort de contestation qu'a représenté le Sommet des Amériques de 2001, les contraintes que pose une mobilisation d'une telle envergure, de même que la volonté d'enraciner la lutte dans des réalités concrètes, amènent de nombreux individus à créer leurs propres espaces d'organisation politique. Les questions relatives à la migration des personnes, la guerre, l'environnement, la situation des personnes gaies, lesbiennes, trans et *queers*⁷², l'embourgeoisement des quartiers urbains ou encore les luttes autochtones et la colonisation deviennent alors autant de foyers de résistance à (ré)investir par des groupes radicaux qui situent leur action en parallèle des mouvements communautaires et d'économie sociale.

Il apparaît dès lors plus nuancé d'évoquer un changement dans les modes contemporains de la représentation politique et de l'engagement, conduisant à l'exploration de formes de militantisme en-dehors de la sphère politique traditionnelle, plutôt que d'un processus généralisé d'apathie et de dépolitisation (Jacques et Quénart 2004; Tormey 2004). L'émergence de ce nouveau type de militantisme a notamment été documentée dans les

⁷¹ La question de la relève dans les organismes communautaires est une préoccupation bien réelle dans un contexte de transformation de l'implication bénévole. À ce sujet, consultez notamment la documentation produite par le Centre St-Pierre.

⁷² Terme anglais à l'origine utilisé comme une insulte à l'endroit des personnes dont l'identité sexuelle ou de genre ne correspondait pas à la norme sociale dominante, il est aujourd'hui réapproprié par les individus et

analyses du mouvement altermondialiste qui repèrent dans cette « multitude » (Hardt et Negri 2004) l'expression d'une nouvelle subjectivité radicale (Benasayag et Sztulwark 2003). La désaffection partisane et associative a en ce sens parmi ses corollaires la radicalisation vers un type d'investissement politique qui n'a pas pour finalité la quête du pouvoir au sein des institutions existantes, mais vise plutôt à préfigurer dans des expériences concrètes la nouvelle société à construire. En dépit de leurs objets de luttes divers, les initiatives en apparence fragmentées qui suivent cette dernière voie partagent une conception de l'action politique dont la forme et la finalité s'inspirent d'un renouveau de la pensée et des pratiques anarchistes (Graeber 2002; Day 2005; Milstein 2010). Ce faisant, elles constituent un nouveau « champ militant » (Péchu 2001, 76) dont la radicalité se mesure à son degré de différenciation et d'autonomisation par rapport aux espaces d'engagement plus traditionnels.

Le présent article explore cet engagement politique radical au Québec en dressant un portrait du mouvement social animé par la perspective anarchiste contemporaine dans la province. L'intérêt de cette étude de cas tient notamment à la nécessité d'actualiser les rares travaux qui se sont intéressés à la question de l'enracinement québécois du phénomène global de résurgence du courant libertaire (Delisle-L'Heureux et Kruzynski 2007; Dupuis-Déri 2007; Lambert-Pilote, Drapeau, Kruzynski 2007; Gaudet et Sarrasin 2008). Cette recherche poursuit ainsi la démarche de même nature portant sur l'incarnation récente de l'expérience libertaire en Europe (della Porta 2004; Agrikoliansky, Fillieule et Mayer 2005; Flesher Fominaya 2007), aux États-Unis (Epstein 2001; Williams et Lee 2008; Williams 2009) ou encore en Israël et Palestine (Gordon 2008), pour ne nommer que quelques-uns de ces travaux. Même si l'anarchisme est présent dans les luttes sociales au Québec depuis la fin du XIX^e siècle (Houle-Courcelles 2008), on peut en effet convenir que la tradition libertaire y était moins bien implantée qu'en d'autres contrées avant les mobilisations altermondialistes qui ont marqué les décennies 1990-2000. Depuis, un ensemble varié de groupes, collectifs et réseaux

groupes qui remettent en question les normes identitaires fondées sur le genre et l'orientation sexuelle (Breton *et al.* 2007; CRAC 2010a).

forment aujourd'hui dans la province une communauté antiautoritaire dont l'analyse et les pratiques sont orientées par cette option politique libertaire.

Un premier objectif de ce texte consiste donc à démontrer que la logique fédératrice de cette communauté est marquée par une culture politique partagée par ses différents acteurs et relayée par une interface organisationnelle transversale. Les initiatives qui s'inscrivent dans cet ensemble, au contraire d'être isolées les unes des autres, ont plutôt en commun un projet politique qui repose sur la promotion de l'autonomie collective, soit la mise en œuvre des principes d'autodétermination et d'auto-organisation. En ce sens, tout en participant au renouvellement de la pensée et des pratiques anarchistes, il est soutenu dans un deuxième temps que l'option libertaire actuelle porte les germes d'une façon novatrice de se réapproprier le politique par la pratique de la préfiguration, contribuant à la radicalisation du répertoire des formes d'engagement disponibles dans le paysage social et politique québécois.

3.1 Méthodologie et collecte des données

Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) s'intéresse depuis 2005 aux initiatives visant la création de projets alternatifs aux structures sociales et politiques dominantes au Québec, dans une quête pour l'autonomie collective. Ces expériences partagent une perspective qui s'inspire d'un anarchisme contemporain, que certains et certaines préfèrent désigner par l'appellation antiautoritaire⁷³. La méthodologie de recherche utilisée par le CRAC dans ce travail de documentation s'inspire de la recherche-action participative (Bevington et Dixon 2005). Cette démarche est caractérisée par le fait que les personnes qui mènent ces recherches sont elles-mêmes impliquées dans les groupes, collectifs et réseaux

⁷³ Le terme antiautoritaire est utilisé par le CRAC à l'instar de l'utilisation qu'en font un nombre grandissant de militants, de militantes et d'analystes, au Québec et ailleurs (Milstein 2010). Il est utilisé de préférence à l'appellation anarchiste ou libertaire en raison de diverses considérations exprimées par les participants et les participantes aux recherches du CRAC. Parmi celles-ci, notons entre autres le refus des étiquettes, le refus du dogmatisme associé à une idéologie précise, le désir de rompre avec la connotation négative souvent associée à

étudiés. En retour, les autres membres de ces groupes, collectifs et réseaux sont impliqués dans les étapes de la recherche, de la validation des analyses et la mise en forme des documents. Enfin, le CRAC lui-même est un collectif basé sur des affinités antiautoritaires et (pro)féministes qui cherche à appliquer en son sein des pratiques émancipatrices. La posture adoptée dans la recherche est donc intentionnellement engagée dans le sens de la promotion de travaux qui auront des impacts positifs sur le milieu étudié.

Le travail de recherche du CRAC a d'abord consisté en la réalisation d'une recension des groupes antiautoritaires ayant émergé au Québec au tournant de la dernière décennie du XXe siècle. Par la suite, des entretiens ont été réalisés avec cent vingt-cinq (125) militants et militantes impliqués dans neuf groupes et réseaux antiautoritaires. Certains de ces entretiens ont mené à la réalisation de monographies portant chacune sur un groupe ou réseau particulier, notamment le groupe féministe libertaire Ainsi squattent-elles (CRAC 2008b), le groupe écoradical Liberterre (CRAC 2008a), le groupe *queer radical*⁷⁴ Les Panthères roses – Montréal (CRAC 2010a), ainsi que deux projets de jardins autogérés (CRAC 2010b). D'autres entretiens ont été réalisés avec des militants et des militantes de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) (Breton 2013), de Qteam (groupe queer radical), du Ste-Emilie Skillshare (lieu de création et de partage queer), du réseau des féministes radicales (Leblanc 2013), de même que du réseau des (pro)féministes organisant dans les groupes antiracistes/anticoloniaux (Eslami et Maynard 2013).

Parallèlement, le CRAC a effectué une analyse globale des données afin de mettre en lumière les éléments transversaux qui caractérisent le milieu antiautoritaire. Les résultats préliminaires de cette analyse ont été discutés par une soixantaine de militants et de militantes issus de divers groupes et réseaux de ce milieu lors d'une fin de semaine de réflexion réalisée en

l'anarchisme, etc. Néanmoins, lorsque les termes « anarchiste » et « libertaire » sont employés dans ce texte, ils le sont en tant que synonymes du qualificatif antiautoritaire et désignent donc la même réalité politique.

⁷⁴ Le milieu *queer radical* se distingue du milieu *queer* en général en ce qu'il s'oppose à la binarité des genres et à l'hétéronormativité -c'est-à-dire l'hétérosexualité érigée en norme sociale dominante-, tout en ayant une analyse intersectionnelle qui relie ce type d'oppression à d'autres structures de domination (principalement l'État, le capitalisme, le patriarcat, le racisme, le colonialisme et l'impérialisme) (CRAC 2011c).

février 2011. Le présent article s'inspire de l'analyse collective réalisée par le CRAC et des documents qui ont été produits dans le cadre de cet exercice de validation⁷⁵ (CRAC 2011a; 2011b; 2011c).

3.2 La communauté antiautoritaire au Québec

Le Sommet des Amériques de 2001 a représenté un moment fort de consolidation du courant libertaire au Québec. Incarné par des groupes comme la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) à Montréal et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) à Québec, le point de vue antisystémique qui fondait le principe d'opposition de ces groupes s'accompagnait d'une stratégie d'action conséquente, développée autour de l'idée du respect de la diversité des tactiques et de formes d'organisation inspirées de la démocratie directe. Une décennie plus tard, la pensée anarchiste contemporaine est actuellement portée à la fois par des groupes et réseaux qui se revendiquent explicitement de la pensée libertaire et d'autres qui expriment des affinités idéologiques avec cette perspective sans pour autant se déclarer ouvertement anarchistes (Graeber 2002; Dupuis-Déri 2005). Pour cette raison, l'appellation antiautoritaire est l'objet d'une acceptation plus consensuelle auprès de ces acteurs qui ont investi des fronts de lutte variés dans la foulée des mobilisations altermondialistes du tournant du siècle.

La conception de ces différentes initiatives militantes comme formant un ensemble unifié trouve son fondement dans la proposition selon laquelle un mouvement social est un « network of informal interactions between a plurality of individuals, groups and/or organizations, engaged in a political and cultural conflict, on the basis of a shared collective identity » (Diani 1992, 13). Cette constellation d'acteurs informellement liés⁷⁶ peut elle-même être composée de différents « réseaux submergés » qui ne se manifestent publiquement qu'à

⁷⁵ Les versions originales de ces textes sont disponibles sur le site web du CRAC : <http://www.crac-kebec.org>

⁷⁶ C'est-à-dire, d'après Diani (1992, 2), sans qu'il n'y ait nécessairement de normes procédurales formelles ou de liens organisationnels explicites entre les acteurs.

l'occasion (Melucci 1996). À ce titre, si le milieu antiautoritaire s'exprime au grand jour lors de mobilisations publiques comme celle du Sommet des Amériques de 2001 ou celles, plus récentes, contre les rencontres du G8 et du G20 à Toronto en 2010, les acteurs qui l'animent sont actifs à longueur d'année à l'ombre des projecteurs, enracinés au quotidien dans différents milieux et intervenant sur une variété d'enjeux.

Dans cette lignée, la notion de communauté de mouvement social permet d'appréhender l'infrastructure qui soutient le travail des militants et des militantes autant lors de périodes-clés de mobilisation qu'à l'extérieur des expressions publiques d'un mouvement (Buechler 1990). Cette communauté vient supporter les pratiques des acteurs dans une perspective donnée lors des moments d'accalmie et assure ainsi la survie de ce mouvement (Staggenborg 1998). En ce sens, un mouvement social ne se développe pas seulement en fonction de changements dans la structure d'opportunité politique, mais également en raison des effets produits par la présence d'une communauté de mouvement social qui favorise la mobilisation continue des militants et des militantes, offrant différentes opportunités d'organisation et d'action hors des grandes campagnes d'action.

Suivant cette perspective, la communauté antiautoritaire au Québec est active sur l'ensemble du territoire de la province, mais concentrée essentiellement dans les milieux urbains et particulièrement à Montréal. Bien qu'une estimation du nombre de militants et de militantes associés à cette communauté est hasardeuse étant donné la nature mouvante de leur implication, on peut néanmoins avancer qu'environ quelques milliers de personnes sont associées plus ou moins directement à la communauté antiautoritaire. Cette dernière est formée dans un premier temps d'un terreau composé de groupes, collectifs et individus interreliés et qui s'organisent autour de divers enjeux de lutte. Pour la plupart, ces groupes et collectifs sont composés de 5 à 20 personnes rassemblées autour d'une affinité politique, identitaire, affective ou géographique⁷⁷. À un deuxième niveau, ces groupes, collectifs et

⁷⁷ Le groupe d'affinité ou collectif affinitaire est la forme d'organisation des groupes primaires privilégiée par les anarchistes. Il s'agit d'une forme d'organisation autonome où des individus se rassemblent en petit nombre, de

individus en lutte sur des thématiques connexes sont regroupés en réseaux entretenant entre eux des liens plus ou moins directs, plus ou moins soutenus selon les cas⁷⁸.

Aujourd'hui au Québec, la communauté antiautoritaire est ainsi constituée de plusieurs réseaux dont le travail respectif est orienté vers les enjeux concernant la lutte antiraciste/anticoloniale/anti-impérialiste; la violence et la répression étatique; la solidarité internationale; le syndicalisme/travail/pauvreté; l'embourgeoisement des quartiers urbains; l'écologisme; le milieu étudiant; le féminisme radical et la perspective queer radicale contre l'hétéronormativité⁷⁹. Ces réseaux ne sont bien entendu pas mutuellement exclusifs et se recoupent régulièrement au niveau de leurs thématiques de lutte, notamment en raison de la circulation des militants et des militantes qui se déplacent souvent tels des électrons libres dans la communauté, gravitant autour de divers enjeux en fonction d'une cause qui leur est chère, d'un besoin exprimé par le mouvement ou d'un projet ponctuel (Pleyers 2004). Ces connexions sont surtout renforcées par le fait que la communauté antiautoritaire se structure autour d'une culture politique commune, ainsi que la création d'une interface organisationnelle qui assurent la consolidation du lien politique entre les acteurs qui la composent.

3.2.1 Une culture politique libertaire

L'absence d'un positionnement idéologique clair et explicite qui traverserait l'ensemble de la communauté antiautoritaire s'explique en partie par le refus d'être associé à un cadre d'analyse statique et mécanique dont les notions de base seraient ancrées dans un sens univoque. L'unité politique de la communauté antiautoritaire se reconnaît plutôt à l'existence de relations mutuelles entre des acteurs connectés les uns aux autres par un sentiment d'appartenance. Ce sentiment du « nous » qui traverse la collectivité est fondé sur la

manière librement consentie, sur la base de liens intimes, de confiance ou de proximité (Dupuis-Déri 2003; Day 2004).

⁷⁸ Selon cette perspective inspirée de McAdam et Snow (2010, 255), la notion de réseau est utilisée comme terme opérationnel désignant les liens, relations et connexions entre les différentes unités d'analyse -les groupes, collectifs et individus appartenant à la communauté antiautoritaire-.

perception d'une relation ou d'un statut partagé entre les membres : il alimente des inclinaisons positives à l'égard des autres individus qui composent la communauté (Taylor et Whittier 1992, 107).

Suivant cet esprit, le fil conducteur qui tisse l'appartenance des membres à la communauté antiautoritaire peut être envisagé comme une culture politique apparentée à la pensée anarchiste contemporaine⁸⁰ (Gordon 2007; 2008). Transgressant les impératifs d'unité théorique habituellement reliés à la conformité idéologique, cette culture politique peut se concevoir comme une « boîte à outils incluant tout à la fois les croyances, les pratiques, les schémas narratifs et les visions du monde, autant de formes symboliques qui servent à informer les stratégies d'action disponibles » (Fillieule 1997, 209-210). Elle réfère à un ensemble d'orientations conjointes qui teintent les manières de penser, d'être et de faire des membres de la collectivité (Gordon 2008, 14)⁸¹. Cette culture politique libertaire imprègne donc les différentes initiatives de la communauté antiautoritaire au Québec et construit une impression de familiarité sur la base de positions politiques, de stratégies d'action et de formes organisationnelles communes aux acteurs qui la constituent.

Au premier chef des caractéristiques partagées par les membres de cette communauté antiautoritaire se trouvent des **positions politiques** qui se cristallisent autour d'une analyse des différentes manifestations de la domination dans nos sociétés. La source de cette dernière est ramenée aux fondements du système d'organisation capitaliste et de ses formes d'oppression corollaires, entre autres le patriarcat, l'impérialisme, le racisme et l'hétérosexisme. La

⁷⁹ Des exemples concrets des enjeux spécifiques abordés par ces différents réseaux, ainsi que des groupes et collectifs qui les constituent, sont présentés dans l'annexe D de la thèse.

⁸⁰ Il ne sera pas question ici de ce qui distinguerait la pensée anarchiste classique de la pensée anarchiste contemporaine. Précisons seulement que la référence à un anarchisme contemporain renvoie à l'actualisation, au gré des expériences concrètes et des événements historiques, de la pensée des auteurs des XIXe et XXe siècles associés à ce courant.

⁸¹ L'expression *culture politique* utilisée dans la perspective de Gordon est en quelque sorte une réappropriation du concept élaboré par Gabriel Almond et Sydney Verba dans leur ouvrage fondateur sur le sujet (1963). Pour Almond et Verba, la culture politique réfère aux facteurs culturels qui affectent le développement d'entités politiques nationales. L'usage du terme à une échelle réduite, comme le propose Gordon, fait ainsi écho à la définition d'une sous-culture (*subculture*) chez Almond et Verba, soit une culture partagée par un ensemble d'acteurs qui se différencient de la culture dominante.

reconnaissance de l'imbrication de ces différents systèmes d'oppression fonde la compréhension de l'engagement dans une lutte commune qui va au-delà des enjeux spécifiques ciblés par les acteurs. Les membres de la communauté rejettent également toutes formes d'autorité jugées illégitimes, au premier chef desquelles l'État est perçu comme l'institution centrale supportant l'expression de ces différents rapports d'oppression. L'action politique gouvernementale est donc considérée comme inapte à enrayer les causes fondamentales des injustices dénoncées.

Enfin, ces prises de position ne se limitent pas à un principe d'opposition contre toutes les formes d'autorité illégitime, mais affirment également des valeurs alternatives au système qu'elles dénoncent. L'adhésion à ces valeurs positives se formule notamment, et de manière non exhaustive, par la promotion de la justice sociale, l'égalité, la liberté, l'entraide, l'autonomie, la créativité et le respect de la diversité dans chacun des projets initiés par les membres de la communauté. Ces valeurs combinées à la prise de position contre toutes les formes d'autorité illégitimes sont traduites, par exemple, par des déclarations en faveur de la libre circulation des personnes, de l'abolition des frontières, de la justice environnementale, du respect de la dignité et du consentement dans toutes les relations humaines, de l'autonomie reproductive, de la souveraineté alimentaire, etc.

Dans un souci de cohérence avec ces prises de position, les acteurs qui composent la communauté antiautoritaire privilégient le **recours à l'action directe** dans le choix de leurs stratégies d'action, c'est-à-dire une prise en charge collective par les personnes directement concernées par un enjeu et leurs alliés, en dépendant le moins possible de l'intervention d'organisations intermédiaires. Au besoin, les militants et les militantes antiautoritaires concentreront leurs énergies sur certaines « luttes de front »⁸², se solidarisant avec les personnes et communautés de base vivant de multiples oppressions dans une lutte commune pour l'amélioration dans l'immédiat des conditions de vie. Les membres de la communauté

⁸² Les luttes de front ou *front-line struggles* sont des luttes concernant des enjeux jugés prioritaires dans lesquelles les membres de la communauté choisissent de s'investir. Elles sont identifiées selon les besoins exprimés par les groupes et individus ou en fonction d'une analyse de la conjoncture du moment (CRAC 2011c).

prônent également le respect d'une diversité des tactiques, soit d'un spectre varié d'actions dont la sélection se fait selon les situations et besoins particuliers, sans se restreindre à une forme particulière d'opposition. Ces tactiques peuvent prendre la forme de l'éducation populaire, de la désobéissance civile, de l'intervention artistique, d'un geste de subversion, de la mise sur pied d'un service alternatif ou de la perturbation du fonctionnement des institutions dominantes.

Par ailleurs, les groupes et réseaux qui composent la communauté visent également à préfigurer ces positions politiques et stratégies d'action dans leur fonctionnement. Le type d'organisation privilégié ne cadre pas avec les définitions conventionnelles qui ont pour indicateurs une structure formelle ou hiérarchique ni avec le principe de la délégation politique au cœur des institutions de la démocratie libérale. Les acteurs de la communauté antiautoritaire adoptent plutôt un **mode de fonctionnement non hiérarchique**, caractérisé par le recours à la démocratie directe et la décentralisation des pouvoirs.

Concrètement, dans les activités de tous les jours, le rassemblement en groupes d'affinités fait en sorte que les militants et les militantes s'identifient à leur « gang », à leur « famille » ou leur « communauté intentionnelle ». Les liens avec d'autres groupes et collectifs antiautoritaires dans des coalitions thématiques ou régionales se font sur la base de structures de coordination flexibles et décentralisées. Plutôt que de créer des plateformes ou de grandes organisations structurées, différents groupes, collectifs et réseaux convergent autour de quelques principes communs, tout en préservant leur autonomie et leur spécificité identitaire. La reconnaissance d'une familiarité entre les participants et les participantes se fait alors sur la base du partage de cette culture politique commune. Ce même sentiment d'identification à la perspective libertaire permet à l'occasion de construire des coalitions régionales, voire internationales, avec des acteurs issus de différents milieux géographiques.

Quelle que soit l'échelle de la mobilisation, les militants et les militantes antiautoritaires privilégient la création d'espaces et de mécanismes favorisant la délibération collective. Afin de permettre la prise en compte de cette diversité des intérêts et des besoins, eux-mêmes sujets à transformation au gré des expériences et des événements, un processus décisionnel collectif

et continu est encouragé. Il prend forme dans les rencontres en assemblée générale, au moment des conseils de délégués de différents groupes d'affinité lors des actions de grande envergure ou encore, par des mécanismes qui permettent de démasquer les rapports de pouvoir dans les groupes et réseaux (notamment la rotation des tâches, la prise en compte des émotions, le partage des connaissances, etc.).

3.2.2 Une interface organisationnelle

La culture politique libertaire constitue la trame de fond qui oriente la participation politique des acteurs de la communauté antiautoritaire et enracine leurs différentes initiatives dans un objectif commun de transformation sociale. Par ailleurs, cette culture politique est relayée par une interface organisationnelle propre à la communauté qui permet d'articuler la coopération entre ses composantes. Cette interface constitue en quelque sorte un embryon d'infrastructure institutionnelle⁸³ alternative de nature culturelle, économique, sociale et politique (Adamovsky 2008). Elle offre des lieux et des moments de rencontre qui favorisent la mise en commun des projets, analyses et pratiques des acteurs qui partagent la culture politique libertaire. D'autre part, cette interface permet de préfigurer en son sein le type de relations sociales souhaité par les antiautoritaires, entre les individus, collectifs et réseaux, de manière à en dégager le potentiel d'extension à plus grande échelle⁸⁴. Il s'agit enfin d'un lieu de collaboration qui permet d'accroître le pouvoir de la communauté sur elle-même en assurant son fonctionnement autonome par la mise sur pied de ressources communes. Cette interface organisationnelle ne constitue pas une fin en soi dont les éléments, une fois créés, seraient immuables⁸⁵ : les espaces et les ressources qui la composent sont plutôt appelés à se faire et se défaire au gré des analyses et des besoins formulés par les membres de la communauté⁸⁶.

⁸³ La référence à la notion d'institution est ici entendue au sens général proposé dans la sociologie de Michel Freitag, soit en tant que structure sociale qui « propose, représente, vivifie et défend une identité, un projet commun », qui permet de « donner sens à la pratique » (Bres 2007, 109).

⁸⁴ La notion de préfiguration décrit les formes d'organisation qui visent à construire et à incarner dans le moment présent les caractéristiques de la société idéale visée (Breines 1989, 6). Ce terme et les pratiques qui le sous-tendent sont assez répandus dans l'univers des mouvements sociaux et particulièrement dans les milieux d'inspiration anarchiste (Milstein 2010).

⁸⁵ Les composantes qui forment l'interface organisationnelle de la communauté antiautoritaire varient selon les besoins et intérêts identifiés par les acteurs de la communauté. Tout exercice visant à en formuler une liste exhaustive détaillée des composantes de cette interface organisationnelle ne pourrait donc que se limiter à un

Actuellement, l'infrastructure organisationnelle de la communauté permet dans un premier temps de relier les collectifs et réseaux entre eux par l'entremise d'une **participation conjointe à des mobilisations** inspirées par la conjoncture politique, sociale et économique. Ces campagnes ou coalitions autour d'enjeux rassembleurs constituent des espaces de rencontre et de réseautage pour l'ensemble des acteurs de la communauté. Plusieurs de ces mobilisations sont des *projets ponctuels*, initiés par un appel lancé par un ou plusieurs groupes ou individus. Dans cet esprit, mentionnons l'initiative d'une mobilisation anticapitaliste dans le cadre du Sommet des Amériques de 2001, la marche « Un statut pour tous » en 2004, le rassemblement contre le Sommet sur le Partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité (PSP) à Montebello en 2007, la mobilisation sur le thème Guerre à la guerre en 2007, la coalition contre les Olympiques sur les terres volées à Vancouver en 2010 et les manifestations contre le G8 et le G20 à Toronto en 2010. Par ailleurs, certaines de ces campagnes sont des *moments de convergence récurrents* où se côtoient les membres de la communauté antiautoritaire, comme par exemple les conférences et manifestations annuelles du 8 mars à l'initiative du comité des femmes de diverses origines, du 15 mars contre la brutalité policière et du 1^{er} mai anticapitaliste. Ces différentes mobilisations pour la plupart axées sur les manifestations publiques constituent l'expression visible de la communauté antiautoritaire. Elles composent l'image de la communauté captée par le radar médiatique et diffusée au sein de l'opinion publique.

Par ailleurs, les **ressources propres à la communauté** soutiennent les militants et les militantes dans leur travail, créant une infrastructure qui facilite la consolidation des liens au sein d'un même réseau, ainsi qu'entre les différents réseaux qui forment la communauté antiautoritaire. Ceci favorise des moments de rencontres formels et informels entre eux, permettant le renforcement des liens par le réseautage, le partage de connaissances et d'analyses dans une optique d'autoformation. Ces ressources tentent également de sortir de la

moment précis de la période à l'étude. Ainsi, plutôt que de tenter cette représentation forcément partielle, plusieurs exemples des initiatives qui forment cette interface organisationnelle sont donnés dans les notes qui suivent à titre d'illustration.

logique économique dominante en misant sur les pratiques *Do-It-Yourself* et la récupération, limitant ainsi autant que possible les interactions avec le marché capitaliste. Elles forment en quelque sorte un bien communal qui permet aux acteurs antiautoritaires d'assurer eux-mêmes et elles-mêmes la satisfaction de leurs différents besoins individuels et collectifs, sur la base du respect des valeurs qui leur sont chères.

Dans cette veine, certains *services*⁸⁷ dont se dote la communauté antiautoritaire permettent aux acteurs qui la fréquentent de réduire leur dépendance à l'économie capitaliste en facilitant l'autosatisfaction des besoins. À Montréal et à Québec, par exemple, les membres de la communauté peuvent se procurer de l'information alternative dans une librairie ou une bibliothèque antiautoritaire⁸⁸. Une brasserie artisanale et des cuisines collectives alimentent les rassemblements de la communauté et certains événements publics⁸⁹. Au besoin, un collectif de gardiennage assure un service de halte-garderie pour soutenir les parents militants lors des rencontres et activités⁹⁰. Un atelier de sérigraphie, de couture et de fabrication de macarons met à la disposition de la communauté le matériel nécessaire à la fabrication d'outils de promotion ou encore de vêtements de tous les jours⁹¹. Les ateliers de vélos, quant à eux, sont des lieux d'entraide pour l'autoréparation et le recyclage des bicyclettes⁹². Un centre de médias⁹³, équipé d'ordinateurs branchés sur Internet, facilite l'accès aux équipements, ainsi

⁸⁶ Il est notamment question de construction de zones temporaires autonomes (Temporary Autonomous Zones, TAZ) ou permanentes (Permanent Autonomous Zones, PAZ) (Bey 1991).

⁸⁷ Le terme *service* n'est pas utilisé dans le même esprit que celui de la relation clientéliste sous-entendue par la logique capitaliste. Néanmoins, il s'agit bel et bien de services dans le sens où certains militants et certaines militantes s'auto-organisent pour les offrir et que d'autres individus peuvent ensuite en bénéficier. De manière générale, ces services sont offerts dans une perspective d'accessibilité et ceux qui impliquent une relation marchande ne visent pas à faire du profit.

⁸⁸ La Page noire à Québec et L'Insoumise à Montréal sont des librairies anarchistes autogérées. À Montréal, la bibliothèque anarchiste DIRA offre des services de documentation et d'information sur les initiatives militantes antiautoritaires.

⁸⁹ Les collectifs Dada a faim, à Québec et De la bouffe pas des bombes (Food Not Bombs), à Montréal, sont des exemples de groupes qui récupèrent de la nourriture qu'ils cuisinent et distribuent lors d'événements militants.

⁹⁰ D'abord organisé de manière informelle pour répondre aux besoins de gardiennage lors d'événements spécifiques, ce service sera éventuellement assuré de manière régulière par le Montreal Childcare Collective.

⁹¹ C'est le cas du centre d'art communautaire Ste-Emilie Skillshare, à Montréal.

⁹² Il existe plusieurs de ces ateliers de vélos dont la mission repose sur l'autoformation des cyclistes, comme Right to Move / La voie libre, The Flat Bike Collective ou Santrovélo à Montréal.

⁹³ Le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ) a joué un rôle important de diffusion d'informations alternatives pour la communauté antiautoritaire.

qu'à l'apprentissage des logiciels qui sont à la base des communications internes et médiatiques.

Le travail accompli dans la plupart de ces dernières initiatives n'est pas rémunéré. Cependant, il existe aussi des *milieux de travail autogérés* qui deviennent des lieux d'expérimentation de relations de travail et de relations sociales alternatives. Généralement organisés sous forme de coopératives, les moyens de production de ces milieux de travail sont gérés collectivement, sur la base des éléments propres à la culture politique antiautoritaire. Café/bars et restaurants autogérés⁹⁴, maisons d'édition⁹⁵, entreprise de soutien informatique⁹⁶, ferme biologique proposant un programme d'agriculture soutenue par la communauté⁹⁷, association d'électricien, collectif de production artistique ou groupe de recherche⁹⁸ : voilà autant d'exemples de ces milieux de travail autogérés que construisent et fréquentent les membres de la communauté. Certaines activités ou campagnes de mobilisation, dont notamment des spectacles de financement, se produisent dans de ce type d'espaces autogérés.

D'autre part, des *outils de création, de production et de diffusion* réduisent la dépendance de la communauté envers les « industries culturelles » et les sources d'information dominantes. Elles permettent de créer, de se renseigner, de se divertir sur des bases alternatives à la logique capitaliste. La communauté a en son sein toute une panoplie de cinéastes, d'artistes visuels et de la scène qui se produisent sur une base régulière. Les antiautoritaires sont aussi journalistes, éditorialistes, essayistes, chercheurs ou chercheuses et se donnent les moyens de faire circuler les informations de manière autonome et autogérée. Les sites Internet, blogues et listes de diffusion sont multiples, résultat du partage de connaissances lié aux logiciels libres au sein de la communauté. Malgré la prépondérance des technologies de l'information, la communauté publie des revues, des journaux et des magazines qui circulent largement entre les réseaux,

⁹⁴ Par exemple, le bar-coop L'AgitéE à Québec ou le Café Coop Touski à Montréal.

⁹⁵ Mentionnons notamment les maisons Lux éditeur, Écosociété et les Éditions du Remue-Ménage.

⁹⁶ Le collectif Koumbit, entre autres.

⁹⁷ La Coop les Jardins de la Résistance offre un tel programme.

⁹⁸ Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective est un exemple concret de milieu de travail autogéré.

voire même au sein du grand public⁹⁹. Plusieurs membres de la communauté animent des émissions de radio en français, en anglais et en espagnol sur les ondes communautaires¹⁰⁰. Un réseau informel d’affichage et de distribution de tracts dans différents quartiers facilite la promotion des activités de la communauté.

Enfin, les membres qui forment cette communauté se retrouvent lors d’événements ou rassemblements périodiques favorisant les échanges, le réseautage, le partage des connaissances et l’éducation populaire entre les différents réseaux. Chaque année les membres de la communauté organisent des ateliers et conférences afin de se ressourcer, de mieux comprendre les enjeux de lutte et de peaufiner les analyses, s’outiller pour améliorer leurs modes de fonctionnement ou pour apprendre des expériences vécues ailleurs. Les festivals ou semaines thématiques sont des espaces de regroupement périodique pour les différents acteurs de la communauté antiautoritaire. Parmi ceux-ci, le Festival de l’anarchie et le Salon du livre anarchiste de Montréal sont les plus grands rassemblements annuels de ce genre en Amérique du Nord. Les Journées autogérées à Québec s’inscrivent dans ce même esprit de rencontre. D’autres événements sont organisés par des réseaux de la communauté : *Back-Off* et *Ya Basta!* organisés par des féministes, *Queer Between the Covers Book and Zine Fair* et *Radical Queer Semaine* organisés par le milieu queer radical et la Conférence boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l’apartheid israélien ou encore la Semaine annuelle contre l’apartheid israélien organisées, entre autres, par des militants et des militantes antiautoritaires impliqués dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux en solidarité avec la lutte des Palestiniens.

⁹⁹ Ces revues, journaux et magazines traitant de différentes thématiques selon la perspective antiautoritaire sont nombreux. Certains sont publiés de longue date, par exemple le journal éponyme du collectif féministe radical Les Sorcières publié depuis 2000, alors que d’autres sont plus éphémères, voire publiés pour des occasions uniques. L’événement annuel du Salon du livre anarchiste de Montréal est un moment de diffusion et de circulation important de ces publications.

3.2 L'autonomie collective comme choix politique

Le projet politique porté par la communauté antiautoritaire dévoile sa radicalité à l'aune des autres options politiques qui émergent en parallèle dans la province. Dans cette perspective comparative, le cycle de contestation qui a alimenté la construction de la communauté antiautoritaire au Québec a contribué à la même période à un éveil citoyen plus général (Lamoureux 2008). Ce renouveau de l'intérêt politique peut notamment être interprété comme un phénomène de ressac suite à plusieurs décennies de promotion du néolibéralisme dont témoigne la remontée des idées et partis de la droite idéologique au Québec¹⁰¹. Générant dans son sillage la remise en cause des modèles sociopolitiques de l'après-guerre, ce déploiement néolibéral renforcé par la chute du bloc soviétique a alimenté dans les années 1980 et 1990 un sentiment d'impuissance collective à l'égard du processus électoral, encourageant en contrepartie la recherche de nouvelles voies de participation politique à développer (Mouterde 2005).

Faisant ainsi écho à la pluralité des tendances qui s'expriment au cœur de la mobilisation altermondialiste, les chemins proposés au tournant du XXI^e siècle pour réinvestir le champ du politique sont multiples. On assiste alors dans la province à une diversification des modes d'action collective qui se cristallisent chacun à leur façon autour d'un projet politique particulier. D'une part, la représentation au sein de la sphère politique traditionnelle se diversifie en raison de l'arrivée de nouveaux protagonistes dans l'arène électorale (Dufour 2007). Par exemple, au niveau provincial, le parti politique Québec solidaire naîtra en 2006 de la fusion du mouvement Option citoyenne avec l'Union des forces progressistes dans

¹⁰⁰ Mentionnons seulement l'émission Ainsi squattent-elles à Québec dont l'initiative a été documentée dans une monographie du CRAC.

¹⁰¹ Porte-étendard de ces idées, l'Action démocratique du Québec connaît à ce moment une popularité croissante dans les intentions de vote en prévision du scrutin de 2003.

cette optique d'intervention directe dans le jeu électoral pour faire la promotion d'un programme politique de gauche (David 2008; Khadir 2008) ¹⁰².

Suivant une perspective similaire, d'autres acteurs issus de l'univers des mouvements sociaux choisissent de construire des organisations aptes à canaliser les revendications de la société civile vers la sphère politique conventionnelle, dans un objectif de démocratisation de cette dernière et d'approfondissement des pratiques de la citoyenneté. Des véhicules comme le collectif non partisan D'abord solidaires, puis le Réseau de vigilance, se donnent entre autres pour mandat de dynamiser la vie politique au Québec en faisant la promotion de la participation citoyenne dans l'exercice électoral, en période de vote tout autant qu'en cours de mandat des élus (Lamoureux et Guay 2008). La proposition d'un Agenda citoyen et la formation du Réseau national pour la démocratie municipale explorent à leur façon cette orientation en proposant, en dehors des partis politiques, de soutenir l'investissement citoyen dans la vie politique à l'échelle des villes (Guay 2005).

Le processus de politisation¹⁰³ que connaissent les acteurs sociaux à l'origine de ces dernières initiatives, principalement issus du milieu communautaire et syndical québécois, est ainsi notable en raison de l'intensification de leurs interventions dans le champ de la représentation politique. En décentralisant les modes de participation citoyenne, ces initiatives ont pour effet de faire perdre aux partis politiques « le monopole de la médiation des intérêts dans l'arène électoral » (Dufour 2007, 263). Pour ce faire, certains investissent cette dernière arène en se constituant en tant qu'acteurs partisans, d'autres préfèrent agir depuis la sphère des mouvements sociaux, mais la cible de leurs actions demeure en bonne partie les institutions politiques officielles.

¹⁰² Simon Tormey (2004) parle de « logique majoritaire » (*majoritarian logic*) pour référer à cette tendance qui consiste à confronter les institutions en place avec une proposition alternative globale portée par des organisations centralisées.

¹⁰³ Le processus de politisation dont il est question concerne l'étude du développement du rapport au politique des entités associatives et non la perspective microscopique qui chercherait à expliquer l'acquisition de compétences politiques chez les individus qui en sont membres (Hamidi 2006).

Parallèlement à ce phénomène, le processus de politisation qui génère la construction de la communauté antiautoritaire a pour effet de radicaliser le répertoire de l'engagement politique en complexifiant les modes d'interventions en dehors de la relation avec l'État et le pouvoir institutionnalisé. Les différents acteurs qui forment cette communauté se distinguent alors des autres formes d'action collective en cherchant à promouvoir un projet politique qui favorise l'émancipation des modes de représentation conventionnels. Critique de la démocratie représentative et de la politique électorale, l'option libertaire aspire à une reconstruction fondamentale de la société en ramenant la gestion des enjeux sociaux, politiques et économiques dans des espaces de proximité, contrôlée par les individus regroupés sous des formes décentralisées (Kruzynski et Sévigny 2005). La viabilité de cette option libertaire peut être repérée empiriquement dans les multiples initiatives qui forment aujourd'hui la communauté antiautoritaire et qui, sans qu'il n'y ait nécessairement de concertation explicite ou préalable entre elles, sont néanmoins unies dans la construction d'un projet politique basé sur l'autonomie collective.

Ce projet est ancré dans la promotion d'une société fondée sur les principes de l'autodétermination -la possibilité pour une collectivité de disposer d'elle-même- et de l'auto-organisation -la possibilité pour cette même collectivité de contrôler les moyens qui orientent sa destinée-. En ce sens, le projet politique de la communauté antiautoritaire ne se révèle pas tant dans le rapport qui est établi avec les autorités politiques, mais plutôt dans un mode de résistance déployé au quotidien et dans des espaces de proximité, sur la base des expériences concrètes vécues par des collectivités. Il ne s'agit donc pas d'orienter l'activité politique en fonction d'une éventuelle prise du pouvoir des institutions étatiques ou de l'exercice d'une pression politique sur les détenteurs de ce pouvoir, mais plutôt de mettre en pratique dans le moment présent des initiatives susceptibles de répondre aux besoins et visées de collectivités autodésignées.

Au cœur du projet politique de la communauté antiautoritaire se trouve en effet le respect des principes de l'auto-identification des individus et de la diversité des associations qui se construisent sur cette base. Conséquemment, des différences et des débats dans la manière de s'organiser sont notables au sein de la communauté antiautoritaire, entre les acteurs et d'une

région ou d'un enjeu à l'autre, selon les particularités identifiées collectivement par des individus regroupés sur la base d'affinités communes. Vue de l'extérieur, l'expérience de l'autonomie collective semble ainsi faire planer le spectre de la fragmentation des initiatives en fonction des priorités identifiées par chacun des groupes et collectifs. Or, en dépit des variations propres à chacune des expériences, l'autonomie collective, telle qu'envisagée par les antiautoritaires, prend forme dans un processus basé sur l'entraide et orienté par des valeurs qui servent de « boussole éthique » aux membres de la communauté (Milstein 2010, 49). Dans cette optique, plutôt que de travailler à la formulation d'un programme social et politique qui viserait à englober les intérêts de la majorité, il s'agit d'encourager les individus se reconnaissant une appartenance commune à penser et à agir collectivement, sans intervention ni besoin de reconnaissance extérieure, à partir d'un ensemble de valeurs et de principes fédérateurs¹⁰⁴.

L'objectif de l'autonomie collective s'inscrit dans une stratégie à doubles volets visant d'une part à déstabiliser l'ordre établi et, d'autre part, à construire dans l'immédiat de véritables projets d'ordre économique, politique, social et culturel sur la base des valeurs libertaires¹⁰⁵. La première dimension de cette stratégie est la mieux connue des chercheurs et de l'opinion publique en général, alors que le deuxième aspect est moins documenté et plus discret. Il implique qu'une partie importante du travail politique de la communauté antiautoritaire repose sur la « pollinisation »¹⁰⁶, par le soutien à la création d'espaces propices à l'expérimentation de l'autodétermination et de l'auto-organisation par le plus de gens possible, dans leur contexte et

¹⁰⁴ Dans l'optique de Simon Tormey (2004) mentionnée préalablement, cette approche réfère à une logique minoritaire (*minoritarian logic*) qui valorise la coordination entre formes d'organisations multiples et décentralisées, par opposition à une structure de représentation unique.

¹⁰⁵ Cette stratégie réfère à la notion de « *dual power* ». Selon David McNally (2010, 165), « in the radical socialist tradition, dual power refers to a situation in which the oppressed create an alternative center of popular power, one based around mass democratic assemblies and or workers' councils in opposition to the sites of ruling class power – the government, the army, the courts. Situations with two contending centers of power cannot endure; one side or the other must ultimately displace the other, as history has repeatedly shown ».

¹⁰⁶ La pollinisation est un mode de reproduction privilégié par certaines plantes et réfère au transport d'un grain de pollen d'une plante vers une autre en vue de la féconder. Ce processus peut se faire par autofécondation ou encore par l'intermédiaire d'un vecteur, comme l'exemple bien connu des abeilles. Dans le cas qui retient notre attention, l'usage de ce terme associé renvoie à l'idée d'une « contamination » de la perspective libertaire entre acteurs.

leurs conditions actuels. Par cette expérience, les gens entrent en contact direct avec l'option antiautoritaire et sont alors en mesure de vivre concrètement ce projet politique sans que celui-ci leur soit imposé. L'autonomie collective fait ainsi advenir de nouvelles habiletés organisationnelles pour les gens impliqués dans cette démarche et de nouvelles solidarités dans les rapports qu'ils entretiennent avec les autres. Dans la perspective antiautoritaire, le changement social se réalise alors progressivement au gré de l'intégration de ces pratiques par les individus dans leurs milieux respectifs et la réappropriation du pouvoir d'organisation collective.

3.3 Conclusion

Cette représentation de l'option libertaire consolidée au Québec dans la foulée des mobilisations altermondialistes fait ressortir le fait que la communauté antiautoritaire contemporaine forme un tout qui est plus grand que la somme de ses parties. L'articulation de ces différentes initiatives comme formant un ensemble possédant sa propre logique d'action est bien entendu une construction conceptuelle qui va au-delà de l'interprétation qu'ont d'eux-mêmes la plupart de ces acteurs. La vision proposée ici est partielle et partiale : tous les groupes qui pourraient s'en revendiquer et en faire partie n'ont pas nécessairement été étudiés. De plus, l'attention portée au plus petit dénominateur commun qui transcende ces différentes initiatives court le risque de faire apparaître un portrait aseptisé de la communauté, faisant l'économie des tensions, des débats et des conflits internes qui ne lui sont pourtant pas étrangers. Une fois ces limites reconnues, l'exercice possède néanmoins une utilité analytique certaine en offrant une vue synoptique de la diversité des luttes menées au Québec dans le cadre de cette perspective libertaire. Elle permet entre autres de relever que les acteurs qui s'inscrivent dans cette tendance portent, dans l'ensemble, un projet politique commun fondé sur l'autonomie collective qui se distingue des autres formes d'engagement politique dans la province.

Reposant sur les principes d'autodétermination et d'auto-organisation des collectivités, ce projet est animé par une culture politique qui lui est propre et est relayé par une interface

organisationnelle qui relie les différents acteurs entre eux. La mise en place de ce projet alternatif se réalise progressivement, au gré des expériences concrètes d'organisation collective vécues ici et maintenant. Ce volet préfiguratif est une dimension importante de la stratégie de résistance déployée par la communauté antiautoritaire, tout comme le sont également les actions plus médiatisées qui visent à perturber le fonctionnement du système dominant. En reconnaissant l'importance de ces deux aspects complémentaires d'une stratégie de lutte, soit la construction et la perturbation, il est alors possible de mieux saisir toute la complexité du rapport de force établi par la communauté antiautoritaire.

Dans cette optique, alors que le potentiel de résistance des mouvements sociaux est souvent envisagé en fonction de leur capacité à engendrer des résultats concrets dans la sphère politique conventionnelle, par exemple la modification d'un projet de loi, la participation à un processus décisionnel ou la délégation de responsabilités par l'État, l'action de la communauté antiautoritaire invite à revoir une certaine conception dominante du changement social et politique. Face à la transformation de l'État-providence, à l'émergence de nouvelles structures de gouvernance mondiale et, plus globalement, à la crise de légitimité des modes traditionnels de représentation politique, le pouvoir est revendiqué par les acteurs de la communauté antiautoritaire comme la capacité d'action que possède chaque collectivité d'agir sur ses propres conditions d'existence et de se prendre en charge de manière autonome.

Cette interprétation du projet politique de la communauté antiautoritaire a pour corollaire l'idée que l'anarchisme contemporain n'est pas un état fixe, mais plutôt une construction permanente ouverte à une multitude de possibilités. Bien sûr, les membres de la communauté antiautoritaire continuent de lutter pour ce « grand soir » où adviendraient un basculement des forces et le renversement du système en place. L'objectif de ce *moment* révolutionnaire demeure présent et constitue une source importante de motivation. Toutefois, la communauté est dès maintenant engagée dans un *processus* révolutionnaire qui se construit au jour le jour. Ce dernier aspect de la stratégie de lutte du mouvement antiautoritaire viserait, en quelque

sorte, à créer « la structure de la société nouvelle à même la coquille de l'ancienne »¹⁰⁷. Il repose sur l'application dans le moment présent de modes d'organisation qui rompent avec les formes de représentation politique habituelles et permettent la constitution de sujets collectifs autonomes.

Les acteurs de la communauté antiautoritaire se distinguent de ce fait des partis politiques de gauche et des organisations militantes traditionnelles, bien qu'ils soient en étroites relations avec eux et collaborent à l'occasion sur des projets communs. Dans le contexte général de revitalisation militante qui a suivi la mobilisation de Québec 2001, l'émergence simultanée d'autres options politiques indique cependant que la différenciation de la communauté antiautoritaire n'est pas le résultat d'un repli en l'absence d'alternatives politiques à investir ou l'effet de la répression qu'ont connu les mouvements de résistance au cours de cette même période, mais bien l'expression d'un choix politique délibéré qui témoigne de la pertinence d'un tel projet radical au Québec. L'option libertaire favorise ainsi la diversification des modes de représentation des identités et des intérêts par la promotion de la participation directe des individus dans tous les processus liés à l'organisation collective. Dans cette veine, le projet de l'autonomie collective porte un potentiel de transformation radical de la société, en ce qu'il concurrence d'autres formes d'organisation politique par la création d'espaces multiples de délibération, de participation, de socialisation et de satisfaction des besoins.

Suivant cette perspective, une vision d'ensemble du projet politique de la communauté antiautoritaire fait apparaître sa portée possible au-delà la seule transformation des rapports interpersonnels des personnes impliquées. L'interface organisationnelle de la communauté devient ainsi un exemple concret de ce que pourrait être un modèle de société fondé sur des valeurs libertaires dans lequel les individus se réapproprient la gestion collective et interdépendante des différentes sphères d'activités humaines, qu'elles soient de nature économique, sociale, culturelle ou politique. Néanmoins, la pérennité des initiatives antiautoritaires n'est pas tant liée à la capacité de chacune d'entre elles à perdurer dans le

¹⁰⁷ Préambule de la constitution du syndicat Industrial Workers of the World (IWW).

temps, mais plutôt à leur capacité de transmettre une culture politique qui pourra éventuellement être intégrée par un nombre plus important d'acteurs.

On peut entrevoir en ce sens le potentiel de transposition de cette culture politique à plus grande échelle, c'est-à-dire la possibilité de son extension à des milieux extérieurs à la communauté. Par exemple, la grève étudiante initiée à l'hiver 2012 et la lutte sociale qui y a pris racine ont notamment permis de dévoiler la vitalité d'une communauté d'inspiration anarchiste composée de groupes et de réseaux impliqués dans une variété de luttes sociales, au nombre desquelles se trouve la question de l'éducation. Bien que le mouvement étudiant soit animé d'une variété de perspectives politiques qui ne pourraient être réduites à une seule référence idéologique, l'analyse politique anticapitaliste, le respect d'une diversité de tactiques et le recours aux mécanismes de la démocratie directe qui sont des éléments notables de la lutte actuelle témoignent de la prégnance de cette perspective anarchiste contemporaine sur la scène sociale québécoise.

L'un des défis à relever pour la communauté antiautoritaire dans l'avènement de ce projet alternatif repose cependant sur le dévoilement explicite des points de convergence de ces différentes expériences de résistance de manière à faire ressortir l'intention commune qui les anime. Sans cette reconnaissance de leur complémentarité, les diverses initiatives de la communauté antiautoritaire sont contraintes à demeurer marginales et parallèles aux institutions dominantes auxquelles elles tentent de résister. Dans cette optique d'intervention, le portrait d'ensemble de la communauté antiautoritaire présenté en ces pages possède certainement son utilité.

Préambule au chapitre 4

Cette thèse par articles interroge le processus de constitution, entre 2000 et 2010, de l'acteur politique hétérogène que représente le mouvement antiautoritaire au Québec. Un premier article présenté dans le chapitre trois de la thèse a permis de soutenir la première hypothèse de travail, à savoir que ce mouvement antiautoritaire, tel qu'il se présente sur la scène publique à la fin des années 2000, prend la forme d'une communauté de mouvement social. Les acteurs mobilisés autour d'enjeux de lutte variés qui forment cette communauté antiautoritaire ont en commun une adhésion aux traits caractéristiques de la perspective antiautoritaire contemporaine et entretiennent des liens entre eux par l'interface organisationnelle propre à cette communauté. Ils partagent un projet politique défini autour de l'autonomie collective et en font l'expérience préfigurative au sein des différents espaces organisationnels de la communauté.

Tel que l'a établi la revue de littérature présentée dans le chapitre deux, en insistant sur la continuité des mobilisations en-dehors des principaux épisodes de contestation qui mettent en lumière la dynamique d'interaction entre mouvements sociaux et autorités politiques, la conceptualisation du mouvement antiautoritaire en termes de communauté de mouvement social pose la question du rôle des facteurs internes dans sa trajectoire de développement (Buechler 1990; Taylor et Whittier 1992; Staggenborg 1998; Staggenborg et Taylor 2005). Sur cette base, une deuxième hypothèse formulée comme piste de recherche dans cette thèse consiste à vérifier la proposition selon laquelle *la communauté antiautoritaire au Québec s'est principalement développée sous l'impulsion de facteurs endogènes d'ordre mésoscopique et microscopique, c'est-à-dire des dynamiques relatives à sa construction organisationnelle et à l'élaboration de son identité collective.*

En ce sens, le deuxième article de la thèse présenté dans le chapitre quatre a pour point de départ l'analyse de la dynamique organisationnelle qui a favorisé le développement de la communauté antiautoritaire en interrogeant le processus de constitution organisationnelle de cet acteur politique hétérogène. Pour aborder cette dimension, l'article analyse la

transformation graduelle de l'un des acteurs centraux de la communauté antiautoritaire au cours de la période étudiée, soit la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC). Il interroge plus spécifiquement les facteurs qui ont permis la résurgence de la CLAC à l'été 2010, quatre années après que les militants et les militantes eurent pourtant décidé de la dissolution de la CLAC initiale formée en 2000. En ce sens, l'article propose de faire sens de la trajectoire d'une organisation en la situant dans le parcours plus général du mouvement social duquel elle est partie.

Suivant cette orientation, l'article démontre que la dynamique interne qui a conduit à deux reprises à la restructuration organisationnelle de la CLAC, puis éventuellement à son sabordage, est le résultat d'une adaptation organisationnelle au processus de démarcation identitaire en cours au sein du mouvement. La mise en lumière de cette correspondance entre transformation de la configuration organisationnelle du mouvement et développement de son identité collective permet d'appréhender la mort d'une organisation, puis sa résurrection, dans la continuité de l'évolution d'un mouvement social, comme l'expression de la constitution organisationnelle progressive de cet acteur face à la diversité qui s'exprime en son sein. L'article illustre ainsi que le processus de constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire s'est développé en co-construction avec le processus de démarcation identitaire qui représente l'une des composantes analytiques de l'identité collective. De plus, il contribue à la réflexion théorique sur le changement de répertoire organisationnel des mouvements sociaux en documentant les mécanismes à l'œuvre dans cette transformation. En ce sens, trois mécanismes intervenant à différentes phases de développement de la Convergence permettent de rendre compte de la relation dialectique entre développement organisationnel et identitaire au sein de la communauté antiautoritaire : l'activation des frontières, la différenciation interne et l'intermédiation routinière.

Cet article portant le titre « Les vies multiples de la CLAC : constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire au Québec » est prêt à être soumis pour publication.

Chapitre 4

Les vies multiples de la CLAC : constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire au Québec

La Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) est certainement l'un des porte-étendards les plus célèbres du mouvement antiautoritaire qui s'est développé au Québec au cours de la première décennie des années 2000. D'un lieu de rassemblement pour les individus mobilisés dans les campagnes comme celles contre le Sommet des Amériques de Québec en 2001 ou de « Prenons la capitale » à Ottawa en 2002, la CLAC s'est ensuite développée autour de quelques comités de lutte thématiques, avant de se présenter comme un espace de coordination pour divers groupes autonomes au moment de la mobilisation de 2004 visant à perturber le congrès du Parti libéral du Québec. Puis, après un intermède de quelques années suivant la dissolution de la Convergence en 2006, une nouvelle version de la CLAC apparaît en 2010 sous la forme d'une coalition de groupes et de réseaux souhaitant participer à la campagne d'opposition aux rencontres du G8 et du G20 en Ontario la même année (Breton 2013).

Comment expliquer cette trajectoire en apparence discontinue de la CLAC? L'approche de la mobilisation des ressources a légué à l'étude des mouvements sociaux une vision des organisations en tant que structures essentielles à la mobilisation. Partant de cet héritage, les travaux portant sur les « structures en dormance » (*abeyance structures*) (Taylor 1989; Rupp et Taylor 1993; Joshua 2009; Taylor et Dahl Crossley 2013) ont quant à eux souligné le rôle clé des ressources organisationnelles dans les périodes de mise en veille d'un mouvement, lors de contextes politiquement moins favorables à la mobilisation. Selon cette analyse, ces facteurs d'ordre structurel pour les mouvements sociaux assurent leur préservation dans ces moments de repli, notamment parce qu'ils permettent le maintien d'une identité collective qui favorise la continuité entre différents cycles de mobilisation. Dans cette perspective, les travaux sur la notion de communauté de mouvement social ont participé à la reconnaissance du caractère changeant des configurations organisationnelles qui assurent cette filiation identitaire dans le cours d'évolution d'un mouvement social, notamment par le passage de

modes formalisés d'organisation vers des regroupements décentralisés d'acteurs (Buechler 1990; Taylor et Whittier 1992; Staggenborg 1998; Staggenborg et Taylor 2005)¹⁰⁸. Ils appellent en ce sens aux contributions susceptibles de rendre compte de cette transition dans les modalités organisationnelles des mouvements sociaux (Soule 2013; Staggenborg 2013; Minkoff 2013).

L'approche adoptée dans le présent article s'inspire de ce dernier éclairage pour situer la trajectoire de la Convergence dans le continuum des pratiques organisationnelles du mouvement antiautoritaire. L'objectif est de relever la dynamique de transformation organisationnelle qui a eu cours au sein de la CLAC et qui témoigne du développement d'ensemble du mouvement social duquel elle est partie. Organisation phare des mobilisations qui ont initialement contribué à faire émerger le mouvement antiautoritaire sur la scène publique, la CLAC est aujourd'hui partie d'une plus vaste communauté de mouvement social, composée de multiples réseaux d'individus et de groupes actifs sur une variété de thématiques de lutte. Cette communauté antiautoritaire est unie par une culture politique inspirée d'un anarchisme contemporain et relayée par une interface organisationnelle qui consolide le lien entre ses composantes (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton 2012). Ainsi, d'une configuration organisationnelle essentiellement centrée autour d'une organisation, le mouvement antiautoritaire s'est progressivement développé pour adopter une infrastructure propre à une communauté de mouvement social où se diversifient les espaces de mobilisation et s'effectue un travail coordonné entre eux.

Le phénomène général qui retient l'attention dans cet article est donc celui de la constitution organisationnelle d'un acteur politique hétérogène, la communauté de mouvement social antiautoritaire, dont le développement progressif est le résultat d'une adaptation organisationnelle au processus de démarcation identitaire endogène au mouvement. Afin de

¹⁰⁸ Cette valorisation des structures informelles n'est pas étrangère à la lutte des mouvements sociaux eux-mêmes, comme le rappellent Bereni et Révillard : « les enjeux relatifs à l'organisation ont en effet fait particulièrement débat au sein du mouvement des femmes, la définition de formes organisationnelles alternatives étant revendiquée comme partie prenante du projet d'émancipation » (2012, 27).

mettre en lumière la dimension interactive de la relation entre dimensions organisationnelle et identitaire, il est proposé de retracer les mécanismes associés à différentes phases de la trajectoire de la Convergence, soit l'activation des frontières, la différenciation interne et l'intermédiation routinière. Suivant une brève revue de la littérature pertinente et de la méthodologie sous-jacente à cette étude, la dynamique de co-construction organisationnelle et identitaire réalisée à trois étapes du développement de la Convergence entre 2000 et 2006 sera présentée. L'analyse démontre que la fin éventuelle de la CLAC en 2006 ne doit pas être interprétée comme un échec du mouvement à maintenir cette structure de mobilisation, mais plutôt comme le passage vers une nouvelle configuration organisationnelle alimentée par la démarcation identitaire qui s'est opérée au sein du mouvement. Cette conclusion est appuyée par une illustration de la dynamique organisationnelle de la communauté antiautoritaire qui a prévalu dans la phase suivant la disparition de la CLAC en 2006 et qui a facilité le retour de la Convergence en 2010 sous la forme d'une coalition.

4.1 Co-construction organisationnelle et identitaire

L'hétérogénéité des configurations organisationnelles pouvant être adoptées par les mouvements sociaux est évoquée dans la notion de répertoire organisationnel, désignant « l'ensemble des formes d'organisation culturellement disponibles » (Clemens 1993, 758) et utilisées par les mouvements dans un contexte et une période historique donnés. En ce sens, au-delà du modèle formel de l'organisation, dont les organisations de mouvement social sont l'exemple le plus éloquent (Kriesi 1996; Armstrong et Bartley 2013), les réseaux d'individus non affiliés, groupes d'affinités, institutions alternatives ou lieux quotidiens de micromobilisation sont autant d'exemples de structures mésoscopiques qui contribuent à façonner l'action collective (Staggenborg 2002, 126; 2013, 125)¹⁰⁹. La configuration organisationnelle d'ensemble d'un mouvement social renvoie donc à l'agencement particulier

¹⁰⁹ Partant de ce constat, Rucht (2013) propose un tableau synoptique des différentes composantes organisationnelles des mouvements sociaux et de leurs caractéristiques.

des composantes formelles et informelles qui forment un mouvement social donné et interagissent entre elles. Dans cet ordre d'idée, une communauté de mouvement social est un exemple de configuration organisationnelle qui permet de relever la cohabitation d'éléments diversifiés, liés entre eux par une infrastructure commune et une identité partagée¹¹⁰ (Buechler 1990; Taylor et Whittier 1992; Staggenborg 1998; Staggenborg et Taylor 2005).

L'intérêt d'une représentation des diverses configurations organisationnelles adoptées par les mouvements sociaux comme faisant partie d'un tel répertoire est d'ouvrir la réflexion sur les conditions d'assemblage -le *comment*- de ce dernier (LeMazier S.d., 3). Le répertoire étant composé d'un agglomérat de représentations, le recours à une telle conceptualisation introduit dès lors un questionnement sur les facteurs susceptibles d'orienter le choix d'un modèle organisationnel plutôt qu'un autre à un moment particulier ou encore, dans une perspective diachronique, de motiver le passage d'une configuration organisationnelle à une autre au cours du développement d'un mouvement social. À cet effet, la reconstitution des débats entre les militants et les militantes au sujet de la sélection du modèle organisationnel retenu représente une source d'information privilégiée pour comprendre cette transformation (Clemens 1993, 761).

Au cœur de la notion de répertoire organisationnel se trouve en effet une vision dynamique du rôle des acteurs qui assemblent et réassemblent différentes configurations organisationnelles en fonction de leurs besoins et objectifs (Clemens 1996, 206). Le fait d'appréhender ces structures comme des cadres organisationnels (*organizational frames*) permet ainsi de réintégrer une composante culturelle par l'entremise de la considération du sens investi par les acteurs dans les choix organisationnels, et ce, au gré des restructurations que peut connaître un

¹¹⁰ La notion de communauté de mouvement social se distingue à la fois du concept d'industrie de mouvement social et de celui de champ multiorganisationnel (Staggenborg 2013, 126-127). Dans le premier cas, une communauté de mouvement social se différencie de l'industrie de mouvement social (McCarthy et Zald 1977) en prenant en compte une plus grande variété de composantes organisationnelles que les seules organisations formelles. Par ailleurs, la notion de communauté met davantage l'accent sur les liens intergroupes endogènes à un mouvement social que ne le fait le concept de champ multiorganisationnel (Klandermans 1992) qui s'intéresse aux relations extérieures entretenues avec les alliés et opposants au mouvement.

mouvement dans sa trajectoire. La structure organisationnelle d'un mouvement est alors pensée comme un lieu de socialisation pour les individus; elle est une configuration « de relations objectivées qui articulent des identités et des pratiques » (Pierru 2009, 399). Dans cette optique, le répertoire organisationnel dont dispose un mouvement social varie notamment d'une région géographique à une autre, sous l'influence de différents facteurs comme les propriétés du système politique d'ancrage ou la culture de la société où ils s'enracinent (Jenson 1982). De même, en tant qu'ils reflètent l'identité collective d'un mouvement, les modèles organisationnels puisés dans ce répertoire seront aussi appelés à se transformer au gré de la dynamique interne qui anime la construction identitaire d'un mouvement social (Gamson 1996; Whittier 2002; Reger 2002a; 2002b; S. Roth 2008).

Suivant cette interprétation, la construction identitaire ainsi que le développement de la structure organisationnelle d'un mouvement sont liés par une relation d'influence réciproque. Comme l'exprime Clemens, « organizations not only represent contexts for identity-formation, mobilization and strategic action in the service of social movements, but they are themselves potential sites and targets of activism » (2004, 160). À la fois précurseur et produit de la mobilisation (Poletta et Jasper 2001; Hunt et Bedford 2007), l'identité collective affectera par exemple le mode de fonctionnement privilégié au sein d'un mouvement, par le développement de pratiques et de relations conséquentes avec les valeurs qui le définissent. Elle précisera notamment la nature des propriétés organisationnelles qui caractériseront le fonctionnement interne des composantes, telles que le degré de hiérarchisation des fonctions entre les individus, le mode décisionnel adopté ou, entre autres éléments, le caractère centralisé ou décentralisé de la structure de mobilisation (Whittier 2002).

Par ailleurs, si l'identité collective apparaît comme un produit fini au moment de sa mise en scène dans l'espace public, elle demeure néanmoins en transformation dans le cours de l'action comme dans les moments de moindre visibilité pour les mouvements sociaux (Flesher Fominaya 2010a). La construction de l'identité collective est en effet un processus permanent qui se déploie dans l'enceinte organisationnelle d'un mouvement (Melucci 1988; 1989; 1995). Cette dernière agit alors comme cadre contraignant ou facilitant l'expression de la pluralité des valeurs, des intérêts ou des objectifs formulés par les acteurs au fil de la mobilisation

(Whittier 2002). Par un effet de rétroaction, la configuration organisationnelle est susceptible d'être altérée par cette interaction interprétative au sein d'un mouvement : des tensions dans la définition de l'identité collective se répercuteront ainsi sur la structure organisationnelle qui peut alors céder ou s'adapter à cette dynamique interne.

Partant du constat que le développement d'un mouvement social relève d'un processus dialectique d'influence et de réinterprétation, la capacité d'intégration organisationnelle de la diversité exprimée par les militants et les militantes est en ce sens présentée comme un défi majeur à la survie des mouvements sociaux. Reger (2002a; 2002b) soutient que la capacité d'ajustement d'une organisation de mouvement social de manière à accommoder des éléments hétérogènes constitue la propriété qui lui permet de perdurer dans le temps. La diversité identitaire peut donc aller de pair avec le maintien d'une cohésion organisationnelle, le principal indicateur de cette dernière capacité demeurant, selon ce point de vue, la survie de l'organisation. Néanmoins, il est également possible d'appréhender la continuité d'un mouvement social par sa transformation potentielle d'une configuration organisationnelle vers une autre, dès lors que l'on reconnaît la variété des espaces organisationnels où se développe l'identité collective au sein d'un mouvement (Rupp et Taylor 1999; Hunt et Benford 2007; Brown et Pickerill 2009). La trame identitaire développée dans le cadre d'une organisation peut ainsi persister au-delà de la disparition éventuelle de cette structure de mobilisation, témoignant plutôt de la transformation organisationnelle progressive d'un mouvement face à la diversité qui s'exprime en son sein (Valocchi 2001; Poletta 2008; Flesher Fominaya 2010b).

4.2 Une approche par mécanismes

L'approche par mécanismes permet de mettre en lumière la dynamique d'articulation de la configuration organisationnelle et de l'identité collective qu'il est proposé d'exposer par l'étude de la trajectoire de la CLAC. En ce sens, une analyse en terme de mécanismes, notion entendue en tant que « voie ou processus causal menant de X_1 à Y » (Gerring 2007, 166), apparaît pertinente pour penser la relation entre ces éléments. Cette approche suppose notamment que « les résultats analysés sont le fruit d'une action (et d'acteurs) plutôt que d'une

‘somme’ d’éléments » (Ancelovici et Jenson 2012, 40). Le résultat recherché dans le cadre de cet article est celui de la constitution organisationnelle d’un acteur politique hétérogène, soit la communauté antiautoritaire. Partant de la définition que donnent Tilly et ses collaborateurs du processus de constitution de l’acteur politique (2001; 2008, 354), la formulation de ce phénomène proposée dans cet article renvoie plus précisément au développement de la dimension organisationnelle d’un ensemble diversifié de composantes engagées dans une action collective. Il renvoie aux modifications progressives du répertoire organisationnel d’un mouvement social pour y inclure de nouvelles modalités concernant les configurations organisationnelles disponibles¹¹¹.

L’hypothèse formulée dans le cadre de cet article propose que le processus de constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire est le fruit d’une adaptation au processus de démarcation identitaire qui a parallèlement eu cours au sein du mouvement. Ce processus de constitution organisationnelle a ainsi été marqué par le passage graduel d’une configuration organisationnelle à une autre pour le mouvement antiautoritaire. Par ailleurs, la démarcation identitaire renvoie au processus de délimitation du « nous » qui permet à un acteur politique de se distinguer d’autres catégories d’acteurs et dont le tracé est sujet à de constantes réévaluations. La formation d’une identité collective passe en effet par des luttes externes et internes de définition du mouvement et de ses contours, de manière à préciser les caractéristiques communes de ses adhérents et à renforcer l’identification solidaire entre eux (Hunt, Benford et Snow 1994, 193-194). Tel qu’évoqué précédemment, ce phénomène central pour les mouvements sociaux résulte d’une dynamique en continu développement.

¹¹¹ L’innovation organisationnelle est un autre processus qui désigne des changements dans le répertoire organisationnel d’un mouvement social. Inspiré de la sociologie des organisations, ce processus implique dans l’étude de la politique contestataire des transformations organisationnelles majeures et rapides dans les périodes de grande ébullition politique (Tilly et Tarrow 2008, 49). Clemens pour sa part définit l’innovation organisationnelle comme la recherche constante d’un avantage politique ou d’une identité partagée par l’adoption d’un modèle alternatif d’organisation (1993, 791). Le processus de constitution organisationnelle ainsi nommé dans cet article est proche de cette dernière définition, mais exprime plus clairement le caractère incrémental des changements observés.

L'analyse présentée dans cet article démontre que l'interaction de ces processus est clairement donnée à voir dans la trajectoire de la CLAC, laquelle est marquée par la co-construction organisationnelle et identitaire au sein du mouvement antiautoritaire. L'étude des différentes phases de développement de la Convergence entre 2000 et 2006 vise à faire ressortir les mécanismes qui sont intervenus dans cette dynamique. Sur les trois mécanismes identifiés, deux sont des mécanismes d'ordre cognitif qui modifient la perception qu'ont les individus de leurs identités et intérêts, tandis qu'un mécanisme est de type relationnel et affecte conséquemment les relations qu'entretiennent entre eux les acteurs du mouvement antiautoritaire.

Dans cet esprit, l'activation des frontières est un mécanisme cognitif associé à la première séquence de développement de la CLAC. Il témoigne des efforts stratégiques déployés par les militants et les militantes pour se situer par rapport aux acteurs extérieurs, par l'augmentation de l'importance attribuée à la distinction qui les sépare (Tilly et Tarrow 2008, 352). L'activation des frontières qui caractérise la première phase de la CLAC désigne ainsi l'effort d'articulation ou de cadrage -plutôt que de fondation- des caractéristiques fédératrices de la mobilisation au sein de la Convergence, en distinction de celles qui définissaient d'autres acteurs politiques à cette même période. Ce mécanisme traduit donc la dynamique qui a conduit à rendre certains traits caractéristiques saillants dans l'identité du groupe, plutôt qu'un moment ontologique où aurait été créée l'identité originelle du mouvement. Une fois établies, ces caractéristiques se sont consolidées dans un cadre identitaire qui a dès lors constitué la base d'appartenance des acteurs au mouvement.

La deuxième séquence de développement de la CLAC fait apparaître un second mécanisme d'ordre cognitif. La différenciation interne est un mécanisme qui a contribué à la constitution du « nous » par une dynamique réflexive permettant aux acteurs de se situer les uns par rapport aux autres à l'intérieur même du mouvement. Il semble pertinent de distinguer ce mécanisme de celui de l'activation des frontières afin de faire ressortir cette particularité qui témoigne de l'expression de la diversité au sein des mouvements sociaux. L'origine de cette distinction sous-jacente au mécanisme de la différenciation interne renvoie à la contribution de Jenson sur les régimes de citoyenneté (Jenson et Phillips 1996; Jenson 2006; 2007). Cette

dernière notion invite en effet à revoir les conditions de définition de l'appartenance citoyenne en se rappelant qu'en plus de délimiter les *frontières* de la citoyenneté en traçant la ligne de démarcation des membres et des non-membres de la communauté politique nationale, l'État intervient aussi sur les *lisières* de la citoyenneté à l'intérieur des frontières nationales en intervenant sur le degré de légitimité des membres à participer à la structuration de la communauté politique. Cette précision attire l'attention sur la dynamique de définition qui se joue au sein d'une même communauté et, dans le cas qui est l'objet de cet article, de distinguer ce phénomène de celui qui anime la démarcation d'un mouvement avec les acteurs extérieurs à lui. Il apparaît cependant préférable de parler de différenciation interne plutôt que de délimitation de lisières, dans la mesure où la démarcation qui s'est réalisée à l'intérieur même du mouvement antiautoritaire a essentiellement reposé sur une distinction symbolique, sans qu'il y ait eu d'incidence objective sur le principe d'égalité entre les acteurs.

Enfin, la troisième et dernière séquence organisationnelle de la Convergence est animée par le mécanisme relationnel de l'intermédiation routinière. Selon Tilly et Tarrow, l'intermédiation consiste en « la production d'une nouvelle liaison entre deux sites jusque-là disjoints ou faiblement connectés » (Tilly et Tarrow 2008, 352). Cette définition est analogue à celle du courtage (*brokerage*) visant à rendre compte du rôle des intermédiaires qui assurent la jonction entre différents acteurs indirectement liés (Diani 2013). Dans le cadre de cet article, l'intermédiation renvoie donc à la dimension des liens sociaux par lesquels une nouvelle configuration organisationnelle basée sur la diversification des groupes et le travail coordonné entre eux s'est développée au sein de la Convergence. Cependant, l'aspect routinier de cette intermédiation est mis en relief dans cet article pour souligner le caractère régulier des interactions sociales entre les acteurs qui ont favorisé leur mise en relation dans le cadre de la CLAC. Ainsi, à la différence de la proposition de Tilly et Tarrow, l'intermédiation à laquelle il est fait allusion dans cette analyse n'est pas limitée au seul moment du contact initial entre les acteurs : elle se maintient dans le temps par le travail des militants et des militantes multipositionnés et autour de la création d'espaces communs qui deviennent des lieux de croisement pour les acteurs de la communauté antiautoritaire en expansion.

La présentation de ces mécanismes par l'analyse empirique des développements ayant eu cours au sein de la CLAC permettra de constater un ordre d'entrée en action particulier pour chacun d'entre eux¹¹². Ainsi, la démonstration fera ressortir le fait que l'activation des frontières est un mécanisme qui intervient dans la première étape de développement de la CLAC comme préalable à l'intervention des autres mécanismes identifiés. La différenciation interne qui contribue à complexifier le « nous » ne peut en effet se manifester qu'une fois le processus de démarcation identitaire amorcé avec le mécanisme d'activation des frontières. De la même manière, l'apparition du mécanisme de l'intermédiation routinière sera consécutive à celui de la différenciation interne et reliera alors les différents groupes et collectifs affinitaires précédemment formés. L'analyse permettra tout de même de relever que ces deux derniers mécanismes ont ensuite continué d'agir de manière conjointe et à se renforcer mutuellement dès la troisième phase de développement de la CLAC, ainsi que dans l'intervalle qui suivra sa dissolution en 2006 et la refondation de la Convergence en 2010.

4.3 Méthodologie et collecte des données

L'argument présenté dans cet article est basé sur une méthode ethnographique de recherche-action qui a principalement combiné l'observation participante et l'analyse d'entretiens conduits avec des militants et des militantes de la CLAC. L'observation participante s'est déroulée au sein de la Convergence entre le mois de mars 2000 et le mois de mai 2004. Elle a pris la forme d'une participation active aux assemblées générales et l'implication dans différents comités de la CLAC, en plus d'une présence aux événements publics organisés ou appuyés par la Convergence. Les données récoltées par cette première méthode ont été complétées par l'analyse d'entretiens avec des militants et des militantes de la CLAC réalisés par des membres du Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) à l'Université Concordia. Dans le cadre de son travail de documentation du milieu antiautoritaire

¹¹² Bien que l'ordre d'intervention des mécanismes semble ici répondre à une logique relative à la nature de chacun d'entre eux, cet ordre est propre à l'objet de cette étude et ne signifie pas qu'il faille envisager cette combinaison comme étant prédéterminée dans d'autres cas.

contemporain au Québec, le CRAC a réalisé plus d'une centaine d'entretiens avec des militants et des militantes de divers groupes et réseaux de la communauté antiautoritaire, dont 24 avec des individus impliqués dans la CLAC.

En tant que membre du CRAC entre 2008 et 2012, j'ai pris part à un travail collectif d'analyse transversale de l'ensemble des données¹¹³. À ce titre, j'ai également pu effectuer une relecture plus spécifique des propos des militants et des militantes de la CLAC aux fins de cet article. De ces derniers entretiens, 20 d'entre eux réalisés par des membres du CRAC ont été analysés dans le cadre de cette étude¹¹⁴. Hommes et femmes âgés de 18 à 45 ans, les personnes interrogées ont participé aux activités de la CLAC pour des durées variables entre 2000 et 2006 allant de quelques mois à la totalité de cette période, représentant ainsi des expériences variées d'implication au sein de la Convergence. Plus précisément, huit de ces individus ont joint la CLAC dès ses débuts et sont restés jusqu'à sa dissolution; dix personnes impliquées lors de la formation de la CLAC ont quitté la Convergence à des moments divers entre 2002 et 2006 et deux individus ont intégré la Convergence dans la période entourant la deuxième restructuration de la CLAC pour ensuite y demeurer jusqu'à la fin.

Enfin, à cette démarche d'observation et d'analyse des entretiens s'est ajoutée l'étude de sources documentaires primaires produites par la Convergence : comptes rendus d'assemblées et de bilans, journaux, bases de principes, documents de procédures, etc. L'analyse de documents réalisés par d'autres acteurs de la communauté antiautoritaire, tels que les programmes de 2000 à 2010 du Salon du livre anarchiste de Montréal, a complété cet exercice.

¹¹³ Pour une liste des documents produits dans le cadre du projet de recherche du CRAC, consultez l'annexe B de la thèse.

4.4 Trajectoire de la CLAC, 2000-2006

Entre 2000 et 2006, la CLAC s'est illustrée en tant qu'organisation centrale du mouvement antiautoritaire au Québec. En dépit du faible degré de formalisation de sa structure, la CLAC peut être décrite ainsi en raison de sa forte incidence sur la mobilisation des militants et des militantes en vue d'une action concertée dans un objectif politique précis¹¹⁵. C'est en son sein qu'ont été développées deux des grandes campagnes de mobilisation qui ont animé le mouvement antiautoritaire dans la première décennie du XXI^e siècle, soit la campagne contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) en 2001 et celle contre le G8 en 2003. Dans le cadre de ces mobilisations, les assemblées publiques de la CLAC ont connu une participation allant de quelques dizaines de personnes jusqu'à environ 150 individus. Conjointement avec les autres acteurs sociaux impliqués dans ces campagnes, la Convergence a ainsi joué un rôle déterminant dans la mobilisation des milliers de personnes qui ont pris les rues de Québec et d'Ottawa lors de ces événements¹¹⁶.

La construction d'une organisation comme la CLAC peut être envisagée comme le fruit d'une succession d'étapes qui témoignent de la trajectoire générale d'un mouvement social (Agrikoliansky 2001, 30). Ainsi, entre 2000, moment de sa fondation et 2006, moment de sa dissolution, la CLAC a connu un développement en trois séquences (Breton 2013, 45) qui

¹¹⁴ Des 24 entretiens réalisés par le CRAC avec des membres de la CLAC, quatre d'entre eux n'ont pas été analysés aux fins de cette étude en raison de données manquantes ou parce que les militants n'ont pas autorisé l'utilisation de leurs propos à cette fin.

¹¹⁵ Dans l'état des lieux qu'ils présentent sur la question des organisations de mouvement social, Armstrong et Bartley reconnaissent que la définition de ce concept n'est pas univoque dans la littérature. Ils retiennent néanmoins l'idée que les organisations sont des « goal-directed, boundary-maintaining groups, typically with some degree of formal structure » (2013, 878). Cette définition rejoint en partie celle de Kriesi qui, dans sa typologie des structures organisationnelles des mouvements sociaux, identifie deux critères caractéristiques de ces organisations : 1) la mobilisation de leurs adhérents dans une action collective et 2) la poursuite d'un objectif politique (1996, 152). Sans que cette catégorisation soit au cœur de l'argument de la recherche, il est tout de même considéré que la CLAC peut être décrite comme une organisation sur la base des facteurs convergents de ces définitions. L'utilité de l'identification de la CLAC comme organisation dans le cadre de cet article relève surtout de la perspective comparative qu'elle permet avec la configuration organisationnelle subséquente qui prévaudra au sein du mouvement.

¹¹⁶ Au plus fort de la contestation, les observateurs médiatiques ont estimé qu'entre 30 000 et 60 000 manifestants étaient présents lors du Sommet des Amériques de 2001 et qu'environ 4 000 personnes avaient participé aux manifestations à Ottawa en 2002 contre le Sommet du G8 de Kananaskis (Radio-Canada S.d.a, S.d.b).

illustrent l'articulation de la configuration organisationnelle et de la démarcation identitaire au sein du mouvement antiautoritaire. La première de ces séquences débute avec la mise sur pied de la Convergence et se termine avec la période de bilans qui a suivi la mobilisation à Ottawa contre la rencontre du G8 (2000-2002). La deuxième séquence s'amorce avec la première restructuration de la CLAC autour de quelques thématiques de lutte et se termine avec une autre période de bilans qui mènera à la deuxième restructuration organisationnelle de la Convergence (2002-2004). Enfin, la dernière séquence commence au moment de la refondation de la CLAC en tant que convergence de groupes d'affinités et prend fin au moment de sa dissolution complète (2004-2006). Chacune de ces séquences est caractérisée par une configuration organisationnelle distincte et marquée par l'intervention d'un mécanisme particulier.

4.4.1 Première séquence (2000-2002) : activation des frontières et convergence d'individus

La CLAC a fait sa première apparition au printemps 2000 dans l'objectif de la campagne contre le Sommet des Amériques à venir dans la ville de Québec en 2001 et le projet corollaire de création de la ZLÉA. Dès les premiers moments de sa formation, la principale tâche exécutée par les militants et les militantes fut celle de la définition d'une identité collective autour de traits distinctifs de la mobilisation au sein de la Convergence. Cet exercice correspond au mécanisme de l'activation des frontières, puisqu'il s'agissait de rendre saillant dans la formalisation d'une identité de groupe certains éléments latents dans la culture politique des acteurs antiautoritaires. Élaborés autour de positions de principes et d'un mode de fonctionnement particulier, les traits caractéristiques de cette identité avaient en partie été esquissés dans un appel public à la création de la Convergence, ce qui illustre leur existence préalable à la CLAC dans l'espace des mouvements sociaux québécois. Toutefois, l'articulation complémentaire de ces traits s'est concrétisée au moment de la construction initiale de la CLAC par la rédaction d'une base de principes affinitaires. Dès lors, l'appartenance des militants et des militantes à la Convergence a reposé sur l'adhésion symbolique à ces principes qui, parallèlement, ont contribué dans leur ensemble à forger la démarcation identitaire du groupe autour d'un cadre d'interprétation formé de trois éléments centraux : une position anticapitaliste et dénonçant tout rapport de domination, une stratégie

d'action articulée autour du respect d'une diversité des tactiques et la démocratie directe comme mode de fonctionnement interne (Gaudet et Sarrasin 2008; Breton 2013).

Les premières rencontres de la CLAC ont donc été animées par ce travail d'activation des frontières. Le premier trait caractéristique de la Convergence était sans contredit son opposition au Sommet de Québec et à la ZLÉA dont les militants et les militantes souhaitaient faire « un non-événement »¹¹⁷. Cependant, dans un contexte où d'autres acteurs exprimaient déjà leur refus de ce projet de libre-échange, il fallait de surcroît définir ce qui faisait la particularité de la Convergence dans cette campagne. L'identité de la CLAC a alors été précisée autour de frontières qui la distinguaient des autres groupes mobilisés pour l'occasion, particulièrement les groupes communautaires et les syndicats issus de la gauche traditionnelle, comme l'expriment ces propos :

C'était important de dire qu'on refusait les solutions alternatives, de type réformiste. Ça aussi, c'était un dénominateur commun qui était fort. Finalement, on refusait le discours des centrales syndicales et d'une grande partie des organisations. C'est ça qui nous distinguait et ç'a été porteur bien plus qu'on ne se l'attendait, je crois (CLAC_10).

Le désir de démarquer la CLAC en tant qu'espace de militantisme radical était aussi justifié en fonction d'expériences politiques passées desquelles certaines personnes souhaitaient se distancer :

On avait déjà travaillé ensemble au sein du Réseau de résistance au néolibéralisme qui a émergé de l'appel des Zapatistes, en 1996. (...) Dans ce réseau-là, il y avait CANEVAS, qui était le prédécesseur du Plan G, de SalAMI et bref, après il y a eu une scission si tu veux, ou des divergences. (...) Ça fait qu'on s'est dit qu'il faut qu'il y ait une mouvance radicale (CLAC_09).

La différenciation de l'identité de la CLAC face aux acteurs externes a dans un premier temps pris forme dans les positions politiques développées au sein de la Convergence. Celles-ci étaient formulées de manière à se distinguer des positions jugées modérées des acteurs qui revendiquaient l'inclusion de clauses sociales dans les accords de libre-échange ou qui

¹¹⁷ Cette expression est utilisée telle quelle dans la base de principes affinitaires de la Convergence rédigée en vue du Sommet des Amériques de 2001.

dénonçaient le manque de contrôle politique sur le processus de négociation¹¹⁸. La CLAC se voulait au contraire un lieu de mobilisation contre la ZLÉA pour les individus souhaitant faire valoir un discours anticapitaliste, dans un souci de dénonciation des fondements mêmes du système économique dominant et des rapports sociaux d'exploitation, dont ceux inhérents au patriarcat et à l'impérialisme. Cette position était alors inédite parmi les groupes qui mobilisaient contre le Sommet de Québec et dont le discours était essentiellement articulé autour de la condamnation des effets pervers du néolibéralisme, ce que rappellent ces militants et ces militantes :

Il y avait beaucoup de groupes dans le temps qui étaient contre la ZLÉA, mais qui n'étaient pas nécessairement anticapitalistes, mais pour nous autres, c'était un point important (CLAC_18).

Je pense qu'au Sommet des Amériques, c'était vraiment une appellation pour se distinguer de luttes qui étaient antinéolibérales, mais qui n'étaient pas anticapitalistes, puis je trouve que c'était vraiment bien joué, de poser cette distinction-là pour faire converger justement les gens dont les analyses, les intérêts et la militance pouvaient aller plus loin (CLAC_12).

Dans le même esprit, la stratégie d'action fondée sur le principe du respect d'une diversité des tactiques était une autre caractéristique fondamentale de l'identité de la CLAC qui différenciait le groupe des autres acteurs. Cette position avait pour but de reconnaître la possibilité du recours à un spectre d'actions allant de l'éducation populaire à l'action directe, de manière à se distinguer des approches privilégiées par les groupes qui misaient plutôt sur une stratégie de lobbying auprès des parlementaires pour faire entendre leurs revendications ou encore sur le recours exclusif à la non-violence comme mode d'expression de leur opposition. En ce sens, « il y avait des résistances [à la CLAC] autour de l'idée que ce mode de manifestation-là, qui est la désobéissance civile non violente, avec les techniques et la façon de faire et tout, devait être le mode prédominant » (CLAC_09). Articulé à la position anticapitaliste, cet élément est devenu un trait fédérateur déterminant dans la démarcation

¹¹⁸ Par exemple, l'Alliance sociale continentale (ASC) est une coalition qui a regroupé plusieurs acteurs sociaux des Amériques, dont certains groupes québécois, dans le cadre d'une campagne contre la ZLÉA basée sur la dénonciation de la clandestinité du processus de négociation et la promotion des droits des travailleurs et des travailleuses, des droits de la personne et la défense de l'environnement.

identitaire de la Convergence. Bien que ce principe ait continué d'être l'objet de discussion entre les militants et les militantes de la CLAC quant à son application concrète et à sa portée, le fait que la Convergence ait été ostracisée dans les débats publics en raison de ce trait de son identité qui soulevait la question du recours ou non à la violence par les manifestants et les manifestantes a contribué à renforcer la cohésion du groupe autour de ce principe.

Enfin, la structure d'organisation décentralisée privilégiée par les militants et les militantes de la CLAC leur permettait de se distinguer des modes de fonctionnement plus formels adoptés par d'autres acteurs. Les militants et les militantes optèrent pour un fonctionnement participatif inspiré des principes de la démocratie directe plutôt qu'un mode d'organisation sur une base représentative. La Convergence avait un mode de fonctionnement non hiérarchique, refusant de se reconnaître des porte-parole officiels ou un membership contrôlé. Tous les individus non affiliés ou délégués de groupes d'affinités qui partageaient la base de principes de la Convergence pouvaient ainsi participer à la construction du groupe sans autre formalité. Les décisions étaient prises selon la formule du consensus plutôt que sur une base majoritaire comme il était d'usage dans d'autres groupes sociaux. Sur le volet externe, la Convergence souhaitait préserver son autonomie organisationnelle face aux partis politiques, aux groupes communautaires et aux syndicats.

Au cours de cette première séquence de développement de la CLAC, la configuration organisationnelle de la Convergence autour de l'assemblée générale et de différents comités de travail construits selon les besoins et intérêts des individus s'harmonisait au mécanisme de l'activation des frontières. En tant qu'instance souveraine de la CLAC, l'assemblée générale offrait le cadre nécessaire à l'élaboration de l'identité de la Convergence. Il s'agissait du principal lieu de délibération concernant les orientations de la CLAC et les décisions étaient prises dans cette enceinte commune. De même, la participation aux assemblées générales contribuait à renforcer le sentiment d'appartenance des acteurs en permettant la préfiguration d'un modèle organisationnel basé sur des pratiques horizontales. En effet, ce type de fonctionnement est fondé sur la volonté de construire des relations sociales caractérisées par une distribution symétrique du pouvoir entre les individus. Ainsi, même si selon les militants et les militantes de la CLAC l'application de cet idéal s'est trouvée confrontée à des défis dans

la pratique, notamment en ce qui concerne le développement de rapports égaux entre les hommes et les femmes au sein de la Convergence, l'importance accordée à cet objectif a renforcé l'identité du groupe autour de l'adhésion à un modèle d'organisation alternatif aux relations sociales conventionnelles.

Enfin, l'assemblée générale était également l'espace pivot de la mobilisation puisque c'est en ce lieu que s'orchestrait la coordination de la campagne de la CLAC contre la ZLÉA. La présence d'enjeux stratégiques identifiés comme objectifs politiques communs était déterminante pour la cohésion de la Convergence à ce stade de son développement. La mobilisation intensive qui a occupé la CLAC entre le printemps 2000 et le printemps 2001 est d'ailleurs considérée par plusieurs comme le moment fort de l'existence du groupe : « 50 000 manifestants qui paralysent la capitale, tu peux pas vraiment aller plus haut après ça! » (CLAC_01). Encore aujourd'hui se transmet le récit d'« assemblées légendaires de centaines de personnes » (CLAC_03) en préparation du Carnaval contre le capitalisme qu'a organisé la CLAC avec quelques groupes alliés dans le cadre de la campagne d'action contre le Sommet des Amériques. Dans le même esprit, la démobilisation qui a fait suite aux événements de Québec 2001 a pu être palliée temporairement par l'identification d'un nouvel enjeu stratégique lors de l'annonce de la rencontre du G8 en 2002, à Kananaskis en Alberta. Les militants et les militantes de la CLAC se sont alors consacrés pendant plusieurs mois à l'organisation de la campagne « Prenons la capitale » visant à envahir les rues d'Ottawa à cette occasion.

La fin de ces campagnes d'envergure a toutefois marqué le début d'une période de débats internes quant à la raison d'être de la CLAC. Exacerbée par des facteurs tels que l'essoufflement des individus et les effets de la répression policière exercée autour de ces événements, l'absence de projet d'action commun a ouvert la voie à une redéfinition de la Convergence. Cette situation est clairement exprimée dans les propos suivants :

La CLAC était faite pour protester et contester le Sommet de Québec. Après ça, on se cherchait tout le temps (...). C'est comme si le Sommet était le but, maintenant que le Sommet est fini, mais là, la mission de tout le monde était finie (CLAC_12).

Vu que le projet rassembleur initial n'était plus là, ben là, c'était un peu comme une crise d'identité si on veut (CLAC_13).

Le caractère dynamique de la démarcation identitaire qui a cours au sein du groupe dans le cadre de cette nouvelle conjoncture politique et sociale est alors apparu dans les rencontres-bilans et les brunchs organisés comme espaces de réflexion sur l'avenir de la Convergence. Les individus engagés dans ce processus exprimèrent notamment le souhait de déconstruire les effets de la mondialisation pour enraciner la lutte dans des enjeux locaux, plus près de leurs réalités quotidiennes : « (...) à ce moment-là on s'est dit, on ne veut plus faire des sommets, on veut faire des luttes à long terme, au lieu de s'occuper des rencontres des gros, des dirigeants du monde, on voulait faire notre agenda à nous... » (CLAC_18). Le contexte sociopolitique de l'époque a tout de même été déterminant dans l'identification des thématiques de lutte ciblées par les militants et les militantes de la Convergence. Les événements du 11 septembre 2001 et le renforcement conséquent des mesures de sécurité nationale mettront par exemple à l'ordre du jour les enjeux relatifs à la migration des personnes, incarnés au même moment dans la province par la lutte des sans-statuts algériens¹¹⁹. Par ailleurs, Montréal a connu au début des années 2000 une grave crise du logement qui a exacerbé les disparités sociales. Or, « (...) directement ou indirectement, ça interpellait la 'crowd' de la CLAC, parce que dans l'actualité, c'était ça qui était majeur, puis dans la vie de plein de monde aussi, dans leur quotidien » (CLAC_03).

Cette réorientation thématique est également allée de pair avec une réflexion sur l'utilité du maintien de la CLAC comme structure de mobilisation. Si certains militaient déjà en faveur d'un démantèlement de la Convergence, la force des rapports affectifs construits entre les individus au cours des campagnes d'action précédentes est un facteur qui a plutôt alimenté la volonté d'adapter la CLAC à cette nouvelle réalité :

Oui, les gens voulaient redéfinir leur façon de militer, mais je pense que la CLAC comme lieu de rencontre, à cause aussi des liens affectifs qui s'étaient créés entre les gens, c'était un lieu important que les gens ne voulaient pas voir disparaître, puis parce que

¹¹⁹ Le Comité d'action des sans-statuts algériens réagissait à cette époque à la levée du moratoire sur les renvois en Algérie instauré en 1997 par le gouvernement canadien. Ce moratoire permettait aux Algériens et aux Algériennes concernés de demeurer en sol canadien même sans avoir obtenu de statut juridique les y autorisant, d'où leur identification comme « sans-statuts ». Sa levée signifiait au contraire le retour des déportations des Algériens et des Algériennes non acceptés officiellement comme réfugiés au Canada, malgré une situation politique et sociale jugée dangereuse pour ces individus dans leur pays d'origine.

politiquement, c'était aussi un lieu important, pour les principes qui restaient parce que si tu enlevais celui de la ZLÉA, le reste, ça pouvait valoir quand même pour d'autres luttes politiques (CLAC_08).

Dès lors, la redéfinition de l'identité de la CLAC a donc impliqué de revoir la configuration organisationnelle de la Convergence. Cette dynamique d'investissement dans différentes luttes a ainsi été transférée dans la structure de la CLAC.

4.4.2 Deuxième séquence (2002-2004) : différenciation interne et multiplication des groupes

L'activation des frontières qui a mené à l'articulation d'un cadre identitaire pour la CLAC pendant la première séquence de développement a été suivie par une deuxième période de réappropriation de ces traits caractéristiques que les militants et les militantes ont souhaité réassigner à de nouveaux enjeux. Une double dynamique ressort du choix des enjeux privilégiés à ce stade. D'une part, partant du constat d'un manque à combler dans l'univers militant et associatif de la province, un premier objectif consistait à investir certains secteurs de lutte jusqu'alors sous-explorés par les militants et les militantes antiautoritaires en proposant une lecture des enjeux à la lumière du cadre identitaire construit au sein de la Convergence. D'autre part, le choix des thématiques était également justifié par le souhait d'élargir le spectre des enjeux pris en compte au sein de la CLAC et, de manière plus générale, du milieu antiautoritaire. Ainsi, exprimant leur volonté d'« anarchiser les écolos et d'écologiser les anars » ou de « radicaliser le milieu LGBT et de *queeriser* le milieu militant », pour reprendre quelques-unes des expressions emblématiques de ce double mouvement, la démarcation identitaire qui a eu cours pendant cette deuxième période a fait apparaître un mécanisme de différenciation interne qui a prolongé le travail amorcé dans la première séquence en rapport avec les groupes externes en amenant cette fois-ci les militants et les militantes à se situer les uns et les unes par rapport aux autres au sein même du mouvement.

S'inscrivant dans le processus de la démarcation identitaire, la diversification des objets de lutte qui s'est opérée à cette période n'a toutefois pas mené à l'éclatement de l'organisation. L'expression de ce mécanisme de différenciation interne a plutôt conduit à une adaptation conséquente de la structure de la Convergence, puisqu'« une fois qu'on était sur diverses thématiques, la convergence d'individus avait moins son sens, alors il fallait forcément trouver

une autre façon de s'organiser (...) » (CLAC_16). Les militants et les militantes ont ainsi opté pour une refonte de la CLAC allant dans le sens de la création de différents comités de luttes thématiques autour des enjeux de la solidarité avec les peuples d'Amérique latine, du logement et de l'immigration. Entre 2002 et 2004, à part quelques comités structurels qui facilitaient la coordination de la Convergence, la CLAC a été un espace d'action essentiellement composé des comités CLAC-Amérique latine, CLAC-logement et CLAC-immigration.

Néanmoins, la redéfinition des enjeux de lutte résultant du mécanisme de la différenciation interne s'est réalisée au terme de débats animés entre les militants et les militantes, alors que tous et toutes ne s'entendaient pas sur le nombre de thématiques à privilégier ni sur les sujets à retenir dans la reconfiguration organisationnelle de la Convergence. La situation a été résumée ainsi :

Il y a eu des discussions par rapport à ce qui devait être les priorités de la CLAC, vu qu'on pouvait pas tout faire en même temps. Et puis là, il y a eu des conflits par rapport à ce qui était primordial ou pas et là, ça dépendait vraiment des positions de chacun-chacune (...) (CLAC_16).

Ces débats ont donc permis de mettre en lumière la variété des enjeux à traiter, de même que certains désaccords entre les individus quant au choix de ceux à prioriser au sein de la CLAC. Conséquemment, la sélection de quelques luttes à privilégier dans les comités thématiques de la Convergence s'est effectuée au détriment d'autres enjeux. Par exemple, la question de l'environnement avait aussi été proposée comme comité de lutte thématique au moment des rencontres-bilans. Or, les individus qui s'y impliquaient ont préféré développer leur projet de manière autonome par rapport à la CLAC, sans pour autant délaisser la Convergence :

Ça avait fait une grosse chicane quand PPL [Pain, panais et liberté] s'était proposé pour être le groupe sur l'environnement. (...) Tout le monde avait été mal à l'aise d'accepter ou pas, parce que le monde qui était dans PPL, c'était quand même du monde qui était beaucoup impliqué dans la CLAC. En tout cas, à l'assemblée d'après, on avait démissionné parce qu'on ne se sentait pas bienvenue, ben le monde était pas parti de la CLAC, c'est qu'on avait démissionné de PPL, on avait décidé d'être comme autonome, de ne pas être un comité thématique (CLAC_18).

Cette dernière situation est emblématique d'une tendance à la décentralisation des luttes qui a commencé à prendre de l'ampleur dans le milieu antiautoritaire pendant la période correspondant à la deuxième séquence de développement de la Convergence. Progressivement, le modèle organisationnel des groupes d'affinités¹²⁰ formés autour de divers enjeux s'est développé en parallèle de la CLAC. Le cheminement des militants et des militantes de la Convergence pendant cette période est exemplaire de cette tendance, alors que, forts de leur expérience à la CLAC et des liens affectifs créés, plusieurs d'entre eux ont investi ces nouveaux espaces de lutte autonomes par rapport à la structure de la Convergence. Les extraits suivants illustrent, par leur contenu et par leur nombre, l'ampleur du recours à ce modèle organisationnel induit par la différenciation interne :

Quand on a changé pour les comités de lutte, ça a donné un regain au militantisme à Montréal disons, parce qu'il y a des groupes qui se sont formés, puis ils se sont formés pour durer... (CLAC_18).

(...) le comité immigration est devenu Personne n'est illégal... Personne n'est illégal a toujours existé de manière autonome, mais on sait tous que c'était le même monde (CLAC_11).

Pain, panais et liberté (PPL) était le comité environnement/comité bouffe (CLAC_18).

CLAC-vidéo, c'est devenu les Lucioles, qui était pas un comité de la CLAC, mais qui était quand même très lié aux événements de la CLAC (CLAC_03).

[La bibliothèque] DIRA, on était des personnes de la CLAC. (...) On ne se serait pas connu si on n'avait pas fait partie de la CLAC. (...) Et puis, la fois où nous, on a fait le 8 mars, on avait signé comité du 8 mars noir... c'était comme ça qu'on l'avait appelé, puis on l'avait pas fait avec la CLAC, mais on était tous du monde de la CLAC (CLAC_22).

Je pense aux Sorcières par exemple, qui étaient pas nécessairement impliquées dans la CLAC comme un groupe, ou comme les Blood Sisters; les femmes qui faisaient partie de ces groupes affinitaires-là ou ces collectifs-là étaient dans la CLAC (CLAC_06).

On était toujours en train d'encourager tout le monde à faire des groupes d'affinités. (...) Même avec le comité légal, juridique, ça devient Libertas, puis ils ont leurs propres vies. (...) Les gens qui voulaient mettre plus d'emphasis et aller construire leurs propres espaces, comme Ass-Pirates, ils sont allés ailleurs... (CLAC_20).

¹²⁰ Un groupe d'affinités est un type d'organisation autonome et relativement informelle formé d'individus rassemblés en petit nombre, de manière librement consentie, sur la base d'intérêts partagés, de liens intimes, de confiance ou de proximité (Dupuis-Déri 2003).

Il y avait plein de monde qui parlaient qu'il y avait un problème avec des locataires sur la rue McKay proche de Concordia. (...) Moi, j'ai commencé à m'impliquer dans ce groupe-là, puis c'était pas un groupe de la CLAC, mais c'était tout du monde qui venait aux assemblées de la CLAC (...) comme la plupart des gens qui étaient dans les groupes d'affinités (CLAC_06).

La dynamique qui s'est déployée pendant cette période donne ainsi à voir la relation dialectique qui s'est opérée entre démarcation identitaire et adaptation organisationnelle au sein de la Convergence. L'espace central de délibération et de décision qu'était l'assemblée générale avait facilité l'activation de frontières saillantes en rapport avec les groupes extérieurs dans la première phase de la Convergence. Puis, le caractère informel des modalités d'appartenance à cette même structure (pas de membership officiel, pas de leadership formel) a contribué à l'expression du mécanisme de la différenciation interne dans la deuxième séquence de développement de la CLAC en permettant le déplacement des individus vers différents lieux d'engagement parallèles à la Convergence. En l'absence d'une logique d'appartenance concurrentielle entre les groupes, les lignes de démarcation intérieures ainsi produites sont demeurées poreuses et n'ont initialement pas mis en péril la structure de la CLAC d'abord réorganisée autour de quelques thématiques de lutte.

Par effet de rétroaction, cette perméabilité organisationnelle s'est ensuite trouvée à alimenter le mécanisme de la différenciation interne, lui-même constitutif du phénomène de la multiplication des groupes d'affinités. Éventuellement, cette diversification des groupes a fini par faire apparaître la désuétude de la structure de la CLAC orientée autour d'un nombre restreint de comités de luttes thématiques. À ce sujet, les limites organisationnelles de la Convergence ont été soulignées à l'occasion de nouvelles rencontres-bilans qui ont eu pour objectif de penser une seconde réorientation pour la Convergence. Les militants et les militantes ont alors noté cette multiplication des luttes depuis la première restructuration de 2002 et l'inadéquation de cette situation avec le fonctionnement interne de la Convergence :

Il y avait des luttes qui étaient négligées [dans la structure de la CLAC]. (...) Il y a eu des grosses discussions sur la notion de convergence (...) et j'avais vraiment insisté sur la refonte de la structure, parce que les luttes c'était au pluriel, pour moi il y avait une reconnaissance d'emblée qu'il y avait plusieurs luttes anticapitalistes (...) (CLAC_03).

En dépit de la variété des enjeux ciblés par les groupes d'affinités autonomes, ceux-ci partageaient le cadre identitaire développé au sein de la CLAC, à savoir une analyse politique antisystémique, une ouverture au principe du respect de la diversité des tactiques et une forme organisationnelle décentralisée et non hiérarchique. La volonté de faire de la Convergence un espace de coordination pour ces groupes a alors été exprimée par les militants et les militantes. Reconnaissant leur capacité limitée à investir individuellement ces multiples lieux de résistance, les acteurs percevaient la Convergence comme un lieu de partage d'information sur les luttes menées par les différents groupes, tout comme la CLAC pouvait agir à titre de « porte d'entrée pour les personnes intéressées à joindre le mouvement, connaître les luttes et commencer à s'impliquer » (CLAC_08). Les militants et les militantes ont donc opté pour une deuxième refonte de la CLAC dans le but de s'adapter à la démarcation identitaire en cours.

4.4.3 Troisième séquence (2004-2006) : intermédiation routinière et mise en réseau

La multiplication des groupes d'affinités en réponse à la différenciation interne qui a pris de l'ampleur au cours de la séquence de développement précédente apparaît comme le premier aspect d'une configuration organisationnelle qui a été complétée dans les années suivantes par le développement de liens de collaboration entre ces groupes autonomes. Cette mise en réseau des différentes composantes organisationnelles du mouvement antiautoritaire s'est notamment réalisée dans l'enceinte de la CLAC. Ainsi, à l'occasion des rencontres-bilans qui ont mené à la deuxième restructuration de la Convergence, il a été proposé que la CLAC version 2004 devienne une convergence de groupes d'affinités autonomes dont l'objectif est le partage d'information et l'organisation de campagnes d'action antiautoritaires. Dès ce moment et jusqu'à sa dissolution en 2006, environ une douzaine de groupes ont été membres de la Convergence à un moment ou à un autre¹²¹. La CLAC a alors conservé une structure organisationnelle minimale qui a consisté en un seul comité de communication et de coordination. Les assemblées regroupaient dorénavant des délégués des différents groupes

¹²¹ Il s'agit des groupes suivants : Personne n'est illégal-Montréal, La Rixe, Anarkhia, Bloquez l'Empire, Libertad, Liberdade, Pains, panais et liberté (PPL), Reclus Malatesta, DIRA, Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (North Eastern Federation of Anarcho-communist, NEFAC), Mouvement de solidarité

membres de la Convergence qui s'assuraient de la coordination de leurs actions respectives. À l'occasion, la CLAC servait à l'organisation de campagnes d'actions communes¹²², comme celle-ci :

Je pense à la fois où on a organisé la manif contre le congrès du Parti libéral du Québec en novembre 2004. Les comités de lutte allaient bon train, on était tous super impliqués de notre côté, mais on avait utilisé le PLQ pour faire une mobilisation au sein de la CLAC (CLAC_16).

Avec cette deuxième restructuration de la CLAC autour des groupes d'affinités, la Convergence est devenue un lieu favorisant l'intermédiation routinière. La particularité de ce mécanisme a été d'encourager le développement de liens sociaux permettant la mise en relation des groupes autonomes qui partageaient le cadre identitaire développé dans la première séquence de la CLAC. La structure de la Convergence est ainsi devenue un espace qui a facilité le caractère récurrent de ces interactions entre les groupes. L'intermédiation routinière a été réalisée par des individus qui appartenaient à un ou à plusieurs des groupes autonomes participant à la nouvelle structure de la Convergence, notamment les militants et les militantes de la CLAC qui avaient progressivement investi plusieurs groupes axés sur des thématiques diverses :

Il y a des gens qui eux-mêmes militaient dans des groupes *queer*, dans des groupes de défense des droits de la personne, dans des groupes écolos, alors c'était naturel pour eux d'être dans la CLAC parce que trois ou quatre des groupes auxquels ils appartenaient étaient là aussi (CLAC_08).

Dans le même esprit, l'intermédiation routinière a été effectuée par les acteurs qui ont intégré la Convergence en raison de leur appartenance préalable à ces groupes. C'est donc par l'entremise de leur militantisme autour de différents enjeux que ces individus ont été amenés à

avec les peuples autochtones (Indigenous Peoples Solidarity Movement, IPSM), CLAC-logement/Comité des sans-emploi et CLAC-Amérique latine (Breton 2013 : 45-46).

¹²² L'organisation de campagnes d'actions communes a été l'une des visées importantes de cette version 2004 de la CLAC, mais l'objectif prédominant qui consistait à créer un espace de partage d'information et de coordination des actions des groupes membres autour d'un cadre identitaire partagé, indépendamment de ce premier but instrumental, apparente cette structure de la Convergence à celle d'un réseau plutôt qu'à celle d'une coalition (Staggenborg 1986; Diani 2013).

s'impliquer dans la CLAC et à assurer l'interaction avec leurs groupes d'origine¹²³, comme l'expliquent ces personnes :

J'ai commencé à faire partie, en fait à être membre de la CLAC, après avoir été dans un groupe qui était membre. (...) Moi j'étais dans le comité des sans-emploi, qui venait de fusionner avec la CLAC-logement, qui était le comité logement de la CLAC à l'époque (CLAC_01).

Au départ, quand je suis allée là [à la CLAC], c'était pas du tout pour des raisons personnelles, c'était vraiment parce que mon collectif en faisait partie et qu'il fallait envoyer des gens (CLAC_17).

L'intermédiation routinière réalisée au sein de la CLAC est donc un mécanisme relationnel qui a participé à la démarcation identitaire en encourageant la mise en réseau des composantes du mouvement. Ce faisant, il a contribué à retracer les contours du mouvement autour d'une nouvelle configuration organisationnelle. Grâce aux militants et aux militantes positionnés à l'intersection de différents espaces organisationnels, les groupes membres de la Convergence ont appris à développer une reconnaissance mutuelle sur la base de leur acceptation commune des principes affinitaires de la CLAC. Par ces liens sociaux, l'intermédiation routinière a par ailleurs contribué à l'élargissement des traits identitaires de la CLAC, comme en témoignent les ajustements de la base affinitaire réalisés au fil des ans (Breton 2013, 52).

Néanmoins, cette reconnaissance mutuelle n'est pas toujours spontanée et l'intégration de certains groupes militants à la structure de la CLAC a parfois été l'objet de débats entre les membres de la Convergence appelés à se prononcer sur ces adhésions. Ce fut notamment le cas des Panthères roses, un groupe *queer radical*¹²⁴ dont plusieurs des militants et des militantes avaient pourtant été impliqués auparavant dans la CLAC et dont la participation à la Convergence fut refusée. En revanche, le mécanisme de l'intermédiation routinière accompli

¹²³ Bien que cette intégration de nouveaux acteurs à la CLAC soit un facteur de recrutement pour le mouvement, c'est le lien organisationnel créé du fait du multipositionnement de ces militants qui retient ici notre attention, davantage que l'apport au mouvement en termes d'effectifs militants ou l'impact de cette appartenance sur la trajectoire politique de ces militants (Barkan et Cohn 2013).

¹²⁴ L'expression *queer radical* désigne une perspective politique qui s'interroge sur la construction binaire du genre et la règle hétéronormative érigée en norme sociale dominante. Le qualificatif radical vise à différencier la tendance particulière du milieu *queer* qui articule ces positions à une analyse intersectionnelle des types d'oppression (CRAC 2011c).

dans l'enceinte de la CLAC par les militants et les militantes multipositionnés s'est également réalisé à l'extérieur de la Convergence. La multiappartenance organisationnelle a fait en sorte que la participation des individus à la CLAC assurait informellement la liaison avec les autres groupes desquels ils étaient partis, mais qui n'en étaient pas membres. L'intermédiation routinière a donc été assurée par les liens individuels et la circulation des acteurs entre les groupes :

[La CLAC] c'est central, même pour les groupes qui faisaient pas partie de la CLAC. (...) Les groupes d'affinités s'organisaient, organisaient leurs actions. Il y avait des liens personnels entre les gens de la CLAC et les groupes (CLAC_01).

La configuration organisationnelle basée sur la multiplication des groupes et le travail coordonné entre eux que les développements progressifs de la CLAC ont contribué à générer a toutefois fini par rattraper la Convergence qui a souffert de cette effervescence militante. Les ressources militantes investies dans les différents groupes autonomes se sont traduites par un manque de temps à consacrer au fonctionnement de la structure de la CLAC : « C'est pas négatif avoir d'autres collectifs qui naissent un peu partout à Montréal, sauf qu'en même temps, c'était un peu tuer la CLAC. Parce que c'était le même monde. Si c'était d'autre monde, ç'aurait été correct, mais c'était le même monde » (CLAC_12). La Convergence en est venue à être perçue comme étant trop lourde à gérer et le fonctionnement des assemblées en est venu à être perçu comme une contrainte aux véritables débats. Les besoins respectifs des différents groupes ont ainsi concurrencé ceux inhérents au maintien de la Convergence :

Quand on a été la convergence de groupes, on essayait, on a vraiment essayé longtemps, on essayait, on essayait, mais on était trop occupés dans nos groupes pour faire quelque chose ensemble (...) et aussi, on avait de la misère à trouver un sujet qui nous rassemblait. (...) Ça n'avait plus de but, il n'y avait plus de monde dans les assemblées générales (CLAC_18).

Au printemps 2006, six ans après sa fondation initiale et à la suite de deux restructurations majeures, les militants et les militantes de la CLAC réunis en assemblée ont pris la décision de saborder la Convergence. Même si certains ont exprimé leur dissidence par rapport à cette décision majoritaire, la dissolution de la CLAC a été perçue par plusieurs individus comme la conséquence logique d'un état de fait : « J'allais moins à la CLAC, parce que je connaissais

tout le monde déjà. Si j'avais besoin de partager ou de quoi, on se connaît déjà, je n'ai pas besoin de l'assemblée » (CLAC_20).

En ce sens, la disparition de la CLAC peut être interprétée comme étant le résultat d'une adaptation organisationnelle aux changements qui ont eu cours dans les modes d'engagement des acteurs de la communauté antiautoritaire. Sous l'impact de la prolifération des initiatives militantes et en l'absence de campagne d'action commune, entre autres facteurs, l'éclatement de la Convergence aura pour conséquence de faire disparaître la principale organisation qui a animé le mouvement antiautoritaire entre 2000 et 2006. La dissolution de la Convergence s'est toutefois réalisée face au constat de l'effectivité d'une configuration organisationnelle adaptée à la démarcation identitaire qui s'est progressivement déployée au sein de la CLAC. Ainsi, la fin de la Convergence s'est insérée dans un processus plus général de constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire qui s'est avéré bénéfique à long terme :

En gros, le réseau s'est bâti autour de la CLAC, après le Sommet. (...) Tous les groupes qui existent actuellement, c'est dans la mouvance de la CLAC quand même (CLAC_012).

Je ne crois pas que la CLAC est morte parce que, si on regarde demain, la CLAC est partout et fait un travail, c'est juste que ce n'est plus la CLAC (CLAC_020).

Malgré la mort de la CLAC, la CLAC continue (CLAC_016).

4.5 Consolidation de la communauté antiautoritaire et retour de la CLAC

Dans la période ayant suivi la fin de la Convergence, aucune organisation n'a été prépondérante dans la configuration organisationnelle du mouvement antiautoritaire. Suivant le modèle progressivement élaboré dans le cours d'évolution de la CLAC, la configuration organisationnelle qui s'est consolidée a plutôt été celle d'une communauté de mouvement social. Comme mentionné précédemment, une communauté de mouvement social est constituée d'une variété de composantes organisationnelles formelles et informelles, par exemple des individus non affiliés, des groupes d'affinités, des réseaux ou des organisations de mouvement social, liées entre elles par une identité partagée. Cette notion permet d'envisager la configuration organisationnelle d'un mouvement social comme formant un

système d'interactions entre différents acteurs aptes à perdurer en dépit de la modification occasionnelle de ses composantes.

Entre 2006 et 2010, la communauté antiautoritaire s'est donc développée grâce aux deux aspects complémentaires de la dynamique organisationnelle qui ont permis de rendre compte de la démarcation identitaire réalisée au sein du mouvement, à savoir la création de groupes autonomes sur des thématiques diverses et la poursuite des interactions entre ces derniers par le réseautage et le travail coordonné. À cet effet, les mécanismes de la différenciation interne et de l'intermédiation routinière ont continué d'animer la phase qui a suivi la dissolution de la Convergence et précédé son retour. L'aperçu des ressources communes qui composent l'interface organisationnelle¹²⁵ de la communauté antiautoritaire permet de prendre la mesure de l'action durable de ces mécanismes.

En parallèle de la CLAC, la communauté antiautoritaire a vu éclore de nombreux espaces collectifs qui sont devenus des lieux de croisement favorisant l'intermédiation routinière. Les services alternatifs (bibliothèque antiautoritaire, ateliers de vélo, collectifs de gardiennage, atelier de sérigraphie, etc.), milieux de travail autogérés (cafés, centre de recherche, maisons d'édition, etc.), outils de création et de diffusion médiatique et artistique (centre de médias indépendants, revues et journaux, etc.), ainsi que les événements et rassemblements périodiques (campagnes d'action annuelles, semaines d'action thématique, rassemblements ponctuels ou récurrents, etc.) sont autant de ressources dont a disposé la communauté pendant cette période et qui ont participé à la consolidation des liens entre les différents groupes.

¹²⁵ L'interface organisationnelle dont il est question dans la description de la communauté antiautoritaire réfère au type particulier de structures organisationnelles que sont les groupes, événements et espaces qui servent de « ressources communes » pour les acteurs membres de la communauté, en offrant des services, des lieux et des moments de rencontre et de partage fédérateurs. Ces composantes forment une partie de la configuration organisationnelle de la communauté, aux côtés des autres groupes et collectifs engagés dans des thématiques précises et qui se caractérisent par leur fonction de mobilisation autour de ces enjeux. En ce qui concerne la communauté antiautoritaire au Québec, cette interface organisationnelle est décrite empiriquement dans l'article de Sarrasin *et al.* 2012. D'un point de vue théorique, Rucht dresse une typologie de ce type de structure (2013, 172-173).

En guise d'exemple, le Salon du livre anarchiste (SLA) est un événement annuel qui a pour objectif « de promouvoir la pensée anarchiste autant par la tenue d'ateliers que par le Salon du livre même, que ce soit pour présenter ces idées au public comme pour développer ces idées et encourager un dialogue entre les tendances anarchistes » (Salon du livre anarchiste de Montréal 2012). D'une durée d'une fin de semaine, le SLA réunit chaque année encore aujourd'hui de nombreux groupes d'affinités, en plus des maisons d'édition et des médias alternatifs, qui viennent y exposer leur documentation et animer des discussions autour des différents enjeux qui les préoccupent. Il est précédé du Festival de l'anarchie, lequel présente sur une période d'un mois différentes activités animées par les groupes de la communauté antiautoritaire qui sont autant d'occasions d'échange et de mise en commun. L'appartenance à l'ensemble de la communauté sur la base de traits caractéristiques communs transversaux aux différents enjeux se développe ainsi grâce à cette interaction.

Par ailleurs, l'intermédiation routinière est un mécanisme qui s'accompagne également de celui de la différenciation interne, en ce sens que le rapport aux autres induit par les interactions entre les groupes alimente aussi le procédé de définition de chacun d'eux autour des enjeux qui les concernent. Les démarcations thématiques introduites progressivement dans la communauté antiautoritaire sous l'effet de ce mécanisme ont ainsi été portées par des groupes qui se sont formés et déformés au gré des affinités électives. Entre autres exemples, le comité CLAC-Amérique latine, créé au moment de la première restructuration de la Convergence et devenu groupe d'affinités autonome au cours de la troisième phase de développement sera ainsi suivi d'initiatives dans la même orientation, comme le Projet accompagnement Québec-Colombie ou des comités de solidarité avec le Mexique comme celui de la Otra Campaña. Dans la même veine, des groupes comme Anticapitalist Ass Pirates, Qteam ou Ste-Emilie's Skillshare s'inscriront dans la lignée de la perspective queer radicale promue par les Panthères roses qui a cessé ses activités en 2007.

Cette dynamique constante de diversification des groupes induite par le mécanisme de la différenciation interne est ainsi notable dans la participation des groupes aux différentes éditions du SLA (Salon du livre anarchiste de Montréal 2000; 2001; 2002; 2003; 2004; 2005; 2006; 2007; 2008; 2009; 2010). Alors qu'entre 2000 et 2003, soit la première et la quatrième

édition du SLA, entre vingt et trente groupes et collectifs basés dans la province de Québec sont inscrits aux programmes, on assiste à une multiplication du nombre de groupes et collectifs antiautoritaires qui prennent part aux activités dès 2004, conformément à la tendance documentée dans la deuxième phase de développement de la Convergence : à partir de cette cinquième édition et jusqu'en 2010, entre soixante et soixante-dix groupes et collectifs provenant du Québec y participeront chaque année. Plusieurs des groupes membres de la Convergence durant la période suivant sa deuxième restructuration ont entre autres continué à prendre part aux éditions du SLA au-delà du moment de dissolution de la Convergence.

En somme, en inscrivant la trajectoire de la CLAC dans le processus de constitution organisationnelle du mouvement antiautoritaire, la refondation de la Convergence en 2010 apparaît moins surprenante. Lorsque la CLAC renaît de ses cendres, elle prend la forme d'une coalition au sein de laquelle se côtoient plus d'une vingtaine de groupes et de réseaux dans le cadre d'une action coordonnée contre les rencontres du G8 et du G20 à Toronto¹²⁶ (Breton 2013). Cette initiative s'est alors inscrite dans le cadre de la structure de coordination du Bloc Action mondiale des peuples-Montréal¹²⁷ (Bloc AMP) créé dans la foulée de la dissolution de la CLAC initiale et activée ponctuellement à l'occasion de campagnes d'action stratégique. La CLAC 2010 peut être qualifiée de coalition en ce sens que différentes composantes organisationnelles de la communauté antiautoritaire ont alors combiné leurs ressources au sein de cette structure nouvellement créée dans la poursuite d'un but commun (Staggenborg 1986, 374).

¹²⁶ La campagne de la CLAC 2010 a été soutenue par les groupes et réseaux suivants : Apatrides anonymes, Bloquez l'Empire - Montréal, Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, Centre des femmes de Pointe-Saint-Charles, Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, Coalition féministes radicales contre le G20, Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), Comité des sans-emploi Montréal-Centre, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Personne n'est illégal- Montréal, Parti communiste révolutionnaire, Pointe libertaire, POPIR-Comité logement, Projet Accompagnement Solidarité Colombie, Qteam, Réseau de la Commission populaire, Regroupement anti-G20 étudiant (RAGE), Regroupement autonome des jeunes de l'Estrie (RAJE), Solidarité sans frontières, Sorcières, Tadamon!, Union communiste libertaire-Montréal.

¹²⁷ L'Action mondiale des peuples (AMP) est un réseau international de coordination et d'action pour les mouvements de résistance à la mondialisation capitaliste né en 1998, dans la foulée des Rencontres intergalactiques pour l'humanité et contre le néolibéralisme organisées par les Zapatistes. Le Bloc AMP-Montréal a été conçu comme une structure de coordination pour les groupes de la région montréalaise en accord avec les principes de base de l'AMP (Gaudet et Sarrasin 2008; Breton 2013).

Parmi les conditions favorisant la formation des coalitions se trouvent à la fois des facteurs environnementaux extérieurs et des facteurs organisationnels internes aux mouvements sociaux¹²⁸. Sur le volet externe, les menaces tout autant que les opportunités politiques peuvent être interprétées comme des conjonctures favorables à la mobilisation (Soule 2013, 114; Van Dyke 2003; Van Dyke et McCammon 2010). En ce qui concerne la CLAC 2010, la rencontre à Toronto des chefs d'État des pays du G8 et du G20 visant à discuter de l'agenda économique mondial était perçue par les groupes sociaux impliqués dans la coalition comme une menace à l'aggravation des injustices sociales dans un contexte de mondialisation néolibérale. À ce facteur prédisposant à la formation de la coalition est venue s'ajouter la répression subie par les manifestants à Toronto comme objet de lutte incitant au maintien de celle-ci¹²⁹ (Earl 2013).

En amont de ce contexte prédisposant à l'émergence de la CLAC 2010, certains facteurs internes à la communauté antiautoritaire ont également été déterminants dans la formation de la coalition. Parmi ceux-ci, le partage d'un cadre de référence construit par le processus de démarcation identitaire et transposé à une variété de groupes autour de thématiques diverses, de même que les liens sociaux développés entre ces acteurs par l'intermédiation routinière ont été des préalables féconds au travail sous forme de coalition. Ainsi, dans le contexte d'une occasion d'action stratégique renouvelée en 2010, la configuration organisationnelle de la communauté antiautoritaire développée progressivement au sein de la CLAC initiale s'est ainsi avérée propice à la refondation de la Convergence.

¹²⁸ Staggenborg (1986) considère que ces facteurs créent le cadre dans lequel se réalise le travail de coalition (*coalition work*) préalable à la formation des coalitions et nécessaire à leur maintien.

¹²⁹ Avec plus de 900 arrestations dans le cadre de la campagne de mobilisation contre les rencontres du G8 et du G20, la répression policière a atteint à cette occasion un sommet sans précédent dans l'histoire du Canada. Dans la foulée de ces événements, la CLAC 2010 a dénoncé cet abus et appelé à la poursuite de la lutte en solidarité avec les personnes arrêtées. La coalition de la CLAC-2010 a ainsi maintenu ses activités jusqu'en janvier 2011, avant de se restructurer comme espace de convergence et de coordination pour la gauche anticapitaliste radicale sous le nom de CLAC-Montréal (CLAC 2010b).

4.6 Conclusion

Le mouvement était en continuel mouvement, finalement! (CLAC_12)

Les facteurs organisationnels sont déterminants dans la capacité d'un mouvement social à faire face aux défis qui se présentent à lui au cours de sa trajectoire. Confronté à la diversification de ses composantes, le spectre de la fragmentation est une réalité que les mouvements sociaux doivent affronter dans leur développement. La perception du parcours d'un mouvement social peut cependant s'inscrire dans la continuité dès lors que l'on évite les « visions réifiées et éternisées des organisations politiques » (Péchu 2001, 97) et que l'on reconnaît la dynamique d'enchaînement qui marque le passage éventuel entre différentes configurations organisationnelles au sein d'un mouvement. La représentation des modalités organisationnelles disponibles comme formant un répertoire organisationnel duquel s'inspirent les mouvements sociaux ouvre en ce sens la réflexion sur la dynamique susceptible d'alimenter l'évolution de ce répertoire et les choix effectués par les acteurs parmi les éléments qui le composent. Dans le cas du mouvement antiautoritaire au Québec, l'analyse de la trajectoire de la CLAC révèle que le changement en apparence radical qu'a représenté la dissolution de l'organisation en 2006 est en réalité le résultat d'une adaptation organisationnelle à la démarcation identitaire qui s'est opérée au sein du mouvement et dont l'expression s'est traduite dans l'enceinte de la Convergence.

L'étude de la dynamique des restructurations internes qu'a connues la Convergence au cours de sa trajectoire a mis en lumière cette interaction entre le processus de démarcation identitaire et celui de la constitution organisationnelle du mouvement antiautoritaire dans laquelle trois mécanismes ont été repérés : l'activation des frontières, la différenciation interne et l'intermédiation routinière. Le premier mécanisme est indissociable de la phase initiale de développement de la CLAC puisqu'il a permis d'articuler au sein de l'identité du groupe les traits identitaires caractéristiques de la mobilisation antiautoritaire. Cette « délimitation du nous » en rapport avec les acteurs externes à la Convergence s'est avérée préalable au mécanisme de la différenciation interne. Apparaissant dans la deuxième phase de développement de la CLAC, celui-ci a conduit les militants et les militantes à se distinguer les uns et les unes par rapport aux autres à l'intérieur même de la Convergence. La différenciation

interne n'est cependant pas exclusive à cette deuxième étape de la trajectoire de la CLAC et s'est poursuivie dans le développement de la communauté antiautoritaire. Cependant, sa première manifestation demeure elle aussi préalable à l'apparition de l'intermédiation routinière comme mécanisme ayant pris de l'importance au cours de la troisième phase de la trajectoire de la Convergence. Dans l'intervalle qui a suivi la dissolution de la CLAC en 2006 et précédé son retour sous la forme d'une coalition de groupes en 2010, ces deux mécanismes ont en effet interagi de manière à consolider la communauté antiautoritaire comme résultat du processus de constitution organisationnelle en cours au sein du mouvement.

Le déploiement de chacun de ces mécanismes est ainsi allé de pair avec une configuration organisationnelle correspondante pour la Convergence, dans une relation d'influence réciproque. Cet agencement des mécanismes et de la configuration organisationnelle de la CLAC à différents moments de son développement est synthétisé dans le tableau 4.1.

Tableau 4.1 Mécanismes déployés dans les phases de développement de la CLAC et configuration organisationnelle correspondante

Phase de la CLAC	Mécanisme déployé	Configuration organisationnelle
2000-2002	Activation des frontières	Convergence d'individus au sein de l'assemblée générale
2002-2004	Différenciation interne	Multiplication des groupes thématiques
2004-2006	Intermédiation routinière	Mise en réseau des groupes d'affinité

Alimenté par le désir de se distinguer des autres acteurs prenant part aux campagnes d'action visées par la CLAC, le mécanisme de l'activation des frontières a été facilité par la configuration organisationnelle de départ de la Convergence dans laquelle l'assemblée générale se présentait comme un espace de délibération central investi d'un pouvoir décisionnel permettant de délimiter les balises d'appartenance à la CLAC. Une fois les caractéristiques identitaires de la Convergence définies au sein de sa base de principes affinitaires, la fin des grandes campagnes d'action qui avaient mobilisé la CLAC pendant cette

première étape de développement a ensuite marqué le passage vers une restructuration de la Convergence de manière à rendre compte de la différenciation interne en cours dans le mouvement. Cette configuration de la Convergence autour des comités thématiques a quant à elle favorisé la multiplication des groupes organisés en parallèle de la CLAC, conduisant à son tour à une deuxième restructuration de la Convergence en vue d'en faire un lieu de coordination qui a permis le développement de l'intermédiation routinière. La mise en réseau des groupes qui en a découlé a éventuellement fait apparaître l'obsolescence de la CLAC, mais non sans avoir généré une configuration organisationnelle d'ensemble permettant aux mécanismes de la différenciation interne et de l'intermédiation routinière de continuer à interagir dans la phase qui a suivi la dissolution de la Convergence, facilitant éventuellement son retour.

Par ailleurs, l'analyse a également démontré qu'outre les considérations stratégiques, la dimension affective de la mobilisation a joué un rôle central dans la trajectoire de la CLAC. L'identification de campagnes d'action autour d'enjeux politiques précis a en effet été un facteur déterminant dans le maintien initial de la Convergence comme structure de mobilisation. Toutefois, en l'absence de tels objectifs, les liens affectifs créés entre les individus au sein de la CLAC ont compensé l'absence ponctuelle de campagnes stratégiques et motivé le cheminement réflexif qui a amené les acteurs à se repositionner au sein de l'organisation. Dans cette perspective, la fin de la Convergence en 2006 s'explique également par le fait que cette dimension émotionnelle de l'engagement a éventuellement été transférée à l'échelle des groupes d'affinités au sein desquels les militants et les militantes ont pu consolider leurs liens autour d'intérêts partagés. Cette situation n'a cependant pas impliqué l'écueil de la division du mouvement dans la mesure où les dynamiques organisationnelles alimentées par les mécanismes de la différenciation interne et de l'intermédiation routinière ont conduit à la constitution progressive de la communauté antiautoritaire de laquelle la CLAC 2010 a émergé.

Enfin, l'analyse du processus de constitution organisationnelle de la communauté antiautoritaire par l'étude de la trajectoire de la CLAC permet de soutenir la proposition théorique selon laquelle la construction de l'identité collective se réalise dans l'action et de

manière interactive, à la fois avec les acteurs extérieurs desquels le mouvement cherche à se démarquer et entre les militants et les militantes à l'intérieur même du mouvement. Le développement du sentiment d'appartenance est ainsi un phénomène animé d'un mouvement récurrent de réappropriation qui s'oppose aux visions déterministes et déterminantes de l'identité. Néanmoins, cette réévaluation ponctuelle des contours de la collectivité se réalise à partir de bases identitaires et organisationnelles préalablement construites qui, bien qu'elles soient susceptibles d'être modifiées, permettent de situer les transformations dans la continuité de la trajectoire d'un mouvement social. Dans le cadre de cet article, l'approche mécanistique est en ce sens apparue utile pour rendre compte de cette dynamique déployée entre les moments de mise en scène publique d'un mouvement social.

Préambule au chapitre 5

Après avoir répertorié les contours et les composantes de la communauté de mouvement social antiautoritaire au Québec dans le chapitre trois de la thèse, le chapitre quatre s'est attardé à la dimension organisationnelle du processus de constitution de l'acteur politique hétérogène que forme cette communauté lorsqu'elle se manifeste au grand jour au moment de l'épisode de contestation de 2010. Dans le deuxième article de la thèse présenté au chapitre quatre, l'analyse de la trajectoire de la Convergence des luttes anticapitalistes a illustré l'interaction des processus de constitution organisationnelle et de démarcation identitaire dans la dynamique de développement de la communauté antiautoritaire. En ce sens, ce deuxième article a permis de vérifier en partie l'hypothèse selon laquelle *la communauté antiautoritaire au Québec s'est principalement développée sous l'impulsion de facteurs endogènes d'ordre mésoscopique et microscopique, c'est-à-dire des dynamiques relatives à sa construction organisationnelle et à l'élaboration de son identité collective.*

La co-construction des processus de constitution organisationnelle et de démarcation identitaire mise en lumière dans l'article présenté au chapitre quatre a par ailleurs fait ressortir l'expression de la diversité manifestée par l'intermédiaire du mécanisme de différenciation interne au fil de la trajectoire de développement de la communauté antiautoritaire. Dans cet ordre d'idée, le mécanisme d'intermédiation routinière a facilité l'intégration de la pluralité des intérêts et des enjeux formulés par les acteurs de la communauté antiautoritaire en permettant leur mise en relation régulière dans le cadre des différents espaces organisationnels de la communauté. Ainsi, le deuxième article a également appuyé la proposition présentée dans la dernière hypothèse de travail, à savoir que *l'interaction des facteurs d'ordre organisationnel et identitaire dans la constitution de la communauté antiautoritaire a favorisé la persistance de cette dernière dans le temps en permettant la prise en compte de la diversité qui s'est exprimée en son sein.*

Néanmoins, outre la capacité organisationnelle d'un mouvement social à s'adapter à la différenciation identitaire, l'intégration effective de la diversité interne doit également se

traduire par l'expansion de l'identité collective du mouvement. À ce sujet, l'article présenté dans le chapitre quatre a démontré que le processus de démarcation identitaire au sein de la communauté antiautoritaire avait progressivement modelé les contours de la collectivité au gré de l'expression de cette diversité. Or, outre la délimitation conséquente des frontières identitaires de la communauté par le biais de ce processus, la prise en considération de la diversité repose également sur le développement du sentiment d'appartenance des acteurs qui la composent à l'égard de celle-ci, de manière à ce qu'ils soient amenés à se reconnaître une proximité entre eux en dépit de leurs différences.

Ce dernier aspect de la construction de l'identité collective, distinct du processus de démarcation identitaire, a été identifié lors de la présentation du cadre d'analyse de la thèse dans le chapitre deux comme correspondant au processus de conciliation identitaire au sein d'un mouvement social. En ce sens, en plus du processus de démarcation identitaire documenté dans l'article présenté au chapitre quatre et qui permet de tracer les contours d'un mouvement social de manière à le différencier des acteurs extérieurs à celui-ci, l'article qui est l'objet du chapitre cinq démontre qu'un mouvement doit également faire face à un processus de conciliation identitaire dans l'objectif de créer une cohésion entre ses composantes diversifiées. La conciliation identitaire contribue donc à la constitution d'un acteur politique hétérogène en favorisant l'approfondissement de l'adhésion subjective des membres à la collectivité, par l'appropriation par les individus qui la composent des caractéristiques qui lui sont propres et qui ont été préalablement élaborées lors du processus de démarcation identitaire.

Ainsi, le troisième article de la thèse présenté au chapitre cinq pose la question plus spécifique de l'élaboration de l'identité collective d'un mouvement social lorsque celui-ci est confronté à la diversité des intérêts et des préférences de ses participants et de ses participantes. Rédigé en anglais aux fins de diffusion sous le titre « Dynamics of Identity Work in the Anti-Authoritarian Community in Quebec », cet article complexifie la dynamique identitaire constitutive du développement de la communauté antiautoritaire au Québec entre 2000 et 2010 en interrogeant le processus de conciliation identitaire qui s'y est déployé. Il contribue ainsi à la vérification de l'hypothèse de travail concernant le rôle des dynamiques endogènes dans la

trajectoire de la communauté antiautoritaire, de même qu'à celle formulant l'importance de ces dynamiques dans la prise en compte de la diversité exprimée au sein de la communauté.

L'article présenté au chapitre cinq explore le processus de conciliation identitaire en exposant les différentes facettes du travail identitaire entrepris par les militants et les militantes, telles que définies dans le modèle analytique de l'identité politique (*political identity framework*) de Bernstein (1997; 2002; 2008). Les acteurs de la communauté antiautoritaire ont ainsi entrepris le processus de conciliation identitaire en réalisant un travail identitaire sur trois aspects simultanément: en abordant l'identité comme forme de capacitation (*identity for empowerment*), comme objectif (*identity as a goal*) et comme stratégie (*identity as a strategy*). L'article contribue au modèle analytique de Bernstein en identifiant les mécanismes qui ont facilité le travail identitaire sur chacun de ces aspects, à savoir l'attribution de similarité (*attribution of similarity*), l'identification (*naming*) et l'interpellation alternée des publics (*audience shift*). Ce faisant, l'article démontre que la construction d'une identité collective inclusive de la diversité interne est un processus dynamique et interactif dont la réalisation est facilitée lorsque le travail identitaire est entrepris sur chacun de ces aspects.

Cet article est prêt à être soumis pour publication.

Chapitre 5

Dynamics of Identity Work in the Anti-Authoritarian Community in Quebec

In 2010, a call for mobilization against the G8 and G20 meetings to be held in Ontario was answered in Quebec by the formation of CLAC 2010 (Convergence des luttes anticapitalistes or Anti-Capitalist Convergence). CLAC 2010 was made up of a number of groups and individuals linked to the Montreal PGA-Bloc, the Anti-G20 Students' Coalition, the Anti-G20 Radical Feminists' Coalition and other anti-capitalist organisations from the greater Montreal area (CLAC 2010b; Breton 2013). Proclaiming their, "true nature as anti-capitalists"¹³⁰ in an article published for the campaign, the groups and individuals united in this broad coalition declared that their, "sense of outrage at the ravages of capitalism" was "firmly rooted in the belief that all systems of oppression - patriarchy, classism, racism, colonialism, imperialism and heterosexism, to name a few - are inextricably linked, interdependent" (CLAC 2010b, 4). This conceptualization of the anti-capitalist struggle as a fight against systems of domination which generate multiple, interlocking injustices, is an expression of the anti-oppression frame adopted by the anti-authoritarian movement that has developed since the turn of the 21st century in Quebec (CRAC 2011c; Breton, Kruzynski, Jeppesen, Sarrasin 2012a; 2012b).

The CLAC 2010 coalition formed out of a pre-existing, anti-authoritarian social movement community, resembling what has been described as "a network of individuals and groups loosely linked through an institutional base, multiple goals and actions, and a collective identity that affirms members' common interest in opposition to dominant groups"¹³¹ (Taylor and Whittier 1992, 107). Despite the diverse issues, ranging from gender inequalities and migrant justice to anti-poverty and environmental struggles, around which they organize,

¹³⁰ This last word is in capital letters in the original text (CLAC 2010b, 4).

¹³¹ A social movement community therefore refers to a specific social movement configuration. In this sense, the expression "movement" may be used to refer to a social movement community but the reverse is not possible since not all social movements adopt the social movement community configuration.

activists involved in this anti-authoritarian community have gradually come to see themselves as part of a collectivity sharing common identity features that can be related to a contemporary anarchist perspective.¹³² Actors who explicitly or implicitly share these characteristics - namely, the refusal of all authority deemed illegitimate, the use of direct action tactics, and organizational forms based on collective autonomy and the decentralization of power - are part of that anti-authoritarian social movement community (Sarrasin *et al.* 2012). Thus, the multi-dimensional, anti-oppression frame advocated during the 2010 campaign represents more than simple discursive acknowledgement of various inequalities in a strategic intention to foster mobilization.¹³³ Rather, it may be seen as the expression of a collective identity constructed over time in a movement marked by the diversity of its components.

How has the anti-authoritarian community come to build such an encompassing collective identity across differences? As is now widely recognized by scholars of social movements, identities in collective action are dynamic forces negotiated through interactions with external actors and among participants (Reger, Myers and Einwohner 2008). In addition to defining boundaries that establish the contours of the collectivity in relation to others, a movement must therefore also undergo an internal process of identity reconciliation in order to bring activists' emergent interests and understandings into a cohesive collective identity. The creation and maintenance of a collective identity is thus an ongoing challenge to social movements which requires constant work; for some movements, this identity work might be more burdensome than for others. While collective identities are never arrived at easily, social movements organized around internal differences face a heavier "identity workload" (Reger *et al.* 2008, 8) in that they confront the task of building solidarity among a particularly diverse membership.

¹³² The revival of contemporary anarchism will not be addressed any further in this article. Readers interested in this topic can see Graeber (2002) and Gordon (2007), among others.

¹³³ Frames are parts of a movement's collective identity, but a focus on framing tasks alone leaves the question of identity formation unproblematized and taken as a given (Jenson 1998).

This article explores the ways in which identity work figures into collective action through an empirical examination of the process of identity reconciliation in the anti-authoritarian community in Quebec. Drawing on Mary Bernstein's framework of identity politics (1997, 2002, 2005, 2008) as an analytical lens, it shows how anti-authoritarians have engaged in this process by undertaking identity work on the three dimensions put forth in the model, where identity work can simultaneously be a form of empowerment, a goal and a strategy. Combining insights from the political process approach, the article intends to animate Bernstein's framework by revealing the mechanisms that activate each dimension of this identity work. In addition, it demonstrates how simultaneous identity work in each of these three dimensions has interacted and reinforced the others, allowing the emergence of a collective identity capable of reconciling the anti-authoritarian community's internal diversity. The article first reviews the literature on identity work and presents the underlying methodology. After briefly documenting the expression of diversity as a challenge for the anti-authoritarian community following the public appearance of this movement in 2001, the article tracks the identity work carried out by anti-authoritarian activists in the different dimensions of the political identity framework and their corresponding mechanisms.

5.1 Identity Reconciliation Through Identity Work

For decades, approaches to collective identity in the study of social movements have emphasized the dynamics of a movement's identity construction. Following Melucci's influential insight (1980; 1988; 1989; 1995), scholars have understood collective identity as resting on a fluid and relational pattern, rather than being fixed (Taylor and Whittier 1992; Hunt and Benford 2007; Flesher Fominaya 2007); emerging out of interaction with a variety of audiences such as bystanders, allies, media, and state authorities (Einwoner 1999; Poletta and Jasper 2001). The dynamics of collective identity construction involves the development of a sense of group membership between activists on the basis of shared attributes and the incorporation of these attributes into the identity of individual members (Valocchi 2010; Voegtli 2010). Activists' sense of themselves as a collectivity distinct from others first relies on a process of boundary formation that is key to the emergence of social actors (Taylor and

Whittier 1992; Gamson 1995; Rupp and Taylor 1999; Hunt and Benford 2007). Boundary formation generally implies the definition of a category that distinguishes movement participants from movement outsiders, be they opponents or groups working on similar issues (McAdam *et al.* 2001; Tilly and Tarrow 2008). Collective identities thus do not exist in a vacuum and are partly defined by interactions with external actors.

Less developed in the literature on collective identities, however, is the fact that movements also engage in internal negotiations, among activists, in order to sustain themselves as a collectivity. This aspect of collective identity construction is particularly acute when a movement is facing internal diversity and individual members need to develop a sense of belonging to a heterogeneous collectivity. The processual perspective on collective identity should therefore be broadened to include the way identity comes to be created, and sometimes recreated, in a context of differences within social movements. In this sense, identity reconciliation refers to the process by which differences within a movement come to be expressed and overcome by activists so as to bring their emergent interests and understandings into a cohesive collective identity. The process of identity reconciliation¹³⁴ is thus realized within the already established boundaries of the collectivity; its occurrence does not necessarily imply a redrawing of those boundaries but may simply infuse them with new meaning.¹³⁵ In other words, it allows for the recognition of diversity through a renewed assertion of commonality between activists.

¹³⁴ Benita Roth (2008) speaks of identity reconstruction to address this process aiming at reabsorbing internal challenges to collective identity. I use the term reconciliation rather than reconstruction to avoid the implication of the latter term that identity is restored to a previous condition. Reconciliation is used in the sense of making something consistent or congruous with something else.

¹³⁵ This idea of a reappropriation by actors of already existing movement boundaries makes the process of identity reconciliation distinct from the process of identity shift. Indeed, the latter has generally been used to refer to the emergence of *new collective responses* to questions regarding the definition of the collectivity (Tilly and Tarrow 2008, 354). Identity shift has also been pinpointed as a process of redefinition undertaken by a movement's leaders and dominant actors (Ancelovici 2014, 11), which is not the case in the study presented in this article. Della Porta refers to the idea of identity shift in a way that resonates with our definition of identity reconciliation. In her work on the global justice movement, she addresses as "a sort of identity shift" the process by which activists have come to develop "multiple, tolerant identities" (2005b, 180). Although the concept of tolerant identities involves the recognition and acceptance of a movement's diversity, it refers to the "product" aspect of collective identities, whereas the dynamics of identity reconciliation put forth in this article refers to the "process" aspect by which collective identities are formed on the basis of heterogeneity (Flesher Fominaya 2010).

How then do actors draw commonality across differences within a social movement? To understand this dynamic, it is useful to turn to the particular research trend that has focused on identity work in social movements. Wanting to better understand the relationship between collective identities and issues of role and self, scholars studying identity work have looked at the range of activities by which individuals aligned their personal identities with the collective identity of a movement (Snow and Anderson 1987, 1348; Snow and McAdam 2000). If collective identities are thought of as being “structural in nature in that they are shared beliefs about a group institutionalized in symbols, communities and politics”, individual identities exist at the micro-level as “the internalized set of meanings oriented to the validation of the self” (Stryker, Owens and White 2000: 6). In other words, the latter are formed by “the bundle of traits that we believe make us unique”, while collective identities are “what makes people occupying a category similar” (Poletta and Jasper 2001: 298).

These two layers of identities being in constant interplay (Gamson 1996), researchers concluded that correspondence between individual and collective identities is one of the main challenges faced by social movements. This observation led to studies of the processes by which individuals align their personal identities with the collective identity of a movement, to make them consistent (Snow and McAdam 2000). It has also been pointed out that collective identities are not simply an aggregate of individual identities: contending with “ever changing” activist identities, the collective identity of a social movement changes as individual experiences evolve (Reger 2002a, 710; Einwohner 1999; Gamson 1996; Whittier 1995). Identity work then becomes as much a group accomplishment as it is an individual one (Schwalbe and Mason-Shrock 1996).

Through her work on the gay and lesbian movement, Bernstein has created a political identity approach to social movements that is useful to shed light on the inherent complexity of identity work engaged in by activists (1997, 2002, 2005, 2008). She argues that the concept of identity as it relates to social movements has at least three distinct analytical levels (Bernstein 2008, 277). First, identity can be a source of empowerment, serving as the basis of a sense of belonging that leads to the creation of community and solidarity. Identity can also be a goal of social movements, when activists “challenge stigmatized identities, seek recognition for new

identities or deconstruct restrictive social categories” (Bernstein and De la Cruz 2009, 727). Finally, identity can be used as a strategy, with participants of a social movement projecting certain images of themselves in order to achieve their objectives (Einwohner 2006). More recently, Bernstein has further proposed that these different analytical levels of identity - identity for empowerment, identity as strategy, and identity as goal- are inter-related, connected by feedback loops so that an intervention in one dimension influences the others (Bernstein 2008; Bernstein and Olsen 2009).

This article is based on an acknowledgement that Bernstein’s political identity framework contributes to the study of collective identity in social movements by elaborating a synthesis of the various dimensions in which identity work is undertaken by activists; whereas, in contrast, most scholars of identity work focus, sometimes implicitly, on only one of these dimensions.¹³⁶ However, it will be argued that adopting a more dynamic and processual approach to Bernstein’s framework could prove a fruitful avenue for animating what could otherwise become a relatively static typology. The concept of feedback loops as theorized by Bernstein highlights the relationship *among* the three analytical dimensions of identity work and how they relate to “a movement’s ability to mobilize, to the strategies and goals it chooses and to the outcomes achieved” (Bernstein 2008, 297). Nevertheless, the framework does not sufficiently address the dynamics unfolding *within* each of the three dimensions as activists undertake identity work. It is to this more specific task that the present article turns.

Adopting the categories proposed in Bernstein’s framework and their suggested interdependence as an analytical lens, this article elaborates the dynamics of identity work in social movements facing internal diversity. It does so by putting the various aspects of the model “into motion” (Tarrow 2005, 24). Examining the process of identity reconciliation reveals the constituent mechanisms that have allowed identity work in its three dimensions to be undertaken by anti-authoritarian activists in Quebec. It illustrates how the study of these

¹³⁶ The volume edited by Reger *et al.* (2008) includes various chapters addressing specific dimensions of identity work.

inter-related dimensions of identity work helps us to better understand the complex ways in which movements manage more than one system of domination (Stockdill 2001, 205). To sustain a social movement across differences, identity work must translate discursive strategies expressing how actors define common interests into concrete identity practices reflecting activists' profound engagement with diversity (Kurtz 2002). Building on discursive engagement, such identity practices bring about meaningful norms of trust and credible commitment among actors (Diani 1997; Tarrow 2005, 165) necessary to construct an encompassing collective identity based on heterogeneity.

The process of identity reconciliation hence involves a dynamic in which mechanisms, "alter the relations among a specified set of elements in identical or closely similar ways over a variety of situations" (Tarrow 2013, 728), thereby forging consistency among these elements. The mechanisms uncovered by this article for each dimension of identity work function together in complementary fashion to create discursive and practical commitment across the anti-authoritarian community's diverse components. When undertaking identity work as a form of empowerment, anti-authoritarian actors defined themselves as sufficiently similar to justify common action through the mechanism of attribution of similarity (McAdam *et al.* 2001; Tilly and Tarrow 2008, 352). Naming is a mechanism which operated when identity work was undertaken as a goal. Considered as a political act (Escobar 1998; Jenson 1998), naming allowed unequal power distribution to be represented and become visible as it unfolded within the anti-authoritarian community. Finally, audience shift, a mechanism that refers to activists' capacity to position themselves relative to various internal and external publics (B. Roth 2008), came into play when deploying identity as a strategy. Movement activists undertook identity work as a strategy by making discrete choices about whether to stress sameness or difference from diverse others (Bernstein 1997; 2008; Einwohner, Reger and Myers 2008), thereby expressing their ability to fully endorse the various aspects of the anti-authoritarian struggle they had come to integrate into their identity.

For the purpose of the argument presented in this article, identity reconciliation is studied as a process of change that unfolded in the anti-authoritarian community between the mobilisation against the Summit of the Americas in Quebec City that started at the beginning of 2000 and

the 2010 protests against the G8 and G20 meetings in Toronto. During this period, the mechanisms corresponding to the three dimensions of identity work did not appear sequentially but rather overlapped, mutually reinforcing each other. These mechanisms combined in analogous ways for the various participants in the anti-authoritarian community, according to these participants' own temporalities. The empirical analysis therefore draws on examples taken from between the 2000 and 2010 time markers established for the study without necessarily following chronological order.

Table 5.1 Dimensions of Identity Work and Corresponding Mechanisms in the Process of Identity Reconciliation

Dimension of identity work	Corresponding mechanism
Identity work for empowerment	Attribution of similarity
Identity work as a goal	Naming
Identity work as a strategy	Audience shift

5.2 Data and Method

The argument presented in this article relies on research conducted by the Research Group on Collective Autonomy (*Collectif de recherche sur l'autonomie collective* - CRAC), affiliated with Concordia University (Montreal, Canada). Between 2005 and 2012, CRAC documented and analyzed contemporary initiatives of the anti-authoritarian movement that emerged in Quebec at the turn of this century. Being an anti-authoritarian feminist research collective, CRAC used a prefigurative participatory action research methodology that integrated participants in all aspects of the research, from validation of data to contributions to the analysis. CRAC members were themselves activists in the movement and had privileged contacts with the groups and networks involved in the research, concretely experiencing the anti-authoritarian perspective that served as their basis of affinity. Relying on mutual trust, this methodology provides information that is not otherwise easily accessible to academic researchers, yet is essential to understanding collective identity processes. As a CRAC

member from 2008 to 2012, I have had access to these data, contributed to the analysis, and participated in this collective experience.

CRAC's research is based on the study of primary material derived from 125 interviews, conducted between 2005 and 2010, with activists involved in nine different groups and networks¹³⁷ in the anti-authoritarian community. The actors interviewed represent a variety of the movement's participants. They took part in the study on the basis of their involvement in these nine groups and networks for various periods of time between 2000 and 2010. The interviews touched upon many aspects of their activism, including personal experiences, group formation, objectives and tactics, as well as internal challenges and relations to the broader social and political context. These data were then used by CRAC members to produce case studies of individual groups and networks published in the form of monographs (CRAC 2008a; CRAC 2008b; CRAC 2010a; CRAC 2010b) or book chapters (Breton 2013; Eslami and Maynard 2013; Leblanc 2013). It also served as the basis for transversal analysis of specific themes (CRAC 2011a; 2011b; 2011c) addressed by a focus group held in February 2011 with about 60 activists involved in the movement. This analysis has been presented in several academic articles written by CRAC members (Breton *et al.* 2012a; 2012b; Sarrasin *et al.* 2012).

The empirical analysis presented in this article thus draws on a variety of sources. It primarily rests on the arguments collectively developed in the transversal analyses and case studies produced by CRAC members, as well as the data collected through interviews¹³⁸ about the groups and networks involved in CRAC's research. Although the publications presenting CRAC's transversal analysis and some of the case studies on specific groups and networks are dated post-2010 and thus fall outside the timeframe established for this article, they rely on data collected prior to 2010. This article also analyses primary sources produced by these

¹³⁷ The groups and networks involved in CRAC's study are Ainsi squattent-elles, Liberland, Les Panthères roses, Qteam, Ste-Emilie Skillshare, experiences from the Jardins autogérés, the radical feminist network, the anti-colonial and anti-racism network, and the Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

groups and networks during this time period, such as press releases, manifestos, declarations, websites and journals. Finally, this study also refers to a few secondary sources considered relevant because they focus on anti-authoritarian groups and networks involved in CRAC's research that were studied by the authors of these secondary sources within the established timeframe (Pagé 2006; Blais 2008; Massé 2008).

The groups and networks comprising CRAC's object of research can be grouped into four issue-related clusters of anti-authoritarian actors. These groupings¹³⁹ are constructions created by CRAC according to the idea that anti-authoritarian activists organize on the basis of affinities, be they inspired by common interests, shared identities, affective ties or geographic proximity (Breton *et al.* 2012a; 2012b; Sarrasin *et al.* 2012). These affinities are then articulated around a specific area of struggle which CRAC identified as different groupings forming the anti-authoritarian community.¹⁴⁰ Thus, these do not necessarily rely on formal organizational relations between the individuals and groups which compose them. In fact, the concept of social movement community used to describe the configuration of the anti-authoritarian movement (Sarrasin *et al.* 2012) explicitly reflects the fact that anti-authoritarian activists rely on a variety of organizational forms within the community, some of them more formally structured than others. Formed out of diverse combinations of non-mixed collectives, loose affinity groups and informal networks of collaborating activists, the groupings vary in size and constituency. Similarly, the collective actors combining into these groupings also

¹³⁸ Following CRAC's ethics protocol, only interviews with activists who approved the use of their material for academic publication have been retained for this study.

¹³⁹ CRAC members have argued elsewhere that some of these groupings form micro-cohorts within the anti-authoritarian movement (Breton *et al.* 2007, Breton *et al.* 2012a; 2012b). Following Nancy Whittier's proposal (1997), micro-cohorts are conceived as "clusters of participants who enter a social movement within a year or two of each other and are shaped by distinct transformative experiences that differ because of subtle shifts in the political context" (1997: 762). This notion is not used in this article because the research objective of analyzing how activists have engaged in the process of identity reconciliation does not require that we distinguish the groupings on the basis of their moment of entry into the anti-authoritarian movement, nor that we emphasize their respective contexts of socialization.

¹⁴⁰ Because the CLAC was not initially organized around a specific issue of struggle but rather built in anticipation of a particular event, the data collected on the Anti-Capitalist Convergence (Convergence des luttes anti-capitalistes, CLAC; not to be confused with CLAC 2010) were excluded from this article. Nevertheless, CLAC's legacy is relevant for the anti-authoritarian community, as documented by Gaudet and Sarrasin (2008) and Breton (2013).

vary in longevity during the period from 2000 to 2010. Nevertheless, the particular issues of struggle they advocate for within the anti-authoritarian community generally outlive their own individual existence as the issues are taken on by other emergent actors within the same grouping.

The first of the groupings examined in this study is formed by activists addressing radical ecology¹⁴¹; on this topic, CRAC conducted fourteen interviews with members of the Liberterre collective¹⁴² and with people involved in the Jardins autogérés.¹⁴³ The second grouping, radical feminism, is composed of activists involved in the radical feminist network¹⁴⁴ and the Quebec-based Ainsi squattent-elles collective¹⁴⁵. Twenty-one activists from that grouping participated in the study. The third grouping, organized around the issue of radical queer politics¹⁴⁶, involved nineteen activists from the Panthères roses¹⁴⁷ (Pink Panthers collective), Qteam¹⁴⁸ and Ste-Emilie's Skillshare¹⁴⁹ collectives. Finally, the fourth grouping, from the anti-

¹⁴¹ Bruno Massé's research (2008) offers an in-depth analysis of the contemporary radical ecology current in the province of Quebec.

¹⁴² Liberterre is an eco-anarchist group that existed in Montreal between 2003 and 2006. The group formed again briefly in 2007, this time as an eco-anarchist non-mixed women collective (CRAC 2008a).

¹⁴³ Two self-organized gardening experiences (*jardins autogérés*) were chosen for CRAC's study: the Jardin solidaire de Kanehsatake and the Jardins de la résistance, both from the greater Montreal area (CRAC 2010b).

¹⁴⁴ Individuals involved in the radical feminist network have formed various autonomous groups and collectives over the years, such as "Les Sorcières, Némésis, Les Amères Noëlles, Les Insoumises, Les Amazones, Rebelles sans frontières, Les femmes ont faim, Cyprine, Les Féministes radicales de l'UQAM, Les Fallopes, Groupe FEMMES sororitaires, Les Lilithantes and La riposte" (Breton et al. 2012a : 150). Few of these non-mixed radical feminist groups remain today, but many individual activists still organize as part of an informal radical feminist network. Pagé (2006), Blais (2008) and Leblanc (2013) offer an overview of contemporary radical feminism in Montreal, the latter as part of CRAC's research project.

¹⁴⁵ Ainsi squattent-elles is a radical feminist collective based in Quebec City that broadcasts an anarcho-feminist radio show (CRAC 2008b).

¹⁴⁶ *Queer* is a word used to refer to people who are stigmatized for their non-conforming sexual or gender-based identities. *Radical queer politics* is an expression designating a particular analysis of queer issues as necessarily related to the fight against capitalism and state power, as distinct from more mainstream currents of queer politics which seek recognition from state or capitalist institutions. Gosselin Dionne (2013) discusses queer politics and networks in Quebec.

¹⁴⁷ Les Panthères roses was among the first radical queer collectives to form in Montreal's activist scene. They existed as a group from 2002 to 2007 (CRAC 2010a).

¹⁴⁸ Qteam is a Montreal-based, radical queer collective which formed in 2007 out of an initiative by members of the former Anti-Capitalist Ass Pirates collective. Qteam is no longer active as a collective but many of its members are still involved in organizing radical queer events such as Montreal's annual queer bookfair, *Queer Between the Covers*.

¹⁴⁹ Ste-Emilie Skillshare is an autonomous community art space based in Montreal.

colonial and anti-racist (ACAR) network,¹⁵⁰ is represented by fifteen interviews with activists. This article includes English-language excerpts of the interviews conducted by CRAC; sometimes reflecting the *original language* (OL) of the interview and at other times a *translation by the author* of this article (TA) from the original French. This is indicated in the text after each reference.

Table 5.2 Composition of Groupings Involved in the Study

Issue-related grouping	Groups and networks studied	Number of activists interviewed
Radical ecology	Liberterre, Jardins autogérés	14
Radical feminism	Radical feminist network, Ainsi squattent-elles	21
Radical queer politics	Panthères roses, Qteam, Ste-Emilie Skillshare	19
Anti-colonialism / Anti-racism	Anti-colonial and anti-racist network	15

5.3 Expressions of Diversity in the Anti-Authoritarian Community

The challenge of internal diversity is recurrent for social movements. Notably, it has been highlighted by activists involved in social change efforts who have drawn attention to the way social injustices are sometimes reproduced within movements. Feminists of colour have been critical of the way racism plays out in the feminist movement, as well as underlying sexism in antiracist struggles such as the civil rights movement (Combahee River Collective 1981; Davis 1981; Collins 1990). Other examples of differences voiced within specific social movements include, “homophobia and classism in the women’s movement, racism in the gay rights movement, and homophobia in the Black community” (Stockdill 2001, 208). More recently,

¹⁵⁰ The anti-colonial and anti-racist network identified by CRAC is composed of activists working on issues related to migrant justice, Canada’s imperialism abroad, indigenous solidarity and racial profiling, for example. The network involves groups and collectives such as No One is Illegal, Solidarity Without Borders, Tadamon, The People’s Commission and various case-based committees.

the global justice movement, even though it was recognized as a “movement of movements”, was forced to engage in internal reflection on its capacity to encompass diversity. The 1999 Seattle campaign against the World Trade Organization (WTO) meeting, during which “teamsters and turtles”¹⁵¹ joined forces to stop further economic liberalization, was followed by a period of questioning prompted by the observation that the protests had been “white-dominated” (Martinez 2000). This commentary about the “low level of colour” in Seattle was echoed by a similar reflection on the lack of a visible and organized queer presence (Highleyman 2002). These critiques were addressed to radical activists in particular, in the hope that they would consider these and other issues in further efforts to build an inclusive movement against imperialist globalization.

In Quebec, internal diversity came to be an important challenge for the anti-authoritarian movement following the cycle of protest by the global justice movement at the turn of the century. Two organizations were at the forefront of building the anti-authoritarian campaign against the implementation of the neoliberal agenda in the Americas, namely the Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) and CLAC 2010's predecessor, the initial Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) (Milstein 2001). Formed in 2000 to oppose the 2001 Summit of the Americas in Quebec City, their bases of unity adopted anti-authoritarian values that translated into a non-hierarchical mode of functioning and respect for a diversity of tactics as a strategy of action. Central to their political stance was a clear rejection of capitalism in a spirit of denouncing all forms of oppression and domination. However, their organizing principles insisted more explicitly on the denunciation of patriarchy and, in CLAC's case, on an explicit refusal of imperialism.

During the period of lower-intensity contention that followed the 2000-2001 mobilization, certain activists came to express their uneasiness with the movement, reflecting on the orientation they wanted to give to their activism. Identity emerged as a basis of grievance as

¹⁵¹ This slogan became famous during the Seattle mobilization to symbolize the convergence of a diverse array of actors in the protests, from trade unionists to environmentalists (Oswald Mitchell 2009).

many activists voiced a feeling of having been left out. Some activists cited concern about the lack of consideration for environmental issues important to them:

In the anarchist milieu, with CLAC, there were not many people that were ecological. I would often blow up in CLAC assemblies because there would be a group that had made 500 posters but had only used half of them, so it would all go to recycling (Liberterre_03, TA).

CLAC was not exactly eco-friendly. There were many people who described themselves as eco-anarchists but they wouldn't go to CLAC meetings because it didn't correspond to their positions. Some were tired of CLAC, because the environment was never a priority. Me too, what frustrated me was that, ok, I do pamphleteering, I do distribution work against imperialism and all that, but what personally brought me to activism, it's never discussed, it's never a collective priority, it's never questioned or debated. To me, it's the ecological perspective that brought me here. But there always seemed to be something more urgent (Liberterre_01, TA).

Various other statements similarly reported a lack of recognition of LGBTQ¹⁵² issues during the mobilization against the Summit of the Americas,

When I was in CLAC's general assemblies, I would feel sidelined. Whenever I would have a discussion with people, it was very much heterocentric, there was a lot of heterosexism. People would never ask me if I had a boyfriend. It was always: "so, do you have a girlfriend?" I couldn't believe it: these were anarchist activists talking like that! (Panthères roses_08, TA).

On the same topic, another activist recalled comments about the participation of a queer affinity group in CLAC, following the latter's 2004 organizational restructuring as a convergence of affinity groups,

Someone had proposed that the Panthères roses join CLAC and in the assembly, someone else said: "What a weird idea! I struggle for peoples' rights in the South. That's not a struggle [the queer struggle] that can stand alongside North-South issues" (Panthères roses_09, TA).

Other dimensions that were theoretically addressed by the movement, such as those relating to feminism and the denunciation of patriarchy, were explicitly mentioned in some of the groups' basis of unity, but this did not necessarily result in the eradication of gendered power dynamics

¹⁵² This expression referring to lesbian, gay, bisexuals, transgender and queer people is commonly used - although often omitting the reference to queer - to emphasize a diversity of sexual and gender identities. It is to be noted that this acronym formed progressively through the addition of the various terms as the gay movement

within the anti-authoritarian movement. Some women activists identifying with the anti-authoritarian movement chose to organize within women-only spaces that would allow them to fully advocate for the importance they wanted to give to those issues. Activists underlined this need when explaining the formation of the Ainsi squattent-elles collective in Quebec City:

Our activism doesn't unfold in the same way in mixed spaces and in women-only spaces. I think a lot of activist spaces are still marked by gender-based distinctions and it's really interesting to realize that and to have a space to address it (Ainsi squattent-elles_05, TA).

Although these women-only spaces have a long history in the feminist movement, the objective of creating such spaces within the boundaries of the anti-authoritarian movement was innovative:

We are a women-only group of anarchist women. In part because anarchist women don't find their space in already existing mixed groups, but not only that. Also because in Quebec [City], there are not many anarchist groups. There is one collective, and it's obvious that we like these activists, we've known them for years, but I personally wouldn't organize with them, which is why we needed an anarcho-feminist group (Ainsi squattent-elles_04, TA).

This need to organize on the basis of specific identities within the broader anti-authoritarian movement is similarly articulated in interviews with activists who embraced a diversity of issues as part of their struggle as anti-authoritarians,

Let's see how within our communities we create hierarchies and where we place transgendered people with disabilities and people of colour. Yes, there is a lot of sexism, ableism¹⁵³ and racism to fight against in our communities (Ste-Emilie Skillshare_05, OL).

The will to take into account the multiple dimensions of inequality was translated into the creation of spaces corresponding to these concerns, such as Ste-Emilie's Skillshare,

The limitations of solidarity organizing (...), like sexism and racism and all these things (...), when Ste-Emilie formed, it was out of a need, it was out of we as a group of people, as friends, had identified this need to have a space like this, where we focused on self-representation and that used those words, because I feel like we couldn't use those words in other spaces (Ste-Emilie Skillshare_02, OL).

evolved. Some therefore prefer to speak of GLBTQ people in order to reflect the genesis of this construction. Others advocate for the addition of certain categories, such as two-spirit or intersex.

¹⁵³ Ableism is a system of structural relations in which able-bodied people are considered the norm and in which people with disabilities face oppression.

The expression of diversity by activists thus eventually became a challenge for the anti-authoritarian movement as it led to the diversification of affinity groups organized around different issues. Nonetheless, in spite of the disappearance of the organizations that had coordinated the 2001 mobilization¹⁵⁴, this situation did not lead to the fragmentation of the movement. On the contrary,

Today, the majority of people who identify with anti-oppression struggles are women, a fact we often neglect. It is also important to underline that many members of these [anti-authoritarian] networks are people of color, many of them first or second generation migrants. Let's underline at last the heightened visibility, during the last few years, of trans and radical queer people (...) (Eslami and Maynard 2013: 206, TA).

At the meso-level, the movement managed to sustain itself by progressively forming into a social movement community that allowed for organizational decentralisation around the various interests and identities of activists, while at the same time permitting internal networking and the formation of coalitions for common campaigns. This structural accommodation was accompanied by the concomitant development of a collective identity articulated around a deepened understanding, within already existing anti-authoritarian boundaries, of the way in which inequalities and systems of oppression inter-relate. This article is based on the hypothesis that this opening-out of the anti-authoritarian community's collective identity, which translates into the process of identity reconciliation, was rendered possible by the dynamics of identity work undertaken by activists. The next section will develop this argument.

5.4 Dimensions of Identity Work by Anti-Authoritarian Activists

Bernstein's political identity framework is a useful synthesis calling to attention the various dimensions of identity work in which activists engage. Building on this contribution, this

article adopts a processual approach to identity reconciliation to illuminate the dynamics unfolding *within* each dimension of the framework, whereas Bernstein mainly develops the relationship *among* the three dimensions through her concept of feedback loops. I use the processual approach to reveal the corresponding mechanisms at play in each dimension of identity work, which combine to generate a process of identity reconciliation. By creating discursive engagement and practical commitment between a diverse array of actors, simultaneously undertaking identity work for empowerment, as a goal, and as a strategy has allowed the anti-authoritarian movement to construct commonality across differences.

5.4.1 Identity Work for Empowerment and Attribution of Similarity

As argued by many social movement scholars, a shared sense of collectivity is necessary for the mobilization of any social movement (Bernstein 2008; Taylor and Whittier 1992; Morris 1992). The creation of a collective identity that motivates the feeling that collective action is worth pursuing is a dimension of identity work that Bernstein has labeled identity for empowerment (2008). In order to effectively mobilize a constituency, it must translate “individual interests to group interests and goals and individual agency to collective action” (Bernstein 2008, 278). This task is complicated for movements facing internal diversity as it requires the negotiation of differences stemming from multiple identities into a cohesive content (della Porta 2005b). Identity work for empowerment is therefore facilitated by a mechanism of attribution of similarity that allows for recognition among a variety of actors who define themselves as sufficiently similar to justify common action.

The core of the anti-authoritarian collective identity is defined by three main elements that together differentiate the movement’s activists from external actors: a political stance against oppression, the use of diverse direct action tactics as a means of action, as well as a decentralized and horizontal mode of organizing (CRAC 2011a; Sarrasin *et al.* 2012). The expression of diversity within the movement came to be a source of empowerment for activists

¹⁵⁴ CASA ceased to exist in the months following the Quebec Summit of the Americas campaign, whereas CLAC underwent successive internal reconfigurations and continued until 2006.

by broadening their understanding of these aspects, as activists gradually came to conceive of their struggle against oppression as encompassing many dimensions. Attribution of similarity has thus permitted a progressively larger number of issues to be linked via the common thread of an opposition to domination in spite of their differences from one another¹⁵⁵ (Kurtz 2002, XXVII). This is expressed by these activists involved in the radical feminism and radical ecology groupings,

Yes, it goes very well [radical feminism] with my anarchism, in the sense that it's oppression that we fight, it's hierarchy and domination as a concept, as a principle and as a way of organizing society (...). It applies to women and to all forms of oppression. That is why I identify with anarchism (Ainsi squattent-elles_01, TA).

What we see as a global pattern, it's domination, hierarchy, that is also reproduced in our relation with nature. And we cannot only fight that type of domination, we have to fight domination altogether in order to overcome this attitude of oppression we have towards the ecosystems that support us (Liberterre_01, TA).

The diverse struggles activists came to advocate for in the movement were therefore not perceived as mutually exclusive. On the contrary, they were seen as complementary and interactive, each revealing the complexity of oppression. An activist involved in the anti-colonialism/anti-racism grouping expressed this idea,

I don't think any one form of oppression is any more important, or more urgent to fight against, or more valid than any other form of oppression. I don't think we're going to successfully dismantle *any* form of oppression without dismantling *all* of them (ACAR_01, OL).

This attribution of similarity across various forms of oppression was thus based on an acknowledgement of the structural basis of oppression. Indeed, by linking identities to structure and interest, internal diversity within a movement is best surmounted (Bernstein 2008, 296). Gamson (1992) refers to these types of allegiances as “solidary-derived” collective

¹⁵⁵ The flipside of the anti-oppression frame developed by anti-authoritarians is an alternative set of positive values, such as social justice, freedom, collective autonomy, direct democracy, solidarity, and mutual aid (Breton *et al.* 2012a; 2012b; Sarrasin *et al.* 2012). Although the promotion of these alternative values is part of what anti-authoritarians recognize as common among them, we do not focus on this aspect because we consider these values as derivative of the oppositional stance to oppression and thus this latter dimension as the primary focus of the attribution of similarity between issues.

identities, in which identification is made with broad social categories.¹⁵⁶ Because of individuals' complex insertion in the social world, solidary-derived collective identities then "nourish an oppositional consciousness that is multidimensional in nature" (Valocchi 2010, 160). From this analysis, we see that the gradual understanding anti-authoritarian activists gained of the interconnectedness of their respective grievances in a common struggle against oppression was based on the conceptualisation of issues of struggle as embedded in structural relations. Oppression was thus used by anti-authoritarians to designate any type of illegitimate power that confers on certain social groups a position of domination over other social groups: for example, bosses over workers, men over women, heterosexuals over LGBTQ, white people over people of colour, human beings over other types of living beings (CRAC 2011c).

Such a conceptualization, drawing attention to power relations, has as a corollary the denunciation of the systems of inequality that generate them (Morris 1992; Mansbridge and Morris 2001). Attribution of similarity across issues is then constructed on the recognition that underlying structures of oppression are rooted in the same institutions and norms (Stockdill 2001, 236). When proclaiming their refusal of all forms of illegitimate authority, anti-authoritarian activists therefore explicitly target the systems that support these forms of authority (CRAC 2011c). Capitalism, patriarchy, racism, imperialism, colonialism, heterosexism, anthropocentrism and ableism were most often cited by anti-authoritarians as generating oppression. As expressed by an activist,

If you were to find a really good analysis of sexism and write it down, you could just cross out the word sexism everywhere and put in the word racism, and come up with a really good analysis of racism. I think they [systems of oppression] all work in intertwined ways, but in slightly different ways (ACAR_11, OL).

Through the attribution of similarity, the diverse issues in which anti-authoritarians engaged as part of their activism were each framed as particular dimensions of a common struggle against

¹⁵⁶ Gamson (1992) also identifies organization-based identities in which identification derives from a specific organization and a movement-based collective identity involving identification with an established social movement.

oppression. Affinity groups that formed within each grouping advanced such a structural analysis. For example, in the radical ecology grouping, activists created an eco-anarchist affinity group in 2003. It was described in this way,

Liberterre was born out of a sense of rebellion against the subjection of nature to humans' material interests and against the productivist ideology that justifies this servitude (...). [We are] against all forms of authority, oppression, domination and their historical manifestations: patriarchy and matriarchy, capitalism, racism, heterosexism, colonialism, anthropocentrism (humans at the centre of the universe), specism (one species' superiority over the others) and their institutions: the State, Industry, the Church, etc. (Liberterre's manifesto, cited CRAC 2008a: 8, TA).

Radical feminists used the same references to systems of inequalities when they defined themselves as radicals in a 2003 initiative, in a description that was later revived for a 2010 gathering:

Radical is a term used to describe a feminist organisation or analysis that goes to the roots of women's specific oppression, patriarchy, and that aims to fight it in its profound nature (...). That exploitation is intertwined with capitalism, with racism, with heterocentrism and with all other form of hierarchy and domination (Comité organisateur de la rencontre féministe radicale 2010, cited in Leblanc 2013: 242, TA).

Issues from the anti-colonialism/anti-racism grouping were elaborated as a variety of interrelated struggles in the basis of unity of an affinity group in 2006,

No One Is Illegal acts to expose and educate against injustice from an anti-capitalist, anti-imperialist, anti-patriarchal, anti-authoritarian and a queer positive perspective, while asserting a vision for open borders and social and economic justice. We work to combat racial profiling, detentions, deportations, police and state brutality, wage slavery and all forms of indignity (No One is Illegal-Montreal 2006, OL).

Finally, in the radical queer grouping, the self-description of this queer affinity group founded in 2007 expressed, in its own creative way, a similar understanding of the struggle against oppression,

Qteam is a Montreal-based radical queer collective committed to anti-imperialism, anti-racism, short shorts, queering activist spaces and politicizing queer spaces, the downfall of single-issue politics, raging pervy queer dance parties, destroying all prisons, opening all borders, burning pink dollar\$ and keeping on keeping on (Qteam web site, cited in Breton *et al.* 2012a : 151, OL).

In the same vein, identity work as a form of empowerment can also be seen in the way that activists came to integrate the multiple aspects of their common struggle against oppression into their understanding of themselves. Individual endorsement of a variety of identities can thus be considered another indicator of differences being overcome through the attribution of similarity, as activists come to define themselves by simultaneously listing several identities. When asked how they self-identify, activists from the different groupings responded with diverse identifications, as in these illustrative quotes:

It remains fuzzy, it changes (...). I would say I am an anarchist, rather nihilist (...) and sometimes anti-civilization (...). I recently claimed that I was a feminist (...), it almost goes without saying for an anarchist. I was queer before I became a feminist (...). I think feminism is necessary in order to get to queer politics (Liberterre_06, TA).

There are many ways to define one's feminism. It gets transformed, depending on who experiences it (...). For me, it's about confronting the act of domination of men over women, but also of white people over non-white people, human beings over the planet, North over South (Ainsi squattent-elles_07, TA).

I define myself as rather multiple. I'm a queer, mixed Indian Irish second-generation Canadian, feminist, living on stolen indigenous territory (Ste-Emilie Skillshare_02, OL).

I identify as queer, as a person of color, as diaspora, as a woman, as a cisgender privileged person¹⁵⁷, as a radical feminist, as anti-racist, anti-imperialist and anti-colonial, as anti-authoritarian (ACAR_04, OL).

In sum, identity work for empowerment realized by activists through the mechanism of attribution of similarity allowed the anti-authoritarian collective identity to expand by conceptualising various issues as part of the activist's common political stance against oppression. However, this work on ideas had to be accompanied by a change in activists' sense of agency in order to effectively address differences within the movement. Accordingly, corresponding identity practices that materialize and communicate activists' engagement towards each other, helping to establish norms of trust and credible commitment among them, were developed through other dimensions of identity work, deepening the links across diversity within the anti-authoritarian community.

¹⁵⁷ A cis-gendered person is someone who is socially privileged by the fact of identifying with their birth-assigned gender, the latter determined according to one's body parts.

5.4.2 Identity Work as a Goal and Naming

Identity work for empowerment has led to a broad conceptualization of the struggle against oppression through the mechanism of attribution of similarity. For anti-authoritarian activists, this has been accompanied by a commitment to work on transforming power dynamics in everyday life. This aspect of identity work is referred to by Bernstein as identity as a goal. Identity can be a goal of social movement activism either as an effort to gain acceptance for a hitherto stigmatized identity or, in the case of anti-authoritarians, as an attempt to deconstruct categories of identities (Bernstein 2008). In the latter vein, “movements that have identities as a goal are motivated by activists’ understanding of how categories are constituted and how these categories, codes and ways of thinking serve as axes of regulation and domination” (Bernstein and De la Cruz 2009, 1). Assuming that the structural and cultural bases of inequality lie in such categories, the way that identity is related to power must be made explicit in order to understand identity as a goal of social movements. This implies going beyond a narrow state-centered view of power towards a multi-institutional model of politics that views power as rooted in a variety of overlapping institutions (Armstrong and Bernstein 2008).

An important challenge anti-authoritarian activists faced when undertaking this objective was the awareness that they wield power themselves, in spite of their political engagement (CRAC 2011c). Indeed, “the existence of multiple interlocking oppressions creates the potential for the oppressed to act as the oppressor” (Stockdill 2001, 207), to become “the outsider-within” (Collins 1990, xi). Unequal power relations may have arisen unintentionally between certain individuals or groups of individuals within the movement, be it because of a particular social status (nationality, for example) or individual competencies (the person’s excellent computer skills or capacity to speak in public, among others). This then confers implicit powers and privileges on certain people at the expense of others. Building on identity work for empowerment, that led them to understand social relationships as based on differentiation and stratification, anti-authoritarian activists attempted to develop non-hierarchical relationships

with each other (Breton *et al.* 2012a; 2012b).¹⁵⁸ This effort was not intended to devalue difference, but rather to acknowledge differences and take them into account, collectively negotiating potentially unequal power relations in an attempt to undermine and ultimately dismantle them.

When anti-authoritarian activists engage in identity work as a goal, they name tensions relating to oppression and privilege. The mechanism of naming is the act of representing the distribution of power as it unfolds within the anti-authoritarian community, calling attention to inequalities reproduced among activists. Naming has consequences for social movements and is never “an innocent act” (Escobar 1998, 55): it brings particular views of the world into consideration by expressing relations between actors. Just as naming a movement, that is, representing it as a collectivity, can reconfigure the political opportunity structure (Jenson 1998), naming problematic issues within movements can have an impact on the way power relations are addressed by activists. Although insufficient in itself to totally eradicate unequal dynamics, naming is still a necessary step to overcome unequal power relations since it involves identifying them and becoming aware of their existence within the movement. Furthermore, naming as a means of representing the distribution of power within movements is not only discursive but can be translated into material practices that embody social relations (Jenson 1995, 108), thereby anchoring the recognition of underlying identities defined in relation to systems of oppression.

Anti-authoritarian activists have engaged in practices of naming in the pursuit of “safer spaces”¹⁵⁹, where power dynamics can be revealed and addressed (CRAC 2011c). Within

¹⁵⁸ Breton *et al.* (2012) further argue that this objective is also taken beyond activists’ immediate circles, engaging power dynamics with other actors engaged in the struggle for social justice.

¹⁵⁹ These safer spaces, named as such by activists to highlight the fact that the goal of creating “safe spaces” is a permanent challenge, are thus analogous to free spaces described as “small-scale settings within a community or movement that are removed from the direct control of dominant groups, are voluntarily participated in, and generate the cultural challenge that precedes or accompanies political mobilization” (Poletta 1999, 1). Poletta identifies three types of free spaces playing different roles for mobilization: transmovement, indigenous and prefigurative (1999, 2). Following this contribution, Futrell and Simi (2004, 38) have argued that prefigurative practices permeate both transmovement and indigenous types of free spaces and are thus a transversal characteristic.

these safer spaces, activists engage in prefigurative practices that attempt to disrupt the binaries on which power structures are constructed and maintained. Concrete alternative experiences in the here and now became part of a larger engagement in significant political transformation, an ongoing process of realizing collective autonomy (CRAC 2011b). Advancing social change therefore involves transforming patterns of internalized oppression and domination. As expressed by activists:

I don't believe in a "big revolution" that is going to change the world, but I do think that revolutions can be made in our own lives (St-Emilie Skillshare_05, OL).

We try to experiment, on a small scale, with what an ideal society would look like. We need to create spaces where we can do that (Ainsi squattent-elles_02, TA).

Such prefigurative practices were developed through organizing tools¹⁶⁰ that allowed activists to act upon identities in order to redress unequal power relations identified within the movement.¹⁶¹ They expanded anti-authoritarian collective identity boundaries by integrating the exercise of direct democracy by activists into concrete organizing strategies aimed at dismantling these negative power relations.

In this way, actors in the anti-authoritarian community initially differentiated themselves from others through their shared commitment to decentralization and horizontal modes of organizing. The choice of this mode of organizing translated into the adoption of a consensus-based decision-making process, involving the naming of minorities and dissenting views throughout the collective deliberation it entailed. Alternating speaking turns between men and women, as well as between first and second interventions, were adopted to help identify the distribution of power between social groups and individuals as it played out in the monopolization of speaking spaces, as recalled in this excerpt:

¹⁶⁰ Anti-authoritarian activists generally use the word "mechanism" to refer to these organizing tools. I use the latter term in this article to avoid confusion with the concept of mechanism defined by the political process approach.

¹⁶¹ These organizing tools are not exclusive to the anti-authoritarian movement and their use has been documented in other social movements, notably the women's movement (Pagé 2006). However, this article is not interested in tracing the origins of these tools but their use by the anti-authoritarian movement as a way of engaging with power.

It's relevant to have an alternating speaking list between men and women. It helps to draw our attention to the difference between them. I recall many times in CLAC assemblies when the facilitator would say: "ok, there's no one else on my women's list. Is there another woman who wants to speak?" If only to take notice of that situation, I think it's relevant (Radical feminist network_15, TA).

Other organizing tools, like training and do-it yourself practices, were used by activists to name the need for sharing skills and rotating tasks, so that responsibilities (for example, speaking to media or facilitating an assembly) were not always assumed by the individuals who came to activism with the most resources. Although activists became familiar with some of these tools during CLAC's 2001 mobilization, only their sustained use through time and in different activist spaces in all groupings enabled the progressive recognition of underlying differences.

Some organizing tools involving the naming of the distribution of power between actors which were not used in the 2001 mobilization were later progressively introduced into activist practices. This is the case of the naming of emotional tensions as potentially oppressive dynamics. Recalling, a few years later, her first involvement in the anti-authoritarian movement with CLAC, an activist from the radical ecology grouping explained:

Some issues between us [within CLAC] were not addressed by organizing tools. You know, the things we do now, like check-ins and check-outs. The tensions that had built up during the assemblies were not resolved. There wasn't a space to name these emotional tensions back then (Liberterre_01, TA).

These periods of "check-in" and "check-out", used to freely express feelings at the beginning and at the end of a meeting and the "vibe-keeper" function, mandating an activist to provide feedback on non-explicit interactions that might have occurred between people during a meeting, thus became familiar to activists over time.

A similar development occurred with the integration of discursive practices that helped activists become aware of oppressive attitudes and language. A "cisgendered person" came to be used as a name for individuals socially privileged by the fact of having a sexual identity corresponding to the expected behaviour of that person's birth-assigned gender. An "abled person" came to refer to someone socially privileged by having mental and physical faculties corresponding to defined normality. The very idea of normality has been deconstructed by

activists who started referring to situations as “regular” instead of “normal”. Ensuring accessibility to anti-authoritarian spaces and events by making them wheelchair accessible, providing free childcare and organizing non-gendered toilets are other concrete means of naming, and thus acknowledging, differences between activists that gradually became common within the movement.

The creation of non-mixed spaces is yet another organizing tool used by activists, naming the need to address power distribution between social groups. It sometimes served as the basis for founding affinity groups, such as non-mixed women's groups in the radical feminism grouping or people of colour collectives in the anti-colonialism/anti-racism grouping:

I think it's really important to have those spaces to talk about issues of race amongst other people of colour exclusively. There is just a different environment that gets setup, and there's just a different freedom, and welcome; less self-consciousness, to be able to talk about things openly and I think that's really important (ACAR_05, OL).

However, this tool also came to be used in different contexts as a means of bringing activists together around a specific identity, whether by an oppressed group in order to freely discuss its marginalization or by a privileged group to question its privileges. Non-mixed caucuses progressively became part of the anti-authoritarian repertoire of organizing strategies:

I guess we could probably have other caucuses if people ask for them, like a trans caucus or like a femme caucus. (...) I will support any identity or experience-shared caucus, I think caucuses are important, they can be helpful for people and they're part of creating a safer space (St-Emilie Skillshare_05, OL).

Finally, between 2001 and 2010, activists integrated this non-exclusive list of organizing tools to act upon the unequal distribution of power unfolding within the movement on the basis of social categories. Although the use of these tools was more or less systematized depending on the functioning of the different affinity groups (a high degree of proximity between activists sometimes being invoked as a factor reducing the necessity of such tools), naming as a practice to identify problematic issues among activists was a mechanism consistently used. An activist from the radical ecology grouping expressed the importance of naming by stressing that, “as a first and last tool, it's always communication” (Liberterre_05, TA). When undertaking identity work as a goal, naming as a mechanism ultimately generated an appropriation of power by actors who became “simultaneously subjects of ongoing social

structures and acting subjects, carrying in their practices and meaning systems possibilities for not only system reproduction but also social change and transformation” (Jenson 1995, 115).

5.4.3 Identity Work as Strategy and Audience Shift

To build consistency among a diverse array of grievances in a movement through a process of identity reconciliation, actors must be able to assert difference alongside their expression of commonality with others. In this way, the various aspects of activists’ identities have to gain sufficient legitimacy to avoid differences between actors becoming a source of division within the movement. This is achieved by activists incorporating aspects of their identity into their strategy, by making tactical choices about how to best portray themselves (Poletta and Jasper 2001). Identity work as a strategy, which Bernstein also alludes to as identity deployment (Bernstein 1997; 2008), refers to the way activists put forth certain images of themselves in order to achieve their goals, whether to radically transform mainstream culture and institutions or simply to educate legislators and the public (Einwohner 2006, 38). It can be used along a continuum from education to critique: the former challenging the dominant culture’s perception of minorities or strategically playing on uncontroversial themes to gain legitimacy; the latter challenging dominant cultural assumptions about the “naturalness” of certain roles (Bernstein and Olsen 2009).

Identity is used strategically when activists individually or collectively make decisions about whether or not to express their similarities or differences from targets, opponents and even each other (Bernstein 2008). Sameness and difference are discrete choices made by activists; they may be deployed alternately or, in other circumstances, featured simultaneously in activist work (Einwohner *et al.* 2008, 7). These choices are thus conjunctural options played upon by activists depending on how they situate themselves relative to various others with whom they interact. Audience shift is a mechanism of identity work as strategy that refers to activists’ capacity to position themselves differently by bringing out particular aspects of their identities depending on the various external and internal publics with whom they interact (B. Roth 2008). Of particular interest to our demonstration is the idea of shift at the core of this mechanism, which illustrates the capacity of activists to endorse the diverse aspects that come to be included in the anti-authoritarian collective identity.

Activists emphasize different aspects of their identities depending on the actors with whom they are engaging: those located outside the anti-authoritarian movement boundaries or those within the anti-authoritarian community. In all cases, anti-authoritarian actors simultaneously stressed sameness with and difference from intended publics, albeit changing emphasis according to the audience. That is, when engaging in identity work as a strategy with external audiences, activists justified their political participation one way by stressing sameness with these audiences on the basis of their shared concern about the issues at stake, while simultaneously emphasizing their difference from those same audiences by expressing their anti-authoritarian perspective. Conversely, when a shift in audience occurred and activists interacted with internal publics, identity work as a strategy was undertaken in a second way by expressing sameness on the basis of the anti-authoritarian identity, while at the same time underlining differences with other anti-authoritarian actors by highlighting the issues that formed their specificity. Ultimately, the legitimacy of this assertion of diversity within anti-authoritarian movement boundaries created a culture of reciprocity between actors as activists took on identity work as a strategy in a third way by situating themselves relative to one another according to various systems of oppression.

Looking at the first scenario, anti-authoritarian activists engaged in identity work as a strategy through campaigns directed at external audiences with whom they stressed their similarity on the basis of common interests. They nevertheless emphasized their difference by simultaneously expressing their anti-authoritarian perspective through a radical interpretation of the issues at stake, the use of direct action tactics, and horizontal modes of organizing, as shown in the following examples taken from the different groupings. In the radical ecology grouping, affinity groups participated in debates and actions on environmental concerns by criticizing more mainstream models of environmental preservation and development. For example, Liberte terre regularly took part in days of action and awareness-raising on environmental issues by promoting a critique of green capitalism, sustainable development and responsible consumption. In parallel to the 2003 World Forestry Congress, the group was among the initiators of an anti-capitalist march condemning the event for “restoring the legitimacy of nature’s exploitation by the capitalist system” and celebrating “productivist and anthropocentric industry” (Liberte terre, cited in CRAC 2008a, 18). Similarly, in the campaign

against the deforestation of René-Levasseur Island, Liberterre advocated civil disobedience against the Kruger Corporation as a means of radicalizing the action plan of the broader SOS Levasseur Coalition¹⁶² in which it was participating.

The same type of identity work as a strategy with external audiences can be found in the radical queer grouping. Affinity groups have engaged in debates on LGBTQ issues with the larger gay community on the basis of shared issues of concern, while at the same time stressing their difference on the basis of the anti-authoritarian identity. The appropriation of LGBTQ issues by the state and the market through pink capitalism was condemned in the Pink Panthers collective's 2004 action against the commercialization of Valentine's Day, where:

After puking on the doorsteps of the [Gay] Village's most prosperous shops and bars catering to gay businessmen, members of this radical queer group flooded the neighborhood with counterfeit coupons, symbolizing the reign of the pink dollar and the capitalist compliance of today's average gays and lesbians (Panthères roses 2004a, OL).

In Operation Dark Side of the Moumounes during Pride Week 2004, members of the Pink Panthers collective staged a collapse in the center of the Gay Village to draw attention to "all the gay nation's hidden realities" (Panthères roses 2004b, OL), such as ableism, promoted by the cult of the perfect body, and the lack of representation of women and people of colour in the gay community. Affinity groups from the radical queer grouping such as Ste-Emilie Skillshare have continued to promote this radical perspective by engaging in the annual *Pervers/Cité festival* since 2007, critically echoing the more mainstream *Divers/Cité festival*, unveiling the undersides of gay pride such as issues faced by queer and trans prisoners or queer and trans migrants (Qteam 2010).

In the radical feminism grouping, affinity groups such as Les Sorcières, Nemesis and Cyprine engaged in struggles common to the women's movement through an anti-authoritarian lens, opposing patriarchy, capitalism and the state. During a pro-choice demonstration, Les

¹⁶² The *SOS Levasseur Coalition* was composed of various environmental groups seeking a moratorium on exploitation of the old-growth forests of René-Levasseur Island to which the Kruger Corporation had obtained rights.

Sorcières denounced the State's implicit aim at demographic control when dealing with issues addressing economic and immigration concerns, which activists saw as a means of appropriating women's bodies, rather than allowing women's control over their own lives. Thus, "even on issues that have traditionally involved a dialogue between women's groups and the state, radical feminists refuse to engage and negotiate with a fundamentally patriarchal institution" (Pagé 2006, 126). Instead, they advocated a diversity of direct action tactics to fight the oppression of women. On International Women's Day in 2004, Cyprine organized an alternative march to the official gathering planned by more mainstream feminist groups in order to better address issues such as sexist advertising. In this spirit, radical feminists have continued to answer calls to mobilisation by the March 8th Committee of Women of Diverse Origins on Women's Day.

When engaging in struggles related to racial profiling, indigenous solidarity or migrant justice with external audiences, affinity groups from the anti-colonialism/anti-racism grouping have called attention to the "global apartheid" generated by the dynamics of social and economic exclusion inherent in global capitalism (Eslami and Maynard 2013). Whereas legal clinics and agencies provide services to immigrants facing injustice, groups such as No One is Illegal and Solidarity across Borders express their anti-authoritarian identity through modes of intervention promoting self-determination and mutual aid. They are involved in direct action casework in support of individuals struggling with precarious immigration status, help organize sanctuary for people facing deportation, and organize community dinners for migrants and immigrants to share resources and strategies.

In a second way, when interacting with external audiences, identity work as a strategy operated as a form of boundary reinforcement differentiating the anti-authoritarian identity from external actors. However, it also simultaneously consolidated the specificities of activists' issues of concern. Conversely, when the intended audience shifted to become the anti-authoritarian movement itself, actors stressed the differences between their struggles, while simultaneously claiming the common ground of a shared anti-authoritarian identity. Anti-authoritarian groupings worked on promoting particular dimensions of their common struggle against oppression by increasing the visibility of specific issues in joint campaigns

and community events. The structural configuration of the anti-authoritarian social movement community allowed for interaction among the movement's constituent parts in which identity work as a strategy was undertaken.

This articulation of sameness on the basis of the anti-authoritarian identity and difference among the particular concerns of each grouping was most clearly expressed by the formation of anti-authoritarian contingents during protests. Thus for example, in the annual May 1st anticapitalist demonstration, the 2004 gathering against the Quebec Liberal Party Congress, and the 2007 Days of Action in Montebello against the Security and Prosperity Partnership (PSP), anti-authoritarian actors formed blocs converging under their own banners. In this way, activists from the radical feminism grouping formed purple blocs and activists from the radical queer grouping called for pink blocs to increase the visibility of their issues, while also asserting their interconnections. Activists from the radical ecology grouping symbolized their dual allegiance to anti-authoritarianism and environmental concerns by deploying the eco-anarchist green and black flag in demonstrations. Similarly, activists from the anti-colonialism/anti-racism grouping signaled that migrant justice and indigenous sovereignty was a fundamental dimension of the anti-authoritarian struggle with their "Status for All" banner.

Internal audiences were also exposed to diversity within the movement through the participation of affinity groups from the different groupings in anti-authoritarian community events. Actors from each grouping interacted on discussion panels and in spaces created by the organizing committee of the Montreal Anarchist Bookfair, such as the 2005 Solidarity Room where diverse affinity groups were invited to "highlight various social struggles of interest to anarchists" (Salon du livre anarchiste de Montréal 2005). Activists also presented educational workshops during the Bookfair in which they were able to articulate their respective issue areas from an anti-authoritarian perspective. For example, Liberterre facilitated workshops between 2004 and 2006 to show how anarchism and radical ecology are intrinsically linked, arguing "if domination leads to ecocide, then survival will only result from the liberation of everyone and everything" (Salon du livre anarchiste de Montréal 2004). Collectives from the radical queer grouping like the Pink Panthers Collective, Qteam and Ste-Emilie Skillshare also participated in the Bookfair between 2003 and 2010, addressing heterosexism as an aspect of

the struggle against capitalism that also plays out in the anti-authoritarian movement. Radical feminists explored women's reproductive and gynecological health issues, sex work, parenting and the socialization of children, among other topics, through workshops and art exhibits from 2001 to 2010. Likewise, affinity groups from the anti-colonialism/anti-racism grouping participated during the same period through similar means, emphasizing the need for anti-authoritarians to engage in migrant justice and indigenous solidarity struggles as part of a larger fight for social justice.

Finally, autonomous media production and distribution within the anti-authoritarian community by the various groupings has been a useful way to familiarize internal audiences with the diverse dimensions of the anti-authoritarian struggle. *Terre et Liberté*, for example, was a newspaper published by Liberreterre between 2003 and 2006 offering an eco-anarchist analysis. The Jardins autogérés experiences also produced their own bulletins in the summers of 2007 and 2008, articulating their aims to anti-authoritarian activists, to whom they also distributed organic vegetable baskets. Radical feminists have produced many brochures on women's oppression distributed at community events. Les Sorcières collective, for example, has been assiduous in publishing its eponymous newspaper throughout the decade, while the Ainsi Squattent-elles collective has had a weekly radio show in Quebec City since 2007. Affinity groups from the queer grouping created numerous zines promoting the fight against heterosexism and distributed them in the anti-authoritarian community, notably during the annual *Queer Between the Covers Book and Zine Fair* beginning in 2008 and the *Radical Queer Semaine*¹⁶³ since 2009. In its different campaigns between 2003 and 2010, Solidarity across Borders produced statements articulating an anti-authoritarian perspective on migrant justice and calling upon other anti-authoritarian actors to endorse these statements.

In a third way, that the mechanism of audience shift allows versatility in the use of identities within anti-authoritarian boundaries is ultimately shown by an examination of how activists

¹⁶³ *Radical Queer Semaine* is described as “a radical queer and trans collective committed to celebrating our fierce and fabulous selves through organizing a temporary autonomous queer community space every winter in Montreal.” (Radical queer semaine n.d.)

engage in identity work as a strategy with one another on the basis of their common struggle against oppression while expressing differences in social locations relative to various systems of oppression. Differences within the movement translated into a culture of reciprocity among activists built upon the empowering conception of forms of oppression as interrelated rather than competing. As discussed above, solidary-derived identities, that served as a source of empowerment for anti-authoritarians, coexisted within the boundaries of the larger anti-authoritarian community, without any of the dimensions becoming more salient than others. More precisely, audience shift allowed different identities to become salient at different times for actors within the movement (Reger 2002a; Bernstein 2005).

Indeed, when engaging in the process of identity reconciliation, activists must come, “to see themselves as part of a group that includes identities that are not personally salient” (Ward 2008, 234). The sense of belonging to a movement whose constituents were all perceived to be engaged in a struggle against oppression thus led activists to position themselves relative to the various dimensions of oppression highlighted by others within the movement. In this way, if not directly affected by a particular oppression, activists nevertheless came to situate themselves in relation to others affected by that particular struggle through the structural relations that bind people together in their common struggle against oppression (CRAC 2011c). This was done by acknowledging their own privileges as a member of a dominant social group. For example, one individual may be oppressed economically but receive social advantages as a heterosexual man; another may experience oppression as a lesbian woman but enjoy the privileges of being white-skinned and well-educated. Activists have assumed responsibility for their relative positions in the various struggles by recognizing these structural privileges, as expressed in these quotes:

We particularly acknowledge the violence and racism underlying the theft of Indigenous lands everywhere in the world, including those we now cultivate (Jardins autogérés experiences, cited in CRAC 2010b: 32, TA).

I feel I’m part of an oppressor group in relation to many others. At a certain level I feel oppressed because I’m a woman, but at many other levels I feel like I’m the one who oppresses (...). It’s like I have the cultural, socio-economical keys, and I’m probably not even completely aware of that (Ainsi squattent-elles_08, TA).

I guess these identities affect me just as a way of trying to see how I fit into the world, trying to just bear that in mind. Like, obviously, I have this white thing going for me and

I have to keep track of it, make sure that I'm responsible as a white person (...) (Ste-Emilie Skillshare_01, OL).

I think given where I am geographically in the world, where I am class-wise, there's a lot of ways in which I have privileges that other people of colour don't. Certainly being here on stolen land, there are privileges around that, but also just having citizenship in Canada, being fluent in English, having a lot of middle-class type access to a whole range of things (ACAR_08, OL).

The differential positioning relative to systems of oppression led activists to engage in various action campaigns within the anti-authoritarian movement because they conceived of themselves as allies to others experiencing oppression (Breton *et al.* 2012a; 2012b). Ally activism is viewed as the capacity of individuals to develop a commitment to struggles from which they are not direct beneficiaries¹⁶⁴ (Myers 2008). Becoming aware of the interconnection of all forms of struggle against oppression, activists have engaged periodically in “front-line struggles”, prioritizing particular issues at certain times, depending on the urgency of a situation, the needs expressed by the movement's constituents, and the analysis of the political, social and economic conjuncture (CRAC 2011c). For example, activists from various groupings responded to calls for action from actors organizing on migrant justice when individuals - from inside or outside the movement - faced imminent deportation (Eslami and Maynard 2013, 213). They engaged in solidarity work with particular communities, such as when activists from the radical ecology and radical feminism groupings supported Indigenous struggles (CRAC 2008a, 26; CRAC 2010b, 32; Leblanc 2013, 243). Individuals from the radical queer grouping participated in the *Queers Against Israeli Apartheid* campaign as allies of solidarity movements against colonialism around the world (Breton *et al.* 2012a, 154).

This shift allowed activists to engage in various struggles on the basis of reciprocal bonds with other individuals in different social locations. Thus, organizing around identity on the basis of

¹⁶⁴ Myers (2008) defines ally activism as being derived from a commitment-based identity, whereas beneficiary activism is an experience-based identity of movement adherents who work for the benefit of a group in which they claim membership.

structural positions became a strategic manoeuvre, rather than an essentialist posture and allowed for the social recognition of differences among anti-authoritarian activists.

5.5 Conclusion

The process of identity reconciliation between 2000 and 2010 within the anti-authoritarian community in Quebec did not result in an alteration of the movement's boundaries but rather a renewed understanding of commonality among activists through the acknowledgement of differences. This empirical account of the way "common ground is made" (Gitlin 1997, 158) across diversity in social movements is based on an analysis drawing from Bernstein's insights on identity work, showing that identity reconciliation was rendered possible through identity work for empowerment, identity work as a strategy and identity work as a goal undertaken simultaneously.

This article nevertheless expands on Bernstein's idea of feedback loops that connect the dimensions of her political identity framework, by unveiling the dynamics that unfold *within* each of them. Three mechanisms combine and reinforce each other in this process of reconciling various aspects of activists' identities into an encompassing collective identity. In engaging in identity work as a form of empowerment, anti-authoritarian activists have relied on the mechanism of attribution of similarity to progressively conceptualize multiple issues and interests as being many aspects of a common struggle against oppression. Naming is a mechanism operating in identity work as a goal that has led activists to address the distribution of power within anti-authoritarian boundaries through prefigurative practices aiming at the deconstruction of social categories. Finally, audience shift prevailed when activists engaged in identity work as a strategy. It allowed actors to position themselves according to their intended audiences by highlighting different aspects of their identities while sustaining their anti-authoritarian allegiance, simultaneously stressing sameness and difference from those external and internal audiences.

By showing how anti-authoritarian activists undertook all three dimensions of identity work via these three corresponding mechanisms, this article illustrates how identity becomes political and intersectional, addressing multiple systems of oppression (Breton and Kruzynski 2010; CRAC 2011c). As Bernstein's model intends to do, it challenges the, "commonplace characterization of social movements as either identity-oriented and expressive or political and instrumental" (2008, 277). Indeed, political work can be undertaken on the basis of identity claims, transgressing differences in a common commitment to social change. Working on the various dimensions of identity has allowed discursive and practical engagement to be developed within the anti-authoritarian community, bringing about meaningful norms of trust and credible commitment that have further deepened the links among activists within the collectivity. Activists' identity work shows a fluid embodiment of identity that has allowed the anti-authoritarian community to surpass rhetoric about diversity (Ward 2008, 252), effectively acknowledging differences and engaging in the challenge of social hierarchies. The various interests and grievances expressed were thereby contained in the collective identity of the movement and understood to be corollary to the common struggle against all forms of oppression. Undertaking this process of identity reconciliation through identity work thus permitted the anti-authoritarian community to constitute itself as a unified political actor in spite of its internal heterogeneity, as was brought to the public's attention during its 2010 campaign.

An examination of this process of identity reconciliation leads us to question notions deemed fundamental not only to the study of social movements but to political science more generally, such as traditional understandings of the political nature of collective action and the way it relates to power. Indeed, social movements engage in political action not only during episodes of contention when they interact with state authorities, but in their participant's constant commitment in addressing the multidimensional aspects of power relations. However, these examples drawn from the anti-authoritarian community in Quebec should not be taken to imply that there have been no difficulties in integrating certain issues in the movement nor that additional internal tensions cannot arise. This article testifies however to the possibilities available to a movement for addressing potential conflict among its participants arising from

intersectional identities. In the end, identity reconciliation is thus an ongoing challenge for social movements, constantly revised and renegotiated through activism.

Chapitre 6

Conclusion générale

La thèse par articles présentée dans ce manuscrit a porté sur l'analyse de la trajectoire du mouvement antiautoritaire au Québec entre 2000 et 2010. L'appellation antiautoritaire utilisée pour désigner ce mouvement a reflété l'identification plus ou moins explicite des acteurs diversifiés qui le composent avec la tradition idéologique anarchiste. Malgré les enjeux variés qui fondent la source d'engagement des militants et des militantes au sein du mouvement, ces derniers partagent tout de même une analyse politique contre les formes de domination, un répertoire d'actions directes et un mode organisationnel inspiré de la démocratie directe et de l'horizontalité des relations sociales qui balisent les frontières identitaires de ce mouvement autour de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine.

Partant de cette définition du sujet à l'étude, la thèse a été articulée autour de l'énigme qui a consisté à comprendre le processus de constitution de cet acteur politique hétérogène en amont de son apparition publique dans le cadre de l'épisode conflictuel de 2010 contre les rencontres du G8 et du G20, à Toronto. En effet, outre cet épisode de contestation qui a clos la première décennie des années 2000, la présence du mouvement antiautoritaire dans la province avait initialement été donnée à voir sur la scène publique lors de la campagne amorcée en 2000 contre la tenue du Sommet des Amériques à Québec. Dans cette perspective, l'observation extérieure du mouvement, soit à partir de ses principaux moments d'apparition publique depuis cette campagne initiale, aurait pu conduire à formuler l'hypothèse de son affaiblissement progressif au cours de la première décennie des années 2000, à l'instar de la disparition éventuelle des organisations phares de la mobilisation de Québec. Pourtant, l'analyse de la campagne en marge des événements de 2010 a non seulement permis de valider la persistance du mouvement antiautoritaire tout au long de cette période, mais elle a également laissé apparaître son évolution sur la base d'un réinvestissement de ses caractéristiques identitaires.

À partir de ce constat, l'interrogation transversale qui a guidé l'élaboration de cette thèse a questionné la trajectoire du mouvement préalablement à la mobilisation de 2010 afin de comprendre son processus général de constitution. L'examen de la littérature sur les mouvements sociaux jugée pertinente à l'analyse de cette question de recherche a révélé les dimensions exogènes et endogènes susceptibles d'affecter le parcours de constitution d'un tel acteur politique. Suivant les propositions théoriques de l'approche du processus politique, le chapitre deux de la thèse a permis l'examen des caractéristiques générales des systèmes politiques canadien et québécois dans lesquels évolue le mouvement antiautoritaire, de même que de certaines des opportunités politiques ponctuelles qui ont façonné le rapport des mouvements sociaux avec les autorités politiques au Canada et au Québec au tournant du XXI^e siècle. Cette considération du contexte structurel dans lequel s'insère le mouvement antiautoritaire a montré que si les facteurs externes sont bel et bien un déterminant du développement d'un mouvement social, la prise en compte de cette seule dimension demeure insuffisante pour expliquer à la fois la persistance du mouvement au cours de la période étudiée et la diversification interne qui s'y est manifestée.

En écho aux courants d'analyse culturalistes et de la mobilisation des ressources qui ont mis en lumière l'importance des dimensions endogènes dans la constitution d'un mouvement social, l'angle d'approche en matière de communauté de mouvement social est apparu comme un outil conceptuel pertinent pour penser la trajectoire du mouvement antiautoritaire dans la continuité, en soulignant le rôle des facteurs d'ordre mésoscopique et microscopique dans son développement. Le sujet d'étude ainsi problématisé, la démonstration a ensuite consisté, d'une part, à cartographier les contours de cette communauté de mouvement social antiautoritaire au Québec (chapitre trois), pour ensuite documenter, d'autre part, les dynamiques relatives à la dimension organisationnelle et à l'élaboration de l'identité collective du mouvement qui ont contribué à sa constitution (chapitres quatre et cinq). Le dévoilement de ces dernières dynamiques a justifié le recours à l'approche mécanistique de manière à déconstruire le rapport de causalité suggéré dans la littérature entre constitution de la communauté antiautoritaire et facteurs organisationnels et identitaires. Le travail de recherche qui sous-tend cette démonstration a été réalisé par l'entremise d'une méthodologie de recherche-action participative combinant les techniques de l'observation participante, ainsi que de l'analyse

d'entretiens et de sources documentaires. La collecte des données via les entretiens, de même que leur interprétation empirique, ont été effectuées en collaboration avec le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) de l'Université Concordia.

6.1 Retour sur les contributions de la thèse

La démonstration mise de l'avant dans cette thèse par articles contribue au champ d'études des mouvements sociaux à la fois sur une base empirique et sur le plan théorique. En tout premier lieu, la cartographie du mouvement antiautoritaire réalisée par le travail collectif effectué avec le CRAC et présentée dans le chapitre trois de la thèse représente une contribution empirique substantielle. L'étude des mouvements sociaux d'inspiration libertaire a connu un regain d'intérêt notable dans la foulée des mobilisations altermondialistes ayant pris de l'ampleur dans la dernière décennie du XXe siècle. Néanmoins, les discussions sur le renouveau de l'anarchisme s'accompagnent souvent d'un certain flou conceptuel, si ce n'est d'une volonté politique de délégitimation de ce courant, qui en font un objet d'étude insuffisamment exploré. Ainsi, dans la lignée des quelques travaux qui se sont intéressés à saisir ce phénomène dans les luttes sociales contemporaines (Graeber 2002; Day 2004; 2005; Dupuis-Déri 2007; Gordon 2007; 2008; Sarrasin *et al.* 2012; Bellemare-Caron *et al.* 2013), le travail de documentation présenté dans cette thèse a permis de tracer les contours de l'acteur politique animé par les idées et pratiques antiautoritaires dans la province. Cette étude de cas vient donc alimenter le corpus des exercices apparentés réalisés dans d'autres contextes nationaux et dont la mise en comparaison éventuelle pourrait alimenter la réflexion sur les particularités de l'action collective inspirée de cette perspective antiautoritaire.

Par ailleurs, d'un point de vue théorique, la thèse contribue aux principaux paradigmes d'analyse des mouvements sociaux à deux égards : d'une part, en abordant la réflexion sur les modalités du changement susceptible d'intervenir dans la trajectoire d'un mouvement social et d'autre part, en alimentant l'étude de la construction identitaire sur la base de composantes diversifiées.

En ce qui concerne le premier point, l'articulation de la démonstration autour de la notion de communauté de mouvement social a permis de réactualiser un outil heuristique fécond pour l'analyse des mouvements sociaux, mais pourtant peu développé dans la littérature. Telle que proposée initialement dans ce champ d'études, cette conceptualisation permet d'approfondir la réflexion sur les périodes de moindre visibilité qui interviennent entre les cycles de contestation (Buechler 1990; Taylor et Whittier 1992; Staggenborg 1998; Staggenborg et Taylor 2005). Appliquée à l'étude du mouvement antiautoritaire au Québec, cette conceptualisation sous forme de communauté de mouvement social est ainsi apparue utile pour remédier à certaines impasses associées aux débats théoriques sur les indicateurs empiriques d'un mouvement social, en dépassant le cadre de repérage relativement strict de l'approche du processus politique qui limite l'identification des mouvements à leurs principales phases d'interactions avec les autorités (Tarrow 1998; McAdam, Tarrow et Tilly 2001; Tilly et Tarrow 2008). Dans le même esprit, l'application des paramètres d'identification propres à la notion de communauté de mouvement social comporte par ailleurs l'avantage de clarifier les propositions conceptuelles plus vagues qui perçoivent des manifestations de ces phénomènes dans toute forme d'action idéologiquement structurée (Snow, Rochford, Worden et Benford 1986).

Interprété sous l'angle de la communauté, un mouvement social apparaît donc comme un acteur politique qui intervient ponctuellement sur la scène publique dans un rapport de confrontation avec les autorités politiques, tout en disposant de ressources autonomes qui lui permettent d'évoluer même en l'absence de telles interactions. En attirant l'attention sur la durée continue de la trajectoire des mouvements sociaux, la notion de communauté de mouvement social permet ainsi de relever la possibilité du changement dans les intervalles qui rythment les moments d'apparition publique d'un mouvement. À la différence des approches qui abordent les périodes de moindre visibilité pour les mouvements sociaux en relevant la présence de structures en dormance qui assurent le maintien du mouvement en attente de nouvelles opportunités de mobilisation, l'approche en termes de communauté de mouvement social met en exergue la possibilité d'évolution des mouvements sociaux qui anime ces périodes caractérisées par des rapports moins intensifiés avec les autorités politiques.

Enfin, prenant appui sur la définition des mouvements sociaux proposée par Melucci (1985, 800; 1989; 1996), la notion de communauté de mouvement social possède toutefois une valeur ajoutée en ce qu'elle vient préciser la nature structurelle et culturelle des ressources propres à la communauté qui en assurent le développement au fil de sa trajectoire. En ce sens, le recours dans cette thèse à la notion de communauté de mouvement social pour conceptualiser l'acteur politique hétérogène qui se manifeste au grand jour au moment de la mobilisation de 2010 a permis de dévoiler le rôle des dynamiques internes dans son processus de constitution. L'élaboration théorique sous forme de communauté de mouvement social ayant préalablement mis en lumière l'intervention des facteurs organisationnels et identitaires dans la trajectoire d'un mouvement, l'application de cette notion à l'analyse du mouvement antiautoritaire au Québec posait conséquemment la question du rôle de ces dimensions endogènes dans le parcours du sujet à l'étude. La démonstration développée dans la thèse a ainsi été élaborée de manière à rendre compte à la fois des facteurs d'ordre mésoscopique liés aux ressources organisationnelles et à l'élaboration des frontières identitaires, ainsi que des facteurs d'ordre microscopique relatifs au travail identitaire des acteurs dans le parcours de la communauté antiautoritaire. La considération de ces différents niveaux d'analyse dans le cadre d'une même démarche de recherche peut ainsi être perçue comme une contribution additionnelle de la thèse à la littérature mobilisant le concept de communauté de mouvement social.

Suivant cette perspective, l'examen de la dynamique impliquée dans le rapport de causalité suggéré dans la littérature entre facteurs endogènes et constitution de la communauté antiautoritaire a été enrichi dans cette recherche par le recours à l'approche mécanistique en sciences sociales (McAdam, Tarrow et Tilly 2001; Campbell 2005; Hall 2006; Gerring 2007; Tilly et Tarrow 2008; Falleti et Lynch 2009). À ce sujet, les articles qui font l'objet du chapitre quatre et du chapitre cinq de la thèse ont démontré que le processus de constitution de l'acteur politique hétérogène qu'est la communauté antiautoritaire pouvait être décomposé en trois processus distincts, mais interreliés, soit un processus de constitution organisationnelle, un processus de démarcation identitaire et un processus de conciliation identitaire. Comme représentée sous forme synoptique dans le tableau 6.1, l'analyse inductive du développement de ces processus a dévoilé la présence de mécanismes d'ordre cognitif et relationnel dans cette dynamique.

Tableau 6.1 Déconstruction du processus de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec

Processus impliqués	Mécanismes identifiés
Processus de constitution organisationnelle	Activation des frontières
Processus de démarcation identitaire	Différenciation interne
	Intermédiation routinière
Processus de conciliation identitaire	Attribution de similarité (<i>attribution of similarity</i>)
	Identification (<i>naming</i>)
	Interpellation alternée des publics (<i>audience shift</i>)

L'exploration en profondeur de ces processus par l'application de l'approche mécanistique dans l'analyse de la constitution de la communauté antiautoritaire permet de faire ressortir quelques éléments de réflexion susceptibles d'alimenter l'étude des mouvements sociaux, notamment en ce qui concerne la réflexion sur la construction identitaire sur la base de la diversité. Dans un premier temps, l'analyse de la trajectoire de développement de la communauté antiautoritaire a fait ressortir l'interaction des processus de constitution organisationnelle et de démarcation identitaire au sein du mouvement. Cette démonstration appuie ainsi la proposition selon laquelle la dynamique organisationnelle d'un mouvement participe à la construction identitaire tout autant qu'elle est affectée par celle-ci (Gamson 1996; Clemens 1996; 2004; Reger 2002a; 2002b; Whittier 2002; Flesher Fominaya 2010b). Le processus de délimitation des frontières identitaires trouve ainsi sa correspondance dans la configuration organisationnelle privilégiée par les acteurs d'un mouvement, de même que les possibilités de développement de l'identité collective sont en retour balisées par ces caractéristiques organisationnelles.

En ce sens, l'analyse de la trajectoire de la CLAC insérée dans le parcours de constitution plus général de la communauté antiautoritaire présentée dans le chapitre quatre a illustré le fait que la transformation structurelle du mouvement résultait d'une adaptation à cette dynamique de

co-construction organisationnelle et identitaire. Au cœur de l'interaction de ces derniers processus, l'identification du mécanisme de différenciation interne est notamment venue préciser la dynamique de positionnement qui se joue entre les membres d'une même collectivité dans l'élaboration des frontières d'un mouvement. Alors que cette dimension interactive au sein du groupe en constitution est un aspect de la construction identitaire mentionné dans la littérature sur l'identité collective dans les mouvements sociaux (Taylor et Whittier 1992; Melucci 1995; Poletta et Jasper 2001), l'examen explicite de son déploiement est demeuré sous-évalué dans ce champ d'études. La formulation proposée dans la thèse pour nommer ce mécanisme apporte donc une précision qui pourra éventuellement être transposée à l'analyse d'autres cas.

En deuxième lieu, la recherche a soutenu la proposition selon laquelle la prise en compte de la diversité qui se manifeste dans le parcours de développement d'un mouvement social est facilitée par le processus de conciliation identitaire qui permet d'articuler les identités individuelles émergentes dans une identité collective cohérente. L'identification de ce processus et l'analyse de son développement par le travail identitaire des militants et des militantes antiautoritaires présentées dans le chapitre cinq de la thèse contribuent de ce fait à l'étude de l'identité collective dans les mouvements sociaux en soulignant l'importance de ce processus parallèle à la dynamique de démarcation identitaire. Se distinguant des processus qui envisagent la possibilité d'articulation des différences sous l'angle du changement identitaire (*identity shift*) (McAdam, Tarrow et Tilly 2001 ; della Porta 2005b) ou de la reconstruction (*identity reconstruction*) (B. Roth 2008), le processus de conciliation identitaire n'a pas résulté en l'altération des frontières identitaires de la communauté antiautoritaire, mais plutôt en leur réinvestissement par une compréhension renouvelée de leur signification.

Dans cette perspective, si l'étude de l'identité collective abordée sous l'angle de la production sociale constante implique la reconnaissance du caractère fluide et mouvant de cette dimension pour les mouvements sociaux (Melucci 1988 ; 1989 ; 1995; Taylor et Whittier 1992 ; Flesher Fominaya 2010a), le processus de conciliation identitaire permet néanmoins de relever la permanence de certains repères identitaires préalablement établis malgré le renouvellement de leur portée. Le déploiement du processus de conciliation identitaire est

notable dans le cas de la communauté antiautoritaire dont les frontières identitaires sont demeurées articulées autour des caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine tout au long de la trajectoire étudiée, en dépit de la diversification de chacune d'entre elles.

Dans un troisième temps, l'analyse de la construction identitaire au sein de la communauté antiautoritaire a montré que pour mener à une intégration effective de la diversité, l'engagement des militants et des militantes doit dépasser la seule dimension discursive pour se matérialiser dans des pratiques correspondantes (Stockdill 2001 ; Kurtz 2002). Ce faisant, tant l'analyse du processus de démarcation identitaire dans le chapitre quatre que l'analyse du processus de conciliation identitaire dans le chapitre cinq ont montré que la dimension relationnelle est fondamentale à l'élaboration de l'identité collective. Les cadres d'interprétation et le sentiment d'appartenance développés au sein d'un mouvement favorisent ainsi l'intégration de la diversité lorsqu'ils sont transposés dans la structure des interactions entre les acteurs (Melucci 1988, 343). Dans cet ordre d'idée, la mise en relation des composantes organisationnelles formées autour de la différenciation interne s'est réalisée par le mécanisme d'intermédiation routinière dans le cas de la démarcation identitaire, alors que les mécanismes de l'identification (*naming*) et de l'interpellation alternée des publics (*audience shift*) sont ceux qui ont révélé l'engagement concret des militants et des militantes dans le processus de conciliation identitaire.

À ce sujet, la présentation des dynamiques de la construction identitaire étudiées dans le cadre de cette thèse a été introduite dans le chapitre deux par le schéma d'analyse de l'identité collective dans l'étude des mouvements sociaux proposé par Taylor et Whittier (1992). Or, si le processus de démarcation identitaire et le processus de conciliation identitaire peuvent être reliés aux deux premiers éléments de ce schéma, respectivement la formation des frontières identitaires (*boundaries*) et le développement d'un sentiment d'appartenance partagé (*consciousness*), l'analyse de leur déploiement dans la dynamique de constitution de la communauté antiautoritaire a fait ressortir le statut particulier et non équivalent du dernier aspect de ce cadre d'analyse (*negociation*). En effet, tel que mis en lumière dans l'étude des processus identitaires présentés dans cette thèse, l'aspect relationnel construisant la

délimitation de la collectivité et renforçant les liens de solidarité entre les composantes d'un mouvement fait écho à cet aspect de la négociation qui apparaît dès lors comme un élément transversal aux deux premières composantes du schéma d'analyse de Taylor et Whittier. Le déploiement des relations entre les militants et les militantes dans la configuration d'ensemble du mouvement antiautoritaire, au sein des différents espaces créés, ainsi que dans les interactions avec les groupes extérieurs, a illustré dans le cadre de cette thèse l'adhésion des individus au mouvement et le sentiment d'appartenance créé entre eux. Il en ressort que l'analyse de l'identité collective dans l'étude des mouvements sociaux pourrait bénéficier d'une prise en compte plus systématique de l'enracinement des aspects culturels liés à l'identité dans les pratiques des acteurs.

Enfin, l'analyse du processus de constitution de la communauté antiautoritaire autour d'éléments hétérogènes permet non seulement d'éclairer la réflexion sur les modes d'appréhension de l'identité collective pour les mouvements sociaux, mais également les modalités de déploiement du caractère politique de leur action. À ce sujet, la démonstration a illustré que la transposition des développements identitaires dans des pratiques correspondantes permettait de dévoiler une conception particulière du pouvoir au sein de la communauté antiautoritaire. En ce sens, les militants et les militantes antiautoritaires ont progressivement su relier une variété de revendications et d'enjeux dans une même identité collective en abordant l'expression des différences au sein de la communauté à partir d'un dénominateur commun, soit leur articulation à la lutte contre les formes variées de l'oppression. Ce faisant, la communauté antiautoritaire a évité l'écueil de la fragmentation face à la diversité qui s'est exprimée dans sa trajectoire en intégrant dans ses dimensions culturelles et structurelles la reconnaissance des différences générées par les rapports de pouvoir institués. En outre, la communauté antiautoritaire a pu fédérer les éléments hétérogènes qui la composent autour d'un projet politique dont la finalité n'a pas été définie par un objectif d'influence sur les autorités étatiques, mais plutôt par le développement de modes d'intervention immédiats sur la reconfiguration des rapports de pouvoir. Les pratiques ainsi développées au sein de la communauté antiautoritaire ont visé la redéfinition des relations sociales au sein même de la collectivité, de manière à rendre compte de la compréhension élargie des fondements identitaires de la lutte contre l'oppression. Cette

dimension préfigurative du changement a ainsi illustré la possibilité de construction du lien politique sur la base de la mobilisation de multiples référents identitaires.

6.2 Ouverture et pistes de réflexion

L'étude de la communauté antiautoritaire au Québec abordée sous l'angle d'analyse de son processus de constitution a impliqué des choix méthodologiques et théoriques conséquents dans l'élaboration de la démonstration. Au terme de la démarche, il est possible de formuler certaines pistes de réflexion à partir de constats tirés de la construction de cette recherche en vue de l'élaboration de projets d'étude éventuels.

D'entrée de jeu, l'objet d'analyse qu'a constitué la communauté antiautoritaire au Québec dans l'objectif d'en retracer le parcours de développement en amont de son expression publique de 2010 a été problématisé dans son contexte politique d'émergence. L'évaluation des conditions propres à ce contexte a montré que si les facteurs politiques exogènes au mouvement antiautoritaire ont pu avoir un impact sur son émergence lors de manifestations publiques, ils ne suffisaient pas à expliquer de manière satisfaisante le parcours de développement de cet acteur dans ses moments de moindre visibilité. Néanmoins, l'exercice de documentation de la communauté antiautoritaire présenté dans cette thèse a permis de constater la prégnance au sein du mouvement de certaines caractéristiques sociodémographiques inhérentes à la société québécoise, notamment la dualité culturelle francophone/anglophone. Cette dualité demeure transcendante en dépit de la réalité multiculturelle de la société québécoise contemporaine et soutient des univers de références politiques, sociales et culturelles différenciés. Ainsi, l'hypothèse d'un apport distinct des milieux militants francophone et anglophone à la communauté antiautoritaire apparaît d'autant plus pertinente à vérifier que le portrait de cette dernière dans le cadre de la thèse a fait ressortir l'enracinement urbain, voire montréalais, de cet acteur politique, territoire au sein duquel se repère explicitement cette dualité. Ainsi, la communauté antiautoritaire apparaît comme une arène propice à l'observation plus approfondie des dynamiques d'interaction entre

ces univers, à la fois de leurs contributions respectives, de leur influence mutuelle ou des possibilités de leur cohabitation.

Un angle d'étude distinct pourrait par ailleurs consister à repenser la relation de la communauté antiautoritaire à son territoire d'ancrage en ouvrant la réflexion sur son insertion à l'échelle transnationale d'action collective. Tel que mentionné, il est apparu pertinent dans cette thèse de d'abord situer le cas à l'étude dans le contexte du Québec au sein duquel s'est principalement déployée son action. Ce travail de documentation maintenant complété, la comparaison des particularités de la communauté antiautoritaire québécoise avec des mouvements d'inspiration anarchiste situés dans d'autres contextes, de même que des interactions existant entre eux, contribuerait certainement à enrichir la compréhension du phénomène global de résurgence de ce courant dans les mobilisations sociales contemporaines. Par ailleurs, considérant la conception particulière du pouvoir portée par la communauté antiautoritaire et qui prend pour cible la reconfiguration des rapports sociaux davantage que les institutions étatiques, l'analyse de sa contribution à la transnationalisation des réseaux de solidarité entre acteurs sociaux à l'extérieur des contextes institutionnels (Dufour et Goyer 2009) apparaît comme une piste supplémentaire à explorer.

D'autre part, l'étude du parcours de développement de la communauté antiautoritaire a permis de constater que certains individus avaient fait le choix de cesser leurs activités militantes à différents moments dans le cours de constitution de la communauté. Bien que la recherche n'ait pas pris en compte de façon systématique la question des défections militantes, la considération des motifs invoqués pour expliquer ces trajectoires individuelles dans les données analysées a essentiellement fait apparaître des motivations liées aux dimensions personnelles et professionnelles de la vie des militants et des militantes. En ce sens, un programme d'études qui situerait l'unité d'analyse au niveau des itinéraires individuels, à l'instar du corpus de la sociologie française sur les déterminants de l'engagement militant (Fillieule 2001; Fillieule et Mayer 2001; Péchu 2001; Tissot 2005), permettrait de développer la question des prédispositions individuelles du « passage à l'acte » et celle des variations de l'implication tout au long du parcours militant dans la communauté antiautoritaire.

En tout dernier lieu, la réflexion sur la prise en compte de la diversité dans la communauté antiautoritaire est un questionnement qui mérite certainement d'être transposé à l'analyse d'autres mouvements sociaux contemporains. La construction identitaire est en effet un vecteur potentiel de tensions, qui sont de surcroît avivées face à l'expression des différences. Or, même en filigrane des identifications rassembleuses de certaines vagues de contestations récentes, comme le 99 % des Indignés et des différentes incarnations de l'impératif « Occupons », se trouve une déclinaison d'appartenances susceptibles d'être revendiquées comme fondements de mobilisation. Le développement des capacités des mouvements sociaux à faire face à ce défi interne s'avère en ce sens une aptitude salvatrice. À ce sujet, les enseignements mis en lumière par l'étude des dynamiques de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec présentée dans le cadre de cette thèse serviront assurément de terrain fertile à l'exploration de cet enjeu.

Bibliographie

- Adamovsky, Ezequiel. 2008. "Autonomous Politics and Its Problems: Thinking the Passage from Social to Political". Dans Chris Spannos, dir., *Real Utopia: Participatory Society for the 21st Century*. Oakland : AK Press, 346-362.
- Agrikoliansky, Éric, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, dir. 2005. *L'altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*. Paris : Flammarion.
- Ahoodja, Sarita. 2013. « Les anarchistes et la lutte pour l'autodétermination des Autochtones » Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-Andé Cyr, Francis Dupui-Déri et Anna Kruzynski, dir. *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 187-202.
- Allard, Marc. 2011. « À la défense du mur de la honte ». *Le Soleil* (Montréal), 16 avril. En ligne.<http://www.lapresse.ca/le-soleil/dossiers/retour-sur-le-sommet-des-ameriques/201104/15/01-4390461-a-la-defense-du-mur-de-la-honte.php> (page consultée en septembre 2012)
- Almond, Gabriel et Sydney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Boston: Little, Brown and Company
- Amster, Randall, Abraham DeLeon, Luis A. Fernandez, Anthony J. Nocella II et Deric Shannon. 2009. "Introduction". Dans Randall Amster, Abraham DeLeon, Luis A. Fernandez, Anthony J. Nocella II et Deric Shannon. *Contemporary Anarchist Studies. An Introductory Anthology of Anarchy in the Academy*, New York: Routledge.
- Anthias, Floya et Nira Yuval-Davis. 1983. "Contextualizing Feminism: Gender, Ethnic and Class Divisions". *Feminist Review* 15: 62-75.
- Armstrong, Elizabeth et Tim Bartley. 2013. "Organizations and Movements". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford : Wiley-Blackwell, 1058-1060.
- Arruda, Marie-Hélène. 2009. *Le Forum social québécois : l'émergence d'une action collective*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université de Montréal.
- Ancelovici, Marcos. 2014. "Globalization and the Politics of Trade Union Preferences in France". Dans Peter A. Hall, Wade Jacoby, Jonah Levy et Sophie Meunier, dir., *The Politics of Representation in the Global Age*. Cambridge: Cambridge University Press, 75-99.

- _____. 2013. "The Origins and Dynamics of Organizational Resilience. A Comparative Study of Two French Labor Organizations". Dans Peter A. Hall et Michèle Lamont, dir., *Social Resilience in the Neoliberal Era*, Cambridge: Cambridge University Press.
- _____. 2002. "Organizing Against Globalization: The Case of ATTAC in France". *Politique et sociétés* 30 (3) : 427-463.
- Ancelovici, Marcos et Jane Jenson. 2012. *La standardisation et les mécanismes du transfert transnational. Gouvernement et action publique* 1 (1) : 37-58.
- Ancelovici, Marcos et Stéphanie Rousseau. 2009. « Présentation. Les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle ». *Sociologie et sociétés* 41 (2) : 5-14.
- Armstrong, Elizabeth et Mary Bernstein. 2008. "Culture, Power and Institutions: A Multi-Institutional Politics Approach to Social Movements". *Sociological Theory* 26 (1) : 74-99.
- Armstrong, Elizabeth et Tim Bartley. 2013. "Organizations and Movements". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam (dir.), *Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford : Wiley-Blackwell, 878-881.
- Allan Antliff, Allan. 2003. "Anarchy in art: Strategies of Dissidence". *Anarchist Studies* 11 (1): 66-83.
- Ayres, Jeffrey. 1998. *Defying Conventional Wisdom: Political Movements and Popular Contention against North American Free Trade*. Toronto: University of Toronto Press.
- Baillargeon, Normand. 2004. *L'ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme*. Montréal : Lux éditeur.
- Barkan, Steven E. et Steven F. Cohn. 2013. "Recruitment". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford : Wiley-Blackwell, 1058-1060.
- Beaudet, Pierre, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte, dir. 2010. *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*. Montréal : Écosociété.
- Beaupré- Laforest, Catherine. 2008. « Québec solidaire, analyse et défis de la gauche électorale québécoise contemporaine ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir. *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux éditeur, 131-146.
- Bellemare-Caron, Rémi, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski. 2013. « L'anarchie ici et maintenant ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir. *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 11-26.

- Benasayag, Miguel et Diego Sztulwark. 2003. *Du contre-pouvoir*. Paris : La Découverte, 167 p.
- Bender, Frederic L. 1983. "Taoism and Western Anarchism". *Journal of Chinese Philosophy* 10 (1): 5-26.
- Bereni, Laure et Anne Révillard. 2012. « Un mouvement social paradigmatique? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux ». *Sociétés contemporaines* 85: 17-41.
- Berkman, Alexander. 2003. *What is Anarchism?* Oakland: AK Press.
- Bernstein, Mary. 2008. "The Analytic Dimensions of Identity: A Political Identity Framework". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner, dir., *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press: 277-297.
- _____. 2005. "Identity Politics". *Annual Review of Sociology* 31: 47-74.
- _____. 2003. "Nothing Ventured Nothing Gained? Conceptualizing Social Movement 'Success' in the Lesbian and Gay Movement". *Sociological Perspectives* 46 (3): 353-379.
- _____. 2002. "Identities and Politics: Toward a Historical Understanding of the Lesbian and Gay Movement". *Social Science History* 26 (3): 531-581.
- _____. 1997. "Celebration and Suppression: The Strategic Uses of Identity by the Lesbian and Gay Movement". *The American Journal of Sociology* 103 (3): 531-565.
- Bernstein, Mary et Kristine A. Olsen. 2009. "Identity Deployment and Social Change: Understanding Identity as a Social Movement and Organizational Strategy". *Sociology Compass* 3 (6): 871-883.
- Bersntein, Mary et Marcie De la Cruz. 2009. " 'What are you'? : Explaining Identity as a Goal of the Multiracial Hapa Movement ". *Social Problems* 56 (4): 722-745.
- Bevington, Douglas et Chris Dixon. 2005. "Movement-Relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism". *Social Movement Studies* 4 (3): 185-208.
- Bey, Hakim. 1991. *TAZ. The Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism*. New York: Autonomedia.
- Blais, Mélissa. 2008. « Féministes radicales et hommes proféministes : l'alliance piégée ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 147-176.

- Blais, Mélissa et Francis Dupuis-Déri, dir. 2008. *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*. Montréal: Les éditions du remue-ménage.
- Boumaza, Magali et Aurélie Campana. 2007. « Enquêter en milieu difficile : introduction ». *Revue française de science politique* 57 (1): 5-25.
- Bray, Zoe. 2008. "Ethnographic Approaches". Dans Donatella della Porta et Micheal Keating, dir., *Approaches and Methodologies in the Social Sciences. A Pluralist Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press, 296-315.
- Brecher, Jeremy, Tim Costello et Brendan Smith. 2000. *Globalization from Below: the Power of Solidarity*, Cambridge: South End Press.
- Breines, Wini. 1989. *Community and Organization in the New Left, 1962-1968: The Great Refusal*. Rutgers University Press.
- Bres, Luc. 2007. *L'organisation : un essai de définition*. Mémoire de maîtrise. Faculté des sciences de l'administration. Université Laval.
- Breton, Émilie. 2013. « La CLAC : portrait d'un réseau anticapitaliste ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal: Lux éditeur : 41-62.
- Breton, Émilie, Julie Grolleau, Anna Kruzynski et Catherine Saint-Arnaud-Babin. 2007. « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille : Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007 ». *Recherches féministes* 20 (2): 113-139.
- Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin. 2012a. "Feminisms at the heart of contemporary anarchism in Québec: Grass-roots practices of intersectionality". *Canadian Woman Studies* 29 (3): 147-159.
- _____. 2012b. "Prefigurative self-governance and self-organization: the influence of antiauthoritarian (pro)feminist, radical queer and antiracist networks in Quebec". Dans Aziz Choudry, Jill Hanley et Eric Shragge, dir., *Organize!: Building from the Local for Global Justice*. Oakland: PM Press, 156-173.
- _____. 2011. *Ethics and Accountability in Prefigurative Participatory Antiauthoritarian Research*. Communication, North American Anarchist Studies Network Conference, Toronto, du 15 au 16 janvier.
- Breton, Émilie et Anna Kruzynski. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec : de la recherche à l'action*. Communication, Association francophone pour le savoir, Montréal, du 10 au 14 mai.
- Breton, Émilie, Anna Kruzynski, Magaly Pirotte et Rachel Sarrasin. 24 août 2010. « Les suites du G20 à Toronto : saisir l'anarchisme à travers le nuage opaque de la

- désinformation ». *Le Devoir*. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/canada/294844/suites-du-g20-a-toronto-saisir-l-anarchisme-a-travers-les-nuages-opaques-de-la-desinformation> (page consultée en août 2010).
- Breton, Émilie et Rachel Sarrasin. 2009. « Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective. Faire de la recherche autrement ». *À Babord!* 30 (été).
- Breton, Émilie, Sandra Jeppesen et Anna Kruzynski. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec : féministes radicales, queers et militant.es antiracistes*. Communication, Colloque Gender and Public Policy, Toronto.
- Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski, Robyn Maynard, Magaly Pirotte et Coco Riot. 2009. *Social Change Through Research: Collective Participatory Action Research in Montreal Anti-Authoritarian Networks*. Communication, North American Anarchist Studies Network Conference, Hartford (Connecticut), du 21 au 22 novembre.
- Brown, Gavin et Jenny Pickerill. 2009. "Space for Emotion in the Spaces of Activism". *Emotion, Space and Society* 2 (1): 24-35.
- Brubaker, Rogers et Frederick Cooper. 2000. "Beyond 'Identity' ". *Theory and Society* 29: 1-47.
- Brunelle, Dorval et Sylvie Dugas. 2006. *Les mouvements sociaux d'opposition au libre-échange en Amérique du Nord*. Montréal : Chronique du Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC).
- Buechler, Steven M. 1990. *Women's Movements in the United States*. New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press.
- Butler, Judith. 2005. *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*. Paris: La Découverte.
- Calhoun, Craig. 1993. " 'New Social Movements' of the Early Nineteenth Century ". *Social Science History* 17: 385-427.
- Campbell, John L. 2005. "Where Do We Stand? Common Mechanisms in Organizations and Social Movement Research". Dans Gerald. F. Davis, Doug McAdam, William Richard, Scott Mayer et Nathan Zald, dir., *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge : Cambridge University Press, 41-68.
- Castells, Manuel. 2005. «Neoanarquismo». *Diario de la Vanguardia de Barcelona* (Barcelona), 21 mai.

- Centre St-Pierre. S.d. *Boîte à outils sur la relève des travailleurs, travailleuses et bénévoles dans les organismes communautaires*. En ligne. <http://www.centrestpierre.org/publications/outils.html> (page consultée en février 2012).
- Chazel, François. 2009. « Mobilisation des ressources ». Dans Olivier Filieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po, 364-370.
- Chesters, M. 2003. "Shape Shifting". *Anarchist Studies* 11 (1) : 42-65.
- Clemens, Elisabeth. 1997. *The People's Lobby: Organizational Innovation and the Rise of Interest Group Politics in the United States, 1890-1925*. Chicago : University of Chicago Press.
- _____. 1996. "Organizational Form as Frame: Collective Identity and Political Strategy in the American Labor Movement, 1880-1920". Dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, dir., *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York : Cambridge University Press, 205-226.
- _____. 1993. "Organizational Repertoires and Institutional Change: Women's Groups and the Transformation of US Politics, 1890-1920". *American Journal of Sociology* 98 (4) : 755-798.
- Clemens, Elisabeth et Debra Minkoff. 2007. "Beyond the Iron Law: Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research". Dans David A. Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi, dir., *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford : Oxford University Press, 155-170.
- Cohen, Jean. 1985. "Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements". *Social Research: An International Quarterly* 53 (1) : 663-716.
- Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC). 2011a. *Antiautoritaires au Québec : uni.es par une culture politique*. Document de travail. En ligne. <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/antiautoritaires-au-quebec-unies-par-une-culture-politique> (page consultée en mai 2011).
- _____. 2011b. *Vision du changement social : l'anarchisme en tant que processus*. Document de travail. En ligne. <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/vision-du-changement-social-lanarchisme-en-tant-que-processus> (page consultée en mai 2011).
- _____. 2011c. *Intersectionnalité, anti-oppression et front-line struggle*. Document de travail. En ligne. http://www.crac-kebec.org/files/atelier_anti_opp_vs_mai2011_0.pdf (page consultée en mai 2011).
- _____. 2010a. *Les Panthères Roses de Montréal : un collectif queer d'actions directes*. Montréal : CRAC.

- _____. 2010b. *Une révolution peut commencer par un seul brin de paille. Portrait de deux jardins autogérés de la grande région de Montréal*. Montréal : CRAC.
- _____. 2008a. *Collectif Liberte terre. Une monographie*. Montréal : CRAC.
- _____. 2008b. *Ainsi squattent-elles! Une monographie*. Montréal : CRAC.
- Collins, Patricia Hill. 1993. "Toward a New Vision: Race, Class and Gender as Categories of Analysis and Connection". *Race, Sex and Class* 1 (1), 25-45.
- _____. 1990. *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness and the Politics of Empowerment*. New York et London : Routledge.
- Convergence des luttes anticapitalistes. 2010a. *À propos de la CLAC-Montréal*. En ligne. <http://www.clac-montreal.net/a-propos> (page consultée en septembre 2013).
- _____. 2010b. *Journal Coup de semonce*. En ligne. <http://www.clac-montreal.net/coupdesemonce> (page consultée en juillet 2012).
- Combahee River Collective. 1981. "A Black Feminist Statement". Dans Cherrie Moraga et Glorai Anzaldua, dir., *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*, Watertown: Persephone Press.
- Comité de surveillance des libertés civiles. 2001. *Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques Québec avril 2001*. Montréal : Ligue des droits et libertés.
- Conway, Janet. 2012. *Edges of Global Justice. The World Social Forum and Its 'Others'*. Londres: Routledge.
- _____. 2003. "Civil Resistance and the Diversity of Tactics in the Anti-Globalization Movement: Problems of Violence, Silence and Solidarity in Activist Politics". *Osgoode Hall Law Journal* 41 (2-3): 505-529.
- Cornell, Andrew. 2011. *Oppose and propose!* Oakland: Institute for Anarchist Studies/AK Press.
- Cox, Laurence et Cristina Flesher Fominaya. 2009. "Movement Knowledge: What Do We Know, How Do We Create Knowledge And What Do We Do With It". *Interface* 1 (1): 1-20.
- Crenshaw, Kimberle. 1995. "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics and Violence Against Women". Dans Kimberle Crenshaw, Neil Gotanda, Gary Peller et Kendall Thomas, *Critical Race Theory: The Key Writings That Formed the Movement*, New York: The New Press, 103-122.
- Cyr, Marc-André. 2006. *La presse anarchiste au Québec (1976-2001)*, Montréal : Rouge et noir.

- Dahl, Robert. 1961. *Who Governs?: Democracy and Power in an American City*, New Haven : Yale University Press.
- David, Françoise. 2008. « Québec solidaire : pour un futur plus juste, égalitaire et écologiste! ». Dans Pierre Mouterde, dir., *L'Avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal: Écosociété, 64-80.
- Davis, Angela Y. 1981. *Women, Race and Class*. New York: Random House.
- Day, Richard. 2005. *Gramsci is Dead. Anarchist Currents in the Newest Social Movements*. London/New York: Pluto Press.
- _____. 2004. "From Hegemony to Affinity: The Political Logic of the Newest Social Movements". *Cultural Studies* 18: 716-748.
- della Porta, Donatella. 2013 "Social Movements, Power and Democracy: New Challenges, New Challengers, New Theories?". Dans Jacquélien Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms and Processes. The Future of Social Movement Research*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 347-368.
- _____. dir. 2009. *Conceptions and Practices of Democracy in the European Social Forums*. Londres: Routledge.
- _____. 2005a. "Making the polis: social forums and democracy in the global justice movement". *Mobilization* 10 (1): 73-94.
- _____. 2005b. "Multiple Belongings, Tolerant Identities and the Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and the Local Social Fora". Dans Donatella della Porta et Sydney Tarrow, dir., *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham: Rowman et Littlefield, 175-203.
- _____. 2004. « Démocratie en mouvement: les manifestants du Forum social européen, des liens en réseaux ». *Politix* 68 : 49-78.
- della Porta, Donatella et Dieter Rucht. 1995. "Social Movement Sectors in Context A Comparison of Italy and West Germany, 1965-1990". Dans Craig J. Jenkins et Bert Klandermans, dir., *The Politics of Social Protest: Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis: Minnesota Press, 229-272.
- della Porta, Donatella et Micheal Keating. 2008. "How Many Approaches in the Social Sciences? An Epistemological Introduction". Dans Donatella della Porta et Micheal Keating, dir., *Approaches and Methodologies in the Social Sciences. A Pluralist Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press, 19-39.
- Delisle-L'Heureux, Nicolas et Anna Kruzynski. 2007. *La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée : subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives*

au Québec. Communication, Association Francophone pour le Savoir, Trois-Rivières (Québec). En ligne. <http://www.crac-kebec.org/files/PortraitQClibertaire2.pdf>. (page consultée en septembre 2008).

Delisle-L'Heureux, Nicolas et Rachel Sarrasin. 2013. « Au cœur de la nébuleuse anarchiste québécoise: la fourmilière antiautoritaire ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupui-Déri et Anna Kruzynski, dir. *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 63-76.

Diani, Mario. 2013. « Brokerage ». Dans David A. Snow, Donattella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford : Wiley-Blackwell, 156-157.

_____. 1997. "Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes". *Mobilization* 2 (2): 129-147.

_____. 1992. "The Concept of Social Movement". *Sociological Review* 40 (1) : 1-25.

Drainville, André C. 2002. "Québec City 2001 and the Making of Transnational Subjects". *Socialist Register* 38 : 15-42.

Drapeau, Marie-Hélène, Amandine Guilbert, Anna Kruzynski et Geneviève Lambert-Pilotte. 2006. *Faire de la recherche autrement : Présentation des prémisses de base et des caractéristiques d'une équipe de recherche autogérée*, Communication, Association francophone pour le savoir, Montréal, du 15 au 19 mai.

Dufour, Pascale. 2013. "Practices of Local Social Forum. The Building of Tactical and Cultural Collective Action Repertoires". Dans Patrick G. Coy, dir. *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 36: 236-266.

_____. 2008. « Des femmes en marche: vers un féminisme transnational? », Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux éditeur, 57-70.

_____. 2007. « La politisation du milieu communautaire au Québec ». Dans Jane Jenson, Berengère Marques-Pereira et Éric Remacle. *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 243-265.

Dufour, Pascale, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault, dir. 2012. « Radicalités et radicalisations : la fabrication d'une nouvelle norme politique? ». *Lien social et politiques* 68.

Dufour, Pascale et Renaud Goyer. 2009. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective. Proposition pour une géographie des solidarités transnationales ». *Sociologie et sociétés* 41 (2) : 111-134.

- Dunleavy, Patrick. 2003. *Authoring a PhD. How to Plan, Draft, Write and Finish a Doctoral Thesis or Dissertation*. New York : Palgrave Macmillan.
- Dupuis-Déri, Francis. 2009. *L'altermondialisme*. Montréal: Boréal.
- _____. 2008a. « Le mouvement contre la guerre ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 199-214.
- _____. 2008b. « Pistes pour une histoire de l'anarchisme au Québec ». *Bulletin d'histoire politique* 16 (2): 287-302.
- _____. 2007. « Contestation altermondialiste au Québec et renouveau de l'anarchisme ». Dans Anne Morelli et José Gotovitch, dir., *Contester dans un pays prospère. L'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles: P.I.E Peter Lang, 177-196.
- _____. 2006. « Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec ». *Les ateliers de l'éthique* 1 (1): 58-80.
- _____. 2005a. « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage ». Dans Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, dir., *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris: Flammarion, 199-231.
- _____. 2005b. « L'utopie est dans les prés: Campements militants temporaires et autogérés ». *Réfractions* 14: 127-138.
- _____. 2004. « Penser l'action directe des Black Blocs ». *Politix* 68 (17): 79-109.
- _____. 2003. « Manifestations, altermondialisation et groupes d'affinité. Anarchisme et psychologie des foules rationnelles ». Communication, Colloque Les mobilisations altermondialistes, Paris, du 3 au 5 décembre.
- Earl, Jennifer. 2013. "Repression and Social Movements". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Wiley-Blackwell, 1083-1088.
- Einwohner, Rachel L. 2008. "Passing as Strategic Identity Work in the Warsaw Ghetto Uprising". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner, *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 121-140.
- _____. 2006. "Identity Work and Collective Action in a Repressive Context: Jewish Resistance on the 'Aryan Side' of the Warshaw Ghetto". *Social Problems* 53: 38-56.
- _____. 2002. "Bringing the Outsiders In: Opponents' Claims and the Construction of animal Rights Activists' Identity". *Mobilization* 7 (3): 253-268.

- _____. 1999. "Gender, Class and Social Movement Outcomes: Identity and Effectiveness in Two Animal Rights Campaigns". *Gender and Society* 13: 56-76.
- Einwoner, Rachel L., Jo Reger et Daniel J. Myers. 2008. "Introduction: Identity Work, Sameness and Difference in Social Movements". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwoner, *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1-20.
- Eisinger, Peter. 1973. "The Conditions of Protest Behavior in American Cities". *American Political Science Review* 81: 11-28.
- Elster, Jon. 1989. *Nuts and Bolts for the Social Sciences*. New York: Cambridge University Press.
- Elster, Jon. 1998. "A Plea for Mechanisms". Dans Peter Hedström et Richard Swedberg, dir., *Social Mechanisms: An Analytical Approach to Social Theory*, New York: Cambridge University Press, 45-73.
- Elster, Jon. 2007. *Explaining Social Behavior: More Nuts and Bolts for the Social Sciences*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Emirbayer, Mustafa et Chad Alan Goldberg. 2005. "Pragmatism, Bourdieu and Collective Emotions in Contentious Politics". *Theory & Society* 34: 469-518.
- Epstein, Barbara. 2001. "Anarchism and the Anti-Globalization Movement". *Monthly Review* 53 (4).
- Escobar, Arturo. 1998. "Whose Knowledge, Whose Nature? Biodiversity, Conservation and the Political Ecology of Social Movements". *Journal of Political Ecology* 5: 53-82.
- _____. 1992. "Imagining a Post-Development Era? Thought, Development and Social Movements". *Social Text* 31/32: 20-56.
- Eslami Shirene et Robyn Maynard. 2013. « L'antiracisme et l'anticolonialisme au cœur des luttes antiautoritaires ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 203-224.
- Éthier, Diane. 2006. *Introduction aux relations internationales*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Falleti, Tulia G. et Julia F. Lynch. 2009. "Context and Causal Mechanisms in Political Analysis". *Comparative Political Studies* 42 (9): 1143-1166.
- Farrer, L. 2006. "A Revolt to Live". *Anarchist Studies* 14 (2): 131-155.

- Fillieule Olivier. 2009. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux? ». *Politique et société* 28 (1): 15-26.
- _____. 2007. « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires ». Dans Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard, dir., *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris: La Découverte, 215-240.
- _____. 2005. « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure d'opportunité politique ». Dans Gilles Dorronsoro, dir., *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris : CNRS éditions, 201-218.
- _____. 2001. « Post-scriptum: propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique* 51 (1): 199-215.
- _____. 1997. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris: Presses de Sciences Po.
- Fillieule Olivier et Nonna Mayer, dir. 2001. « Devenirs militants ». *Revue française de science politique* 51 (1-2) : 19-25.
- Fillieule, Olivier et Cécile Péchu. 1993. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan.
- Flesher Fominaya, Cristina. 2013. "Movement Culture Continuity. The British Anti-Roads Movement as Precursor to the Global Justice Movement". Dans Cristina Flesher Fominya et Laurence Cox, dir., *Understanding European Movements. New Social Movements, Global Justice, Anti-Austerity Protests*, London : Routledge, 109-124.
- _____. 2010a. "Collective Identity and Social Movements. Central Concepts and Debates". *Sociology Compass* 4/6: 393-404.
- _____. 2010b. "Creating Cohesion From Diversity. The Challenge of Collective Identity Formation in the Global Justice Movement". *Sociological Inquiry* 80 (3): 377-404.
- _____. 2007. "Autonomous Movements and the Institutional Left: Two Approaches in Tension in the Madrid's Anti-Globalization Network". *South European Society and Politics* 12 (3): 335-358.
- Fortier, Ashley, Anna Kruzynski, Jacinthe Leblanc, Leah Newbold, Magaly Pirotte et Coco Riot. 2009. « Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du 'nous-femmes' et de la non-mixité : recoupements et divergences ». Dans Francine Descarries et Lyne Kurtzman, dir., *Faut-il réfuter le 'Nous femmes' pour être féministe au XXIe siècle?*, Les Cahiers de l'IREF 19.
- Fortin, Maxim. 2005. *La résurgence d'une contestation radicale en Amérique du Nord*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université Laval.

- Fraser, Nancy. 1995. "From Redistribution to Recognition? Dilemmas of Justice in a 'Post-Socialist' Age". *New Left Review* 1/212: 68-93.
- Futrell, Robert et Pete Simi. 2004. "Free Spaces, Collective Identity and the Persistence of U.S. White Power Activism". *Social Problems* 51: 16-42.
- Gamson, William. 1992. "The Social Psychology of Collective Action". Dans Aldon D. Morris et Carol McClurg, dir., *Frontiers in Social Movement Theory*. Mueller/New Haven: Yale University Press, 53-76.
- Gamson, Joshua. 1996. "The Organizational Shaping of Collective Identity: The Case of Lesbian and Gay Film Festivals in New York". *Sociological Forum* 11: 231-261.
- _____. 1995. "Must Identity Movements Self-Destruct? A Queer Dilemma". *Social Problems* 42 (3): 390-407.
- Gaudet, Louis-Frédéric et Rachel Sarrasin. 2008. « Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006) ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements*. Montréal: Lux éditeur, 177-198.
- Geronimo. 2012. *Fire and Flames: A History of the German Autonomist Movement*. Oakland: PM Press.
- Gerring, John. 2007. "The Mechanistic Worldview: Thinking Inside the Box". *British Journal of Political Science* 38 (1): 161-179.
- Gerring, John. 2010. "Causal Mechanisms: Yes but...". *Comparative Political Studies* 43 (11): 1499-1526.
- Gill, Louis. 2004. *Le néolibéralisme*. Montréal : Université du Québec à Montréal, Chaire d'études socio-économiques.
- Giraud, Isabelle et Pascale Dufour. 2010. *Dix ans de solidarité planétaire. Perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*. Montréal: Éditions du Remue-Ménage.
- Gitlin, Todd. 1997. "Beyond Identity Politics: A Modest Precedent". Dans Steven Fraser et Joshua B. Freeman, dir., *Audacious Democracy: Labor, Intellectuals and the Social Reconstruction of America*, Boston: Houghton Mifflin, 152-163.
- Giugni, Marco G. 1998. "Was It Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements". *Annual Review of Sociology* 24: 371-393.
- Goldstone Jack A. et Charles Tilly. 2001. "Threat (and Opportunity): Popular Action and State Repression in the Dynamics of Contentious Action". Dans Ronald R. Aminzade, Jack A. Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth J. Perry, William H. Sewell, Jr., Sidney

- Tarrow, et Charles Tilly, dir., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press: 179-94
- Goodwin, Jeff et James Jasper. 1999. "Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory". *Sociological Forum* 14 (1): 27-54.
- Gordon, Uri. 2008. *Anarchy Alive! Anti-Authoritarian Politics From Practice to Theory*. London: Pluto Press.
- _____. 2007. "Anarchism Reloaded". *Journal of Political Ideologies* 12 (1, février): 29-48.
- Gosselin Dionne, Miguel. 2013. « L'organisation des désirs, c'est bien le genre des anarchistes! ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal: Lux éditeur, 255-268.
- Goulet, Émilie. 2011. *Comment comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec? Analyse des répercussions de l'antiféminisme*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université de Montréal.
- Graeber, David. 2002. "The New Anarchists". *New Left Review* 13 (janvier-février): 61-73.
- _____. 2006. *Pour une anthropologie anarchiste*. Montréal: Lux éditeur.
- Grubacic, Andrej. 2003. *Towards another anarchism*, ZNET. En ligne. <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID5&ItemID2991> (page consultée en septembre 2013).
- Guay, Lorraine. 2005. « Un agenda citoyen pour une démocratie municipale participative, inclusive, solidaire ». *Journal Alternatives* (26 octobre).
- Hall, Budd. 1981. "Participatory Research, Popular Knowledge and Power: a Personal Reflection". *Convergence* 14 (3): 6-19.
- Hall, Peter A. 2006. "Systematic process analysis: when and how to use it". *European Management Review* (3): 24-31
- _____. 2003. "Aligning Ontology and Methodology in Comparative Research". Dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, dir., *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hamidi, Camille. 2006. « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation ». *Revue française de science politique*, 56 (1): 5-25.
- Hammond-Callaghan, Marie et Matthew Hayday, dir. 2008. *Mobilizations, Protests and Engagements. Canadian Perspectives on Social Movements*. Halifax : Fernwood Publishing.

- Hardt, Michael. 2002. "Today's Bandung?". Dans Tom Mertes et Walden F. Bello, dir. *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?*. London: Verso, 230-236
- Hardt, Michael et Antonio Negri. 2004. *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*. New York: Penguin Press.
- Hayden, T. 2002. *The Zapatista Reader*. New York: Thunder's Mouth Press/nation Books.
- Hedström, Peter et Richard Swedberg, dir. 1998. *Social Mechanisms: An Analytical Approach to Social Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Highleyman, Liz. 2002. "Radical Queers or Queer Radicals? Queer Activism and the Global Justice Movement". Dans Benjamin Shepard et Ronald Hayduk, dir., *From ACT UP to the WTO: Urban Protest and Community-Building in the Era of Globalization*. London: Verso, 106-120.
- Holloway, John. Holloway, John. 2010. *Crack Capitalism*. London/New York: Pluto Press.
- _____. 2002. *Change the World without Taking Power. The Meaning of Revolution Today*. London: Pluto Press.
- Houle-Courcelles, Mathieu. 2008. *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*. Montréal : Lux éditeur.
- Hunt, Scott A. et Robert D. Benford. 2007. "Collective Identity, Solidarity and Commitment". Dans David A. Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi, dir., *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Oxford University Press, 433-458.
- _____. 1994. "Identity Talk in the Peace and Justice Movement". *Journal of Contemporary Ethnography* 22: 488-517.
- Hunt, Scott A., Robert D. Benford et David A. Snow. 1994. "Identity Fields: Framing Processes and the Social Construction of Movement Identities". Dans Enrique Laraña, Hank Johnston et Joseph R. Gusfield, dir., *New Social Movements: From Ideology to Identity*. Philadelphia: Temple University Press, 185-208.
- Ibáñez, Tomás. 2014. *Anarchisme en mouvement. Anarchisme, néoanarchisme et postanarchisme*. Paris : Nada éditions.
- Jacques, Julie et Anne Quéniart. 2004. *Apolitiques les jeunes femmes?* Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Jenkins, Craig et Charles Perrow. 1977. "Insurgency and the Powerless: Farm Worker Movements, 1946-1972". *American Sociological Review* 42 (2): 249-268.

- Jenson, Jane. 2007. « Des frontières aux lisières de la citoyenneté ». Dans Jane Jenson et Bérangère Marques Pereira et Eric Remacle. *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 23-44.
- _____. 2006. « La citoyenneté sociale et les “nouveaux risques sociaux” au Canada : où sont passées les voix des femmes? ». *Droits et société. Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique* 62: 21-43.
- _____. 1998. *Social Movement Naming Practices and the Political Opportunity Structure*. Communication, Instituto Juan March de estudios e investigaciones, Madrid, du 17 au 18 avril.
- _____. 1995. “Mapping, Naming and Remembering: Globalization at the End of the Twentieth Century”. *Review of International Political Economy* 2 (1): 96-116.
- _____. 1993. “Naming Nations: Making Nationalist Claims in Canadian Public Discourse”. *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 30 (3): 337-358.
- _____. 1990. “Representations of Difference: The Varieties of French Feminism”. *New Left Review* I/180 (mars-avril): 127-160.
- _____. 1982. “The Modern Women’s Movement in Italy, France and Great Britain: Differences in Life Cycles”. *Comparative Social Research* 5 (82): 341-375.
- Jenson, Jane et Susan Phillips. 1996. “Regime Shift: New Citizenship Practices in Canada”. *International Journal of Canadian Studies* 14: 111-136.
- Johnston, Hank et Bert Klandermans. 1995. “The Cultural Analysis of Social Movements”. Dans Hank Johnston et Bert Klandermans, dir., *Social Movements and Culture*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 3-24.
- Joshua, Florence. 2007. « Les conditions de (re)production de la LCR : l’approche par les trajectoires militantes ». Dans Florence Haegel, dir., *Partis politiques et système partisan en France*. Paris: Presses de sciences po, 25-68.
- _____. 2009. “Abeyance structure”. Dans Olivier Fillieule, Lillian Mathieu et Cécile Péchu. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de sciences po, 17-23.
- Juris, Jeffrey S. 2009. “Anarchism or the Cultural Logic of Networking”. Dans Randall Amster, Abraham DeLeon, Luis A. Fernandez, Anthony J. Nocella II et Deric Shannon. *Contemporary Anarchist Studies. An Introductory Anthology of Anarchy in the Academy*, New York: Routledge, 213-223.
- Khadir, Amir. 2008. « Oser la gauche ». Dans Pierre Mouterde, dir., *L'Avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal: Écosociété, 81-95.

- Katsiaficas, George. 2001. *The Subversion of Politics: European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*. Oakland: AK Press.
- Kitschelt, Herbert. 1985. "New Social Movements in West Germany and the United States". *Political Power and Social Theory* 5: 273-324.
- Klandermans, Bert. 1992. "The Social Construction of Protest and Multi-Organizational Fields". Dans Bert Klandermans, dir., *Organization for Change: Social Movement Organizations Across Cultures*. Greenwich: JAI Press, 315-345.
- Klandermans, Bert et Nonna Mayer. 2001. « Militer à l'extrême-droite ». Dans Pascal Perrineau, dir., *Les Croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour-d'Aigues: Éditions de l'Aube, 147-162.
- Klandermans, Bert et Suzanne Staggenborg. 2002. *Methods of Social Movement Research*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Koopmans, Ruud. 2007. "Protest in Time and Space. The Evolution of Waves of Contention". Dans David A. Snow, Sarah A. Soule, and Hanspeter Kriesi, dir. *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Blackwell Publishing, 19-46.
- Kriesi, Hanspeter. 1996. "The Organizational Structure of New Social Movements in a Political Context". Dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer Zald. *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunity, Mobilizing Structures and Cultural Framing*. Cambridge: Cambridge University Press, 152-184.
- Kriesi, Hanspeter, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak et Marco G. Giugni. 1995. *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kruzynski, Anna. 2008. *Demande de subvention au Conseil de recherche en sciences humaines*. Montréal: CRAC.
- _____. 2007. « Sortir de la cage productiviste : faire la révolution en préfigurant des alternatives conviviales, autonomes et économes ». Dans Serge Mongeau, dir., *Objecteurs de croissance*. Montréal: Écosociété, 97-107.
- _____. 2004. « De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois ». *Recherches féministes* 17 (2): 227-262.
- Kruzynski, Anna et Marcel Sévigny. 2005. « Réhabiliter la politique : une option libertaire ». *Possibles* 29 (1): 28-45.
- Kruzynski, Anna et Rachel Sarrasin. 2010. « Ni Dieu ni Maître : les anarchistes contemporains ». *À Bâbord!* 34.

- Kurtz, Sharon. 2002. *Workplace Justice. Organizing Multi-Identity Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kurtzman, Lyne. 2004. *L'éthique en acte dans la recherche-action féministe en milieu universitaire*. Communication présentée au Colloque international *Genre et militantisme*. Lausanne: Université de Lausanne.
- _____. 1999. *Les enjeux éthiques de la recherche-action. Une étude de cas*. Montréal: Université du Québec à Montréal.
- Lacoursière, Arianne. 2010. « Libérez nos camarades ». *La Presse* (Montréal), 2 juillet.
- Lacoursière, Benoit. 2007. *Le mouvement étudiant au Québec 1983-2006*. Montréal: Sabotart édition.
- Lagalis, Erica Michelle. 2011. "Marginalizing Magdalena. Intersections of Gender and the Secular in Anarchoindigenist Solidarity Activism". *Signs* 36 (3): 653-678.
- Lambert-Pilote, Geneviève, Marie-Hélène Drapeau et Anna Kruzynski. 2007. « La révolution est possible : Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec ». *Possibles* 31 (1-2): 138-159.
- Lamoureux, Diane. 2008. « Québec 2001 : Un tournant pour les mouvements sociaux québécois? ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 11-34.
- Lamoureux, Diane et Lorraine Guay. 2008. « Tabler sur les mouvements sociaux et la vigilance citoyenne. Changer le rapport au pouvoir pour changer les rapports de pouvoir ». Dans Pierre Mouder, dir., *L'Avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal: Écosociété, 128-140.
- Laraña, Enrique, Hank Johnston et Joseph R. Gusfield. 1994. *New Social Movements. From Ideology to Identity*. Philadelphie: Temple University Press.
- Leblanc, Jacinthe. 2013. « Contre le patriarcat, je résiste et je me bats ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal: Lux éditeur, 241-254.
- Lemay, Jean-Frédéric. 2007. *Mouvements sociaux transnationaux : Le partenariat de deux organisations de commerce équitable en France et au Pérou*. Thèse de doctorat. Département d'anthropologie. Université Laval.
- Le Mazier, Julie. S.d. *Pistes sur les apports possibles de la sociologie des mobilisations à l'étude de la démocratie participative et délibérative*. En ligne. http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/le_mazier.pdf (page consultée en juin 2013).

- Lortie, Marie-Claude. 2001. « Une manif pour mettre un peu de lumière ». *La Presse* (Montréal), vendredi 20 avril : A1.
- Luck, Simon. 2008. *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine*. Thèse de doctorat. Département de science politique. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Mansbridge, Jane et Aldon D. Morris, dir. 2001. *Oppositional Consciousness: The Subjective Roots of Social Protest*. Chicago: University of Chicago Press.
- Martinez, Elizabeth. 2000. "Where Was The Color In Seattle? Looking for Reasons Why The Great Battle Was So White". *Colorlines* 3 (1). En ligne. http://colorlines.com/archives/2000/03/where_was_the_color_in_seattlelooking_for_reasons_why_the_great_battle_was_so_white.html (page consultée en août 2013).
- Massé, Bruno. 2008. *L'écologie radicale au Québec : pratiques et représentations sociospatiales des groupes écologistes radicaux de 2001 à 2007*. Mémoire de maîtrise. Département de géographie. Université du Québec à Montréal.
- Mathieu, Lillian. 2002. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux ». *Revue française de science politique* 52 (1 : 75-100).
- Marx Ferree, Myra et Silke Roth. 1998. "Gender, Class and the Interaction Between Social Movements. A Strike of West Berlin Day Care Workers". *Gender and Society* 12 (6): 626-648.
- Mbah, Sam et I. E. Igariwey. 1997. *African Anarchism. The History of a Movement*. Tucson: See Sharp Press.
- McAdam, Doug. 1995. "Initiator and Spin-off Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles". Dans Mark Traugott, dir., *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham : Duke University press, 217-239.
- _____. 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press.
- McAdam, Doug et David A. Snow. 2010. *Readings on Social Movements: Origins, Dynamics and Outcomes*. Oxford: Oxford University Press.
- McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald. 1996. "Introduction: Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing Processes. Toward a Synthetic, Comparative Perspective on Social Movements". Dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, dir., *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York: Cambridge University Press, 1-20.

- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McCarthy John D. et Mayer Zald. 1977. "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory". *American Journal of Sociology* 82 (6) : 1212- 1241.
- _____. 1973. *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*. Morristown: General Learning Press.
- Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*. Cambridge: Cambridge University Press.
- _____. 1995. "The Process of Collective Identity". Dans Hank Johnston et Bert Klandermans, dir., *Social Movements and Culture*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 41-63.
- _____. 1989. *Nomads of the Present*. Philadelphie: Temple University Press.
- _____. 1988. "Getting Involved: Identity and Mobilization in Social Movements". *International Social Movement Research* 1: 329-348.
- _____. 1985. "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements". *Social Research* 52 (4): 789-816.
- _____. 1980. "The New Social Movements: A Theoretical Approach". *Social Science Information* 19: 199-226.
- Mertes, Tom et Walden F. Bello, dir. *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* London: Verso.
- Meyer, David S. et Nancy Whittier. 1994. "Social Movement Spillover". *Social Problems* 41 (2): 277-298.
- Meyer, David S., Nancy Whittier et Belinda Robnett, dir. 2002. *Social Movements: Identity, Culture, and the State*. Oxford: Oxford University Press.
- Meyer, David et Debra C. Minkoff. 2004. "Conceptualizing Political Opportunity". *Social Forces* 82 (juin): 1457-1492.
- Milstein, Cindy. 2010. *Anarchism and its Aspirations*. Oakland: Institute for Anarchist Studies/AK Press.
- _____. 2001. *Something Did Start in Quebec City: North America's Revolutionary Anti-Capitalist Movement*. Institute for Anarchist Studies.
- Minkoff, Debra. 2013. "The Changing Supply Side of Mobilization". Dans Jacquélien Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms*

- and Processes. *The Future of Social Movement Research*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 191-204.
- _____. 1997. "The Sequencing of Social Movements". *American Sociological Review* 62: 779-799.
- _____. 1993. "The Organization of Survival: Women's and Racial-Ethnic Voluntarist and Activist Organizations, 1955-1985". *Social Forces* 71: 887-908.
- Minkoff, Debra et John D. McCarthy. 2005. "Reinvigorating the Study of Organizational Processes in Social Movements". *Mobilization* 10 (2) : 289-308.
- Monière, Denis. 1977. *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours (1977)*. Montréal : Éditions Québec-Amérique.
- Morris, Aldon D. 1992. "Political Consciousness and Political Action". Dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller, dir., *Frontiers in Social Movement Theory*. Mueller/New Haven: Yale University Press, 351-374.
- Morris, Aldon D. et Jane Mansbridge, dir., 2001. *The Subjective Roots of Social Protest*. Chicago: University of Chicago Press.
- Morris, Aldon D. et Carol McClurg Mueller, dir., 1992. *Frontiers in Social Movement Theory*. Mueller/New Haven: Yale University Press.
- Mouterde, Pierre. 2005. *Repenser l'action politique de gauche. Essai sur l'éthique, la politique et l'histoire*. Montréal: Écosociété.
- Mueller, Tadzio. 2003. "Empowering Anarchy". *Anarchist Studies* 11 (1): 122-149.
- Munkres, Susan. 2008. "Being "Sisters" to Salvadoran Peasants: Deep Identification and Its Limitations". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 189-212.
- Myers, Daniel J. 2008. "Ally Activism: The Politically Gay". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 167-188.
- Nestor, Michel. 2005. « L'anarchisme au Québec : l'éternel recommencement ». *Alerta! Le cri de la wawa*, été 2005.
- No One is Illegal - Montreal. 2006. *No One Is Illegal-Montreal's Basis of Unity*. En ligne. <http://nooneisillegal-montreal.blogspot.ca/2006/12/no-one-is-illegal-montreals-basis-of.html?view=timeslid> (page consultée en août 2013).
- Notes from Nowhere, dir., 2003. *We Are Everywhere: the Irresistible Rise of Global Anti-Capitalism*. London: Verso.

- Oswald Mitchell, Dave. 2009. "Teamsters and Turtles. The Rise of the Planetariat". *Briarpatch Magazine* (novembre).
- Pagé, Geneviève. 2006. *Reinventing the Wheel or Fixing It? A Case Study of Radical Feminism in Contemporary Montreal*. Mémoire de maîtrise. Carleton University.
- Panthères roses. 2004a. *Press communiqué of Operation Pepto-Bismol Please*. En ligne. http://www.lespantheresroses.org/actionpassee/communiqué_st-valentin.html (page consultée en août 2013).
- _____. 2004b. *Press communiqué of Opération Dark Side of the Moumounes*. En ligne. <http://www.lespantheresroses.org/actionpassee/expulsion.htm> (page consultée en août 2013).
- Paquet, Mireille. 2013. *Les provinces et la fédéralisation de l'immigration au Canada, 1990-2010*. Thèse de doctorat. Département de science politique. Université de Montréal.
- Péchu, Cécile. 2001. « Les générations militantes à Droit au logement ». *Revue française de science politique* 51 1-2 (février-avril) : 73-103.
- Phébus, Nicolas. 2013. « Des libertaires dans le mouvement communautaire populaire ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-Andé Cyr, Francis Dupui-Déri et Anna Kruzynski, dir. *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal: Lux éditeur, 153-168.
- Pierru, Emmanuel. 2009. « Organisations et ressources ». Dans Olivier Fillieule, Lillian Mathieu et Cécile Péchu, dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de science po, 394-402.
- Piotte, Jean-Marc. 2008. « Les syndicats : le dos au mur ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 97-110.
- Pleyers, Geoffrey. 2013. « Brève histoire du mouvement altermondialiste ». *La vie des idées.fr* (29 mars). En ligne. <http://www.laviedesidees.fr/Breve-histoire-du-mouvement.html> (page consultée en octobre 2013).
- _____. 2004. « Des *black blocks* aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes ». *Lien social et politiques* 51 (91):123-134.
- Poletta, Francesca. 2008. "Culture and Movements". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 619 (septembre): 78-96.
- _____. 2002. *Freedom is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements*. Chicago: The University of Chicago Press.
- _____. 1999. "Free Spaces in Collective Action". *Theory and Society* 28, 1-38.

- Polletta, Francesca et James Jasper. 2001. "Collective Identity and Social Movements". *Annual Review of Sociology* 27: 283-305.
- Potts, Karen et Leslie Brown. 2005. "Becoming an Anti-Oppressive Researcher". Dans Leslie Brown et Susan Strega, dir. *Research As Resistance. Critical, Indigenous and Anti-Oppressive Approaches*. Toronto: Canadian's Scholar Press, 255-286.
- Powell, Walter W. et Paul J. DiMaggio, dir. 1991. *The New Institutionalism in Organizational Analysis*. Chicago: University of Chicago Press.
- Presse canadienne. 2010. *Plus de 600 arrestations*, Radio-Canada (Montréal). En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/06/27/001-manif-g20-toronto-dimanche.shtml> (page consultée en mai 2012).
- Pucciarelli, Domenico. 1999. *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon : Atelier de création libertaire.
- Purkis, Jonathan. 2004. "Towards an Anarchist Sociology". Dans J. Purkis et J. Bowen, *Anarchism: Anarchist Theory and Practice in a Global Age*, Manchester: Manchester University Press, 39-54.
- Purkis, Jonathan et James Bowen. 2004. "Why Anarchism Still Matters". Dans Jonathan Purkis et James Bowen, dir., *Changing Anarchism. Anarchist Theory and Practice in a Global Age*, Manchester: Manchester University Press, 1-20.
- _____. 2005. *Changing Anarchism: Anarchist Theory and Practice in a Global Age*. Manchester: Manchester University Press.
- Qteam. 2010. *Créé par des Queers Made This. A Visual Archive of Queer Organizing in Montreal 2005-2010*. Montréal: Qteam.
- Quebec Research Interest Group (QPIRG) at Concordia University. S. d. a. *At The Heart of Resistance. QPIRG Concordia's Working Groups Journal 2010-2011*. Montréal: QPIRG Concordia.
- _____. S. d. b. *At The Heart of Resistance. QPIRG Concordia's Working Groups Journal 2012*. Montréal: QPIRG Concordia.
- _____. S. d. c. *Groupes de travail*. [http://www.qpirgconcordia.org/?page_id=9&lang=fr], (page consultée en septembre 2013).
- Radical queer semaine. S.d. *General Mandate*. En ligne. <http://radicalqueersemaine.com/general-mandate> (page consultée en octobre 2013).
- Radio-Canada,. S.d.a. *La mondialisation des marchés. Les Sommets des Amériques. Le Sommet de Québec*. En ligne. <http://www.radio->

Canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/sommetQuebec02.shtml (page consultée en juin 2013).

_____. S.d.b. *La mondialisation des marchés. Les Sommets du G8. Le Sommet de Kananaskis* 2002. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/SommetKananaskis.shtml> (page consultée en juin 2013).

_____. 2003. Sommet des Amériques : la GRC sur la sellette. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200311/13/006-Sommet-Ameriques.shtml> (page consultée en avril 2010).

Reger, Jo. 2008. "Drawing Identity Boundaries: The Creation of Contemporary Feminism". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 101-120.

_____. 2002a. "Organizational Dynamics and Construction of Multiple Feminist Identities in the National Organization for Women". *Gender and Society* 16: 710-727.

_____. 2002b. "More than One Feminism: Organizational Structure, Ideology and the Construction of Collective Identity". Dans David S. Meyer, Nancy Whittier et Belinda Robnett, dir. *Social Movements: Identity, Culture and the State*. Oxford: Oxford University Press, 171-184.

Reger, Jo, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. 2008. "Introduction". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1-20.

Rioux, Claude. 2008. «Solidarité internationale. Du développement à la solidarité directe». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 215-230.

Roggeband, Conny et Jan Willem Duyvendak. 2013. "The Changing Supply Side of Mobilization: Questions for Discussion". Dans Jacquelin Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms and Processes. The Future of Social Movement Research*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 95-106.

Romanos, Eduardo. 2013. "Anarchism". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Wiley-Blackwell, 1-4.

Roos, Jérôme E. et Leonidas Oikonomakis. 2013. *We are everywhere! The Autonomous Roots of the Real Democracy Movement*. Communication, Annual ECPR General Conference, Bordeaux (France), du 4 au 7 septembre.

Rosanvallon, Pierre. 1976. *L'Âge de l'autogestion*. Paris: Seuil.

- Roth, Benita. 2008. "The Reconstruction of Collective Identity in the Emergence of U.S. White Women's Liberation". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 257-275.
- _____. 2004. *Separate Roads to Feminism. Cambridge: Black, Chicana, and White Feminist Movements in America's Second Wave*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Roth, Silke. 2008. "Dealing with Diversity: The Coalition of Labor Union Women". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 213-232.
- Rouillard, Jacques. 2004. *Le Syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*. Montréal: Boréal.
- Rousseau, Stéphanie. 2009. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie ». *Sociologie et sociétés* 41 (2): 135-160.
- Rucht, Dieter. 2013. "Social Movement Structures in Action: Conceptual Propositions and Empirical Illustration". Dans Jacquélien Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms and Processes. The Future of Social Movement Research*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 169-190.
- _____. 1996. "The Impact of National Contexts on Social Movement Structures: A Cross-Movement and Cross-National Perspective". Dans D. McAdam, John D. McCarthy et M. Zald. *Comparative Perspectives on Social Movements*. Cambridge: Cambridge University Press, 185-204.
- Rupp, Leila J. et Verta Taylor. 1999. "Forging Feminist Identity in an International Movement: A Collective Identity Approach to Twentieth-Century Feminism". *Signs* 24 (2): 363-386.
- Salon du livre anarchiste de Montréal. 2012. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2012*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2010. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2010*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2009. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2009*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2008. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2008*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2007. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2007*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.

- _____. 2006. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2006*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2005. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2005*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2004. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2004*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2003. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2003*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2002. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2002*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2001. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2001*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- _____. 2000. *Programme du Salon du livre anarchiste de 2000*. Montréal: Collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.
- Sandoval, Chela. 2000. *Methodology of the Oppressed*. Minneapolis: University of Minnesota
- Sarrasin, Rachel. 2011. "Uses of Identity in the Anti-Authoritarian Movement in Quebec". Communication, American Sociological Association, Las Vegas, du 20 au 23 août.
- Sarrasin, Rachel, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton. 2012. « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec ». Dans Pascal Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault, dir., « Radicalités et radicalisations : la fabrication d'une nouvelle norme politique? ». *Lien social et politiques* 68: 141-166.
- Schwalbe, Michael L. et Douglas Mason-Shrock. 1996. "Identity Work as Group Process". *Advances in Group Process* 13: 113-147.
- Service canadien du renseignement et de la sécurité (SCRS). 2000. *L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion*, Rapport n° 2000/08.
- Silvestro, Marco et Jean-Marc Fontant. 2005. « Vivre demain dans nos lutes d'aujourd'hui! », *Possibles* 29 (2): 1-10.
- Silvestro, Marco. 2008. « Le renouveau paysan au Québec : une luciole dans les champs de l'agriculture néolibérale ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux éditeur, 111-130.
- Smith, Jackie, Ellen Reese, Scott Byrd et Elizabeth Smythe, dir. 2012. *Handbook of World Social Forum Activism*. Boulder: Paradigm Publishers.

- Smith, Miriam, dir. 2007. *Group Politics and Social Movements in Canada*. Toronto: University of Toronto Press.
- Smithey, Lee A. 2009. "Social Movement Strategy, Tactics and Collective Identity". *Sociology Compass* 3 (4): 658-671.
- Snow, David A. 2004. "Social Movements as Challenges to Authority: Resistance to an Emerging Conceptual Hegemony". *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 25: 3-25.
- Snow, David A. et Leon Anderson. 1987. "Identity Work Among the Homeless: The Verbal Construction and Avowal of Personal Identities". *The American Journal of Sociology* 92 (6): 1336-1371.
- Snow, David A. et Doug McAdam. 2000. "Identity Work Processes in the Context of Social Movements; Clarifying the Identity/Movement Nexus". Dans Sheldon Stryker, Timothy J. Owens et Robert W. White, dir., *Self, Identity and Social Movements*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 41-67.
- Snow, David A., R. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford. 1986. "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation". *American Sociological Review* 51 (4): 464-481.
- Snow, David A. et Robert D. Benford. 1992. "Master Frames and Cycles of Protest". Dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller. *Frontiers in Social Movement Theory*, dir., New Haven: Yale University Press, 133-155.
- Snow, David A. et Scott C. Bryd. 2007. "Ideology, Framing Processes and Islamic Terrorist Movements". *Mobilization: An International Quarterly Review* 12 (1): 119-136.
- Sommier, Isabelle. 2009. « Cycle de mobilisation ». Dans Olivier Filieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris: Presses de science po, 173-179.
- Sommier, Isabelle, Olivier Fillieule et Eric Agrikoliansky. 2002. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Aix-en-Provence: Karthala.
- Soule, Sarah. A. 2013. "Bringing Organizational Studies Back into Social Movement Scholarship". Dans Jacquélien Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms and Processes. The Future of Social Movement Research*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 107- 124.
- Staggenborg, Suzanne. 2013. "Organization and Community in Social Movements". Dans Jacquélien Van Stekelenburg, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir., *Dynamics, Mechanisms and Processes. The Future of Social Movement Research*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 125-145.

- _____. 2002. "The Meso in Social Movement Research". Dans David S. Meyer, Nancy Whittier et Belinda Robnett, dir., *Social Movements. Identity, Culture and the State*. Oxford: Oxford University Press, 124-139.
- _____. 1998. "Social Movement Communities and Cycles of Protest: The Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement". *Social Problems* 45 (2): 180-204.
- _____. 1986. "Coalition Work in the Pro-Choice Movement: Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles". *Social Problems* 33 (5): 374-390.
- Staggenborg, Suzanne et Verta Taylor. 2005. "Whatever Happened to the Women's Movement?". *Mobilization: An International Journal* 10 (1): 37-52.
- Stasiulis, Daiva et Nira Yuval-Davis, dir. 1995. *Unsettling Settler Societies: Articulations of Gender, Race, Ethnicity and Class*. Londres: Sage.
- Starhawk. 2002. *Webs of Power: Notes from the Global Uprising*. Gabriola: New Society Publishers.
- Stockill, Bret. C. 2003. *Activism Against AIDS: At the Intersections of Sexuality, Race Gender and Class*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- _____. 2001. "Forging a Multidimensional Oppositional Consciousness: Lessons from Community-Based AIDS Activism". Dans Jane Mansbridge et Aldon D. Morris, dir. 2001. *Oppositional Consciousness: The Subjective Roots of Social Protest*. Chicago: University of Chicago Press, 204-237.
- Strauss Anselm et Juliet Corbin. 1990. *Basics of Qualitative Research. Grounded Theory Procedures and Techniques*. London: Sage.
- Streeck, Wolfgang et Kathleen Thelen, dir. 2005. *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*. Oxford: Oxford University Press.
- Stryker, Sheldon, Timothy J. Owens and Robert W. White, dir. 2000. *Self, Identity and Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Tarrow, Sidney. 2013. "Mechanisms". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Wiley-Blackwell, 728-731.
- _____. 2005. *The New Transnational Activism*. Cambridge : Cambridge University Press.
- _____. 1998. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.

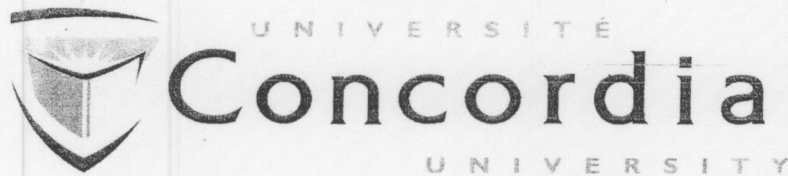
- _____. 1995. "Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention". Dans Mark Traugott, dir., *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham: Duke University Press: 89-116.
- Taylor, Verta. 1989. "Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance". *American Sociological Review* 54 (5): 761-775.
- Taylor, Verta et Alison Dahl Crossley 2013. "Abeyance". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Wiley-Blackwell, 1-2.
- Taylor, Verta et Leila J. Rupp. 1993. "Women's Culture and Lesbian Feminist Activism: A Reconsideration of Cultural Feminism". *Signs* 19 (1): 32-61.
- Taylor, Verta et Nancy Whittier. 2005. « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes ». Dans Olivier Fillieule, dir., *Le désengagement militant*, Paris: Belin.
- _____. 1992. "Collective Identity in Social Movement Communities: Lesbian Feminist Mobilization". Dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller. *Frontiers in Social Movement Theory*, dir., New Haven : Yale University Press: 104-129.
- The Economist Intelligence Unit. 2010. *Democracy Index 2010*. En ligne. <http://www.eiu.com> (page consultée en octobre 2013).
- Thelen, Kathleen. 2003. "How Institutions Evolve: Insights From Comparative Historical Analysis". Dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, dir., *Comparative Historical Analysis in the Social Science*. Cambridge: Cambridge University Press, 407-428.
- Tilly, Charles. 2004. *Social Movements, 1768-2004*. London: Paradigm Publishers.
- _____. 1996. "Citizenship, Identity and Social History". Dans Charles Tilly, dir. *Citizenship, Identity and Social History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- _____. 1978. *From Mobilization to Revolution*. New York: McGraw-Hill Companies.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. 2008. *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*. Paris: Les presses de Sciences Po.
- Tissot, Sylvie. 2005. *Reconversions militantes*. Limoges: Presses universitaires de Limoges.
- Tormey, Simon. 2004. *Anti-Capitalism: A Beginner's Guide*. Oxford: One world publications.
- Touraine, Alain. 1985. "An Introduction to the Study of Social Movements". *Social Research* 52 (4): 749-787.

- _____. 1978. *La voix et le regard*. Paris : Les éditions du Seuil.
- Vaillancourt, Brigitte. 2001 « L'architecture et le calendrier des négociations ». Dans Sylvain Turcotte, dir. *L'intégration des Amériques : Pleins feux sur la ZLEA, ses acteurs, ses enjeux*. Montréal: Fides, 39-52.
- Valocchi, Stephen. 2010. *Social Movements and Activism in the USA*. New York: Routledge
- _____. 2001. "Individual Identities and Organizational Structure: The Relationship of the Political Left and Gay Liberation in the United States". *Sociological Perspectives* 44 (4) : 445-467.
- Van Dyke, Nella. 2013. "Coalitions". Dans David A. Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam, dir., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Wiley-Blackwell, 205-207.
- _____. 2003. "Protest Cycles and Party Politics: The Effect of Elite Allies and Antagonists on Student Protest in the United States, 1930-1990". Dans Jack Goldstone, dir. *Parties, Politics and Movements*. Cambridge: Cambridge University Press, 226-245.
- Van Dyke, Nella et Holly McCammon, dir. 2010. *Strategic Alliances: Coalition Building and Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Van Stekelenburg, Jacquélien, Conny Roggeband et Bert Klandermans, dir. 2013. *The Changing Dynamics of Contention*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Vennesson, Pascal. 2008. "Case Studies and Process Tracing: Theories and Practices". Dans Donatella della Porta et Micheal Keating, dir., *Approaches and Methodologies in the Social Sciences. A Pluralist Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press, 223-239.
- Voegtli, Michel. 2010. « Quatre pattes oui, deux pattes, non! L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social. » Dans Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Isabelle Sommier. *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris: La Découverte, 203-223.
- Ward, Jane. 2008. "Diversity Discourse and Multi-Identity Work in Lesbian and Gay Organizations". Dans Jo Reger, Daniel J. Myers et Rachel L. Einwohner. *Identity Work in Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 233-256.
- Weber, Max. 1992. *Essais sur la théorie de la science*. Paris: Agora.
- Whittier, Nancy. 2007. "The Consequences of Social Movements for Each Other". Dans David A. Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi, dir., *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Oxford University Press 531-552.

- _____. 2002. "Meaning and Structure in Social Movements". Dans David S. Meyer, Nancy Whittier et Belinda Robnett, dir., *Social Movements: Identity, Culture and the State*. Oxford: Oxford University Press.
- _____. 1997. "Political Generations, Micro-Cohorts and the Transformation of Social Movements". *American Sociological Review* 62 (5): 760-778.
- _____. 1995. *Feminist Generations: The Persistence of the Radical Women's Movement*. Philadelphie: Temple University Press.
- Williams, Dana M. 2009. "Red vs Green: Regional Variation of Anarchist Ideology in the United States". *Journal of Political Ideologies* 14 (2): 189-210.
- Williams, Dana M. et Matthew T. Lee. 2008. "We Are Everywhere: an Ecological Analysis of Organizations in the Anarchist Yellow Pages". *Humanity and Society* 32 (février): 45-70.

Annexe A

Certificat d'éthique du CRAC



CERTIFICATION OF ETHICAL ACCEPTABILITY FOR RESEARCH INVOLVING HUMAN SUBJECTS

Name of Applicant: Dr. Anna Kruzynski

Department: SCPA

Agency: SSHRC/FQRSC

Title of Project:

Un trait du nouveau visage du féminisme au Québec? Une Analyse critique du militantisme des jeunes impliquées dans les collectifs et coalitions autogérés et libertaires; Un autre monde est-il possible? Une perspective critique sur les expérience autoges.

Certification Number: UH2006-080-1

Valid From: 11/19/2008 to: 11/19/2009

The members of the University Human Research Ethics Committee have examined the application for a grant to support the above-named project, and consider the experimental procedures, as outlined by the applicant, to be acceptable on ethical grounds for research involving human subjects.

Dr. James Pfaus, Chair, University Human Research Ethics Committee

Annexe B

Exemple de formulaire de consentement du CRAC

Formulaire de consentement

Fin de semaine de réflexion:: 12-13 février 2011

Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC)

Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC)

(nom des membres du CRAC)

(...)

(affiliations militantes et/ou académiques)

(...)

Description du projet et objectifs

Ce projet a pour objectif l'étude des groupes et réseaux de la mouvance antiautoritaire ayant émergé au Québec entre 1999 et 2010, dans une démarche de recherche-action

La recherche est pilotée par le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC-Kébec, www.crac-kebec.org), composé de militantEs libertaires féministes et pro-féministes. Ces militantEs portent plusieurs chapeaux : actrices et acteurs des milieux étudiés, chercheurEs et étudiantEs à la maîtrise ou au doctorat.

L'un des principaux objectifs du CRAC est de documenter les alternatives au capitalisme. Dix monographies ont été réalisées ou sont en voie de réalisation sur dix groupes et réseaux différents. Les membres du CRAC analysent ces monographies, ainsi que les données des entrevues, afin de développer des analyses transversales sur les points de ressemblances, de divergences ainsi que les nuances exprimées dans les idées des militantEs de ces groupes et réseaux. Une partie du résultat de ces analyses sera présentée lors de cette fin de semaine de réflexion, dans le but de mieux connaître les groupes et réseaux antiautoritaires et leurs luttes contre les divers systèmes d'oppression que sont le patriarcat, l'hétéronormativité, le racisme et/ou le colonialisme, etc.

Balises de la participation

Fin de semaine de réflexion

Au cours de cette fin de semaine de réflexion, nous allons présenter quelques résultats de l'analyse préliminaire de nos données et discuter des questions suscitées par ces recherches, à la fois sur les valeurs, les formes organisationnelles et les activités des groupes et réseaux dans lesquels vous êtes impliqués; votre compréhension des défis, des relations de pouvoir et des retombées possibles de vos actions, etc. *Les discussions de la fin de semaine ne seront pas enregistrées. Il y aura une prise de notes par écrit* dans le seul but de retenir les grandes idées exprimées par les participantEs: aucun nom ne sera associé aux idées exprimées et toutes les opinions demeureront anonymes.

Afin de s'assurer de la diversité des points de vue et de l'expression des divergences d'opinion, le consensus n'est pas visé lors des discussions. Si à la lecture des versions préliminaires de nos conclusions unE participantE est en désaccord avec l'orientation de nos propos, plusieurs options de retrait sont envisageables, telles que décrites dans la section « Participation volontaire/retrait » et « Confidentialité ».

Diffusion des résultats

Le CRAC construit ses analyses transversales sur la base des diverses monographies réalisées et des données des entrevues. Les résultats de ces analyses transversales seront diffusées auprès des groupes et réseaux ayant participé aux recherches (par le biais d'ateliers ou de documents écrits), du public en général (à travers le site web, des conférences, des ateliers, des interventions dans les médias) et dans le milieu universitaire (dans le cadre d'articles académiques, de présentations dans des colloques, de mémoires de maîtrise ou de thèse de doctorat).

Par ailleurs, le CRAC veillera à s'assurer de la pertinence des outils produits sur la base de ces analyses pour les groupes et réseaux de la mouvance antiautoritaire. Ainsi, votre groupe ou réseau pourrait tirer profit de ces résultats de différentes façons. D'abord, le CRAC pourrait inviter les participant.es à ses recherches à se réunir pour discuter de la forme de diffusion la plus appropriée à développer collectivement (par exemple des ateliers internes aux groupes/réseaux, des notes spécifiques à certains enjeux, des zines, des vidéos, etc.). Puis, il y a aussi la possibilité d'envisager la production collective de documents pour les médias (qu'ils soient de masse, militants ou anarchistes) et/ou des journaux et revues académiques ainsi que de conférences.

Impacts pour les participantEs: bénéfices et risques

La participation à ce projet peut comporter plusieurs avantages pour vous et votre réseau. Ce processus vous permettra de poser un regard critique et constructif sur vos propres pratiques et de tirer des conclusions et apprentissages qui pourront vous aider à les améliorer. Par le biais de la monographie qui sera produite sur la tendance dans laquelle vous vous inscrivez, mais

aussi par les autres publications et outils qui émaneront du projet, votre militantisme, qui est à la marge des courants qui sont habituellement étudiés par les chercheurEs, bénéficiera d'une plus grande visibilité. Les outils qui seront produits et diffusés dans votre milieu faciliteront la transmission des savoirs. En fait, la diffusion de vos expériences pourrait stimuler d'autres à mettre sur pied des groupes libertaires en s'inspirant de vos apprentissages collectifs. De par votre participation au projet, vous pourriez avoir l'opportunité de rencontrer d'autres personnes qui militent dans des groupes libertaires, ce qui pourrait vous permettre d'élargir votre réseau. Finalement, votre participation aidera la population de même que les chercheurEs dans les milieux universitaires à mieux comprendre vos actions, vos revendications et le militantisme libertaire.

Par contre, même si vos propos demeureront confidentiels, étant donné la taille réduite du milieu et le nombre restreint de militantEs dans ce réseau, il y a des risques qu'on vous reconnaisse. Étant donné la marginalité politique des initiatives étudiées, il y a la possibilité que la publication d'informations sur vos implications militantes puisse nuire à votre réputation dans certains milieux plus conservateurs. Aussi, puisqu'il s'agit d'une recherche-action, qui vise la transformation individuelle et collective, vous risquez de vivre des moments de tensions, de remises en question, de peine, de colère.

Participation volontaire/retrait

Votre participation au projet est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer sans préjudice et en tout temps, sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer du projet, vous n'avez qu'à nous aviser verbalement ou par écrit.

Confidentialité

Vos propos demeureront confidentiels. Dans le cas de divulgation d'informations indiquant un danger imminent de mort ou de blessures graves pour une personne ou un groupe de personnes identifiables, nous nous verrons dans l'obligation soit de prévenir la ou les personnes menacées, soit d'en avertir les autorités compétentes.

Cependant en tout temps, vous pouvez décider de ne pas répondre à une question ou de ne pas exprimer votre point de vue. Similairement, vous pouvez décider de ne pas divulguer ou rendre publics vos stratégies, moyens, cibles d'actions, etc. Vous êtes libres de consentir ou non à la publication des informations que vous aurez fournies lors du projet. De plus, sur demande, certains de vos propos pourront être rayés des notes écrites. Dans le cas où unE ou plusieurs participantEs divulguerait des informations qui pourraient compromettre la sécurité ou l'intégrité des autres participantEs les propos s'y rapportant seront rayés des notes écrites.

Nous sommes de l'avis que la confidentialité est le fondement même de la relation privilégiée qui est celle des chercheurEs-participantEs. Il y a un risque que l'université demande ou que le tribunal ordonne la divulgation d'informations à des autorités chargées de réprimer le crime ou d'intenter des poursuites à la suite d'infractions à la loi. Le CRAC, en tout temps, contestera

par tous les moyens légaux à sa disposition, tout ordre de divulgation provenant de la cour ou de l'université, sans pouvoir en prédire l'issue.

Conservation et usage des notes de terrain

Au cours de la fin de semaine, des notes écrites seront prises lors des discussions en ateliers et en plénière. Seules les grandes idées formulées par les participant.es seront notées et non leurs propos intégraux. Ces grandes idées serviront par la suite à alimenter les résultats de l'analyse transversale réalisée par le CRAC.

Les formulaires de consentements signés, les notes de terrain et tout autre document contenant des informations personnelles seront conservés dans un endroit sécurisé auquel seule la chercheuse principale, Anna Kruzynski, aura accès. Cependant, à titre de participantEs au projet, vous avez le droit de consulter les notes écrites des groupes de discussions auxquels vous avez participé. Sur demande, ces documents seront disponibles au bureau d'Anna Kruzynski à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia.

Les notes de terrain seront détruites 7 ans après la tenue de la fin de semaine de réflexion.

Communication avec les médias

La politique suivante s'appliquera dans tous les cas où le CRAC serait contacté par les médias pour discuter de ses recherches:

Les membres du CRAC aborderont avec les médias les seuls enjeux touchant des questions générales qui s'appliquent à tous les groupes et réseaux participants. Considérant que le CRAC n'est pas un porte-parole pour aucun des groupes et réseaux participant aux recherches, toute demande des médias sur un groupe ou un réseau spécifique sera redirigée vers les participantEs concernéEs, qui pourront alors décider collectivement de la réponse appropriée.

Maintien de la communication avec le CRAC

Puisque nous souhaitons encourager la communication avec et entre les groupes et réseaux avec lesquels nous effectuons ces recherches, le CRAC compte faire tout en son possible pour maintenir les participantEs informéEs, par courriel, des publications et événements publics concernant les monographies et les différents produits de nos analyses.

Les participantEs sont responsables de tenir le CRAC informé de tout changement de coordonnées qui les concernent.

☐ Je préfère ne pas être incluE dans la liste d’envoi établie à cette fin.

Signature

Date

Consentement

Je comprends que je suis libre de retirer mon consentement et de discontinuer ma participation en tout temps, et ce, sans préjudice. Je comprends, par ailleurs, que ma participation sera confidentielle (les membres du CRAC seront au courant, mais ne divulgueront pas mon identité à un tiers). Je comprends, finalement, que les résultats de cette étude seront publiés selon les modalités établies dans les sections « Conservation et usage des notes de terrain ».

Je (nom en lettres moulées du/de la participantE) _____
déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, en avoir discuté avec les membres du collectif de recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet en question.

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à ce projet.

Signature du/de la participantE

Date

Signature de la chercheure principale

Date

Anna Kruzynski, professeure adjointe
École des affaires publiques et communautaires
Université Concordia

Toute plainte relative à votre participation à ce projet peut être adressée à Adela Reid, Research Ethics and Compliance Officer, Université Concordia.

Un exemplaire du formulaire et de consentement signé doit être remis à la/au participante.

Annexe C

Liste des publications du CRAC¹⁶⁵

Répertoire en ligne de l'autonomie collective

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. En ligne : <http://repertoire.crac-kebec.org/anti-autoritaire-horizontal>

Monographies et études de cas sur les groupes étudiés

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2008. *Collectif Libерterre. Une monographie*. Montréal : CRAC.

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2008. *Ainsi squattent-elles! Une monographie*. Montréal : CRAC. En ligne : <http://www.crac-kebec.org/node/90>

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2010. *Les Panthères Roses de Montréal : Un collectif queer d'actions directes*. Montréal : CRAC. En ligne : <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/les-pantheres-roses-de-montreal-une-monographie>.

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2010. *Une révolution peut commencer par un seul brin de paille. Portrait de deux jardins autogérés de la grande région de Montréal*. Montréal : CRAC. En ligne : <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/monographie-une-revolution-peut-commencer-par-un-seul-brin-de-paille>

Breton, Émilie. 2013. « La CLAC : portrait d'un réseau anticapitaliste ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 41-62.

Eslami Shirene et Robyn Maynard. 2013. « L'antiracisme et l'anticolonialisme au cœur des luttes antiautoritaires ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 203-224.

Leblanc, Jacinthe. 2013. « Contre le patriarcat, je résiste et je me bats ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski,

¹⁶⁵ Les documents sont listés dans cette annexe par catégories, puis par ordre chronologique de publication pour chacune de ces catégories.

dir., *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 241-254.

Textes présentant l'analyse transversale des données

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2011. *Antiautoritaires au Québec : uni.es par une culture politique*. Document de travail. En ligne : <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/antiautoritaires-au-quebec-unies-par-une-culture-politique> (version française) et http://www.crac-kebec.org/files/1-cracculture_politiquev2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2011. *Vision du changement social : l'anarchisme en tant que processus*. Document de travail. En ligne : <http://www.crac-kebec.org/bibliotheque/vision-du-changement-social-lanarchisme-en-tant-que-processus> (version française) et http://www.crac-kebec.org/files/2-cracnar_processusv2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2011. *Intersectionnalité, anti-oppression et 'front lines struggles'*. Document de travail. En ligne : http://www.crac-kebec.org/files/atelier_anti_opp_vs_mai2011_0.pdf (version française) et http://www.crac-kebec.org/files/workshop_anti-opp_vs_may_2011.pdf (version anglaise).

Publications destinées à un grand public

Kruzynski, Anna. 2007. « Sortir de la cage productiviste : faire la révolution en préfigurant des alternatives conviviales, autonomes et économes ». Dans Serge Mongeau, dir., *Objecteurs de croissance*. Montréal : Écosociété, 97-107. En ligne : <http://www.ecosociete.org/t112.php> et http://www.crac-kebec.org/files/Kruzynski_decroissance_2007.pdf

Lambert-Pilotte, Geneviève, Marie-Hélène Drapeau et Anna Kruzynski. 2007. « La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec », *Possibles* 31 (1-2): 138-159. En ligne : http://spectrum.library.concordia.ca/6513/1/LambertPilotte_et_al_2007.pdf.

St-Arnaud-Babin, Catherine, Émilie Breton et Maude Prud'homme. 2007. « Jeunes féministes en images », *Le Féminisme en bref : Québécoises toujours debouttes!*, Fédération des femmes du Québec, Montréal, 38-41.

Breton, Émilie et Rachel Sarrasin. 2009. « Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective. Faire de la recherche autrement », *À Babord!* 30 (été).

Collectif de recherche sur l'autonomie collective. 2010. "A diversity of sex tactics – Part I" (bilingue). Bande dessinée. En ligne : http://www.crac-kebec.org/files/comic_on_sexuality_2010.pdf

Kruzynski, Anna et Rachel Sarrasin. 2010. « Ni Dieu ni Maître : les anarchistes contemporains », *À Bâbord!* 34 : 28-29. En ligne : <http://www.ababord.org/spip.php?article1038>.

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin. 2012. "Prefigurative self-governance and self-organization: the influence of antiauthoritarian (pro)feminist, radical queer and antiracist networks in Quebec". Dans Aziz Choudry, Jill Hanley et Eric Shragge, dir. *Organize!: Building from the Local for Global Justice*. Oakland, PM Press : 156-173.

Breton, Émilie, Anna Kruzynski, Magaly Pirotte et Rachel Sarrasin. 24 août 2010. « Les suites du G20 à Toronto : saisir l'anarchisme à travers le nuage opaque de la désinformation ». *Le Devoir*. En ligne : <http://www.ledevoir.com/politique/canada/294844/suites-du-g20-a-toronto-saisir-l-anarchisme-a-travers-les-nuages-opaques-de-la-desinformation>.

Delisle-L'heureux, Nicolas et Rachel Sarrasin. 2013. « Au cœur de la nébuleuse anarchiste québécoise : la fourmière antiautoritaire ». Dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupui-Déri et Anna Kruzynski, dir. *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*. Montréal : Lux éditeur, 63-76.

Publications destinées à un public académique

Breton, Émilie, Julie Grolleau, Anna Kruzynski et Catherine St-Arnaud-Babin. 2007. « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille : Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000- 2007 ». *Recherches Féministes* 20 (2) : 113-139.

Fortier, Ashley, Anna Kruzynski, Jacinthe Leblanc, Leah Newbold, Magaly Pirotte et Coco Riot. 2009. « Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du « nous-femmes » et de la non-mixité : recoupements et divergences ». Dans Francine DESCARRIES et Lyne KURTZMAN (dir.), *Faut-il réfuter le 'Nous femmes' pour être féministe au XXIe siècle?*, Les Cahiers de l'IREF 19 (http://www.crac-kebec.org/files/articlens- femme_fr_final.pdf).

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin. 2012. "Feminisms at the heart of contemporary anarchism in Québec: Grass-roots practices of intersectionality". *Canadian Woman Studies* 29 (3) : 147-159.

Sarrasin, Rachel, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton. 2012. « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec ». Dans Pascal Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault, dir., « Radicalités et radicalisations : la fabrication d'une nouvelle norme politique? ». *Lien social et politiques* 68 : 141-166.

Communications présentées lors de colloques et conférences

Drapeau, Marie-Hélène, Amandine Guilbert, Anna Kruzynski et Geneviève Lambert-Pilotte. 2006. « Faire de la recherche autrement : Présentation des prémisses de base et des caractéristiques d'une équipe de recherche autogérée », Communication, Association francophone pour le savoir, Montréal, du 15 au 19 mai.

Delisle-L'Heureux, Nicolas et Anna Kruzynski. 2007. *La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée : subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec*. Communication à l'ACFAS, Trois-Rivières.

Kruzynski, Anna, Emilie Breton et Julie Grolleau. 2007. *Vers la construction d'un nouvel imaginaire : un exposé sur la théorie de la stratification sociale de Floya Anthias*. Communication présentée au Colloque de l'ACFAS, Trois-Rivières.

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski, Robyn Maynard, Magaly Pirotte et Coco Riot. 2009. *Social Change Through Research: Collective Participatory Action Research in Montreal Anti-Authoritarian Networks*. Communication, North American Anarchist Studies Network Conference, Hartford (Connecticut), du 21 au 22 novembre.

Fortier, Ashley, Anna Kruzynski, Jacinthe Leblanc, Leah Newbold, Magaly Pirotte et Coco Riot. 2009. « Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du 'nous-femmes' et de la non-mixité : recoupements et divergences ». Dans Francine Descarries et Lyne Kurtzman, dir., *Faut-il réfuter le 'Nous femmes' pour être féministe au XXIe siècle?*, Les Cahiers de l'IREF 19.

Kruzynski, Anna. 2009. *Un trait du nouveau visage du féminisme au Québec? Le militantisme des antiautoritaires (pro)féministes et queers ayant commencé à s'impliquer en ce sens depuis 1995 – des résultats préliminaires*. Communication présentée à l'équipe de recherche de l'IREF, UQAM.

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen et Anna Kruzynski. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec : féministes radicales, queers et militant.es antiracistes*. Communication, Colloque Gender and Public Policy, Toronto

Breton, Emilie et Anna Kruzynski. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec : de la recherche à l'action*, Communication, « Intersectionnalité », Association francophone pour le savoir, Montréal, du 10 au 14 mai.

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin. 2011. "Ethics and Accountability in Prefigurative Participatory Antiauthoritarian Research". Communication, North American Anarchist Studies Network Conference, Toronto, du 15 au 16 janvier.

Breton, Émilie, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin. 2011. Participation au panel *Smashing the Shadowbox: The Possibilities, Challenges, and Futures of Radical*

Research for Social Transformation, Society for Socialist Studies, Congress of the Humanities and Social Sciences, Fredericton.

Sarrasin, Rachel. 2011. "Uses of Identity in the Anti-Authoritarian Movement in Quebec", communication présentée lors du colloque de l'American Sociological Association, Las Vegas.

Annexe D

Représentation visuelle de la communauté antiautoritaire au Québec développée par le CRAC



Description de la représentation visuelle de la communauté antiautoritaire au Québec

La communauté antiautoritaire au Québec est d'abord composée de réseaux formés de groupes, de collectifs et d'individus militant sur des enjeux spécifiques, représentés dans la figure par les différentes branches de l'arbre. Tel que mentionné dans le chapitre trois de la thèse, le CRAC a répertorié au sein de la communauté antiautoritaire des acteurs mobilisés autour des enjeux suivants¹⁶⁶ (enjeux listés suivant le sens horaire d'apparition dans la représentation visuelle) :

- *Solidarité internationale* :
 - Enjeux spécifiques abordés: soutien en solidarité directe avec des communautés en résistance, impérialisme économique, impérialisme politique, guerre et militarisation, néocolonialisme, critique du modèle du développement international conventionnel, etc.
 - Exemples de groupes¹⁶⁷ : le Projet accompagnement Québec-Colombie (PASC), Tadamon!, La Otra Campaña, etc.
- *Contre la répression étatique (conforme à premier article?)* :
 - Enjeux spécifiques abordés : violence et impunité policière, profilage racial et social, prisons, doctrine de sécurité nationale, certificats de sécurité, etc.

¹⁶⁶ Le choix des appellations données aux enjeux est le fruit d'un processus de validation de l'analyse transversale des données produite par le CRAC lors d'un exercice de réflexion organisé avec une soixantaine de militants et de militantes de la communauté antiautoritaire, en février 2011.

¹⁶⁷ Les groupes et collectifs qui forment la communauté antiautoritaire ont des durées de vie variables, fluctuant selon les besoins et intérêts des militants et des militantes qui s'y investissent. Les groupes et collectifs mentionnés à titre d'exemple dans cette description de la communauté antiautoritaire ne constituent pas une liste exhaustive. Ils ont de plus été actifs pour des durées différentes entre 2000 et 2010, soit la période à l'étude dans cette recherche. Toutefois, advenant la disparition éventuelle d'un groupe ou collectif, il est fréquent d'en voir apparaître de nouveaux autour d'enjeux similaires. Les thématiques générales identifiées par le CRAC comme étant l'objet de luttes dans la communauté antiautoritaire sont donc plus pérennes que les acteurs qui les portent. Notons par ailleurs que la mobilisation étudiante de 2012 a fait apparaître une omission dans cette représentation visuelle de la communauté antiautoritaire, soit la question des enjeux liés au milieu étudiant. Cet enjeu est listé dans la présentation de la communauté antiautoritaire détaillée dans le premier article de la thèse (chapitre trois) mais n'apparaît pas dans le schéma présenté ici en annexe. La perspective antiautoritaire dans le milieu étudiant

- Exemples de groupes : Réseau de la commission populaire, Collectif opposé à la brutalité policière, Project Fly Home, Justice pour Adil, Justice pour Anas, etc.
-
- *Antiracisme, anticolonialisme et anti-impérialisme :*
 - Enjeux spécifiques abordés : justice migrante, détentions et déportations, guerre, apartheid israélien, solidarité avec les peuples autochtones, etc.
 - Exemples de groupes : Personne n'est illégal, Solidarité sans frontières, Comité de solidarité autochtone, comités *ad hoc* anti-déportation, etc.
- *Queers contre l'hétéronormativité (cette appellation dans le premier article?) :*
 - Enjeux spécifiques abordés : lutte contre le système binaire de genre, contre la norme hétérosexuelle, contre l'homophobie et la transphobie, etc.
 - Exemples de groupes : Les Panthères roses, Qteam, Ste-Emilie Skillshare, Prisoner Correspondance Project, Queers Against Israeli Apartheid, etc.
- *Les féministes radicales contre le patriarcat :*
 - Enjeux spécifiques abordés : précarité des femmes, sexisme, violence faite aux femmes, santé reproductive, prostitution, masculinisme, division sexuelle du travail, socialisation des enfants, etc.
 - Exemples de groupes : Némésis, Cyprine, Les Sorcières, Ainsi squattent-elles, Coalition des féministes radicales contre le G20, etc.
- *L'aménagement urbain :*
 - Enjeux spécifiques abordés : embourgeoisement des quartiers, gentrification, logements sociaux, espaces verts et sécuritaires, réappropriation des quartiers, etc.
 - Exemples de groupes : La Pointe libertaire, Le Centre social autogéré, Right to the City-Montreal, etc.

est en effet portée par différents collectifs, dont certaines franges de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

- *L'écologisme* :
 - Enjeux spécifiques abordés : destruction environnementale, exploitation des ressources naturelles, critique du modèle du développement durable, manipulation génétique, agriculture autogérée, etc.
 - Exemples de groupes : Liberterre, La mauvaise herbe, Climate Justice Montreal, Masse critique, etc.
- *Le syndicalisme, le travail et la pauvreté* :
 - Enjeux spécifiques abordés: précarisation des conditions de travail, soutien aux luttes ouvrières, réappropriation des moyens de production, abus aux normes et lois du travail, etc.
 - Exemples de groupes : Union des communistes libertaires (UCL), Comité des sans-emploi, etc.

À la différence d'une structure en réseaux au sein de laquelle les différentes composantes mentionnées ci-haut ne seraient liées que par des points de contact entre elles, la particularité de la communauté antiautoritaire se fonde sur le partage d'un tronc commun, représenté dans la figure par le cœur des branches et le tronc de l'arbre. Comme décrit dans l'article présenté au chapitre trois de la thèse, ce tronc commun qui fédère les différentes composantes de la communauté est constitué de deux facettes :

- 1) Une culture politique commune construite à partir des caractéristiques de l'idéal type de la perspective antiautoritaire contemporaine, à savoir :
 - Une analyse politique contre les formes de domination jugées illégitimes et la promotion de valeurs alternatives;
 - Un répertoire d'actions directes basé sur le respect d'une diversité des tactiques;
 - Un mode organisationnel inspiré de la démocratie directe et l'horizontalité des relations sociales.

- 2) Une interface organisationnelle offrant des espaces, ainsi que des moments de mise en commun et de collaboration entre les différentes composantes de la communauté, constituée des éléments suivants :
- La participation conjointe à des mobilisations : projets ponctuels ou moments de convergence récurrents.
 - Des ressources propres à la communauté : services, milieux de travail autogérés, outils de création, production et diffusion, événements ou rassemblement périodiques.